

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6 rue du verger

CS 40078

76192 Yvetot Cedex

www.sdis76.fr



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
2018/PF-006	10/10/2018	Arrêté portant virement de crédits sur le budget principal
2018/PF-012	29/11/2018	Arrêté portant virement de crédits sur le budget principal
2018/GAP-4674	05/12/2018	Arrêté portant inscription sur la liste d'aptitude d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de la promotion interne au choix
2018/PF-013	18/12/2018	Arrêté portant virement de crédits sur le budget principal
2018/PJ-001	18/12/2018	Arrêté portant composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis
2018/PJ-002	18/12/2018	Arrêté portant composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunions du 07 novembre 2018 et du 05 décembre 2018

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
07/11/18	2018-BCA-91	Pôle Financier	Fourniture de bois et de matériaux en bois pour les services du département de la Seine-Maritime et le Sdis 76
07/11/18	2018-BCA-92	Pôle Financier	Fourniture de matériels électriques et de piles pour les services du département de la Seine-Maritime et le Sdis 76
07/11/18	2018-BCA-93	Pôle Financier	Fourniture de tenues, insignes et attributs pour les sapeurs-pompiers du Sdis 76 et du Sdis 27 – lot n°6 : fourniture de tenues de service et d'intervention – avenant n°2
07/11/18	2018-BCA-94	Pôle Compétence humaine	Modification du tableau des emplois budgétaires
07/11/18	2018-BCA-95	Pôle Compétence humaine	Convention de mise à disposition de site pour la réalisation des stages annuels de formation initiale au sauvetage aquatique et aux exercices d'entraînements
07/11/18	2018-BCA-96	Pôle Compétence humaine	Convention de prestations d'immersion d'un élève colonel au sein du Sdis 76
07/11/18	2018-BCA-97	Pôle Financier	Subvention 2018 – œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France
07/11/18	2018-BCA-98	Pôle Financier	Subvention 2018 – Union régionale des sapeurs-pompiers du Nord de la France
07/11/18	2018-BCA-99	Pôle Financier	Sortie de l'actif – vente de matériels

Séance	N°	Service instructeur	Titre
07/11/18	2018-BCA-100	Pôle Juridique	Recours gracieux sur titre de recette
05/12/18	2018-BCA-101	Pôle Financier	Fourniture de titres restaurant
05/12/18	2018-BCA-102	Pôle Financier	Avenant n°4 à la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Sdis 27
05/12/18	2018-BCA-103	Pôle Compétence humaine	Modification du tableau des emplois budgétaires
05/12/18	2018-BCA-104	Pôle Compétence humaine	Convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion de la Seine-Maritime
05/12/18	2018-BCA-105	Pôle Compétence humaine	Convention d'adhésion à la médecine préventive du centre de gestion de la Seine-Maritime
05/12/18	2018-BCA-106	Pôle Compétence humaine	Convention de stage Sdis 76 / Ensemble scolaire Providence Sainte Thérèse
05/12/18	2018-BCA-107	Pôle Juridique	Convention type de mise à disposition entre le Sdis 76 et les amicales et unions de sapeurs-pompiers – autorisation de signature
05/12/18	2018-BCA-108	Pôle Juridique	Convention de co-production entre le Sdis 76 et l'Udsp 76 – autorisation de signature
05/12/18	2018-BCA-109	Pôle Juridique	Convention relative à la coopération entre le Sdis 76, l'Udsp 76 et SP 76 Multisports – autorisation de signature
05/12/18	2018-BCA-110	Pôle Financier	Valorisation fiscale des dons réalisés au bénéfice du Sdis de la Seine-Maritime
05/12/18	2018-BCA-111	Pôle Juridique	Avenant n°1 à la convention de mise à disposition du Centre d'incendie et de secours de St-Laurent-en-Caux



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
25/10/18	2018-CA-28	Pôle Financier	Evolution des ressources et charges prévisibles pour l'année 2019
13/12/18	2018-CA-29	Pôle Financier	Créances admises en non-valeur
13/12/18	2018-CA-30	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à l'état-major du groupement Est
13/12/18	2018-CA-31	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative au système de gestion opérationnelle
13/12/18	2018-CA-32	Pôle Financier	Ajustement des autorisations de programme votées
13/12/18	2018-CA-33	Pôle Financier	Budget principal 2018 – décision modificative n°2
13/12/18	2018-CA-34	Pôle Financier	Budget annexe 2018 – décision modificative n°1
13/12/18	2018-CA-35	Pôle Financier	Actualisation des durées d'amortissement
13/12/18	2018-CA-36	Pôle Financier	Orientations budgétaires 2019

Séance	N°	Service instructeur	Titre
13/12/18	2018-CA-37	Pôle Financier	Autorisation d'engager, de liquider et de mandater des dépenses jusqu'à l'adoption du budget primitif 2019
13/12/18	2018-CA-38	Pôle Financier	Modalités de répartition des contributions communales ou intercommunales
13/12/18	2018-CA-39	Pôle Financier	Contributions communales ou intercommunales pour 2019
13/12/18	2018-CA-40	Pôle Financier	Actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations
13/12/18	2018-CA-41	Pôle Financier	Actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation
13/12/18	2018-CA-42	Pôle Financier	Actualisation des tarifs de la restauration
13/12/18	2018-CA-43	Pôle Financier	Actualisation des tarifs appliqués aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales
13/12/18	2018-CA-44	Pôle Financier	Tarifs appliqués aux visites médicales
13/12/18	2018-CA-45	Direction	Modification du règlement intérieur de la commission de secours exceptionnel

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE
EXEMPLAIRE

**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION ***

COLLECTIVITÉ

Service départemental d'incendie et de secours
6, rue du vergar
CS 40078
76192 YVETOT Cedex


DATE D'ENVOI :

10 OCT. 2018

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Arrêté portant virement de crédits sur le budget principal	2018/PF-006	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

Pour le Président et par délégation,
la Chef de pôle Juridique,


Frédérique RINGOT

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER

10 OCT. 2018

PREFECTURE

* seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N°2018/PF-006
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018 modifié, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 5 775 556,35 € ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement au compte 678 concernant les autres charges exceptionnelles ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
022	DR	Dépenses imprévues	-20 700,00 €
678	DR	Charges diverses de gestion courante	20 700,00 €
Total de la décision modificative en section d'exploitation			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Yvetot, le **8 OCT. 2018**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N°2018/PF-012
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018 modifié, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 5 754 856,35 € ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement au compte 60622 concernant les dépenses de carburants ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
022	DR	Dépenses imprévues	-100 000,00 €
60622	DR	Carburants	100 000,00 €
Total de la décision modificative en section d'exploitation			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181127-2018-PF-012-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/11/2018

Publication : 29/11/2018

Yvetot, le 27 NOV. 2018

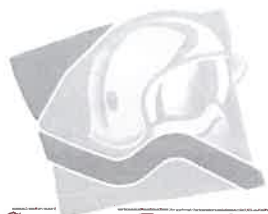
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Yvetot, le **05 DEC. 2018**

AR R E T E N° 2018 / GAP - 4674
portant inscription sur la liste d'aptitude d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au
titre de la promotion interne au choix

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis favorable de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C en date du 5 décembre 2018,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

AR R E T E

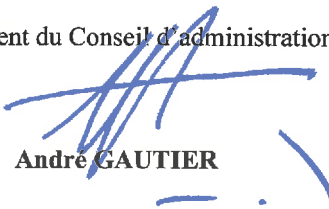
ARTICLE 1^{er} : La liste d'aptitude au titre de l'année 2018 d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels par voie de promotion interne au choix, avec effet au 6 décembre 2018, est fixée comme suit :

- Christian DAVID
- Damien LECOMTE

ARTICLE 2^e : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, transmis à madame la préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime et à Monsieur le payeur départemental.

Le Président du Conseil d'administration,


André GAUTIER



ARRETE N°2018/PF-013
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018 modifié, et notamment les crédits inscrits en section d'investissement, au compte « 020 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 940 022,33 € ;
- l'insuffisance de crédits en section d'investissement au compte 10222 concernant les dépenses de remboursement au FCTVA ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'investissement du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
020	DR	Dépenses imprévues	- 476,94 €
10222	DR	FCTVA	476,94 €
Total de la décision modificative en section d'investissement			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181218-2018-PF-013-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2018

Publication : 18/12/2018

Yvetot, le

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



A R R E T E N°2018 / PJ-001
portant composition
du comité technique
compétent pour l'ensemble des agents du SDIS

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social,
- le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le décret n°97-279 du 24 mars 1997 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 02 avril 2015 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2015-CA-26 en date du 27 mai 2015 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime désignant les membres au comité technique,
- l'arrêté n°2016/AGAJ-111 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 novembre 2016 modifiant la composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du SDIS,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, instaurant la parité au comité technique et fixant le nombre de sièges titulaires à six,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

ARRETE

Article 1er :

Le comité technique départemental unique compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné président du comité technique,
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} vice-présidente du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Bastien CORITON, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Dominique TESSIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Cécile SINEAU PATRY, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Fabienne DUPARC, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Madame Éloïse GASCOIN,
- Monsieur Stéphane FERRATON,
- Monsieur Bertrand BOCLET,

Suppléants :

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Monsieur Jérémy MENARD,
- Monsieur Guillaume PRUVOST,
- Monsieur Thomas BOULET,
- Monsieur François JOUTEL.

Article 2 :

L'arrêté n° 2016/AGAJ-111 de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 novembre 2016 modifiant la composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du SDIS est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du comité technique susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 14 décembre 2018

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181217-2018-PJ-001-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2018

Publication : 18/12/2018



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



A R R E T E N°2018 / PJ-002
portant composition
de la commission administrative paritaire
des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le décret n°97-279 du 24 mars 1997 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 02 avril 2015 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2015-CA-26 en date du 27 mai 2015 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime désignant les membres au comité technique,
- l'arrêté n°2016/GAP-8786 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 novembre 2016 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et fixant pour la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C le nombre de sièges titulaires à six représentants du groupe hiérarchique supérieur,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

ARRETE

Article 1er :

La commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C, instituée auprès du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composée comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné président du comité technique,
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} vice-présidente du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Pierrette CANU, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Didier REGNIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Dominique TESSIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Cécile SINEAU PATRY, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Frédéric MARCHE, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
- Madame Nacera VIEUBLE, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Cyrille REBISCHUNG,
- Monsieur Gérald GRISEL,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Monsieur Frédéric POUVREAU,
- Monsieur François JOUTEL.

Suppléants :

- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Arnaud DUVAL,
- Monsieur Guillaume PRUVOST,
- Monsieur Stéphane FERRATON,
- Monsieur Bertrand BOCLET.

Article 2 :

L'arrêté n° 2016/GAP-8786 de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 novembre 2016 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres la commission administrative susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 14 décembre 2018

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181217-2018-PJ-002-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2018

Publication : 18/12/2018



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

N°2018-BCA-91

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**FOURNITURE DE BOIS ET DE MATERIAUX EN BOIS POUR LES SERVICES DU
DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics,
- le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-33 du 15 décembre 2017 relative à la conclusion d'une convention de partenariat avec le Conseil Départemental de la Seine-Maritime sur la période 2018-2021,
- la délibération du Bureau n°2018-BCA-31 du 04 avril 2018 portant constitution d'un groupement de commandes entre le Conseil Départemental et le Sdis 76.

*

**

Par délibération en date du 04 avril 2018, un groupement de commandes a été constitué avec le Conseil Départemental de la Seine-Maritime (CD 76) concernant notamment l'acquisition de fournitures et de matériels divers (électrique, plomberie, bois,...).

Le Sdis de la Seine-Maritime a été désigné coordonnateur de la procédure relative à la fourniture de bois et de matériaux en bois. Il est donc en charge de la passation, la sélection des candidatures et des offres, l'attribution (la CAO du coordonnateur étant compétente pour l'attribution du marché) et la notification du marché. Chaque membre restant responsable quant à l'exécution de sa part de marché.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 11 septembre 2018 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 11 octobre 2018 à 12h00.

La consultation concerne la mise en place d'un accord-cadre mono-attributaire, exécutés par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an reconductible 3 fois.

A ce jour, le Sdis 76 ne dispose pas de marché pour couvrir ses acquisitions dans ce domaine. Le Conseil départemental quant à lui dispose d'un marché opérationnel jusqu'au 19 juillet 2019, il intégrera ainsi le marché mutualisé à compter du 20 juillet 2019.

Les montants pour chaque période sont respectivement les suivants :

	Montant minimum	Montant maximum
Sdis 76	5 000 € HT	40 000 € HT
CD 76	Sans minimum	70 000 € HT

Deux offres ont été reçues. Une seule offre a été jugée régulière et analysée selon le critère de jugement des offres défini dans le cadre de la consultation à savoir le critère unique du prix le plus bas.

*

**

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 07 novembre 2018 et a attribué l'accord-cadre à la société Bois et Matériaux (Panofrance Caen), pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la commission d'appel d'offres.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-91-DE

André GAUTIER

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018



N°2018-BCA-92

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**FOURNITURE DE MATERIELS ELECTRIQUES ET DE PILES POUR LES
SERVICES DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME ET LE SERVICE
DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics,
- le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-33 du 15 décembre 2017 relative à la conclusion d'une convention de partenariat avec le Conseil Départemental de la Seine-Maritime sur la période 2018-2021,
- la délibération du Bureau n°2018-BCA-31 du 04 avril 2018 portant constitution d'un groupement de commandes entre le Conseil Départemental et le Sdis 76.

*

**

Par délibération en date du 04 avril 2018, un groupement de commandes a été constitué avec le Conseil Départemental de la Seine-Maritime (CD 76) concernant notamment l'acquisition de fournitures et de matériels divers (électrique, plomberie, bois,...).

Le Sdis de la Seine-Maritime a été désigné coordonnateur de la procédure relative à la fourniture de matériels électriques. Il est donc en charge de la passation, la sélection des candidatures et des offres, l'attribution (la CAO du coordonnateur étant compétente pour l'attribution du marché) et la notification du marché. Chaque membre restant responsable quant à l'exécution de sa part de marché.

La consultation relative à la fourniture de matériels électriques a été décomposée en deux lots :

- Lot n°1 : Fourniture de matériels électriques
- Lot n°2 : Fourniture de piles

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 14 septembre 2018 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 16 octobre 2018 à 12h00.

La consultation concerne la mise en place d'accords-cadres mono-attributaire, exécutés par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an reconductible 3 fois.

Les montants de chaque période sont respectivement les suivants :

	Fourniture de matériels électriques		Fourniture de piles	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Sdis 76	5 000 € HT	80 000 € HT	2 000 € HT	25 000 € HT
CD 76	Sans minimum	35 000 € HT	Sans minimum	5 000 € HT

Trois offres ont été reçues pour le lot n°1 et 6 offres pour le lot n°2.

Le critère de jugement des offres défini dans le cadre de la consultation est le critère unique du prix le plus bas.

*

**

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 07 novembre 2018 et a attribué les accords-cadres aux sociétés suivantes, pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus :

Lot	Désignation	Entreprises
1	Fourniture de matériels électriques	REXEL France
2	Fourniture de piles	VLAD (Val de Loire Accumulateurs Distribution)

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la commission d'appel d'offres.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-92-DE

André GAUTIER

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018



N°2018-BCA-93

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**FOURNITURE DE TENUES, INSIGNES ET ATTRIBUTS POUR LES SAPEURS-
POMPIERS DU SDIS 76 ET DU SDIS 27 – LOT N°6 : FOURNITURE DE TENUES DE
SERVICE ET D'INTERVENTION
AVENANT N°2**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics,
- le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération du Bureau n°2016-BCA-13 du 27 janvier 2016 portant constitution d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2017-BCA-45 du 05 juillet 2017 portant autorisation au Président de signer les marchés relatifs à la fourniture de tenues, insignes et attributs pour les sapeurs-pompiers du Sdis 76 et du Sdis 27.

*

**

Par délibération en date du 27 janvier 2016, un groupement de commande a été constitué avec le Sdis de l'Eure (Sdis 27) concernant l'acquisition de différents matériels et équipements, d'effets d'habillement, de matériels de transport et de matériels mobiles.

Le Sdis de la Seine-Maritime a été désigné coordonnateur des différentes procédures relatives à la fourniture des effets d'habillement. Il est donc, à ce titre, en charge de l'ensemble de la procédure de passation des marchés et d'une partie de l'exécution des marchés (reconduction, avenants...) pour l'ensemble des membres.

Suite à la mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres, le marché relatif à la fourniture de tenues de service et d'intervention a été attribué à la société VTN à compter du 28 août 2017, pour les montants suivants :

	Sdis 76	Sdis 27
Montant minimum annuel	40 000 € HT	Sans montant minimum
Montant maximum annuel	160 000 € HT	98 000 € HT

Ce marché a déjà fait l'objet d'un précédent avenant, actant la fusion-absorption de la société VTN par la société BALSAN à compter du 1^{er} janvier 2018.

A ce jour, suite à l'évolution des besoins du Sdis 27, il convient, par la conclusion un avenant, d'augmenter de 10% le montant maximum du marché pour la part incombant au Sdis 27.

Les nouveaux montants du marché sont donc les suivants :

	Sdis 76	Sdis 27
Montant minimum annuel	40 000 € HT	Sans montant minimum
Montant maximum annuel	160 000 € HT	107 800 € HT

Le Sdis 76 n'est pas concerné par ce présent avenant.

*

* *

La commission d'appel d'offres, s'est prononcée le 07 novembre 2018 et a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-93-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018

André GAUTIER



N°2018-BCA-94

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-94-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

- 1 poste de caporal transformé en poste de sergent ;

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Chargé de mission TIC et communication, attaché, au sein du service communication ;
- Technicien transmission, adjoint technique à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement des systèmes d'informations ;

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/12/18			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 03/10/18 Effectifs au 01/11/2018	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 07/11/18 Effectifs au 01/12/2018	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	9	0	9	-1	0
A2	Commandant	22			22	21	0	21	-1	1
	Capitaine	32			32	24	0	24	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	7			7	7	0	7	0	0
B2	Lieutenant 1ère classe	39			39	31	0	31	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	19	0	19	-7	0
C1	Adjudants	214			214	204	0	204	-10	0
	Sergents	170	1		171	169	0	169	-2	0
C2	Caporal-chef	64			64	64	0	64	0	0
	Caporal	286		1	285	257	21	278	-7	0
C3	Sapeur	24			24	24	0	24	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		894	1	1	894	829	21	850	-44	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3			3	3	0	3	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1			1	1	0	1	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	31	5	36	-2	0
C	Adjoints Administratifs	96			96	90	4	94	-2	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	130	12	142	-4	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	4	10	-1	0
B	Techniciens territoriaux	26			26	20	6	26	0	0
C1	Agents de Maîtrise	29			29	25	2	27	-2	0
C2	Adjoints Techniques*	38			38	35	1	36	-2	0
FILIERE TECHNIQUE		104	0	0	104	86	13	99	-5	0
TOTAUX		1157	1	1	1157	1057	47	1104	-53	4
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	1	0	1	0	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	1	0	1	-8	0

Effectifs non permanents pourvus*		nombre
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur		
contractuels		1
Engagés de service civique	076-287600019-20181107-2018-BCA-94-DE	0
Apprenti	Accusé certifié exécutoire	2
Emplois d'avenir	Réception par le préfet : 07/11/2018	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	Publication : 08/11/2018	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS		0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)



N°2018-BCA-95

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SITE POUR LA REALISATION DES
STAGES ANNUELS DE FORMATION INITIALE AU SAUVETAGE AQUATIQUE
ET AUX EXERCICES D'ENTRAINEMENTS**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans le cadre de la réalisation des stages annuels de formation initiale au sauvetage aquatique et aux exercices d'entraînements, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaite conclure une convention de mise à disposition de site avec la communauté de communes de la Côte d'Albâtre et la société LAKE, occupant en place, exploitant de la parcelle.

Cette convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature, à titre gracieux. Elle définit les conditions d'utilisation et de fréquentation du site du lac de Caniel situé à Vittefleur.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

-

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-95-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018





Convention de mise à disposition

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA COTE D'ALBATRE**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est à CANY-BARVILLE (76450) 48 bis route de Veulettes, identifiée sous le numéro 200 069 839,

Représentée par Monsieur Gérard COLIN, en qualité de Président de ladite Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre, fonction à laquelle il a été nommé aux termes de la délibération n° 170105-01 du Conseil Communautaire en sa séance du 5 janvier 2017.

Agissant aux présentes en vertu de la décision du Président n°.....-DP-JURIDIQUE en date du 2018, dont une copie est annexée aux présentes, prise en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil Communautaire aux termes de la délibération n°170105-15 du 5 janvier 2017.

Ci-après dénommée « la Communauté de Communes » ou « le Propriétaire »,
D'UNE PART.

ET

Le **SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de la Seine-Maritime**, dont le siège social est à YVETOT (76192), 6 rue du Verger – CS 40078.

Représenté par Monsieur André GAUTIER en qualité de Président du Conseil d'administration (dont une copie est annexée).

Ci-après dénommés « le SDIS 76 » ou « le Bénéficiaire »,
D'AUTRE PART.

ET

La société **LAKE**, société par actions simplifiée, au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à ROUEN (76100), 14 rue du 74^{ème} Régiment d'infanterie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés et identifiée au SIREN sous le numéro 841 586 787.

Représentée par la Société STER (Société par actions simplifiée - société à associé unique), au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à SAINTE-AUSTREBERTHE (76570), 21 route de Sainte Austreberthe.

Agissant en qualité de Présidente de la société LAKE.
Représentée aux présentes par Monsieur Rachid EL MORDI, en qualité de Président.

Ci-après dénommée « la société LAKE », « l'Occupant » ou « l'Intervenant »,
D'AUTRE PART

Intervenant en qualité d'occupant en place, exploitant de la parcelle objet des présentes, à l'effet :

- d'être informé des modalités de la mise à disposition du lac de Caniel,
- d'accepter la présente mise à disposition et s'obliger au respect des obligations en résultant prises par le Propriétaire.

EXPOSE

Considérant que le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime requiert la disponibilité du lac de Caniel pour effectuer des stages de formation initiale au sauvetage aquatique d'une durée de quatre (4) jours maximum, soit environ deux (2) stages dans l'année, et plus généralement des ateliers de formation réalisés sur l'ensemble du lac.

La présente convention a pour but de définir les accords liés à la mise à disposition du plan d'eau, les responsabilités de chacune des parties et les engagements du « SDIS 76 » vis-à-vis du maintien en état de l'installation de mise à disposition.

Les parties précisent qu'un repérage des lieux a été effectué le 27 septembre dernier, en présence du lieutenant de 1ère classe Stéphane CADINOT, conseiller technique départemental en sauvetage aquatique du SDIS 76 et de Monsieur TAMION, représentant la Communauté de Communes.

CECI EXPOSE, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – OBJET

La Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre consent au profit du « SDIS 76 », qui l'accepte :

- le droit d'accéder à l'ensemble du lac, sous réserve de l'occupation par d'autres bénéficiaires au même moment,
- le droit d'accéder à la cale de mise à l'eau se trouvant à côté du restaurant situé sur la base de loisirs dite du LAC DE CANIEL sise pour partie sur la Commune de VITTEFLEUR (76450), cadastrée section AI numéro 79, afin de pouvoir mettre à l'eau un zodiac,
- le droit de naviguer sur le lac,
- le droit d'accéder par le portail et d'en connaître le code.

Article 2 – DESIGNATION

Le Propriétaire met à disposition du Bénéficiaire, tout ou partie du Lac de Caniel située à VITTEFLEUR (76450), consistant en :

- la voie d'accès de l'entrée principale,
- la cale de mise à l'eau, la navigation,

Il est précisé qu'une ligne électrique moyenne tension implantée du côté de la plage et que des câbles servant au ski nautique traversent le lac.

Article 3 – DESTINATION

La présente mise à disposition est destinée à l'entraînement aux différentes techniques d'intervention pratiquées par le Bénéficiaire, et notamment:

- les stages annuels de formation initiale au sauvetage aquatique (sauvetage en surface sans bouteille de plongée),

- formation et exercices d'entraînements, qui auront lieu le matin.

Un balisage de l'intervention et du matériel de manutention seront déployés sur les lieux. Environ douze (12) sapeurs-pompiers stagiaires et trois (3) personnels d'encadrement seront présents sur les lieux mis à disposition.

Article 4 – CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition est consentie et acceptée **à titre gratuit**.

Article 5 – CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

La présente mise à disposition est consentie et acceptée sous les charges et conditions suivantes que le Bénéficiaire s'oblige à exécuter, à savoir :

a) Changements

Le Bénéficiaire ne pourra procéder à aucun changement de distribution des lieux mis à sa disposition.

b) Responsabilité et recours

1- Propriétaire

Le Propriétaire garantit le Bénéficiaire de tout recours tendant à contester cette mise à disposition, en tout ou partie, de la part de quelconque ayant droit.

Le Propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le Bénéficiaire pourrait être victime, ni en cas de troubles apportés à la jouissance par le fait de tiers, quelque soit leur qualité, le Bénéficiaire devant agir directement contre eux sans mettre en cause le Propriétaire.

La responsabilité de la Communauté de Communes à l'égard du Bénéficiaire et de ses préposés ne pourra être engagée, en cas de non-respect de celui-ci des consignes de sécurité et des prescriptions prévues à la présente convention.

2 - Bénéficiaire

Le Bénéficiaire assume la pleine et entière responsabilité de ses personnels et préposés qui se rendent sur les biens mis à sa disposition.

Le Bénéficiaire devra faire son affaire personnelle, sans recours contre le Propriétaire, de tous les dégâts causés dans les lieux mis à sa disposition du fait de troubles, émeutes, ainsi que des troubles de jouissance en résultant au cours de son occupation.

Le Bénéficiaire assume toutes responsabilités vis-à-vis de la sécurité des intervenants et des utilisateurs de la base de loisirs. Il sera responsable des conséquences dommageables résultant de la méconnaissance des clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses préposés dont il répond nécessairement.

Le Bénéficiaire assume toutes responsabilités vis-à-vis des dégradations causées par les exercices réalisés. Il s'oblige dès lors à prendre en charge la remise en état de ce qu'il aura endommagé (notamment la cale de mise à l'eau, la dalle bétonnée ou les câbles). Toutes les dépenses nécessaires aux réparations incomberont au Bénéficiaire, sur présentation de justificatif par le Propriétaire.

Le Bénéficiaire devra jouir des lieux sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne exploitation et tenue des lieux.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements en vigueur se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'à l'activité exercée, afin de ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes.

Dans le cas de préjudice autre que celui devant résulter de l'exécution normale de l'activité de ses membres et qui proviendrait d'une faute ultérieure du Bénéficiaire, les parties s'engagent à négocier un règlement par voie d'accord amiable autant que faire se peut.

3 - Intervenant

L'Intervenant ne pourra en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le Bénéficiaire pourrait être victime, ni en cas de troubles apportés à la jouissance par le fait de tiers, quel que soit leur qualité, le Bénéficiaire devant agir directement contre eux sans mettre en cause l'Intervenant.

Par voie de conséquence, l'occupant accepte que le Bénéficiaire fasse pénétrer sur ladite parcelle les membres du SDIS 76.

L'occupant s'engage à laisser les membres du SDIS 76 accéder à la cale et au lac, par l'entrée principale de la base de loisirs.

L'occupant s'engage à laisser les membres du SDIS 76 nager dans le lac et y effectuer toutes manœuvres et exercices dans le respect des règles de sécurité.

c) Utilisation des lieux

Le Bénéficiaire s'oblige à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas gêner le public venant profiter de la base de loisirs.

Il s'engage à sécuriser l'ensemble de la zone d'intervention au moyen de bouées dans le lac.

Avant tout exercice, le bénéficiaire s'engage à baliser la zone du lac où sera pratiqué l'exercice.

Le Bénéficiaire s'oblige à établir et faire respecter un périmètre de sécurité lors de ses interventions sur la plateforme de mise à l'eau.

Le Bénéficiaire s'oblige à remettre en état les lieux, tel qu'il était avant son exercice, et ce immédiatement à l'issue des manœuvres.

d) Procédure de mise à disposition

La procédure de mise à disposition est la suivante :

1. Programmation de l'exercice par le SDIS 76. Une remontée d'informations sur la fréquentation du site par les sapeurs-pompiers sera impérativement adressée au propriétaire et à l'occupant, 15 jours avant l'intervention par courriel.

2. Confirmation de la date de la mise à disposition par le SDIS 76, 48 heures à l'avance, par courriel adressé à la Communauté de Communes, aux adresses suivantes :

- jean-luc.tamion@cote-albatre.com et service,
- service.developpement-economique@cote-albatre.com.

3. Déroulement de l'exercice le jour J.

4. Repli et confirmation à la base nautique de la fin d'activité.

Le SDIS 76 s'oblige également à prévenir en amont de tout exercice par courriel aux adresses suivantes :

- la commune de VITTEFLEUR : mairie-de-vittefleur@orange.fr.

- la commune de CLASVILLE : mairie.clasville@cote-albatre.com.
- l'occupant de la structure implantée sur la parcelle aux adresses suivantes : ster76100@gmail.com ; isabelle.outtier@gmail.com.

Article 6 – ETAT DES LIEUX

Le Bénéficiaire prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée dans les lieux.

Article 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente mise à disposition est valable pour **une durée de cinq (5) ans à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2023.**

Les exercices sont effectués selon un calendrier défini, communiqué au minimum quinze (15) jours à l'avance au propriétaire et aux différents intervenants concernés, et lors des plages horaires suivantes de 8h à 12h et de 13h30 à 17h, qu'il s'agisse des stages de sauvetage aquatique ou des matinées de formation.

Le bénéficiaire s'engage expressément à planifier ses stages et exercices en dehors des périodes de vacances scolaires, soit en mars/avril et/ou septembre/octobre, et d'une manière générale afin de ne pas gêner les promeneurs et usagers de la base de loisir.

Article 8 – CONDITION PARTICULIERE

8.1 - Le Propriétaire informe le Bénéficiaire de l'existence, sur les parcelles jouxtant la parcelle cadastrée section AI n°79 présentement mise à disposition, d'un bail de chasse.

Le preneur du bail de chasse s'est engagé à se conformer aux lois et règlements concernant la police de la chasse.

Le Bénéficiaire déclare en faire son affaire personnelle sans recours contre le propriétaire et prendre toutes les mesures de précaution et de sécurité vis - à- vis de l'utilisation des lieux mis à disposition.

8.2 - Le Bénéficiaire est dès ce jour informé, que durant cette période, le bien sera partagé entre les différentes associations, équipes professionnelles de secours et d'intervention, la société LAKE ou la Communauté de Communes.

Le Propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le Bénéficiaire pourrait être victime dans les lieux mis à sa disposition, ni en cas de troubles apportés à la jouissance par le fait de tiers, quelque que soit leur qualité, le Bénéficiaire devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause le Propriétaire.

Le Bénéficiaire ne pourra exercer aucun recours contre le Propriétaire en cas de dommage ou de disparition de biens propres qui pourraient intervenir dans les lieux.

Les déplacements et le comportement du Bénéficiaire devront être licites et ne causer aucun trouble à tout tiers en général.

Le Bénéficiaire s'oblige à programmer ses manœuvres et exercices, dans le respect des autres bénéficiaires de la mise à disposition de la base de loisirs du lac de Caniel, et autant que possible à s'adapter aux besoins d'utilisation de chacun.

Article 9 - CESSION – SOUS-LOCATION

Le Bénéficiaire ne pourra céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente mise à disposition.

Article 10 – ASSURANCE

Pendant toute la durée de la présente convention, il appartient au Bénéficiaire de souscrire une assurance en responsabilité civile ainsi qu'une assurance en dommage aux biens.

Le Bénéficiaire s'engage à produire, lors de la signature de la présente convention et à toute réquisition du Propriétaire, en cours de contrat, une attestation d'assurance en responsabilité civile ainsi qu'une assurance en dommage aux biens.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire ne pourra réclamer au Propriétaire aucune indemnité pour privation de jouissance.

Article 11 – MODIFICATIONS

En cas de modification(s) substantielle(s) au cours de la présente mise à disposition, la convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs dispositions des présentes sont tenues pour non valides par une loi ou un règlement, ou déclarées comme telles par décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites. Les autres dispositions des présentes gardent toute leur force et leur portée.

Article 13 – PERMANENCE DES CLAUSES

Le fait que l'une des parties n'ait pas exigé l'application d'une disposition quelconque de la présente convention, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette partie découlant de ladite disposition.

Article 14 – RENOUVELLEMENT

A l'expiration de son terme, la présente convention ne pourra être renouvelée que par convention expresse.

Article 15 – RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts exclusifs du bénéficiaire, dans les cas suivants :

- Annulation de l'exercice par le SDIS 76, élément substantiel de la mise à disposition,
- Non-respect des lois et règlements en vigueur,
- Non-respect des clauses de la présente convention.

En outre, la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre pourra résilier unilatéralement la présente convention à tout moment pour un motif d'intérêt général. Cette résiliation devra être notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception quinze (15) jours avant sa prise d'effet.

La Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre pourra résilier ladite convention, sans indemnité pour le bénéficiaire, au cas où la base de loisirs de Caniel ne serait plus en état d'être utilisée.

Article 16 – ANNULATION DU FAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

En cas de force majeure, obligeant la fermeture de la base de loisirs du lac de Caniel, le propriétaire s'engage à prévenir immédiatement le SDIS 76, par courriels ou courriers.

Selon les manifestations et événements qui peuvent être organisés ponctuellement à la base de loisirs du Lac de Caniel par la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre, cette dernière se réserve le droit d'annuler le jour de mise à disposition. A cet effet, la Communauté

de Communes s'oblige à prévenir, dans les meilleurs délais par tous moyens à sa convenance le SDIS 76, de l'indisponibilité de l'accès au site.

Article 17 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

A défaut d'accord amiable, que les parties s'efforceront de privilégier, les différents portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Rouen - 53 Avenue Gustave Flaubert CS 50500 - 76006 ROUEN.

La partie la plus diligente, qui procèdera à la saisine du Tribunal, devra en informer préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 18 – FRAIS D'ETABLISSEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

Les droits éventuels de timbre, d'enregistrement et de publication auxquels donnent lieu la présente convention, ses suites et conséquences, sont à la charge de la partie qui en requiert l'enregistrement ou la publication.

Fait et signé sur SEPT (7) pages, en trois originaux, dont un exemplaire sera remis à chacune des parties qui le reconnaissent.

A Cany-Barville,
Le

Pour la Communauté de Communes

Le Président

Gérard COLIN

Pour le Président du Conseil
d'Administration du SDIS,

et par délégation,

le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors classe Marc VITALBO

Pour la société LAKE

L'Occupant

Rachid EL MORDI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-95-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018

Lettres(s) nulle(s) :

Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :

Chiffre(s) nul(s) :

Mot(s) nul(s) :

Renvoi(s) :



N°2018-BCA-96

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PRESTATIONS D'IMMERSION D'UN ELEVE COLONEL AU
SEIN DU SDIS 76**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le décret n° 2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Le décret n° 2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels a réformé les emplois supérieurs de direction.

En effet, ce cadre d'emplois est dorénavant accessible par concours interne ou par examen professionnel. Le recrutement en qualité de colonel de sapeurs-pompiers professionnels intervient après inscription sur liste d'aptitude et réalisation en qualité d'élève colonel d'une formation d'une durée de vingt-quatre mois dans le cadre d'une mise à disposition auprès de l'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Durant cette formation, les élèves colonels doivent réaliser une période d'immersion professionnelle de 9 semaines se décomposant comme suit :

- 3 semaines au sein d'un Sdis,
- 3 semaines au sein d'un Conseil départemental,
- 3 semaines au sein d'une Préfecture.

Le Service départemental d'incendie et de secours a souhaité accueillir un de ces élèves colonels, le lieutenant-colonel Rémy WECLAWIAK pour la réalisation de sa période d'immersion professionnelle qui se déroulera du 12 novembre 2018 au 22 mars 2019.

Les modalités d'accueil et les dispositions financières font l'objet d'une convention de prestations d'immersion professionnelle conclue entre le Sdis et l'ENSOSP ainsi que d'une fiche financière.

Le Sdis 76 prend en charge l'ensemble des frais relatifs à l'hébergement, la restauration et le transport pour la période de 9 semaines. A ce titre, il vous est proposé de lui mettre à disposition un véhicule de service et une carte achat nominative.

L'ENSOSP rembourse les frais d'hébergement et de restauration à hauteur de 4059.25€ TTC maximum.

Il vous est proposé d'approuver les termes de la convention et de la fiche financière ci-jointes, d'autoriser le président à les signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-96-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018





Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018

CONVENTION DE PRESTATIONS IMMERSION 2018-350 SDIS 76



Entre les soussignés :

L'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (Ensosp),
située 1070 rue du Lieutenant Parayre - BP 20316 - 13798 Aix-en-Provence Cedex 3,
déclaration d'activité enregistrée sous le n° 93.13.14092.13 auprès du Préfet de région
de Provence-Alpes-Côte d'Azur, SIRET n° 180 092 496 000 25,
représentée par son directeur, agissant au nom de l'établissement public administratif,
d'une part,

Le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (SDIS),
Situé 6 rue du Verger CS 40078 76192 Yvetot Cedex,
représenté par Monsieur le Président du Conseil d'administration, agissant au nom de cet
établissement public territorial,
d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

La présente convention a pour objet les prestations de service entrant dans le cadre de l'immersion professionnelle de la formation d'élèves colonels.

Celle-ci s'étend sur la période :

Etablissement d'accueil	Nombre de semaines	Période prévisionnelle	Dates correspondantes
Service d'incendie et de secours	3	Semaines 46, 47, 48 (2018)	Du 12 au 30 novembre 2018
Conseil départemental	3	Semaines 5, 6, 7 (2019)	Du 28 janvier au 15 février 2019
Préfecture	3	Semaines 10, 11, 12 (2019)	Du 4 au 22 mars 2019

Les dispositions particulières relatives au format pédagogique sont précisées dans la charte pédagogique annexée à la présente convention.

Article 2

L'Ensosp s'engage à ce que l'élève colonel se conforme aux règles de fonctionnement de l'établissement d'accueil.

Article 3

L'ENSOSP prendra en charge le financement de l'hébergement et de la restauration aux conditions tarifaires fixées dans la fiche financière annexée à la présente convention.

L'attestation de service fait s'effectuera par la transmission de la fiche de présence signée par l'élève colonel.

Article 4

Le transport jusqu'à la gare la plus proche du siège de la séquence d'immersion est à la charge de l'Ensosp (1 aller et 1 retour pour chacune des 3 périodes mentionnées à l'article 1^{er})

Les transferts entre la gare et le lieu d'hébergement ainsi que les autres transports de la semaine sont à la charge du SDIS.

Tout autre déplacement hors du département autorisé par l'Ensosp sera prise en charge par celle-ci.

Article 5

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est l'Ensosp.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'Ensosp.

Par voie dématérialisée :

Les factures seront adressées sur la plateforme Chorus Pro, et devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Ensosp en tant que destinataire de la facture : n° 18 009 249 600 025,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services de notre structure
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande.

Article 6

L'élève colonel en immersion professionnelle au SDIS est :

- Lieutenant-colonel Rémy WECLAWIAK ,
- Né le 24/10/1973,
- Mis à disposition de l'Ensosp.

Article 7

Chaque partie reconnaît avoir souscrit les polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Chaque partie est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature causés à l'autre partie dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Le SDIS et l'Ensosp ne peuvent être tenus pour responsables des dommages ou vols d'objets et effets personnels commis à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux d'accueil.

Article 8

La présente convention est établie pour les périodes prévues à l'article 1^{er} de la présente convention.

En cas de non-respect des obligations figurant dans la présente convention, l'une ou l'autre des parties se réserve la faculté de résilier celle-ci, après une mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9

Tout litige portant sur la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, en deux exemplaires, le

Monsieur le Président
du Conseil d'administration

Le directeur de l'Ensosp

(Nom - Cachet - Signature)

Contrôleur général Hervé ENARD



ANNEXE A LA CONVENTION N°«N_CONV» ATTESTATION DE PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE

F-ECOL n°2018-1

Le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (SDIS 76), adresse : 6 rue du Verger CS 40078 76192 Yvetot Cedex,

Coordonnées de la personne gestionnaire ou du service Finances qui sera destinataire du bon de commande : tél. : 02.35.56.11.25, email : execution@sdis76.fr

1 – Lieux de l'immersion professionnelle

Les périodes d'immersion professionnelle se dérouleront à l'adresse suivante :

SDIS : (*cf. adresse ci-dessus*)

Conseil départemental :
Département de la Seine-Maritime
Hôtel du Département
Quai Jean Moulin, CS 56101
76101 ROUEN CEDEX

Préfecture :
Préfecture de Seine-Maritime
7, place de la Madeleine
76000 Rouen

2 – Coût et conditions de paiement

Ces prestations concernent la restauration et l'hébergement d'un stagiaire, élève colonel.

Cette fiche vaut réservation de prestation d'hébergement et de restauration. Elle sera suivie ou accompagnée d'un bon de commande précisant le nombre de repas et de nuitées réservés.

3 – Choix des prises en charge financière

1	2	3	4	Total = 1*2*3*4
Prestation	Nb de prestations	Nb de stagiaire	Prix unitaire	Total TTC
Nuitée avec petit-déjeuner	12	1	60 € / nuit	720 € TTC
	19	1	60 € / nuit	1 140 € TTC
	12	1	60 € / nuit	720 € TTC
Déjeuner	15	1	15,25 € / déjeuner	228,75 € TTC
	24	1	15,25 € / déjeuner	366,00 € TTC
	15	1	15,25 € / déjeuner	228,75 € TTC
Dîner	12	1	15,25 € / dîner	183 € TTC
	19	1	15,25 € / dîner	289,75 € TTC
	12	1	15,25 € / dîner	183 € TTC
TOTAL				4 059,25 € TTC

Fait à _____ le _____

Le Président du conseil d'administration,

Le Directeur de l'Ensosp

André GAUTIER

Contrôleur général Hervé ENARD

N°2018-BCA-97

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SUBVENTION 2018 – ŒUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS
D'ENTRAIDE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le Code Général des Collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,
- la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,
- la délibération n°2018-CA-08 relative à l'adoption du budget primitif 2018 au titre du Budget principal.

*

**

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France a pour but d'assurer la protection matérielle et morale des orphelins de sapeurs-pompiers décédés des suites d'un accident ou d'une maladie contractée en service commandé, ou hors de celui-ci. Cette association vient aussi en aide à tout sapeur-pompier et sa famille en difficulté.

Depuis plusieurs années, le Sdis 76 verse une contribution financière de 2 000 € afin d'aider cette association à mener à bien sa mission.

Elle représente près de 0,03% des recettes de l'association.

En réponse à la sollicitation de l'œuvre des pupilles, il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2018, une subvention de 2 000 €, qui lui sera versée sur présentation du rapport d'activités ainsi que du bilan et compte de résultat de l'association de l'année précédente.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-97-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°2018-BCA-98

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SUBVENTION 2018 – UNION REGIONALE DES SAPEURS-POMPIERS DU NORD
DE LA FRANCE**

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-98-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération n°2018-CA-08 relative à l'adoption du budget primitif 2018 au titre du Budget principal.*

*

**

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'Union régionale des sapeurs-pompiers du Nord de la France mène des actions au profit des sapeurs-pompiers, des compétitions sportives, des jeunes sapeurs-pompiers et des orphelins.

Elle regroupe les unions départementales de sapeurs-pompiers (UDSP) des départements de l'Aisne, l'Eure, le Nord, l'Oise, le Pas de Calais, la Somme et la Seine-Maritime et sollicite auprès d'elles une participation de 0,80 € par sapeur-pompier actif.

En complément de financement, l'Union régionale des sapeurs-pompiers du Nord de la France sollicite le Sdis 76 pour l'attribution d'une subvention à hauteur de 1 000 €, identique pour tous les Sdis membres.

Il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2018, une subvention de 1 000 €, qui lui sera versée sur présentation du rapport d'activités ainsi que des bilans et compte de résultat de l'association de l'année 2017.

Cela représente près de 4 % des recettes de l'association.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°2018-BCA-99

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE DE L'ACTIF – VENTE DE MATERIELS

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du Conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,

*

**

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
98002	1998	2144	PEUGEOT BOXER	4813SB76	70 822	29 615,79 €	2 000 €
2007000000153	2007	21561	RENAULT CLIO 3	3744ZH76	207 456	12 926,86 €	1 000 €
2007000000159	2007	21561	RENAULT VSA V MASTER 2	BZ611RL	89 065	67 560,42 €	2 000 €
2008000000115	2008	21561	RENAULT VSA V MASTER 2	870ADH76	190 035	69 686,21 €	3 000 €
2008000000123	2008	21561	RENAULT VSA V MASTER 2	846ADH76	201 461	69 686,21 €	3 000 €

MATERIEL DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix initiale *
Inconnu		2140	1 bureau en bois hêtre	Inconnu		30 €
Inconnu		2147	11 blocs bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD		30 €
73812	1973	2147	1 bloc bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD		30 €
73813	1973	2147	1 bloc bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD		30 €
73826	1973	2147	1 bloc bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD		30 €
73827	1973	2147	1 bloc bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD		30 €
801400	1980	2147	4 blocs bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD		30 €
89490	1989	2144	1 berce émulseur MARREL	ROCHER	29 290,33 €	300 €
026350 026351 026366 026370 026374	2002	2140	1 bureau angle en bois	RONEO	520,61 €	50 €
2009000000129	2009	21562	2 blocs bi-bouteilles 10 litres	VILLETARD	600 €	30 €
2010000000223	2010	2183	1 ordinateur portable TOSHIBA Tecra	STIMPLUS	941,25 €	50 €
2011000000058	2011	2183	1 traceur HP DESIGNJET 510 pour pièces	UGAP	1 631,89 €	20 €
2012000000063	2012	2183	1 ordinateur portable HP Compaq 6560B	STIMPLUS	539 €	40 €
2012000000084	2012	2184	1 photocopieur BIZ 283	KONICA	2 126,67 €	50 €

**En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.*

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-99-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018



N°2018-BCA-100

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE

Le 07 novembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'article L 1424-42 du code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération n°2017-CA-39 du 15 décembre 2017 portant actualisation des tarifs et des participations demandées par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations.*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*

*

**

Dans le cadre du dispositif instauré par les délibérations du 12 janvier et du 17 novembre 2010 pour la participation financière demandée aux bénéficiaires des sorties de secours ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) ou d'opérations dont un texte législatif ou réglementaire le permet, les particuliers qui ne peuvent eu égard à leurs ressources acquitter les sommes dues au Sdis 76, ont la possibilité de faire une demande d'exonération.

Par courrier reçu le 06 septembre 2018, [REDACTED] sollicite auprès du Sdis 76 une remise gracieuse sur le titre n°00475/2018 d'un montant de 304 € émis à la suite d'une intervention à son domicile pour ouverture de porte le 05 mai 2018.

Il ressort des pièces du dossier que la requérante a accepté lors de son appel au CTA-CODIS la facturation de cette intervention.

Eu égard à l'examen des pièces justificatives fournies par la requérante, celle-ci justifie d'un revenu fiscal de référence de 17 124 € pour l'année 2017.

Aussi, il vous est proposé de maintenir le titre de recette mais d'envisager avec le Payeur départemental un échelonnement des paiements.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181107-2018-BCA-100-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2018

Publication : 08/11/2018



N°2018-BCA-101

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

FOURNITURE DE TITRES RESTAURANT

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics,*
- *le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dispose sur l'ensemble du département de 3 espaces de restauration (Direction, Rouen Gambetta et Centre de Formation). Pour les agents ne pouvant bénéficier de ce service, le Sdis 76 a mis en place une dotation en titres-restaurant. Cette solution concerne à ce jour environ 680 agents.

Le Sdis 76 a opté pour un titre restaurant d'une valeur faciale de 6,75 euros, dont la répartition de la prise en charge est la suivante :

- 50% à la charge du Sdis 76 ;
- 50% à la charge de l'agent bénéficiaire.

Bien que spécifique dans le montage financier (valeur faciale prédéterminée, frais de gestion minimales), les marchés pour la fourniture de titres-restaurant rentrent dans le champ d'application des textes relatifs à la commande publique et il convient de prendre en compte l'ensemble des dépenses pour apprécier le seuil et ainsi le type de procédure à mettre en œuvre.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 21 septembre 2018 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 05 novembre 2018 à 12h00.

Le marché concerne la mise en place d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an reconductible 3 fois.

Les montants annuels sont les suivants :

Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
550 000 € HT	Sans montant maximum

3 offres ont été reçues et analysées selon les critères suivants :

- Prix des prestations : 40%
- Valeur technique : 60%

*

**

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 05 décembre 2018 et a attribué le marché à la société UP sur la base des prix figurant au bordereau des prix unitaires, pour les montants indiqués ci-dessus.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la commission d'appel d'offres.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018_BCA_101-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018

Publication : 06/12/2018



N°2018-BCA-102

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AVENANT N°4 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LE SDIS 27**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération du Bureau n°2016-BCA-13 du 27 janvier 2016 relative à la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,*
- *la délibération du Bureau n°2016-BCA-65 du 06 juillet 2016 portant avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,*
- *la délibération du Bureau n°2017-BCA-06 du 1^{er} février 2017 portant avenant n°2 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,*
- *la délibération du Bureau n°2017-BCA-13 du 1^{er} mars 2017 portant avenant n°3 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27.*

*
* *

Par délibération en date du 27 janvier 2016, une convention de groupement de commandes avec le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure a été signée.

Le groupement de commandes vise à la réalisation de consultations conjointes dans un souci d'amélioration continue de l'efficience dans la commande publique. Depuis sa constitution, la convention a été modifiée à différentes reprises afin de faire rentrer de nouveaux domaines dans le champ de la convention.

Il vous est proposé, afin de renforcer la coopération entre nos deux établissements, d'élargir de nouveau le périmètre couvert par la convention à l'acquisition et la maintenance de pylônes.

Début 2019, les consultations suivantes doivent être lancées :

- Fourniture et maintenance de pylônes,
- Fourniture de chaussure de sécurité pour les sapeurs-pompiers (champs déjà couvert par la convention).

Ainsi, pour ces deux procédures, il est proposé de désigner comme coordonnateur le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Ces évolutions supposent la signature d'un avenant à la convention afin de modifier ses articles 2 et 4.

*
**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-102-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°2018-BCA-103

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-103-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*

*

* *

Tableau 1 : Ajustement effectifs au 1^{er} décembre 2018

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

- 5 postes de caporaux transformés en postes de sergents ;
- 3 postes de caporaux-chefs transformés en postes de sergents ;

Tableau 2 : Effectifs au 31 décembre 2018

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

- 2 postes de caporaux-chefs transformés en postes de sergents ;

Tableau 3 : Effectifs au 1^{er} janvier 2019

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- 2 assistantes administratives, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du service Prévention du groupement sud ;
- Assistante gestion administrative et technique, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement Technique ;
- Chef de service communication, rédacteur principal 1^{ère} classe à attaché, au sein du service communication ;

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3, 1° ou 3, 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Gestionnaire compte personnel d'activité, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement formation et sport ;

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/12/18			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 07/11/18 Effectifs au 01/12/2018	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 05/12/18 Effectifs au 01/12/2018 (modificatif)	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	9	0	9	-1	0
A2	Commandant	22			22	21	0	21	-1	1
	Capitaine	32			32	24	0	24	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	7			7	7	0	7	0	0
B2	Lieutenant 1ère classe	39			39	31	0	31	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	19	0	19	-7	0
C1	Adjudants	214			214	204	0	204	-10	0
	Sergents	171	8		179	177	0	177	-2	0
C2	Caporal-chef	64		3	61	61	0	61	0	0
	Caporal	285		5	280	252	21	273	-7	0
C3	Sapeur	24			24	24	0	24	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		894	8	8	894	829	21	850	-44	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3			3	3	0	3	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1			1	1	0	1	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	31	5	36	-2	0
C	Adjoints Administratifs	96			96	90	4	94	-2	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	130	12	142	-4	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	26			26	22	4	26	0	0
C1	Agents de Maîtrise	29			29	25	2	27	-2	0
C2	Adjoints Techniques*	38			38	35	1	36	-2	0
FILIERE TECHNIQUE		104	0	0	104	88	12	100	-4	0
TOTAUX		1157	8	8	1157	1059	46	1105	-52	4
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	1	0	1	0	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	1	0	1	-8	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 31/12/18			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 05/12/18 Effectifs au 01/12/2018 (modificatif)	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 05/12/18 Effectifs au 31/12/2018	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	9	0	9	-1	0
A2	Commandant	22			22	21	0	21	-1	1
	Capitaine	32			32	24	0	24	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	7			7	7	0	7	0	0
B2	Lieutenant 1ère classe	39			39	31	0	31	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	19	0	19	-7	0
C1	Adjudants	214			214	204	0	204	-10	0
	Sergents	179	2		181	179	0	179	-2	0
C2	Caporal-chef	61		2	59	58	0	58	-1	0
	Caporal	280			280	250	21	271	-9	0
C3	Sapeur	24			24	24	0	24	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		894	2	2	894	826	21	847	-47	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3			3	3	0	3	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1			1	1	0	1	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	31	5	36	-2	0
C	Adjointes Administratifs	96			96	89	4	93	-3	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	129	12	141	-5	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	26			26	22	4	26	0	0
C1	Agents de Maîtrise	29			29	25	2	27	-2	0
C2	Adjointes Techniques*	38			38	35	1	36	-2	0
FILIERE TECHNIQUE		104	0	0	104	88	12	100	-4	0
TOTAUX		1157	2	2	1157	1055	46	1101	-56	4
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	1	0	1	0	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	1	0	1	-8	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/01/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 05/12/18 Effectifs au 31/12/2018	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 05/12/18 Effectifs au 01/01/2019	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	8	0	8	-2	0
A2	Commandant	22			22	20	0	20	-2	1
	Capitaine	32			32	24	0	24	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	7			7	6	0	6	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	39			39	31	0	31	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	18	0	18	-8	0
C1	Adjudants	214			214	202	0	202	-12	0
	Sergents	181			181	179	0	179	-2	0
C2	Caporal-chef	59			59	58	0	58	-1	0
	Caporal	280			280	250	21	271	-9	0
C3	Sapeur	24			24	24	0	24	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		894	0	0	894	820	21	841	-53	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3			3	3	0	3	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1			1	1	0	1	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	31	5	36	-2	0
C	Adjoints Administratifs	96			96	88	4	92	-4	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	128	12	140	-6	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	26			26	22	4	26	0	0
C1	Agents de Maîtrise	29			29	25	2	27	-2	0
C2	Adjoints Techniques*	38			38	35	1	36	-2	0
FILIERE TECHNIQUE		104	0	0	104	88	12	100	-4	0
TOTAUX		1157	0	0	1157	1048	46	1094	-63	4
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	1	0	1	0	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	1	0	1	-8	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

N°2018-BCA-104

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CADRE D'ADHESION AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU
CENTRE DE GESTION DE LA SEINE-MARITIME**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018

Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*

*

* *

Le centre de gestion de la Seine-Maritime (CDG 76), assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés, des missions obligatoires prévues par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Au-delà de ces missions, le CDG 76 propose en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités d'autres services dits optionnels.

Il propose ainsi une convention cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées en tant que de besoin.

Après conventionnement, la collectivité peut, le cas échéant, demander le ou les services choisis à sa seule initiative :

- conseil et assistance chômage,
- conseil et assistance au précontentieux en ressources humaines,
- conseil et assistance au calcul de la rémunération des agents publics en congé de maladie et relevant du régime général,
- réalisation des dossiers CNRACL,
- réalisation des paies,
- mission archives,
- conseil et assistance au recrutement,
- missions temporaires,
- médecine préventive,
- aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels,
- inspection en matière d'hygiène et de sécurité,
- expertise en hygiène et sécurité,
- expertise en ergonomie,
- expertise en ergonomie d'un poste de travail,
- toute autre mission.

Il convient de préciser que la mission de la médecine préventive est déterminée par une convention d'adhésion supplémentaire qui prévoit les modalités de sa réalisation. Les prestations de médecine préventive font l'objet d'une participation financière de la collectivité en fonction de ses besoins.

Les autres missions sont sollicitées par un formulaire de demande de mission ou de travaux.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a signé la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles avec le centre de gestion pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2015. Le centre de gestion propose la signature d'une nouvelle convention pour les mêmes prestations pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2019.

Dans ce cadre, il convient d'approuver les termes de la convention d'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion de la Seine-Maritime et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



Le partenaire
« ressources humaines »
des collectivités territoriales
de la Seine-Maritime

Convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du *Centre de Gestion* de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime



→ Collectivités et établissements affiliés

Au-delà de ses missions obligatoires, le Centre de Gestion de la Seine-Maritime se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par la mise à disposition d'autres missions. Ces missions optionnelles complètent son action et permettent un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

En effet, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et ses nombreux décrets d'application nécessitent une professionnalisation accrue.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime offre ainsi une assistance et une expertise permanentes permettant à l'autorité territoriale de répondre à ses obligations d'employeur.

Conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le Centre de Gestion propose aux collectivités et à leurs établissements publics, dans le strict respect de leur autonomie de gestion, de profiter de son expertise par la mise à disposition de missions de conseil et d'assistance en ressources humaines.

Entre :

- Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (dénommé « CdG 76 »), dont le siège est situé 3440 route de Neufchâtel – 76230 BOIS-GUILLAUME, représenté par son Président, M. Jean-Claude WEISS, habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 4 septembre 2014.

et

- La collectivité/établissement public, (dénommé « collectivité »), dont le siège est situé au, n° SIRET, représenté(e) par, habilité(e) par délibération de l'organe délibérant en date du/...../.....

Il est convenu ce qui suit :

→ **ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'accès aux missions optionnelles mises à disposition par le CdG 76, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Les conditions particulières sont définies dans un règlement d'adhésion propre à chaque mission.

→ **ARTICLE 2 : CHAMPS D'INTERVENTION DU CdG 76**

En tant que partenaire « Ressources humaines » de la collectivité, le CdG 76 propose une action pluridisciplinaire en matière de gestion du personnel.

Le CdG 76 met à disposition de la collectivité les missions suivantes :

- Conseil et assistance chômage
- Conseil et assistance au précontentieux et au contentieux en ressources humaines
- Conseil et assistance au calcul de la rémunération des agents publics en congé de maladie et relevant du régime général
- Réalisation des dossiers CNRACL
- Réalisation des paies
- Mission archives
- Conseil et assistance au recrutement
- Missions temporaires
- Médecine préventive*
- Aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Inspection en matière d'hygiène et de sécurité
- Expertise en hygiène et sécurité
- Expertise en ergonomie
- Expertise en ergonomie d'un poste de travail
- ou toute autre mission.

**L'adhésion à la prestation globale de médecine préventive fait l'objet d'une convention spécifique supplémentaire.*

→ **ARTICLE 3 : RÉALISATION DES MISSIONS**

La présente convention permet, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées par le CdG 76 en tant que de besoin.

Le déclenchement des différentes missions a lieu par un formulaire de demande de mission ou de travaux, le contenu et le déroulement, la tarification ainsi que les modalités de facturation sont prévues par un règlement d'adhésion propre à chaque mission.

S'agissant de la médecine préventive, le déclenchement a lieu par la signature d'une convention d'adhésion qui prévoit le contenu, le déroulement et la tarification ainsi que les modalités de facturation.

→ **ARTICLE 4 : QUALIFICATION DES AGENTS DU CdG 76**

Le CdG 76 s'engage à mettre à disposition de la collectivité des agents experts, dotés d'une expérience adéquate et recevant une formation constante dans le domaine de la mission sollicitée.

Afin de garantir le bon déroulement de la mission, celle-ci bénéficie, en interne, de l'expertise et du savoir-faire des autres services du CdG 76.

→ **ARTICLE 5 : LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS**

• **ARTICLE 5-1. OBLIGATIONS DU CdG 76**

Le CdG 76 s'engage à mettre à disposition une mission indépendante, objective et neutre.

La mise en œuvre de la mission sera conduite dans le strict respect de la confidentialité et de la discrétion professionnelles.

• **ARTICLE 5-2. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ**

La collectivité s'engage à respecter la présente convention ainsi que les règlements d'adhésion propres aux missions qui pourront être sollicitées.

→ **ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉS**

L'action du CdG 76 consiste en un appui technique, n'ayant pas pour effet d'amoindrir le pouvoir décisionnel de l'autorité territoriale, seule autorité investie du pouvoir de nomination.

La mission consiste en un conseil et une assistance destinés à éclairer la collectivité qui reste seule compétente pour agir et décider des mesures à mettre en œuvre pour la gestion de son personnel.

→ **ARTICLE 7 : DURÉE ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une période de quatre ans et prend effet à compter du

À l'issue de la période de quatre ans, le CdG 76 proposera une nouvelle convention afin d'assurer la continuité du service.

Hormis la résiliation à échéance, les cas de résiliation sont les suivants :

- En cas de manquement à l'une des obligations de la convention par l'une des parties, l'autre partie peut mettre fin à la présente convention.
- En cas de désaccord sur les évolutions des modalités de financement.

Dans les deux cas, la résiliation est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date de réception du courrier recommandé.

→ **ARTICLE 8 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE**

Les litiges éventuels nés de l'application de la présente convention et des règlements d'adhésion seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

→ **ARTICLE 9 : ABROGATION DES PRÉCÉDENTES CONVENTIONS**

Les précédentes conventions proposées par le CdG 76 sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente convention.

Fait à Le

Le Maire / Président

Le Président
Jean-Claude WEISS



Projet

Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale
de la Seine-Maritime



3440 route de Neufchâtel - CS 50072 - 76235 BOIS-GUILLAUME Cedex
Tél. : 02 35 59 71 11 - Fax : 02 35 59 94 63



TARIFICATIONS 2019

MISSIONS OPTIONNELLES

Collectivités ~~non affiliées~~
au Centre de Gestion

Délibération du 20 septembre 2018



p3

SANTÉ

SANTÉ AU TRAVAIL

p4-5

ASSISTANCE
STATUTAIRE

CONSEIL, **ASSISTANCE
STATUTAIRE** ET **RÉFÉRENT
DÉONTOLOGUE**

INSTANCES **MÉDICALES
STATUTAIRES**

RÉALISATION DES DOSSIERS
CNRACL

p5

RÉMUNÉRATION
ET INDEMNITÉS

RÉALISATION
DES **PAIES**

RÉGULARISATION
DES **PAIES**

CALCUL D'INDEMNITÉ DE
LICENCIEMENT

CONSEIL ET ASSISTANCE
CHÔMAGE

CONTENTIEUX

p5

MÉDIATION PRÉALABLE
OBLIGATOIRE

CONSEIL DE **DISCIPLINE**
DE **RECOURS**

CONSEIL ET ASSISTANCE
AU **PRÉCONTENTIEUX**
ET AU **CONTENTIEUX**

RECRUTEMENT

p6

CONSEIL ET ASSISTANCE
AU **RECRUTEMENT**

MISSIONS **TEMPORAIRES**

SÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES

ARCHIVES

p6

MISSION **ARCHIVES**

SANTÉ AU TRAVAIL

PRESTATION GLOBALE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE*

TARIFICATION PAR AGENT

TARIFS

84.00 €

BILANS SANGUINS

BILAN SANGUIN STANDARD (BSS)

TARIFS

61.10 €

BILAN NTTG

32.00 €

BILAN COMPLÉMENTAIRE

46.50 €

BILAN NTC

25.40 €

BILAN HÉPATITE B

78.40 €

BILAN HHH

133.80 €

BILANS BACTÉRIOLOGIQUES

BILAN NGS

TARIFS

108.10 €

BILAN COPRO-PARASITO

70.30 €

BILAN NG

38.70 €

RECHERCHE DES ANTI-CORPS HBs

23.60 €

RECHERCHE DES ANTI-CORPS HAV

23.60 €

ACTIONS DE PRÉVENTION MUTUALISÉES EN DIRECTION DES INTERCOMMUNALITÉS (DÉPLACEMENT COMPRIS)

DÉFINITION DU PROJET DE MUTUALISATION (TARIF FORFAITAIRE)

TARIFS

312.00 €

SENSIBILISATION DES ÉLUS COMMUNAUTAIRES (DÉPLACEMENTS COMPRIS)

La demi-journée
286.00 €
La journée
475.00 €

AIDE À LA RÉALISATION DE DOSSIERS DE SUBVENTIONNEMENT (TARIF JOURNALIER)

370.00 €

RÉALISATION D'UN PLAN D'ACTIONS À L'ÉCHELLE INTERCOMMUNALE HORS TEMPS MÉDICAL (TARIF JOURNALIER)

370.00 €

VACCINATIONS

HÉPATITE A

TARIFS

32.20 €

FIÈVRE TYPHOÏDE

40.20 €

LEPTOSPIROSE

155.30 €

TÉTANOS - POLIO - DIPHTÉRIE ATTÉNUÉE

17.60 €

HÉPATITE B

24.30 €

TÉTANOS - POLIO - DIPHTÉRIE ATTÉNUÉE - COQUELUCHE ACELLULAIRE

34.80 €

PARCOURS CŒUR

CONSOMMABLES À USAGE UNIQUE (PAR AGENT BÉNÉFICIAIRE DE L'ATELIER BIOLOGIE)

TARIFS

11.00 €

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL DES ENCADRANTS (TARIF HORAIRE)

TARIFS

84.00 €

ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS - RPS (TARIF JOURNALIER)

960.00 €

MISSION D'INSPECTION (ACFI)

PHASE « PRÉPARATION » (TARIF FORFAITAIRE)

TARIFS

318.00 €

PHASE « RÉALISATION » (TARIF JOURNALIER)

473.00 €

PHASE « RÉDACTION » (TARIF JOURNALIER)

378.00 €

COMPTE-RENDU À L'AUTORITÉ TERRITORIALE (TARIF FORFAITAIRE)

473.00 €

* Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale, prévoit que, pour les fonctionnaires territoriaux nommés dans plusieurs emplois permanents à temps non complet, l'examen médical périodique se déroule dans la collectivité qui emploie les fonctionnaires pendant la quotité horaire hebdomadaire la plus longue. Aussi, la facturation de la prestation globale, lorsqu'elle concerne des agents intercommunaux, intervient désormais auprès de la collectivité qui emploie l'agent pendant la quotité horaire hebdomadaire la plus longue

MISSION D'EXPERTISE EN ERGONOMIE

	TARIFS
■ PHASE « PRÉPARATION » (TARIF FORFAITAIRE)	309.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : EXPERTISE SUR SITE (TARIF JOURNALIER)	855.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : RÉDACTION DU RAPPORT (TARIF JOURNALIER)	367.00 €
■ COMPTE-RENDU À L'AUTORITÉ TERRITORIALE (TARIF FORFAITAIRE)	227.00 €

MISSION D'EXPERTISE EN ERGONOMIE D'UN POSTE ADMINISTRATIF

	TARIFS
■ PHASE « PRÉPARATION », « RÉALISATION », « RESTITUTION À L'AUTORITÉ TERRITORIALE » (TARIF FORFAITAIRE)	1314.00 €

MISSION D'ASSISTANCE À L'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS DE PLUS DE 20 AGENTS (DÉPLACEMENT COMPRIS)

Sensibilisation de l'encadrement (module 1)

	TARIFS
■ LA DEMI-JOURNÉE	280.00 €
■ LA JOURNÉE	466.00 €

Aide à l'élaboration et à la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (Module 2 : Mission d'aide à la réalisation du Document Unique d'évaluation des risques professionnels ou Module 3 : Mission d'aide à la mise à jour du Document Unique d'évaluation des risques professionnels)

Phase 1 - Devis (recueil d'informations et élaboration du devis)

■ LA DEMI-JOURNÉE	GRATUIT
■ LA JOURNÉE	GRATUIT

Phase 2-1 - Évaluation (évaluation des risques professionnels sur-site - Déplacements compris)

■ LA DEMI-JOURNÉE	286.00 €
■ LA JOURNÉE	475.00 €

Phase 2-2 - Rédaction (rédaction et mise en forme du rapport)

■ LA DEMI-JOURNÉE	191.00 €
■ LA JOURNÉE	380.00 €

Phase 3 - Restitution (compte-rendu oral à la collectivité)

■ LA DEMI-JOURNÉE	286.00 €
■ LA JOURNÉE	475.00 €

MISSION D'EXPERTISE EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

	TARIFS
■ PHASE « PRÉPARATION » (TARIF FORFAITAIRE)	309.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : EXPERTISE SUR SITE (TARIF JOURNALIER)	855.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : RÉDACTION DU RAPPORT (TARIF JOURNALIER)	367.00 €
■ COMPTE-RENDU À L'AUTORITÉ TERRITORIALE (TARIF FORFAITAIRE)	227.00 €

CONSEIL, ASSISTANCE STATUTAIRE ET RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE

ASSISTANCE JURIDICO-STATUTAIRE

	TARIFS
■ TARIF ANNUEL	3000.00 €

INSTANCES MÉDICALES STATUTAIRES

INSTANCES MÉDICALES STATUTAIRES (COÛT PAR DOSSIER)

	TARIFS
■ COMITÉ MÉDICAL (LOI DU 12 MARS 2012)	68.00 €
■ COMMISSION DE RÉFORME (LOI DU 12 MARS 2012)	166.00 €

RÉALISATION DES DOSSIERS CNRACL

RÉALISATION DES DOSSIERS CNRACL

	TARIFS
■ IMMATRICULATION DE L'EMPLOYEUR ET 1 ^{ÈRE} AFFILIATION	26.20 €
■ AFFILIATION DE L'AGENT	12.80 €
■ DEMANDE DE RÉGULARISATION DE SERVICES	90.00 €
■ BILAN NTCA VALIDATION DE SERVICES DE NON TITULAIRE (1 OU 2 EMPLOYEURS)	90.00 €
■ VALIDATION DE SERVICES DE NON TITULAIRE (AU-DELÀ DE 2 EMPLOYEURS OU SERVICES EFFECTUÉS AUPRÈS DE L'ÉTAT)	194.00 €
■ RÉTABLISSEMENT AUPRÈS DU RÉGIME GÉNÉRAL ET DE L'IRCANTEC	140.00 €
■ DOSSIER DE PENSION CNRACL NORMALE ET PENSION DE RÉVERSION	128.00 €
■ DOSSIER DE PENSION D'INVALIDITÉ CNRACL	180.00 €
■ DOSSIER DE RETRAITE CNRACL POUR CARRIÈRE LONGUE ET POUR FONCTIONNAIRE HANDICAPÉ	180.00 €

RÉALISATION DES PAIES

RÉALISATION DES PAIES

	TARIFS
■ PAR BULLETIN DE SALAIRE	9.90 €
■ NOUVEL ADHÉRENT : CRÉATION DES FICHIERS COLLECTIVITÉ ET AGENTS (PRIX PAR AGENT)	9.90 €

RÉGULARISATION DES PAIES

RÉGULARISATION DES PAIES

	TARIFS
■ TARIF HORAIRE	72.70 €

CALCUL D'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

CALCUL D'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

	TARIFS
■ TARIF FORFAITAIRE	72.70 €

CONSEIL ET ASSISTANCE CHÔMAGE

CONSEIL ET ASSISTANCE CHÔMAGE

	TARIFS
■ CALCULS D'INDEMNISATION CHÔMAGE (TARIF FORFAITAIRE)	305.40 €
■ CALCULS D'UNE ACTIVITÉ RÉDUITE OU MAINTIEN D'UNE ACTIVITÉ CONSERVÉE AVEC UNE ALLOCATION CHÔMAGE (TARIF FORFAITAIRE)	72.70 €
■ REVALORISATION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE (TARIF FORFAITAIRE)	72.70 €

MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

	TARIFS
■ PRIX UNITAIRE	218.00 €

CONSEIL DE DISCIPLINE DE RECOURS

CONSEIL DE DISCIPLINE

	TARIFS
■ Conseil de discipline de recours	
■ FRAIS DE SECRÉTARIAT	852.00 €
■ Conseil de discipline de 1 ^{er} degré	
■ LOCATION DE SALLE	58.70 €

CONSEIL ET ASSISTANCE AU PRÉCONTENTIEUX ET AU CONTENTIEUX

CONSEIL ET ASSISTANCE AU PRÉCONTENTIEUX ET AU CONTENTIEUX

	TARIFS
■ TARIF HORAIRE	72.70 €

CONSEIL ET ASSISTANCE AU RECRUTEMENT

CONSEIL ET ASSISTANCE AU RECRUTEMENT : DISPOSITIF GLOBAL - TARIFS FORFAITAIRES

(1ER DÉPLACEMENT COMPRIS)

Le « pack »

- DÉFINITION DU BESOIN - PRÉSÉLECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES PRÉALABLES AUX ENTRETIENS
- PARTICIPATION AUX ENTRETIENS ET COMPTE-RENDU ÉCRIT

TARIFS

869.00 €

Le « pack cadre dirigeant »

- DÉFINITION DU BESOIN - PRÉSÉLECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES PRÉALABLES AUX ENTRETIENS
- PARTICIPATION AUX ENTRETIENS ET COMPTE-RENDU ÉCRIT

1042.00 €

CONSEIL ET ASSISTANCE AU RECRUTEMENT : PRESTATIONS « À LA CARTE » (DÉPLACEMENTS NON COMPRIS)

Établissement du profil de poste (tarif forfaitaire)

- PRÉSÉLECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES

TARIFS

517.00 €

Mise en situation écrite et informatique (tarif forfaitaire)

- TESTS SUR LES PRINCIPAUX LOGICIELS BUREAUTIQUES
- MISE EN SITUATION SUR DES CAS PRATIQUES

451.00 €

Participation aux jurys de recrutement (tarif forfaitaire)

- PRÉPARATION DES LIVRETS D'ENTRETIEN
- PARTICIPATION AUX ENTRETIENS ET COMPTE-RENDU ÉCRIT

648.00 €

PASSATION DES TESTS

(PAR CANDIDAT - DÉPLACEMENTS NON COMPRIS)

- COMPARAISON DE L'ANALYSE DU PROFIL PERSONNEL (APP) ET DE L'ANALYSE DU PROFIL TYPE (APT)
- COMPTE-RENDU ORAL - 1ÈRE PASSATION

TARIFS

279.00 €

- À PARTIR DE LA 2ÈME PASSATION

188.00 €

DÉPLACEMENTS

- TOUT DÉPLACEMENT SUPPLÉMENTAIRE AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ

TARIFS

86.00 €

MISSIONS TEMPORAIRES

MISSIONS TEMPORAIRES

Le « pack »

- FRAIS DE GESTION (CALCULÉS SUR LE TRAITEMENT BRUT DES AGENTS EN REMPLACEMENT MAJORÉ DES CHARGES PATRONALES)

TARIFS

17.70 %

SÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

LOI DU 12 MARS 2012 COÛT PAR DOSSIER / CANDIDAT

Le « pack »

- COMMISSION LOCALE : MISE À DISPOSITION D'UNE PERSONNALITÉ QUALIFIÉE

TARIFS

21.20 €

- COMMISSION DÉLÉGUÉE AU CENTRE DE GESTION : COÛT GLOBAL D'ORGANISATION

79.70 €

MISSION ARCHIVES

MISSION ARCHIVES (DÉPLACEMENT COMPRIS)

- TARIF JOURNALIER (APPLICABLE AUX PÉRIODES DE RÉALISATION DES PRESTATIONS)

TARIFS

348.00 €

- DIAGNOSTIC D'ARCHIVAGE (TARIF JOURNALIER**)

423.00 €

- DEVIS NON SUIVI DE PRESTATION (TARIF HORAIRE + UN DÉPLACEMENT)

43.40 €

** Les journées supplémentaires nécessaires à la mission sont facturées, après accord de la collectivité, au même tarif

PÔLE FINANCES / MOYENS GÉNÉRAUX

Responsable : Thierry GASNIER

mail : thierry.gasnier@cdg76.fr

Tél : 02 35 59 41 78

UNITÉ COMPTABILITÉ

Responsable : Maryline Legay

maryline.legay@cdg76.fr

Tél : 02 35 59 41 64

Nathalie Soète

nathalie.soete@cdg76.fr

Tél : 02 35 59 41 76

Centre de Gestion

de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime

Directeur de la publication : Jean-Claude Weiss

OCTOBRE 2018 - SERVICE COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT - CDG 76

Projet



N°2018-BCA-105

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION D'ADHESION A LA MEDECINE PREVENTIVE DU CENTRE DE
GESTION DE LA SEINE-MARITIME**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-105-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*

*

* *

Dans le cadre des missions optionnelles proposées par le centre de gestion de la Seine-Maritime (CDG 76), le recours aux services de médecine préventive pour les personnels administratifs, techniques et spécialisés nécessite la signature d'une convention spécifique.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a signé une convention pour cette mission pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Suite à des départs de médecins, le CDG 76 n'a pu honorer ses engagements relatifs aux visites médicales d'aptitude durant l'année 2018. Ainsi, seules des visites pour des agents nécessitant un suivi particulier ont pu être réalisées.

Le centre de gestion propose la signature d'une nouvelle convention pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2019. Suite à différents échanges entre le service et le CDG 76 sur les difficultés générées par la situation connue en 2018, le CDG 76 propose pour l'année 2019 qu'un médecin soit dédié au Sdis 76 et reçoive en visites médicales les personnels sur le site du centre de gestion qui doit déménager sur la commune d'Isneauville.

Dans ce cadre, il convient d'approuver les termes de la convention d'adhésion au service de médecine préventive du centre de gestion de la Seine-Maritime et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence

Cependant, la convention pourra être résiliée avec un préavis de trois mois si l'un ou l'autre des parties manquent à ses obligations. Si le CDG 76 ne peut assurer les visites médicales dans les temps, le service pourra solliciter la résiliation de la convention avant son terme.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



Le partenaire
« ressources humaines »
des collectivités territoriales
de la Seine-Maritime

Convention d'adhésion au Pôle Santé/Prévention du *Centre de Gestion* de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime

En raison de sa complexité, la gestion du statut de la Fonction Publique Territoriale est devenue un enjeu stratégique majeur. L'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et de ses nombreux décrets d'application nécessite, en effet, une professionnalisation accrue des collectivités en termes de gestion des ressources humaines.

Dans ce contexte, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime offre, à travers ses missions obligatoires et facultatives, une assistance et une expertise permanentes, permettant aux autorités territoriales de répondre à leurs obligations d'élu employeur.

Conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le Centre de Gestion propose aux collectivités et à leurs établissements publics, dans le strict respect de l'autonomie de gestion des autorités territoriales, de profiter de son expertise par la mise à disposition de missions de conseil et d'assistance en ressources humaines.

De manière générale, les « Elus-employeurs » font face à de nouveaux enjeux en matière de ressources humaines : vieillissement des effectifs, augmentation de l'absentéisme, difficultés de maintien en emploi, nécessaire amélioration des conditions de travail, durabilité des capacités ... autant de préoccupations qui impactent directement la mise en œuvre du service public local. Au-delà de la stricte maîtrise budgétaire de leur masse salariale, les collectivités territoriales n'ont plus d'autre choix que de gérer durablement leurs ressources humaines pour relever ces défis et assurer la mise en œuvre d'un service public de qualité auprès des usagers.

A travers ses actions, le Centre de Gestion de la Seine-Maritime se positionne aujourd'hui comme l'un des éléments de réponse à ces enjeux.

A travers son Pôle « Santé / Prévention », il accompagne les collectivités au quotidien en proposant et en développant une action pluridisciplinaire qui associe des médecins de prévention, des infirmiers de santé au travail mais également des conseillers en prévention des risques professionnels, des ergonomes, etc.

Pour compléter ces actions concrètes, le Centre de Gestion de la Seine-Maritime s'est également particulièrement investi, à travers son Pôle « Emploi territorial », sur le champ de l'observation des données sociales afin de mieux identifier les risques professionnels et ainsi, aider à construire une véritable politique de santé et de sécurité au travail à l'échelle départementale. A ce titre, le CdG76 a également décidé d'accompagner les collectivités et les agents en désignant un conseiller « Mobilité/Handicap » dont l'objectif est de favoriser la mobilité, le maintien en emploi et la reconversion professionnelle des agents en difficulté.

Les situations d'inaptitude au travail et d'invalidité sont particulièrement complexes à gérer sur un plan juridique. Exercice du droit à reclassement, retraite pour invalidité voire, licenciement pour inaptitude, autant de dispositifs sur lesquels les collectivités peuvent compter sur l'appui du Pôle « Assistance statutaire » du Centre de Gestion de la Seine-Maritime. La reprise du secrétariat des instances médicales (Comité médical et Commission de réforme) a marqué la volonté d'accompagner les élus-employeurs dans toutes les étapes de la gestion de l'inaptitude.

Dans ce cadre d'ensemble, la présente convention a vocation à préciser plus spécifiquement les conditions de mise à disposition de l'offre de médecine préventive du CdG76 afin de permettre aux employeurs de remplir leurs obligations en matière de santé, d'hygiène et de sécurité.

Entre :

- La collectivité/établissement public.....,
(dénommé « collectivité »), dont le siège est situé au
.....,
représenté(e) par, mandaté(e) par délibération de son organe
délibérant en date du/...../.....

et

- Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (dénommé « Centre de Gestion »), dont le siège est situé 3440 route de Neufchâtel - 76230 BOIS-GUILLAUME, représenté par son Président, Monsieur Jean-Claude WEISS, habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 4 septembre 2014.

Il est convenu ce qui suit :

→ ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément à l'article 11 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale qui prévoit que les missions du service de médecine préventive sont assurées, notamment par un médecin appartenant au service créé par le centre de gestion, la collectivité susvisée adhère au service de médecine préventive géré par le Centre de Gestion de la Seine Maritime.

La présente convention a pour objet de définir l'organisation et les modalités de suivi médical des agents, de ladite collectivité.

→ ARTICLE 2 : DOMAINE D'APPLICATION

Le rôle de la médecine professionnelle, tel qu'il est défini par la présente convention, est exclusivement préventif : il consiste à éviter toute altération de la santé des agents du fait de leurs conditions de travail et autant que faire se peut, à maintenir les capacités de travail sur le long terme.

Le médecin du service de médecine de préventive ne peut être chargé des visites d'aptitude physique lesquelles relèvent de la compétence du médecin agréé mais uniquement des visites relatives à l'aptitude de l'agent à son poste de travail.

Son rôle est consultatif uniquement auprès du Comité Médical et de la Commission de Réforme.

Le médecin du service de médecine préventive du CdG 76 exerce son activité médicale en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique.

Le service de médecine préventive agit dans l'intérêt exclusif de la santé et de la sécurité des agents dont il assure la surveillance médicale et dans une perspective de conseil de l'autorité territoriale.

→ ARTICLE 3 : UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Pour accompagner les employeurs publics dans leurs obligations en matière de santé et de sécurité au travail, le service de médecine de prévention du Centre de gestion repose sur une équipe pluridisciplinaire basée sur la complémentarité des compétences dont il dispose en interne : médecins de prévention, infirmiers, secrétariat médico-social, personnel possédant les compétences nécessaires afin d'assurer la mise en œuvre des compétences médicales, techniques et organisationnelles nécessaires à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail (ergonomes ; préventeurs..)

Sous la responsabilité du Président du CdG76 et du Responsable du Pôle « Santé / Prévention », l'équipe pluridisciplinaire est animée et coordonnée par le médecin de prévention.

→ ARTICLE 4 : NATURE DE LA MISSION CONFÉE AU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Le service de médecine de prévention a un rôle exclusivement préventif : ce n'est ni un service de soins, ni un service d'urgence.

Le service de médecine préventive du CdG 76 assure l'ensemble des missions prévues dans le cadre de la réglementation en vigueur pour les agents publics, pour les agents de droit privé sous contrat d'insertion et les apprentis.

Les missions de prévention du service de médecine préventive comprennent la surveillance médicale des agents des collectivités et établissements publics adhérant à la présente convention ainsi que l'action sur le milieu professionnel

L'autorité territoriale s'engage à communiquer au médecin de prévention, toute information que ce dernier jugera utile à l'accomplissement de ses missions.

• ARTICLE 4-1 : Surveillance médicale

La surveillance médicale des agents est assurée par un ou plusieurs médecins de prévention et un ou plusieurs infirmiers de santé au travail qui réalisent leurs interventions sous la responsabilité de ces médecins.

• Agents de droit public

La surveillance médicale a pour objet d'apprécier la compatibilité du poste de travail avec l'état de santé de l'agent. A ce titre, le service de médecine préventive n'a pas vocation à assurer un suivi lorsque les agents sont en situation d'incapacité temporaire, notamment en congé de maladie.

→ Examen bisannuel

Les agents bénéficient d'un examen médical tous les deux ans qui est réalisé en alternance par le médecin de prévention et par l'infirmier de santé au travail (IST).

Dans cet intervalle, les agents qui le demandent, bénéficient d'un seul examen médical supplémentaire.

Cette demande doit obligatoirement être formulée par l'employeur public auprès du secrétariat médical.

A la demande du médecin de prévention, d'autres visites pourront être programmées.

Le service de médecine de prévention ne prendra pas de rendez-vous directement à la demande de l'agent.

Le médecin de prévention exerce une surveillance médicale particulière (SMP), en définissant la fréquence et la nature des examens médicaux à l'égard :

- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux,
- des personnes reconnues travailleurs handicapés,
- des femmes enceintes,
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie (CLM) ou de longue durée (CLD),
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Des examens complémentaires peuvent également être recommandés, à l'appréciation du médecin de prévention ou de l'infirmier de santé au travail (IST).

Dans le respect du secret médical, le médecin de prévention informe l'autorité territoriale, ou son représentant, de tout risque d'épidémie.

• Agents de droit privé

Le suivi médical des agents de droit privé (contrats aidés et apprentis) s'effectue conformément aux dispositions du Code du travail.

- **Aménagements des postes de travail ou des conditions d'exercice des fonctions**

Le médecin de prévention ou l'IST sont habilités à proposer des aménagements du poste de travail ou des conditions d'exercice des fonctions justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé ainsi que des aménagements temporaires au bénéfice des femmes enceintes.

Lorsque l'autorité territoriale décide de ne pas suivre l'avis du médecin de prévention, sa décision doit être motivée et le CHSCT de la collectivité ou à défaut le comité technique ou le CHSCT intercommunal doit être informé.

- **ARTICLE 4-2 : Action sur le milieu professionnel**

Conformément aux dispositions réglementaires et législatives en matière de santé au travail, le service de médecine préventive du Centre de Gestion, exerce une mission de « conseil » auprès de l'autorité territoriale, des agents et leurs représentants, s'agissant de :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services
- L'hygiène générale des locaux et des services
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine
- La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle
- L'hygiène dans les restaurants administratifs
- L'information sanitaire

Le médecin de prévention est par ailleurs :

- Associé aux actions de formation à l'hygiène et à la sécurité, ainsi qu'à la formation des secouristes
- Consulté sur les projets de construction ou les aménagements importants ainsi que sur les modifications apportées aux équipements
- Informé de la composition et de la nature des substances ou produits dangereux utilisés par les agents ainsi que leurs modalités d'emploi.

Il peut, en outre, demander à l'autorité territoriale de la collectivité d'effectuer des prélèvements et des mesures, aux fins d'analyses, le Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ou le Comité Technique (CT) compétent étant informés des résultats de toutes mesures et analyses.

Il peut proposer des études épidémiologiques et participer à leur réalisation.

Dans ce cadre global, le médecin de prévention ou l'IST sont amenés à effectuer des visites des lieux de travail.

Afin d'exercer leur mission et après information de l'autorité territoriale ou de son représentant, le médecin de prévention ou l'IST disposent d'un libre accès aux locaux entrant dans leur champ de compétence. Ils examinent les postes de travail, détectent les situations présentant des risques professionnels particuliers et sont habilités – en cas de dysfonctionnement – à établir les signalements appropriés sous forme de rapport écrit à l'autorité territoriale. Le médecin rend compte de cette action en Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ou en Comité Technique (CT) compétent.

Il convient, à cet égard, de préciser que le médecin de prévention est membre de droit du CHSCT / CT compétent avec voix consultative.

Le médecin du service de médecine préventive utilise les données disponibles dans la collectivité, issues de l'évaluation des risques (décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs) pour établir, en liaison avec le conseiller ou l'assistant de prévention de la collectivité, la fiche de risques professionnels et en assurer la mise à jour périodique.

Cette fiche établie par le médecin de prévention, doit recenser les risques professionnels propres au service entrant dans le champ d'intervention du service de Médecine de prévention et mentionner les effectifs potentiellement exposés à ceux-ci.

Le médecin de prévention réalise, en liaison avec l'agent chargé de la prévention (assistant et/ou conseiller), l'établissement et le suivi de cette fiche, laquelle doit être soumise, pour avis, au CT / CHSCT compétent.

Le médecin de prévention devra, à ce titre, avoir accès à tout type d'information utile à l'établissement de ce document.

• ARTICLE 4-3 : Avis sur la compatibilité du poste de travail avec l'état de santé de l'agent

Chacune des visites médicales donne lieu à l'établissement d'une « fiche de visite » ou d'une « attestation d'entretien de santé infirmier », mise à disposition sur le site extranet « Santé Prévention » destinée à informer l'agent et la collectivité.

Cette fiche peut comporter la mention « avis favorable » ou des préconisations relatives à l'aménagement du poste de travail au regard de l'état de santé de l'agent.

Le service de médecine du CDG76 doit être informé par écrit de chaque accident de service ou maladie professionnelle.

Chaque année, le service de médecine préventive établit un rapport dressant le bilan de son activité au cours de l'année écoulée, et le transmet à l'autorité territoriale et au CT / CHSCT compétent.

→ ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Les modalités de fonctionnement du service de médecine préventive sont précisées dans l'annexe 1 à la présente convention.

→ ARTICLE 6 : FINANCEMENT

La collectivité s'acquitte auprès du CdG 76 d'une adhésion annuelle au titre de la mise à disposition du service de médecine préventive dont le montant est calculé en multipliant l'effectif total de la collectivité (déclaré au cdg76 au plus tard la dernière quinzaine de novembre de l'année) par le tarif forfaitaire par agent déterminé par délibération du conseil d'administration.

Cet effectif comprend tous les personnels employés par la collectivité, fonctionnaires ou contractuels de droit public travaillant à temps complet ou à temps non complet ainsi que les agents recrutés sur la base de contrats aidés et apprentis.

La collectivité s'engage à tenir informé le CdG 76 de l'évolution de l'effectif et des éventuels réajustements annuels.

Le tarif forfaitaire par agent s'appliquant pour l'année en cours est fixé par le Conseil d'Administration du CDG76. La brochure tarifaire sera adressée à la collectivité avant le 31 Décembre de chaque année.

La tarification servant de base à la facturation pourra être réévaluée annuellement par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion en fonction des charges afférentes à la mission de médecine préventive.

Toute modification des conditions financières, décidée par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion, fera l'objet d'une information à la collectivité.

Ce forfait annuel couvre la mise à disposition de l'ensemble des prestations de la médecine de prévention, hors missions d'expertise :

- La visite médicale périodique
- L'entretien infirmier
- Une visite à la demande de la collectivité
- La ou les visites supplémentaires à la demande du médecin de prévention
- Les études de poste
- Les reconnaissances de maladie professionnelle

La facturation est forfaitaire et aura lieu selon les modalités suivantes :

- Dès lors que les effectifs déclarés sont inférieurs à 50 agents : la facturation sera annuelle
- Dès lors que les effectifs sont supérieurs à 50 agents : la facturation sera trimestrielle

→ ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention constitue un engagement de la collectivité à en accepter l'ensemble des termes dont les modalités pratiques et financières, définies par le Conseil d'Administration du CdG 76, pour assurer le bon fonctionnement de la médecine préventive ainsi que l'équilibre financier du service, telles qu'elles sont définies dans la présente convention et son annexe.

→ **ARTICLE 8 : DURÉE, RENOUVELLEMENT ET RÉSILIATION**

La présente convention, est conclue pour une durée de 4 ans, et prend effet à compter du 1er janvier 2019.
La convention est renouvelable par reconduction expresse.

Hormis la résiliation à échéance, les cas de résiliation, avec le respect d'un préavis de trois mois, sont les suivants :

- manquement à l'une des obligations de la convention par l'une ou l'autre des parties
- désaccord sur l'évolution des modalités de fonctionnement ou de financement qui résulteraient des modifications apportées à la convention et à l'annexe.

La résiliation par l'une ou l'autre des parties est formalisée par une lettre recommandée avec accusé de réception

La résiliation de la convention médecine n'entraîne pas la résiliation de la convention cadre.

→ **ARTICLE 9 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE**

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, les litiges éventuels, nés de l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

→ **ARTICLE 10 : ABROGATION DE LA PRÉCÉDENTE CONVENTION**

La précédente convention est abrogée à compter de la date de prise d'effet de la présente convention.

Fait à Le

La collectivité de
représentée par son Maire / Président

Le Président
du Centre de Gestion



Jean-Claude WEISS

Projet



Le partenaire
« **ressources humaines** »
des collectivités territoriales
de la Seine-Maritime

ANNEXE

à la convention d'adhésion
aux prestations globales de MÉDECINE PRÉVENTIVE

du

Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale
de la Seine-Maritime

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE

MÉDECINE PRÉVENTIVE

La présente annexe complète les dispositions de la convention d'adhésion au service de Médecine Préventive du Centre de Gestion de la Seine-Maritime. Elle décline les prestations globales de médecine préventive et en présente leur organisation.

1 LES PRESTATIONS GLOBALES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Le Pôle « Santé / Prévention », à travers sa prestation globale, propose de conseiller l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants afin de protéger la santé au travail grâce à la surveillance médicale et aux actions sur le milieu professionnel.

→ La surveillance médicale préventive

Appréciation de la compatibilité du poste occupé par un agent avec son état de santé en considérant les contraintes du poste et son environnement, tout particulièrement pour les agents des secteurs exposés à des risques professionnels particuliers.

Pour une évaluation exhaustive, la fiche de poste de l'agent avec indication de l'exposition aux risques doit être communiquée par la collectivité au médecin de prévention.

Dans ce cadre, l'activité de surveillance médicale s'articule autour des consultations médicales et des entretiens santé au travail infirmier, au sein des cabinets médicaux définis à ces effets ou dans les locaux du Centre de Gestion

Les agents sont reçus, soit par le médecin de prévention, soit par l'infirmier(e) du travail. Les actions sur le milieu professionnel sont réalisées en pluridisciplinarité par le médecin de prévention, l'infirmier du travail, l'assistant ou le conseiller en prévention.

→ Actions sur le milieu professionnel

Etudes de poste de travail, appréciation des éventuelles nuisances sur la santé des agents, conseils auprès de l'autorité territoriale sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail et des dispositions réglementaires en matières de santé au travail, participation du médecin de prévention au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en tant que membre de droit.

→ Conseil et information

En aucun cas il ne s'agit de suivi individuel d'agent en visite médicale. Conseil auprès de l'autorité territoriale, d'information et de conseil auprès de collectifs d'agents et de leurs représentants.

Le médecin de prévention peut intervenir, à titre d'exemple, en coopération avec un infirmier du travail, un ergonome, ou un ingénieur qualité hygiène et sécurité au travail pour animer des réunions d'information aux agents sur la prévention de risques professionnels spécifiques (bruits, risque biologique, risque chimique, etc.) pour sensibiliser aux premiers secours, au port d'équipements de protection individuelle. Chacun de ces intervenants peut également intervenir de façon autonome sur délégation du médecin de prévention.

2 ORGANISATION DES MISSIONS DU SERVICE DE « MÉDECINE PRÉVENTIVE »

Le service de Médecine Préventive du Centre de Gestion 76 assure l'intégralité des missions qui sont décrites dans la convention d'adhésion et présentées ci-après.

2.1 Plan de santé au travail

En concertation avec le médecin de prévention et l'autorité territoriale ou son représentant, un plan de santé biennal est élaboré. Celui-ci définit les priorités d'action du service et s'inscrit dans le cadre plus global de la médecine préventive prévue au décret n° 85-603 garantissant le suivi médical des agents et les actions sur le milieu professionnel.

Le plan de santé au travail intègre, à cet effet, les visites médicales et les actions en milieu professionnel. En tant que de besoin, l'appui en prévention des risques professionnels peut être renforcé par des missions de conseil assurées par les experts en hygiène et sécurité du Centre de Gestion 76. Le médecin de prévention conseille l'autorité territoriale, ou son représentant, pour définir ce plan d'actions de santé au travail en fonction des priorités de la collectivité.

Le plan de santé, élaboré pour une durée maximale de deux ans, avec évaluation annuelle, définit des actions visant à :

- Mettre en œuvre les priorités d'actions en milieu professionnel et faire émerger des bonnes pratiques.
- Améliorer la prévention des risques professionnels et des conditions de travail individuelles et collectives
- Mettre en œuvre les objectifs régionaux de santé au travail définis dans les plans régionaux de santé au travail.
- Cibler des moyens et des actions sur certains métiers, en faveur de publics particuliers ou sur la prévention de risques spécifiques.
- Permettre le maintien dans l'emploi des agents et lutter contre la désinsertion professionnelle.

Dans ce cadre, le plan de santé, indique les moyens et ressources mobilisés par les parties, la programmation des actions et les modalités de collaboration pour atteindre des objectifs.

Ce mode d'organisation défini par le Conseil d'administration du Centre de Gestion 76, a pour objectif de renforcer la collaboration entre le médecin de prévention et la collectivité afin d'assurer aux élus et aux agents des collectivités et établissements qui adhèrent à la présente convention, le soutien nécessaire dans leur démarche de prévention, compte tenu des responsabilités en matière de santé, d'hygiène et de sécurité qui leur incombent.

2.2 L'effectif prévisionnel de la collectivité

La Collectivité s'engage à déclarer par l'intermédiaire du site extranet « Santé Prévention » au service de Médecine Préventive du cdg76, un état précis de son effectif au 30 novembre de chaque année.

En parallèle de cette déclaration, le métier et le poste de chaque agent devront être renseignés, ainsi que son service de rattachement, son lieu de travail, les contraintes spéciales auxquelles l'agent peut être soumis dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les éventuels équipements ou matériels auxquels il a accès dans le cadre de son activité professionnelle.

La déclaration des effectifs est l'élément indispensable qui sert de base à l'élaboration du plan de santé. En l'absence de déclaration, celui-ci ne pourra être établi.

3 LA PLANIFICATION GLOBALE PAR LE SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE

3.1 Visites périodiques (tous les deux ans)

Le pôle « Santé Prévention » coordonne la mise en œuvre et le suivi du plan annuel de santé au travail de chaque collectivité adhérente à la présente convention.

Sur la base des effectifs déclarés, le service « Santé Prévention » adresse par mail aux collectivités une convocation stipulant les plages prévisionnelles de visites médicales. Les collectivités ont la responsabilité de planifier via le site extranet « Santé Prévention » les visites médicales de leurs agents selon la périodicité des deux ans.

Les agents doivent être avertis par l'autorité territoriale au moins 10 jours avant la date de visite prévue afin que ceux-ci puissent se munir de tous les éléments médicaux nécessaires à la visite.

La collectivité s'engage à fournir pour le jour de la visite médicale la fiche de poste de l'agent soit en ligne sur le site extranet « Santé Prévention », soit directement à l'agent.

Il appartient à l'employeur public d'informer les agents du caractère obligatoire des visites.

Toute indisponibilité de l'agent pour le jour et l'heure fixés dans la convocation devra être signalé au service médecine dans un délai maximal de 48h. Toute absence non prévenue fera l'objet d'une facturation.

Chacune des visites médicales donne lieu à l'établissement d'une « attestation de visite », celle-ci est mise à disposition des collectivités en téléchargement sur le site extranet 48h après la visite médicale.

La collectivité s'engage à respecter le droit à l'information de l'agent et assure la diffusion de cette attestation auprès de l'agent.

Cette attestation ne fait apparaître aucun renseignement à caractère médical.

Elle est destinée à informer l'agent et la collectivité de l'avis du médecin du service de Médecine Préventive sur la compatibilité du poste de travail avec l'état de santé de l'agent.

Elle peut comporter la mention « avis favorable » ou des préconisations relatives à l'aménagement du poste de travail au regard de l'état de santé de l'agent.

3.2 Visites supplémentaires

Conformément au décret, l'agent peut bénéficier d'une visite médicale supplémentaire, dans l'intervalle des deux ans.

L'agent doit formuler sa demande directement auprès de sa collectivité, le pôle « santé prévention » n'attribuant aucun rendez-vous médical sans demande formalisée de la collectivité.

La demande doit être renseignée sur le formulaire prévu à cet effet sur le site extranet le site extranet « Santé Prévention ». Les demandes formulées par mail ne seront pas traitées.

Chacune des visites médicales supplémentaires donne lieu à l'établissement d'une « attestation de visite », celle-ci est adressée par mail à la collectivité.

La planification globale porte sur l'ensemble des missions des intervenants du service « Santé Prévention », tant en milieu de travail au sein de la collectivité, que dans les centres de visites ou à l'extérieur de la collectivité.

Ainsi, cette planification englobe les réunions du CT / CHSCT compétent (pour lesquelles le médecin du service de Médecine Préventive doit être informé un mois franc à l'avance), la participation éventuelle aux séances du Comité médical et de la Commission de réforme, la rédaction des rapports et des documents relatifs à l'exercice de la Médecine Préventive, la veille documentaire, les travaux d'analyse technique et statistique nécessaires, les réunions avec les services experts du Centre de Gestion 76 pour le suivi de dossiers, les procédures de reclassement Etc.

Des études et de l'information sur des thèmes particuliers représentant un enjeu général de prévention de la santé au travail peuvent être également programmées dans cette planification globale.

4 LA PROGRAMMATION DES ACTIONS PAR LA COLLECTIVITÉ

→ Il revient à la collectivité adhérente à la présente convention de définir les modalités de mise en œuvre du plan biennal de santé au travail, en fonction des nécessités de service et du planning de présence de l'intervenant du service de Médecine Préventive (dates et plages horaires prédéfinies avec le secrétariat du service « Santé Prévention »).

→ Pour les visites médicales, la collectivité procède aux convocations individuelles de ses agents, un modèle individuel est à disposition sur le site extranet. Elle veille à remplacer tout agent absent afin d'optimiser l'intervention du médecin.

→ La collectivité procède de la même manière pour toute action en milieu de travail ou réunion, en veillant à informer les personnes concernées de la présence du médecin.

→ L'annulation par la collectivité des plages initialement programmées ne peut être prise en compte par le service « Santé Prévention » pour une nouvelle programmation, que si elle intervient au moins 1 mois avant la ou les dates prévues.

→ Dans le cadre de certaines situations pouvant nécessiter une intervention prioritaire dans l'emploi du temps du médecin ou de l'infirmier santé au travail, la collectivité peut solliciter le service « santé prévention » en dehors du calendrier établi pour toute mission urgente ou imprévue.

→ Toutes demandes à l'initiative des agents devront être autorisées et formalisées par la collectivité.

→ Le médecin de prévention est informé par l'autorité territoriale, dans les plus brefs délais, de chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

5 PLANIFICATION DE PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES

En cas de recours par la collectivité aux prestations complémentaires du Centre de Gestion 76, le calendrier d'intervention de ces prestations est arrêté par le secrétariat du service Santé Prévention du Centre de Gestion 76.

6 CENTRES DE VISITE

Les visites médicales sont réalisées dans des locaux conformes aux dispositions du cadre de la santé publique et retenus par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion 76.

7 INTERLOCUTEUR UNIQUE

Dans un souci de faciliter la coordination entre le service de Médecine Préventive et la collectivité adhérente, il est demandé à la collectivité de désigner un interlocuteur unique, représentant de l'autorité territoriale au sein de la Collectivité.

À titre d'exemple, cet interlocuteur peut être le DGS, le responsable RH, la secrétaire de mairie au sein de la collectivité.

Cet interlocuteur et ses coordonnées de contact (mail, téléphone...) seront déterminés par l'autorité territoriale à la date de prise d'effet de la présente convention.

8 CONSTITUTION DU DOSSIER MÉDICAL EN SANTÉ AU TRAVAIL

La première visite médicale d'un agent donne lieu à la constitution d'un dossier médical en santé au travail, sous format électronique, qui est ensuite complété après chaque examen ultérieur.

Le médecin de prévention ou l'infirmier de santé au travail doivent constituer le dossier de suivi médical de l'agent tout au long de sa carrière.

Ce dossier médical en santé au travail ne peut être communiqué qu'au Médecin Inspecteur Régional du Travail et de la Main d'œuvre ou à l'agent, s'il en fait la demande ou au médecin de son choix.

En cas de mutation ou de départ de la collectivité d'un agent, les éléments de son dossier médical en santé au travail pourront être communiqués au nouveau service de Médecine Préventive, après autorisation écrite de l'agent.

Le médecin de prévention et plus globalement le CdG76, prend toutes les dispositions matérielles nécessaires pour assurer l'inviolabilité des dossiers médicaux.

9 AVIS DESTINÉS AU COMITÉ MÉDICAL OU A LA COMMISSION DE RÉFORME

Le médecin du service de Médecine Préventive a un rôle consultatif auprès du Comité médical et de la Commission de réforme.

Après avoir eu communication du dossier de l'agent soumis à l'avis de l'instance consultative, il présente ses observations écrites dans les cas suivants :

- auprès du Comité médical :

- > examen médical pour l'octroi d'un congé de longue maladie ou de longue durée d'office

- > aménagement du poste de travail après un congé de longue maladie ou de longue durée

- auprès de la Commission de réforme :

- > imputabilité au service d'un accident, d'une maladie professionnelle

Fait à Le

La collectivité de
représentée par son Maire / Président

Le Président
du Centre de Gestion



Jean-Claude WEISS

N°2018-BCA-106

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE STAGE SDIS 76 / ENSEMBLE SCOLAIRE PROVIDENCE
SAINTE THERESE**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-106-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'Ensemble Scolaire Providence Sainte Thérèse sollicite le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pour accueillir 14 lycéens en stage, dans le cadre du Baccalauréat professionnel « Métiers de la sécurité », au titre de l'année scolaire 2018/2019.

Ce partenariat permet de répondre au référentiel de l'éducation nationale qui prévoit la participation des élèves à la découverte du métier de sapeur-pompier (observation des missions de secours à personnes, découverte de l'organisation des centres de secours, gestion des appels d'urgence).

L'accueil s'effectuera sur deux périodes de 4 semaines, du 7 janvier au 1^{er} février 2019 et du 11 mars au 5 avril 2019. Trois stagiaires maximum seront présents par centre de secours sur la même journée.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



CONVENTION DE STAGE

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL
METIERS DE LA SECURITE

ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

Entre

SDIS 76
6 RUE DU VERGER
76192 YVETOT CEDEX
Tél. : 02.35.56.11.11

Courriel : secretariat.direction@sdis76.fr

désignée ci-après par "l'entreprise", représentée par M. André GAUTIER président du conseil d'administration

Adresse d'exécution du stage si différente de l'adresse du siège :

Centre d'Incendie et de Secours Rouen Gambetta
Centre d'Incendie et de Secours de Rouen Sud
Centre d'Incendie et de Secours de Canteleu
Centre d'Incendie et de Secours d'Elbeuf
Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours

et

L'Ensemble Scolaire Providence Sainte Thérèse
42 rue de Le Nostre - 76000 ROUEN

désigné ci-après par "le Lycée", représenté par son Directeur, Monsieur Richard TOUTAIN,

il est convenu ce qui suit :

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 4153-8 et 9, R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 124-1 à 20 et D. 124-1 à D. 124-9,

Vu la délibération du conseil d'administration du lycée en date du 9 décembre 2015 approuvant la convention-type et autorisant le chef d'établissement à conclure au nom de l'établissement toute convention relative aux périodes de formation en milieu professionnel conforme à la convention-type,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de ou des élèves de l'établissement désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées dans le cadre de l'enseignement professionnel.

En règle générale, un tableau récapitulatif sera adressé 15 jours avant le stage.

Article 2 - Finalité de la formation en milieu professionnel

Les périodes de formation en milieu professionnel correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles le ou les élèves acquièrent des compétences professionnelles et mettent en œuvre les acquis de la

formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le ou les stagiaires se voient confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil (article L.124-1 du code de l'éducation).

En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise.

Article 3 - Dispositions de la convention

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière.

L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. L'annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d'assurance.

La convention accompagnée de ses annexes est signée par le chef d'établissement, le représentant de l'entreprise ou l'organisme d'accueil du ou des élèves.

Article 4 - Statut et obligations de l'élève

Le ou les élèves demeurent, durant la période de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Ils restent sous la responsabilité du chef d'établissement scolaire.

Les élèves ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Ils ne peuvent participer aux éventuelles élections professionnelles.

Le ou les élèves sont soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6 de la présente convention.

Le ou les élèves sont soumis au secret professionnel. Ils sont tenus d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'ils pourront recueillir à l'occasion de leurs fonctions ou du fait de leur présence dans l'entreprise. En outre, le ou les élèves s'engagent à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise.

Article 5 - Gratification

Le ou les élèves ne peuvent prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Toutefois, ils peuvent leur être alloués une gratification. Lorsque la durée de la période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année

scolaire, à deux mois consécutifs (soit plus de quarante-quatre jours) ou non, la ou les périodes de formation en milieu professionnel font l'objet d'une gratification versée mensuellement. Son montant correspond à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale prévu à l'article D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale.

Cette gratification n'a pas le caractère d'un salaire au sens de l'article L. 3221-3 du code du travail.

Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale.

Article 6 - Durée du travail

En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.

Article 7 - Durée et horaires de travail des élèves majeurs

Dans l'hypothèse où le ou les élèves majeurs sont soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaires effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus.

En ce qui concerne le travail de nuit, seul le ou les élèves majeurs nommément désigné par le chef d'établissement scolaire peuvent être incorporé à une équipe de nuit.

Article 8 - Durée et horaires de travail des élèves mineurs

La durée de travail du ou des élèves mineurs ne peuvent excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine.

Le repos hebdomadaire du ou des élèves mineurs doit être d'une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche.

Pour chaque période de vingt-quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour le ou les élèves mineurs de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour le ou les élèves mineurs de seize à dix-huit ans.

Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, le ou les élèves mineurs doivent bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit :

- à l'élève mineur de seize à dix-huit ans entre vingt-deux heures le soir et six heures le matin ;
- à l'élève de moins de seize ans entre vingt heures et six heures.

Ces dispositions ne peuvent pas faire l'objet d'une dérogation.

Article 9 - Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil

Conformément à l'article L.124-13 du code de l'éducation, le ou les stagiaires ont accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant prévus à l'article L. 3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Ils bénéficient également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L. 3261-2 du même code.

Des effets vestimentaires seront mis à disposition des stagiaires. Il s'agit d'un prêt avec obligation de restitution et d'entretien en fin de stage. En cas de non restitution ou de dégradation des effets, un titre de recette sera émis.

Article 10 - Sécurité - travaux interdits aux mineurs

En application des articles R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37 du code du travail, le ou les élèves mineurs de quinze ans au moins, peut être affecté aux travaux réglementés après que l'entreprise ait adressé à l'inspecteur du travail une déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs.

La déclaration de dérogation doit préciser le secteur d'activité de l'entreprise, les formations professionnelles pour lesquelles elle est établie, les différents lieux de formation, la liste des travaux susceptibles de dérogation et les équipements de travail liés à ces travaux ainsi que la qualité et la fonction de la (ou des) personne(s) compétente(s) pour encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux précités, Elle est signée par le chef d'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail.

Le ou les élèves ne doivent utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

Article 11 - Sécurité électrique

Le ou les élèves ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des

travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par le ou les élèves en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel.

L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l'élève.

Article 12 - Couverture des accidents du travail

En application de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

Conformément à l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil. Celle-ci adressera à la CPAM compétente, une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d'établissement.

Article 13 - Autorisation d'absence

En cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le ou les stagiaires bénéficient de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37 et L. 1225-46 du code du travail.

Pour les périodes de formation en milieu professionnel dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de six mois, la convention de stage doit prévoir la possibilité de congés et d'autorisations d'absence au bénéfice du stagiaire au cours de la période de formation en milieu professionnel.

Article 14 - Assurance responsabilité civile

Le chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée.

Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.

Article 15 - Encadrement et suivi de la période de formation en milieu professionnel

Les conditions dans lesquelles l'enseignant-référent de l'établissement et le tuteur dans l'entreprise (ou l'organisme) d'accueil assurent l'encadrement et le suivi du stagiaire figurent dans l'annexe pédagogique jointe à la présente convention.

Article 16 - Suspension et résiliation de la convention de stage

Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.

Article 17 - Validation de la période de formation en milieu professionnel en cas d'interruption

Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil, l'établissement propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou du stage, en tout ou partie, est également possible.

Article 18 - Attestation de stage

Lors de la visite du professeur en charge du suivi, une attestation sera à compléter et à signer.

Article 19 - Protection maladie du stagiaire à l'étranger

1. Protection issue du régime étudiant français

- Pour les stages au sein de l'Espace Économique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un État de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre État (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- Pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;
- Dans tous les autres cas, les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu du droit local (voir ci-dessous).

2. Protection sociale issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire en vertu du droit local :

- ☐ OUI : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français
 - ☐ NON : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant.
- Si aucune case n'est cochée, le 19-1 s'applique.

Article 20 - Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger

1. Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident du travail, le présent stage soit :
 - Être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;
 - Ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale, et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire Maladie sur la demande de maintien de droit ;
 - Se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
 - Se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la

protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2. La déclaration des accidents du travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.
3. La couverture concerne les accidents survenus :
 - Dans l'enceinte du lieu de stage et aux heures du stage,
 - Sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire et le lieu du stage,
 - Dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission,
 - Lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage),

- Lors du dernier trajet depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.
4. Pour les cas où l'une seule des conditions prévues au point 20-4 n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident du travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.
 5. Dans tous les cas :
 - Si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
 - Si l'étudiant remplit des missions limitées en dehors de l'organisme d'accueil ou en-dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions pour lui fournir les assurances appropriées.

Fait à Rouen, le 19 novembre 2018 en deux exemplaires

Signatures et cachets :

Le chef d'établissement Nom prénom : TOUTAIN Richard Le : 19/11/2018	Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime, Le président du Conseil d'administration, M André GAUTIER Le :
---	--

Le lycée est habilité à percevoir la TAXE D'APPRENTISSAGE pour la catégorie A.

**N'hésitez pas à contacter notre service Relations Entreprises
pour toutes informations sur la taxe d'apprentissage :
Tel. 02.32.08.17.30**

Diplôme préparé : Baccalauréat Professionnel Métiers de la Sécurité

1. Horaires journaliers de l'élève

Voir Annexe n°4

Durée totale hebdomadaire : 35 heures.

2. Modalités de concertation entre le(s) enseignant(s)-réfèrent(s) et le tuteur pour contrôler le déroulement de la période :

De manière générale, un appel sera effectué lors de la 1^{ère} semaine de stage par le pôle Relations Entreprises afin de s'assurer de la présence et de l'implication de l'élève dès le début de son stage. Le professeur en charge du suivi contactera le tuteur à partir de la 2^{ème} semaine pour faire un point et fixer le RDV de suivi qui aura pour objectif d'évaluer la prestation de l'élève sur l'ensemble de son stage.

3. Objectifs assignés et compétences à acquérir ou à développer au cours de la période de formation en milieu professionnel :

Sécuriser les personnes, les sites, mettre en œuvre les gestes techniques avec équipements appropriés
Maintenir la capacité opérationnelle des matériels et équipements

4. Activités prévues en milieu professionnel :

Observation du métier de sapeur-pompier professionnel.

5. Travaux effectués, équipements ou produits utilisés soumis à la procédure de dérogation pour les travaux interdits aux mineurs (cf. article 10 de la présente convention) :

6. Modalités d'évaluation de la période de formation en milieu professionnel, en référence au règlement d'examen du diplôme préparé :

Evaluation pratique et grille d'évaluation E3 + oral sur les fiches

Annexe n°2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Classe :

Pour aider l'établissement à mieux gérer ses frais d'organisation des périodes de formation en milieu professionnel, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir remplir le document suivant et le retourner avec la convention signée.

1. Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil

L'entreprise participe-t-elle aux frais occasionnés par l'élève pendant la période de formation en entreprise ?

☒ Oui ☐ Non

Si Oui :

☐ Frais de restauration :

soit par repas :

☐ Frais de transport :

soit par jour :

☐ Frais d'hébergement :

soit par nuit :

☒ Mise à disposition d'effets vestimentaires : Prêt avec restitution à l'issue du stage. Un titre de recette sera émis en cas de non restitution, ou en cas de dégradation des effets.

2. Gratification éventuelle

Montant de la gratification : 0

Modalités de versement : /

3. Assurances

Pour l'entreprise :

Nom de l'assureur : ALLIANCE

N° du contrat : 57527855

Pour l'établissement :

Nom de l'assureur : MUTUELLE SAINT CHRISTOPHE

N° du contrat : 00002503918704

Annexe n°3 : ATTESTATION DE PRESENCE

Conformément à l'article D. 124-9 du code de l'éducation, une attestation de stage est délivrée par l'organisme d'accueil à tout élève.



ATTESTATION DE PRESENCE

Le Commandant Pierre MACHILLOT, maître du stage de l'entreprise SDIS 76

atteste que l'élève

élève de dans notre établissement,

a effectué son stage du au sans journée d'absence.

Dans le cas contraire, certifie qu'il a été absent :

Les jours suivants	Pour les motifs ci-après	Récupérés les / À récupérer les

CACHET

SIGNATURE

Le montant total de € a été versé au stagiaire à titre de gratification.

Fait à, le

Annexe n°4 : PLANNING PREVISIONNEL

Période de formation n°1 : du 07/01/2019 au 01/02/2019

ELEVE	Gambetta	Rouen Sud	Elbeuf	Canteleu	Codis
TOULLEC	L●M●Me				
KMAIDIC	L●M●Me				
BAZIRE	L●M●Me				
LEGRAIN		L●M●Me			
BAUDOUIN		L●M●Me			
CAGNARD		L●M●Me			
GANTOIS			Me●J●V		
BIENAIME			Me●J●V		
MARRE				M●Me●J	
COUVET	J●V		L		
LUNA	J●V		L		
VITRY	J●V		M		
HAGNERE		J●V	M		
LEVASSEUR		J●V		L	

Période de formation n°2 : du 11/03/2019 au 5/04/2019

ELEVE	Gambetta	Rouen Sud	Elbeuf	Canteleu	Codis
TOULLEC		L●M●Me			
KMAIDIC		L●M●Me			
BAZIRE		L●M●Me			
LEGRAIN	L●M●Me				
BAUDOUIN	L●M●Me				
CAGNARD	L●M●Me				
GANTOIS	J●V		L		
BIENAIME	J●V		L		
MARRE	J●V		M		
COUVET		J●V	M		
LUNA		J●V		L	
VITRY			Me●J●V		
HAGNERE			Me●J●V		
LEVASSEUR				M●Me●J	

N°2018-BCA-107

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION TYPE DE MISE A DISPOSITION ENTRE LE SDIS 76 ET LES
AMICALES ET UNIONS DE SAPEURS-POMPIERS –
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-107-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10,*
- *le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*
* *

Les Amicales et Unions de sapeurs-pompiers contribuent au renforcement des liens existants entre les sapeurs-pompiers membres de ces associations et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) au travers d'actions et de mises à disposition de différents matériels et équipements.

A ce titre, elles sont également amenées pour l'exercice de leurs activités statutaires à utiliser des locaux et matériels appartenant au Sdis 76.

Sans remettre en cause les bonnes relations entre les Amicales, les Unions et le Sdis 76, il apparaît important aujourd'hui de prévenir le règlement de sinistres qui pourraient intervenir dans le cadre des différentes mises à disposition et d'offrir un cadre juridique consolidé aux parties prenantes.

En effet, en cas de dégradation d'un bien appartenant à l'une ou l'autre des parties, les assureurs respectifs chercheront inexorablement à engager la responsabilité de l'autre partie afin de réduire au maximum le coût du sinistre.

Il apparaît donc nécessaire de s'engager ensemble et avec chaque Amicale ou Union de sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime dans une démarche de sécurisation juridique tant pour les Amicales que pour le Sdis 76.

À cet effet, il est proposé une convention de partenariat avec le Sdis 76.

Cette convention s'articule en quatre parties :

- *l'objet de la convention,*
- *les mises à disposition par le Sdis 76 (règles d'usage des locaux, matériels et véhicules : respecter les différents règlements, vérifier que les conducteurs détiennent les permis adéquats, fournir une attestation d'assurance, possibilité d'utiliser les supports de communication du Sdis....),*
- *les mises à disposition par l'Amicale (règles d'utilisation, assurance du Sdis....),*
- *les dispositions administratives (inventaires des locaux et matériels mis à disposition par chaque partie, durée, renouvellement et résiliation de la convention....).*

*
* *

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mise à disposition réciproque de biens entre le Sdis 76 et les Amicales ou Unions de sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime ci-jointe ;
- autoriser le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Convention de partenariat
entre
le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
et
l'Amicale des sapeurs-pompiers de

Etablie entre :

- Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76), sis 6 rue du verger – CS 40 078 – 76 192 YVETOT CEDEX, représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du conseil d'administration en exercice, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du **XX XXXX XXXX**, d'une part,

Ci-après dénommé le « Sdis 76 »

et :

- L'Amicale des sapeurs-pompiers de **XXXXXX**, association loi du 1^{er} juillet 1901, sise **XX** rue **XXXXXXXX**, 76 **XXX XXXXXXXXX**, représentée par Monsieur **XXXXXX XXXXXX**, agissant en qualité de Président en exercice,

Ci-après dénommée « Amicale »

Vu :

- ✓ Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- ✓ La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10,
- ✓ Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ La circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,
- ✓ Les statuts de l'association « Amicale des sapeurs-pompiers de **XXXXXXXX** » adoptés en date du **XX XXXX XXXX**, déposés en Préfecture le **XX XXXXX**,
- ✓ La délibération du Bureau du conseil d'administration du Sdis 76 en date du **XX XXXX XXXXX**,

Considérant que l'Amicale des sapeurs-pompiers de **XXXXXX** contribue au renforcement des liens existants entre les sapeurs-pompiers membres de l'Amicale et le Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime ;

Considérant qu'à ce titre, elle est amenée pour l'exercice de ses activités statutaires à utiliser des locaux, matériels, équipements et véhicules appartenant au Sdis76 tout comme, réciproquement, l'Amicale peut mettre à disposition du Sdis 76 certaines installations ou équipement lui appartenant ;

Considérant que ces mises à disposition doivent être encadrées juridiquement dans l'intérêt des deux parties,

Il est convenu ce qui suit :

Titre I : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir et de préciser les conditions d'utilisation et de responsabilité entourant la mise à disposition des locaux et de leurs abords, matériels, équipements et véhicules appartenant au Sdis 76 à destination de l'Amicale des sapeurs-pompiers de XXXXXXXX.

Dans le cadre de la présente convention, le « représentant du Sdis76 » tel que mentionné aux articles suivants est normalement le chef de centre concerné, même lorsque le chef de centre est également Président de l'Amicale.

Titre II : MISES A DISPOSITION PAR LE SDIS 76

Le Sdis 76 met à la disposition des membres de l'Amicale, les locaux, équipements et matériels du centre d'incendie et de secours prévus de manière indicative dans l'annexe 1 à la présente convention, dans le cadre de des activités exercées par l'association. Cette liste peut faire l'objet de modifications ponctuelles sur demandes écrites et justifiées adressées par l'Amicale au représentant du Sdis.

Art 2- Mise à disposition de locaux

Art 2.1 - Définition des locaux mis à disposition

Art 2.1.1 Locaux administratifs

Le Sdis 76, lorsque les locaux du centre d'incendie et de secours le permettent, met gratuitement à disposition de l'Amicale un local administratif lui permettant de tenir son secrétariat et le cas échéant, une permanence.

Art 2.1.2 Salles de réunions

L'Amicale est autorisée à utiliser les salles du Cis pour les réunions de ses instances (assemblée générale, bureau, commissions) ou pour toute autre activité statutaire, sous réserve d'en aviser au préalable le chef de centre et de ne pas perturber la continuité du service public.

Le Président de l'Amicale présentera une demande d'utilisation de salle au chef de centre 15 jours avant la date pour laquelle la mise à disposition est sollicitée.

Art 2.1.3 Autres locaux (*le cas échéant*)

Le Sdis 76 met gratuitement à disposition de l'Amicale, et suivant les capacités du centre, un local ou un endroit lui permettant de stocker et de ranger son matériel associatif au sein du Cis.

Art 2.1.4 Foyer (*le cas échéant*)

Le foyer est mis à disposition de l'Amicale qui peut le meubler à son gré, dans le cadre et le respect du règlement intérieur du Sdis, et l'utiliser pour ses activités associatives. Le Cis l'utilise pour les activités de service, en accord avec le Président de l'Amicale.

Article 2.2 – Usage des locaux

Qu'il s'agisse de locaux à usage principal de l'Amicale ou d'un usage mixte (salle de réunions), les utilisateurs sont tenus d'en respecter l'intégrité et d'en assurer la propreté après utilisation. Le règlement intérieur du Corps départemental et le règlement interne du Cis, en concordance, précisent les conditions d'utilisation des locaux.

A cette occasion, il est rappelé les dispositions de l'art 4300-13 du Règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime qui dispose que l'introduction et la distribution de boissons alcoolisées est strictement interdite sur l'ensemble des sites du Corps départemental et que la consommation de boissons alcoolisées est interdite dans les locaux du service. Toutefois, en des circonstances particulières, le chef de Corps, le chef de Groupement ou le chef de centre peut déroger à cette interdiction.

L'Amicale s'engage à prévenir le chef de centre ou le Directeur départemental selon le cas, lorsque l'accès aux locaux sera ouvert à des tiers. Elle aura la responsabilité et la charge de la surveillance des personnes dont elle aura permis l'accès dans les locaux propriété du Sdis 76 ou mis à sa disposition.

Article 2.3– Responsabilité des utilisateurs

La responsabilité de l'Amicale pour les locaux mis à disposition est engagée à raison des dégradations commises dans lesdits locaux.

Les personnes physiques responsables des dégradations volontaires sont tenues au paiement des réparations.

Article 3 – Mise à disposition de matériels par le Sdis

3.1 Véhicules

Dans le cadre de ses activités statutaires, l'Amicale peut utiliser les véhicules du Cis (VL, VTU), lui permettant de transporter ses personnels et son matériel, sous réserve de l'accord préalable du chef de centre.

La mise à disposition du véhicule doit être sollicitée auprès du chef de centre au moins 15 jours avant la date d'utilisation du véhicule.

Les membres de l'Amicale qui utilisent le véhicule veilleront à le restituer au Cis avec le plein de carburant effectué.

Si le véhicule est utilisé par l'Amicale pour des manifestations organisées par le Service, le chef de centre mettra à disposition de l'Amicale une carte carburant et une carte autoroute.

Pour les manifestations sans lien avec direct avec le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, l'Amicale supportera sur ses propres deniers les frais de carburant et de péage autoroutier.

3.2 Matériels d'intervention et de sport

Dans le cadre de ses activités statutaires, l'Amicale peut utiliser les véhicules du Cis (VL, VTU), lui permettant de transporter ses personnels et son matériel, sous réserve de l'accord préalable du chef de centre qui en avise le CODIS et de ne pas perturber l'activité opérationnelle.

3.3 Autres matériels et mobiliers

Les membres du bureau de l'Amicale peuvent utiliser les équipements téléphoniques, télématiques, bureautiques et de reprographie, le mobilier de bureau au sein du Cis, sous condition d'un usage raisonnable et dans le seul cadre des activités de l'Amicale.

3.4 Utilisation des matériels

Les utilisateurs doivent faire un usage normal des matériels mis à leur disposition. S'agissant de l'usage des véhicules de service, l'Amicale s'assure que le conducteur du véhicule est titulaire d'un permis de conduire valide et adapté à la conduite du véhicule mis à disposition, notamment au regard du nombre de places.

Le conducteur devra utiliser le véhicule dans le respect des dispositions du code de la route et des règlements du Sdis 76.

Toute contravention pour toute infraction commise avec un véhicule mis à disposition par le Sdis 76 sera supportée par le conducteur du véhicule au moment des faits.

L'utilisation des véhicules et des matériels d'intervention dans le cadre associatif doit s'effectuer sans porter atteinte au bon fonctionnement du service et à l'image des sapeurs-pompiers.

3.5 Responsabilité des utilisateurs

La responsabilité de l'Amicale pour les véhicules, matériels et mobiliers mis à disposition est engagée à raison des dégradations commises.

Les personnes physiques responsables des dégradations volontaires sont tenues au paiement des réparations.

Article 4 – Assurances de l'Amicale

4.1 Assurance responsabilité civile et protection juridique

L'Amicale s'engage à souscrire un contrat d'assurance, le cas échéant par l'intermédiaire de l'UDSP, visant à garantir dans le cadre de ses activités :

- *Sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités de son fait ou du fait de ses biens et membres/collaborateurs/bénévoles....*
- *Sa responsabilité civile pour les biens qui lui sont confiés*
- *La responsabilité civile de ses dirigeants*
- *La responsabilité civile de ses membres, collaborateurs, bénévoles*
- *Sa responsabilité à l'égard de ses membres, collaborateurs, bénévoles.....*
- *Ses responsabilités spécifiques : organisation de manifestation, courses sur voie publique, épreuves sportives ouvertes aux licenciés, manifestations dans le cadre du téléthon....*

Elle peut faire de même pour la protection juridique.

L'Amicale devra fournir chaque année au Sdis 76 (Pôle juridique) une attestation valide et mentionnant l'ensemble de ces garanties.

4.2 Assurance des biens

L'Amicale s'engage à disposer d'un contrat d'assurance, le cas échéant souscrit par l'intermédiaire de l'UDSP, pour l'occupation des locaux mis à sa disposition par le Sdis 76. Ce contrat garantit la responsabilité civile de nature locative à l'égard du propriétaire du bâtiment ainsi que le recours des voisins et des tiers.

En raison de la multiplicité des lieux d'occupation dans le Cis, il est demandé à l'Amicale ou l'UDSP d'imposer à son assureur une assurance d'une surface forfaitaire avec abandon par ce dernier de l'application de toute règle proportionnelle.

L'Amicale peut disposer d'un contrat d'assurance, le cas échéant souscrit par l'intermédiaire de l'UDSP, pour garantir les biens et matériels lui appartenant ou qui lui sont confiés.

L'Amicale devra fournir chaque année au Sdis 76 (Pôle juridique) une attestation valide et mentionnant l'ensemble de ces garanties.

4.3 Assurance « auto »

L'Amicale souscrit une police d'assurance « auto » garantissant les véhicules mis à disposition, la responsabilité civile s'y rapportant ainsi qu'une garantie accident corporel du conducteur.

L'Amicale devra fournir chaque année au Sdis 76 (Pôle juridique) une attestation valide et mentionnant l'ensemble de ces garanties.

4.4 Autres assurances

L'Amicale peut souscrire, le cas échéant par l'intermédiaire de l'UDSP, une garantie afin d'assurer à ses adhérents, invités, bénévoles une protection sociale complémentaire au régime obligatoire de sécurité sociale, en cas d'accident survenu ou de maladie contractée dans le cadre de ses activités statutaires. La prise en charge peut porter sur les frais médicaux, frais de soins, indemnités d'hospitalisation, l'invalidité et le décès.

Article 5– Épreuves sportives associatives

La commission des sports de l'UDSP et les amicales adhérents organisent chaque année sous leur responsabilité un certain nombre de manifestations sportives associatives dans le cadre départemental.

Le Sdis76 met à disposition de l'UDSP et des amicales qui accueillent ces manifestations les moyens propices à en faciliter l'organisation.

Il met également à disposition les moyens de secours adaptés à ces manifestations

Article 6 – Support de communication

Dans le cadre des activités associatives, caritatives ou sportives organisées par l'Amicale, le Sdis 76 peut mettre à sa disposition des supports et du matériel de communication.

Article 7 – Intranet du Sdis de Seine-Maritime

Le Président de l'Amicale, sous couvert du chef de centre, est autorisé à utiliser l'Intranet du Sdis 76, Noria, pour communiquer sur ses manifestations.

Titre III : MISE A DISPOSITION PAR L'AMICALE

Article 8 – Mise à disposition de matériels par l'Amicale

Dans le cadre de ses activités statutaires, l'Amicale peut mettre à disposition du personnel du Cis du matériel (agrès, matériel de sport.....), sous réserve de l'accord préalable du chef de centre.

Les utilisateurs doivent faire un usage normal des matériels mis à leur disposition.

Les personnes physiques responsables des dégradations volontaires sont tenues au paiement des réparations.

Article 9 – Assurances du Sdis 76

9.1 Assurance responsabilité civile et protection juridique

Le Sdis 76 s'engage à souscrire un contrat d'assurance, visant à garantir dans le cadre de ses activités :

- *Sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités de son fait ou du fait de ses biens et membres/collaborateurs/bénévoles....*
- *Sa responsabilité civile pour les biens qui lui sont confiés,*
- *La responsabilité civile de ses dirigeants,*
- *La responsabilité civile de ses membres, collaborateurs, bénévoles,*
- *Sa responsabilité à l'égard de ses membres, collaborateurs, bénévoles.....*
- *Ses responsabilités spécifiques : organisation de manifestation, courses sur voie publique, épreuves sportives ouvertes aux licenciés, manifestations dans le cadre du téléthon....*

9.2 Assurance des biens

Le Sdis 76 s'engage à disposer d'un contrat d'assurance, pour ses locaux mis à disposition de l'Amicale en qualité de propriétaire. Ce contrat garantit la responsabilité civile de nature locative à l'égard de l'occupant des locaux ainsi que le recours des voisins et des tiers.

Titre VI : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 10 – Inventaire du matériel et mobilier

Afin d'éviter tout litige, notamment vis-à-vis des assurances, un inventaire du matériel et du mobilier appartenant à chacune des parties et mis à disposition de l'autre partie ou entreposés dans les locaux du Cis est établi et annexé à la présente convention. Une mise à jour de cet inventaire est réalisée en tant que de besoin.

Article 11 – Compléments

Le cas échéant, des particularités ou précisions, consenties et reconnues conjointement, peuvent, pour faciliter et clarifier les relations entre les parties, faire l'objet d'une annexe à la présente convention. Elles ne doivent pas être contraires à la présente convention, ni à celle conclue entre le Sdis 76 et l'UDSP 76, ni au règlement interne du Cis ou au règlement intérieur du Sdis76 ni à tout texte hiérarchiquement supérieur.

Article 12 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est soumise à la décision du conseil d'administration du Sdis 76 ainsi qu'au conseil d'administration de l'Amicale. Ils sont annexés à la convention.

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 3 (trois) ans, à compter de sa signature.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant(s) signés par les parties aux présentes. Les avenants ultérieurs feront parties des présentes et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les avenants ne pourront en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux.

La demande de modifications est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention par l'Amicale sans l'accord écrit du Sdis76, celui-ci peut exiger la restitution des locaux et des divers matériels mis à disposition de l'Amicale. Cette dernière en sera informée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respects des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir.

Article 13 – Règlement des litiges

Pour tout litige né de l'interprétation et/ou de l'application des présentes, les parties essayeront prioritairement de trouver un arrangement amiable avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai d'un mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

En cas de difficultés manifestes non résolues entre les parties, suites à la mise en œuvre de la procédure précitée, ces dernières pourront porter le litige devant le tribunal administratif de Rouen.

Yvetot, le

En deux exemplaires

**Le Président du conseil
d'administration du Service
départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**

**Le Président de l'Amicale des sapeurs-
pompiers de XXXXX**

M. André GAUTIER

M. XXXX XXXXX

Annexes

Annexe 1 : Liste des locaux, équipements et matériels du Centre d'Incendie et de Secours de XXXXXXXX mis à disposition de l'Amicale de XXXXXXXX

Local :

Le local est situé [rez-de-chaussée, 1^{er} étage, dans la remise.....] du Cis.
Superficie : XXXX m²

Equipements et matériel :

1 bureau
1 table
1 chaise de bureau à roulette
X chaises
.....

Annexe 2 : Liste des équipements et matériels de l'Amicale XXXXXXXX mis à disposition du Centre d'Incendie et de secours de XXXXXXXX

Matériels de sport :

1 rameur
1 vélo elliptique
Tapis de marche
Ballons
.....

Autres matériels :

Machine à café
Baby-foot
TV + abonnement
Sauna
.....

Projet

Annexe 3 :
Délibération du conseil d'administration du Sdis approuvant la signature de la
Convention entre le Sdis76 et l'Amicale de XXXX

Projet

Annexe 4 :
Délibération du conseil d'administration de l'Amicale de XXXXX approuvant la
signature de la Convention entre le Sdis76 et l'Amicale de XXXX

Projet

N°2018-BCA-108

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE CO PRODUCTION ENTRE LE SDIS 76 ET L'UDSP 76 –
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-108-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10,*
- *le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2014-CA-05 du 14 février 2014 portant convention relative à la coopération entre l'UDSP 76 et le Sdis 76,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Suite aux échanges qui ont eu lieu en 2014 entre l'association « Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime » (Udsp 76) et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) quant à l'élaboration d'une convention de coopération, il est apparu nécessaire ces derniers mois de faire un point sur les modalités de coopération telles qu'initialement évoquées.

Ainsi, dans une optique plus proactive des deux structures, le Sdis 76 et l'Udsp 76 ont souhaité mettre en exergue la co-production existante sur les projets, les mises à disposition avec quelques correctifs mais également la clarification des points administratifs relatifs à la demande de subvention présentée par l'Udsp 76.

*

**

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de co-production entre le Sdis 76 et l'Udsp 76 telle que présentée en annexe,
- autoriser le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

**ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME
ET
L'ASSOCIATION UNION DEPARTEMENTALE
DES SAPEURS-POMPIERS DE SEINE-MARITIME**

Établie entre :

- Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), sis 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX, représenté par, M. André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration en exercice, dûment habilité par délibération du Bureau du conseil d'administration du 05 décembre 2018, d'une part,

Ci-après dénommé le « Sdis 76 »

Et :

- L'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime, association loi du 1^{er} juillet 1901, sise 2 bis rue du Colonel Trupel, 76190 YVETOT, représentée par Monsieur Hervé TESNIERE, agissant en qualité de Président en exercice,

Ci-après dénommée « Udsp 76 »

Vu :

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- le Code des relations entre le public et l'administration,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10,
- la loi n°96-370 du 3 mai 1996 modifiée relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 et les décrets n°92-620 et n°92-621 du 7 juillet 1992 relatifs à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
- la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et son article 59,
- le décret n°2000-825 du 28 août 2000 relatif à la formation des jeunes sapeurs-pompiers et portant organisation du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers ;
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,
- les statuts de l'association « Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime » adoptés en date du 24 juin 2017, déposés en Préfecture le 02 octobre 2017,
- la délibération du Bureau du Conseil d'administration du SDIS 76, en date du 05 décembre 2018.

Considérant l'objet de l'association Udsp 76, notamment la promotion du volontariat,
Considérant le souhait du Sdis 76 d'accompagner l'association Udsp 76 dans ses politiques et ses projets notamment de promotion du volontariat, et de nouer un partenariat de co production dans le développement des sections de jeunes sapeurs-pompiers,
Considérant les actions conduites en partenariat entre le Sdis 76 et l'association Udsp 76,

Il est convenu ce qui suit entre les parties aux présentes :

Titre I : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION
--

Article 1 – Objet de la convention

Les deux parties s'engagent à établir un partenariat de co-production pour développer l'ensemble des activités liées aux Sapeurs-Pompiers.

La présente convention cadre a pour objet de préciser les relations entre le Sdis 76 et l'Udsp 76 dans la conduite des actions qui visent à :

- promouvoir et favoriser le développement du volontariat,
- encourager le développement des sections de jeunes sapeurs-pompiers et de promouvoir leurs activités,
- promouvoir l'image des sapeurs-pompiers du département,
- d'encourager les activités physiques et sportives au sein de ses membres,
- d'améliorer la protection sociale des agents.

La présente convention précise les conditions et modalités par lesquelles le Sdis 76 met à disposition de l'Udsp 76, des moyens et financements ainsi que les actions de l'Udsp 76 réalisées au profit du Sdis 76.

Enfin, des conventions spécifiques en lien avec la présente convention cadre seront prises au titre des jeunes sapeurs-pompiers (JSP) et des Amicales.

Titre II : CONTRIBUTIONS DU SDIS 76

Article 2 – Contribution financière

Pendant la durée de la convention, l'Udsp 76 peut solliciter l'octroi d'une subvention auprès du Sdis 76.

Pour bénéficier d'une subvention au titre d'une année N, l'Udsp 76 formule sa demande au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède l'exercice budgétaire concerné (soit le 30 septembre N-1).

La demande de subvention sera accompagnée des pièces suivantes :

- les statuts de l'association et la liste de ses représentants (*première demande ou modification*),
- le budget prévisionnel de l'exercice N,
- le RIB de l'association (*première demande ou changement de coordonnées bancaires*),
- les comptes annuels de l'exercice et le rapport du commissaire aux comptes de l'exercice N-2 (la première année d'application de la présente convention uniquement).

Le dossier de demande de subvention devra prendre la forme ou s'inspirer du document Cerfa n°12156 et sa notice Cerfa n°51781 ainsi que le volet relatif aux projets portés par l'association (annexe I) en application des dispositions de la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Ce dossier de demande de subventions doit donc mettre en exergue le budget prévisionnel retraçant l'ensemble des charges et des produits attendus ainsi que les projets poursuivis par l'association.

*

**

Outre les moyens mis à disposition par le Sdis 76, la subvention participe au financement des frais relatifs :

- au fonctionnement de l'Udsp 76,
- au soutien aux activités des jeunes sapeurs-pompiers (JSP),
- à l'organisation et à la participation à des manifestations sportives.

*

**

Après analyse par le Sdis 76, la demande de subvention est présentée aux instances compétentes du Sdis 76 qui décident de la suite à donner et, le cas échéant, fixent le montant de la subvention.

Article 3 – Modalités de versement de la contribution financière

Après instruction et vote des subventions par les instances compétentes du Sdis 76, il sera procédé par le service instructeur à la notification du montant de la subvention qui sera versé à l'association.

Le versement de la subvention sera effectué sur un compte bancaire ouvert au nom de l'association selon les modalités suivantes :

Le Sdis 76 verse 75% du montant prévisionnel annuel de la subvention annuelle à la notification de la subvention.

Le solde sera versé après les vérifications réalisées par le Sdis 76 conformément aux dispositions de l'article 4

Article 4 – Justificatifs

L'Udsp 76 s'engage à fournir avant le 30 septembre suivant la clôture de chaque exercice (soit le 30 septembre de l'exercice N), les documents ci-après mentionnés :

- son compte de résultat certifié par le comptable de l'association au titre de l'exercice N-1,
- le rapport du commissaire aux comptes au titre de l'exercice N-1,
- le rapport d'activités annuel de l'association au titre de l'exercice N-1 détaillant notamment pour la partie de la contribution du Sdis 76 qui soutient les activités des jeunes sapeurs-pompiers :
 - o la liste des jeunes sapeurs-pompiers au 31 décembre de l'année N-1,
 - o l'usage de la fraction de la subvention versée.

Article 5 – Contrôle et information

En application des dispositions de l'article L 1611 – 4 du code général des collectivités territoriales :

« Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionnée. »

A tout moment le Sdis 76 pourra demander par écrit tous documents en lien avec la demande de subvention, l'Udsp 76 s'engage à fournir celle-ci sous 3 mois. Le Sdis 76 peut également procéder à tout moment à un contrôle sur place. L'Udsp 76 s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production sera jugée utile.

L'Udsp 76 devra assurer la conservation des pièces exigibles par l'Administration (10 ans pour les documents financiers et 6 ans pour les documents fiscaux).

L'association devra également prévenir le Sdis 76 de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Sdis 76 qui ne saurait être recherchée par l'association en qualité de subventionneur.

Toute somme non utilisée conformément à l'objet des présentes, sera reversée de plein droit au Sdis 76, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

Dans le cadre des travaux en cours entre les partenaires, il est envisagé à terme de mettre en place une évaluation des projets et objectifs qui seront arrêtés conjointement. La mise en place de l'évaluation interviendra par voie d'avenant aux présentes.

*

**

Article 6 – Moyens mis à disposition

Le Sdis 76 met ponctuellement à la disposition de l'Udsp 76, dans la limite des possibilités du service, les moyens suivants :

- *Salles de réunion,*
- *Locaux à usage de formations,*
- *Véhicules légers (VL) et véhicules de transport de personnels (VTP),*
- *Moyens opérationnels à des fins pédagogiques ou promotionnelles,*

De plus, il est convenu que le Sdis 76 accueille et prend en charge une fois par an, un conseil d'administration de l'Udsp 76 qui est suivi d'un repas.

6.1 Salles de réunion

Le Sdis 76 peut mettre à disposition les salles de réunion nécessaire à la vie associative : conseil d'administration, assemblée générale, réunions de bureau, réunions des sections et commissions spécialisées, réunions d'information, préparation de manifestations, toute autre réunion, conseil d'administration de l'Udsp 76 etc...

L'Udsp 76 transmet un calendrier prévisionnel annuel de ses besoins, à la direction, qui porte mentions des lieux, horaires et objets des réunions planifiées.

Pour les réunions non planifiables, une demande préalable de mise à disposition est formulée auprès du directeur départemental du Sdis 76 dans un délai de 15 jours minimum.

De même, la salle de réunion de l'Udsp 76 pourra être mise à disposition du Sdis 76 dans les mêmes conditions.

6.2 Locaux à usage de formations

L'Udsp 76 assure un certain nombre de formations auprès de ses membres, des sapeurs-pompiers, des associations et du grand public, indépendamment des actions de formation dispensées par le Sdis 76 aux sapeurs-pompiers.

Les formations sont organisées prioritairement dans des salles extérieures au parc immobilier du Sdis 76. Au cas où aucune salle de cette nature n'est disponible, l'Udsp 76 peut demander l'utilisation des locaux du Sdis 76 situés dans un centre d'incendie et de secours du Sdis 76 ou au centre départemental de formation.

La demande préalable de locaux au titre d'activités de formation est formulée auprès du chef de centre dans un délai de 15 jours minimum.

6.3 Véhicules

Le Sdis 76 met à disposition, dans la limite de ses possibilités, des véhicules (VL, VTP) pour faciliter les activités de l'Udsp 76 lors de déplacements de ses membres.

Sont exclues des mises à disposition de véhicules, les activités de formation et d'enseignement liées au secourisme du grand public.

L'Udsp 76 s'assure que le conducteur du véhicule mis à disposition par le Sdis 76 est un de ses adhérents qui est titulaire d'un permis de conduire valide. Le conducteur utilise le véhicule dans le respect des dispositions du code de la route et des règlements du Sdis 76.

Le Sdis 76 met à disposition de l'Udsp 76 dans le cadre des déplacements autorisés, une carte carburant et une carte péage. L'usage des dites cartes sera valorisé dans le cadre de la subvention versée à l'Udsp 76 comme avantage. Les services instructeurs du Sdis 76 seront chargés de déterminer contradictoirement les montants consommés par l'association sur la base des ordres de missions délivrés suite aux demandes de mises à disposition.

6.3.1. Conditions générales

L'utilisation des véhicules doit répondre aux conditions suivantes :

- 1) déplacements limités au département de la Seine-Maritime
 - la demande de VL et/ou VTP est à formuler par écrit (mail autorisé) auprès du chef de groupement territorial compétent, sous couvert du chef de centre concerné pour les demandes de VL dans un délai de 15 jours minimum avant le déplacement. Les déplacements autorisés donneront lieu à ordres de mission établis par le groupement territorial compétent.

2) déplacements hors du département de la Seine-Maritime

- L'Udsp 76 transmet un calendrier prévisionnel annuel de ses besoins, à la direction, qui porte mentions des lieux, horaires et objets des réunions planifiées.

Pour les réunions non planifiables, une demande préalable de mise à disposition est formulée auprès du directeur départemental du Sdis 76 dans un délai de 15 jours minimum.

Les déplacements autorisés donneront lieu à ordres de mission.

6.3.2. Conditions particulières propres aux déplacements pour participer à des manifestations sportives

La mise à disposition de véhicules pour participer à des manifestations sportives, sur l'ensemble du territoire national, est liée aux conditions cumulatives suivantes :

- les manifestations doivent être soutenues et reconnues par l'Udsp 76,
- les disciplines figurent parmi celles reconnues par le Sdis 76 :
 - Cross,
 - Parcours sportifs.

Les manifestations sont portées sur l'agenda de la fédération nationale des sapeurs-pompiers de France, des Unions Régionales de sapeurs-pompiers ou des Unions Départementales de sapeurs-pompiers.

Les demandes sont formulées par l'Udsp 76 auprès du directeur départemental au moins 6 mois avant l'évènement. Les demandes comprennent les sportifs sélectionnés, les disciplines et les besoins et donneront lieu à établissement d'ordres de mission.

Le Nombre et le type de véhicule (VL, VTP) sont arrêtés par le directeur départemental en fonction de la discipline et du nombre de sportifs sélectionnés. La mise à disposition de véhicules est limitée à une fois par année par nature d'activité dans chaque discipline.

Article 6.4 – Moyens opérationnels

Le Sdis 76 peut ponctuellement mettre à disposition des moyens opérationnels dans le cadre de manifestations publiques organisées par l'Udsp 76 et qui vise à promouvoir l'image des sapeurs-pompiers ainsi que le volontariat (*démonstrations de manœuvres, expositions d'engins et d'équipements, congrès annuels, manifestations dans le cadre de l'œuvre des pupilles, participation au téléthon.*).

Les moyens mis à disposition sont des véhicules et engins d'incendie et de secours ainsi que des équipements et matériels divers (*appareils d'extinction, matériels de secourisme, équipements et matériels de sauvetage, etc...*).

L'utilisation des matériels se fera conformément aux règles techniques et aux dispositions du règlement intérieur du Sdis 76. Lors de ces manifestations, l'utilisation des matériels et engins par le grand public est proscrite sauf autorisation spéciale par le directeur départemental.

La demande préalable est formulée auprès du directeur départemental dans un délai de 3 mois au minimum avant la manifestation.

Article 7 – Exercice de mandats départementaux, régionaux, nationaux

Le cas échéant, lorsque le président de l'Udsp 76 est un agent du Sdis 76, ce dernier ne peut autoriser un volume horaire annuel du temps de travail du président de l'Union départementale consacré à l'exercice d'un mandat régional et/ou national. L'exercice de ces activités doit donc se faire sous le régime de congés exceptionnels réglementaires.

Nonobstant les congés réguliers, le président de l'Udsp 76 peut bénéficier de congés exceptionnels en jours calendaires consécutifs, accordés en fonction des possibilités de service, dans les conditions suivantes : 9 jours ouvrables par an pouvant être fractionné en demi-journée après accord du directeur départemental.

Article 8 – Conditions générales de mise à disposition de moyens.

Les mises à dispositions par le Sdis 76 à l'Udsp 76 sont soumises à une autorisation ponctuelle. Elles ne sont en aucun cas prioritaires par rapport aux activités normales ou opérationnelles de service.

Les bénéficiaires de moyens mis à dispositions s'engagent à appliquer en permanence les mesures suivantes :

- ✓ *Respecter la discipline et le règlement intérieur du Sdis 76,*
- ✓ *Respecter les locaux et équipements mis à disposition ainsi que les consignes et instructions techniques relatives à leur entretien et fonctionnement,*
- ✓ *Respecter les conditions générales de sécurité ainsi que les consignes locales particulières,*
- ✓ *Nettoyer, ranger les locaux, véhicules et équipements utilisés, les remettre en état à l'issue de chaque mise à disposition.*

L'Udsp 76 est responsable des activités, des dégradations et des accidents survenant au titre de ces activités.

L'Udsp 76 souscrit une assurance garantissant l'ensemble de ses activités, ses membres, ses biens propres, les risques locatifs ainsi que les recours des voisins et des tiers pour l'occupation temporaire des locaux mis à disposition.

L'Udsp 76 répondra au titre de sa responsabilité civile de tous les dommages matériels et immatériels consécutifs ou non, imputables de ses activités, ses membres, les personnes extérieurs au Sdis 76 et présentes dans les locaux du Sdis 76 du fait des activités de l'Udsp 76 ou des mises à dispositions accordées à l'Udsp 76, ses biens, des biens mis à disposition et de l'utilisation qui en est faite par ses membres. Une attestation annuelle sera fournie au Sdis 76.

Une clause de non recours contre le Sdis 76 figurera au contrat d'assurance souscrit dans l'éventualité de dommages subis lors de la mise en œuvre des matériels mis à disposition par l'établissement public.

Inversement, le Sdis 76 s'engage à n'exercer aucun recours contre l'Udsp 76 sauf pour dégradation intentionnelle, mauvaise utilisation du matériel, non-respect des bonnes mœurs.

Titre III : CONTRIBUTION DE L'UDSP 76

Article 9 – Activités de formation

En contrepartie des moyens fournis par le Sdis 76, l'Udsp 76 s'engage à :

- prêter son matériel pédagogique aux centres d'incendie et de secours concernés pour la formation des sapeurs-pompiers, sous réserve d'une demande écrite au moins XX jours au préalable,
- mettre à disposition à titre gratuit des moyens matériels (stands...), pour les cérémonies qu'il organise dans le cadre des journées nationales de valorisation des sapeurs-pompiers (journée nationale des sapeurs-pompiers, journée de la sécurité intérieure, sainte barbe départementale...) ou dans le cadre des actions de promotion et de développement du volontariat qu'il initie, sous réserve d'une demande écrite 15 jours au préalable,
- favoriser à titre exceptionnel les formations au bénéfice des agents d'entreprises lorsque celles-ci emploient des sapeurs-pompiers volontaires, nonobstant l'octroi d'une disponibilité avérée pour intervenir dans l'exercice des missions du Sdis 76.

Article 10 – Activités contribuant à la promotion

L'Udsp 76 contribuera en mettant à disposition du Sdis 76 des moyens humains et matériels à toutes les actions de promotions pour les sapeurs-pompiers du département en lien avec ses statuts.

Article 11 – Informations

L'Udsp 76 s'engage dans le cadres des obligations issues du subventionnement à :

- Informer le Sdis 76 de toutes modifications concernant ses statuts, ses représentants, ses coordonnées, ses références bancaires, son contrat d'assurance et toutes autres informations qui impacteraient le bon fonctionnement de la présente convention,
- Diffuser auprès de tous les responsables de sections, une information portant sur la mise en œuvre de la présente convention,
- Transmettre chaque année au Sdis 76, en début d'année, les informations suivantes :
 - *Le calendrier fédéral des épreuves sportives,*
 - *Le calendrier régionale, départemental des manifestations et épreuves sportives,*

Titre V : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 12 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 3 ans, à compter de sa signature. La présente convention annule et remplace toute convention ou protocole antérieur.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant(s) signé(s) par les parties aux présentes. Les avenants ultérieurs feront parties des présentes et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les avenants ne pourront en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux.

La demande de modification est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle comporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de la demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la présente convention par l'association sans l'accord écrit du Sdis 76, celui-ci peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre des présentes, diminuer ou suspendre le montant de la subvention après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'association en sera informée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre des parties à l'expiration d'un délai de un mois, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir.

Article 13 – Règlements des litiges

Tout litige né de l'interprétation et/ou de l'application des présentes, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai de un mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

En cas de difficulté manifeste non résolue par les parties suite à la mise en œuvre de la procédure précitée, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal Administratif de Rouen.

Yvetot, le

(en deux exemplaires)

Le Président du conseil d'administration du
Service Départemental d'incendie et de
Secours de la Seine-Maritime

Le Président de l'Union Départementale
des sapeurs-pompiers
de la Seine-Maritime

N°2018-BCA-109

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION RELATIVE A LA COOPERATION ENTRE LE SDIS 76, L'UDSP 76
ET SP 76 MULTISPORTS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018
Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10,*
- *le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'objet des associations, Union départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime (Udsp 76) et SP76 Multisports, est notamment de resserrer les liens d'amitié et de confraternité qui unissent les différents membres des centres d'incendie et de secours (Cis) de la Seine-Maritime et de développer le sport et l'entraînement physique qui s'intègrent parfaitement dans la volonté du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) de renforcer la promotion du sport et la convivialité entre les différents statuts de personnels appelés à travailler ensemble en son sein.

Il existe déjà des actions en partenariat entre le Sdis 76 et l'association Udsp 76, l'association SP 76 Multisports a souhaité pouvoir y être intégrée notamment pour renforcer les valeurs de confraternité et de convivialité entre les agents de différents statuts et secteurs géographiques du Sdis 76.

Pour s'engager ensemble dans cette démarche, il est proposé une convention de partenariat entre le Sdis 76, l'Udsp 76 et SP 76 Multisports.

Cette convention s'articule en quatre parties :

- *l'objet de la convention,*
- *les contributions du Sdis 76 (conditions de fond et de forme pour demander une subvention, l'objet des subventions, mise à disposition de moyens....),*
- *les contributions de l'Udsp 76 (demande de subventions, mise à disposition de moyens....),*
- *les contributions de SP 76 Multisports (participation aux manifestations officielles telles que le cross départemental et la journée sportive, aux manifestations d'ampleur régionale ou nationale organisées par le Sdis 76 et l'Udsp 76 ; port du logo du Sdis lors des compétitions approuvées par le Sdis 76 et participation aux tests sportifs organisés par le Sdis 76 le cas échéant....).*

*

**

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération entre le Sdis 76 et l'Udsp et SP 76 Multisports ci-jointe en annexe ;
- autoriser le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

**Convention relative à la coopération
entre
le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
l'association Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime
et
l'Association SP 76 Multisports**

Etablie entre :

- Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), sis 6 rue du verger – CS 40 078 – 76 192 YVETOT CEDEX, représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration en exercice, d'une part,

Ci-après dénommé le « Sdis 76 »

et :

- L'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime, association loi du 1^{er} juillet 1901, sise 2 bis rue du Colonel TRUPEL, 76 190 YVETOT, représentée par Monsieur Hervé TESNIERE, agissant en qualité de Président en exercice,

Ci-après dénommée « Udsp 76 »

- L'Association SP 76 Multisports, association loi du 1^{er} juillet 1901, sis boulevard Gambetta, 76 000 ROUEN, représentée par Monsieur Jérémie GRANDSIRE, agissant en qualité de Président en exercice,

Ci-après dénommée « SP 76 Multisports »

Vu :

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10,
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,
- les statuts de l'association « Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime » adoptés en date du 24 juin 2017, déposés en Préfecture le 02 octobre 2017,
- les statuts de l'association « SP76 Multisports » adoptés en date du XX XXXX XXXX, déposés en Préfecture le XX XXXXX,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration du Sdis 76 en XX XXXX XXXX,

Considérant l'objet des associations Udsp 76 et SP 76 Multisports, notamment de resserrer les liens d'amitié et de confraternité qui unissent les différents membres des centres d'incendie et de secours (Cis) de la Seine-Maritime et de développer le sport et l'entraînement physique,

Considérant le souhait du Sdis 76 d'accompagner l'association Udsp 76 et SP 76 Multisports dans la promotion du sport et le renforcement de la convivialité entre les différents statuts de personnels appelés à travailler ensemble au sein du Sdis 76,

Considérant les actions conduites en partenariat entre le Sdis 76 et l'association Udsp 76,

Considérant la volonté de développer ces actions avec SP 76 Multisports,

Il est convenu ce qui suit :

Titre I : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les relations entre le Sdis 76, l'Udsp 76 et SP 76 Multisports dans la conduite d'actions qui visent à :

- ✓ développer la promotion du sport
- ✓ renforcer la convivialité entre les différents statuts de personnels appelés à travailler ensemble au sein du Sdis76,

La présente convention précise les conditions et modalités de financements, de mises à dispositions de moyens du Sdis 76 et de l'Udsp 76 auprès de SP 76 Multisports ainsi que les actions réciproques entre les parties à la convention.

Titre II : CONTRIBUTION DU SDIS 76

Article 2 – Contribution financière

Pendant la durée de la convention, SP 76 Multisports peut solliciter l'octroi d'une subvention auprès du Sdis 76.

Pour bénéficier d'une subvention, SP 76 Multisports formule sa demande au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'exercice budgétaire concerné.

La demande de subvention sera accompagnée des pièces suivantes :

- les statuts de l'association et la liste de ses représentants (*première demande ou modification*),
- le budget prévisionnel de l'exercice N,
- le RIB de l'association (*première demande ou changement de coordonnées bancaires*).
- les comptes annuels de l'exercice et de l'exercice N-2 (la première année d'application de la présente convention uniquement).

Le dossier de demande de subvention devra prendre la forme ou s'inspirer du document Cerfa n°12156 et sa notice Cerfa n°51781 ainsi que le volet relatif aux projets portés par l'association en application des dispositions de la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Ce dossier de demande de subventions doit donc mettre en exergue le budget prévisionnel retraçant l'ensemble des charges et des produits attendus ainsi que les projets poursuivis par l'association.

Article 3 – Modalités de versement de la contribution financière

Après instruction et vote des subventions par les instances compétentes du Sdis 76, il sera procédé par le service instructeur à la notification du montant de la subvention qui sera versé à l'association.

Le versement de la subvention sera effectué sur un compte bancaire ouvert au nom de l'association selon les modalités suivantes :

Le Sdis 76 verse 75% du montant prévisionnel annuel de la subvention annuelle à la notification de la subvention.

Le solde sera versé après les vérifications réalisées par le Sdis 76.

Article 4 – Justificatifs

L'association SP 76 Multisports s'engage à fournir avant le 30 septembre suivant la clôture de chaque exercice (soit le 30 septembre de l'exercice N), les documents ci-après mentionnés :

- son compte de résultat certifié par le comptable de l'association au titre de l'exercice N-1,
- le compte rendu financier de subvention (cerfa n°15059*2),
- le rapport d'activités annuel de l'association au titre de l'exercice N-1

Article 5 – Objet des subventions

Les subventions devront être utilisées pour participer aux frais de transport pour les championnats de France de Football, Rugby et Handball lorsque la manifestation se déroule en dehors de la zone sportive Nord et de la zone de défense Ouest.

Chaque demande de subvention pour tout autre championnat devra être adressée à l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime. Celle-ci privilégiera les manifestations parrainées par la Fédération Nationale des Sapeurs-pompiers de France.

Article 6 – Contrôle et information

En application des dispositions de l'article L1611-4 du code général des collectivités territoriales :

« Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné. »

L'association devra à tout moment être en mesure de justifier, sur demande du Sdis 76, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition du Sdis 76 et s'engage à fournir les documents demandés par le Sdis 76.

L'association devra prévenir sans délai le Sdis 76 de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Sdis 76 qui ne saurait être recherchée par l'association en qualité de subventionneur.

Toute somme non-utilisée conformément à l'objet des présentes sera reversée de plein droit au Sdis 76 sans que celui-ci n'est à en faire la demande.

Article 7 – Moyens mis à disposition

Le Sdis 76 met à disposition de SP 76 Multisports un local équipé de mobiliers de bureau au Cis Rouen Gambetta.

En cas de nécessités pour le service, le Sdis 76 se réserve le droit de retirer cette mise à disposition sous réserve d'un préavis de 3 (trois) mois.

Le Sdis 76 met ponctuellement à disposition de SP 76 Multisports, dans la limite des possibilités du service, les moyens suivants :

- ✓ *Salles de réunion,*
- ✓ *Des véhicules de transport de personnels (VTP) ou véhicule léger (VL) suivant le nombre de participants avec carte essence et carte autoroute pour les manifestations réalisées dans la zone de sport Nord, la zone de défense Ouest et en région parisienne.*
- ✓ *Des moyens de communications du Sdis 76 (création d'un groupe YAMMER, réalisation d'affiches....)*
- ✓ *Une aide matérielle et sanitaire dans l'organisation des manifestations de SP 76 Multisports.*

7.1 Salles de réunion

Le Sdis 76 peut mettre à disposition les salles de réunion nécessaires à la vie associative : conseil d'administration, assemblée générale, réunions d'information, préparation de manifestations, etc...

SP 76 Multisports transmet un calendrier prévisionnel annuel de ses besoins au chef de centre qui porte mention des lieux, horaires et objets des réunions planifiées.

Pour les réunions non planifiables, une demande préalable de mise à disposition est formulée auprès du chef de centre dans un délai de 8 (huit) jours minimum avant la réunion.

7.2 Véhicules

SP 76 Multisports s'assure que le conducteur du véhicule mis à disposition par le Sdis 76 est titulaire d'un permis de conduire valide et adapté à la conduite du véhicule mis à disposition, notamment au regard du nombre de places.

Le conducteur devra utiliser le véhicule dans le respect des dispositions du code de la route et des règlements du Sdis 76.

Toute contravention pour toute infraction commise avec un véhicule mis à disposition par le Sdis 76 sera supportée par le conducteur du véhicule au moment des faits.

7.2.1 Conditions générales

Pour l'utilisation des véhicules SP 76 Multisports transmet un calendrier prévisionnel annuel de ses besoins, au groupement Formation sport – Conseiller technique départemental sport - qui porte mention des lieux, horaires des déplacements.

7.2.2 Conditions particulières propres aux déplacements pour participer à des manifestations sportives

La mise à disposition de véhicules pour participer à des manifestations sportives sur l'ensemble du territoire national (métropole uniquement), est liée aux conditions cumulatives suivantes :

- Les manifestations doivent être soutenues et reconnues par SP 76 Multisports et l'Udsp 76,
- Les disciplines figurent parmi celles reconnues par le Sdis 76 à savoir :
 - Le football
 - Le rugby
 - Le handball
- Les manifestations pour des disciplines autres que celles figurant ci-dessus seront transmises à l'Udsp 76 qui sera chargé d'étudier la demande de mise à disposition. L'Udsp transmettra son avis au groupement Formation sport – Conseiller technique départemental sport - dans les plus brefs délais.

Toutes les demandes seront transmises à l'Udsp 76 au moins un (1) mois avant l'évènement, et comprennent les sportifs sélectionnés, les disciplines et les besoins.

Le nombre et le type de véhicule sont arrêtés par le Directeur départemental en fonction de la discipline et du nombre de sportifs sélectionnés. La mise à disposition est limitée aux déplacements pour les phases éliminatoires zonales et les finales le cas échéant.

7.3 Moyens matériels

Le Sdis 76 peut ponctuellement mettre à disposition des moyens matériels dans le cadre de manifestations organisées par SP 76 Multisports (barnums, tentes....).

Article 8 – Conditions générales de mise à disposition de moyens

Les mises à disposition par le Sdis 76 à SP 76 Multisports sont soumises à une autorisation ponctuelle. Elles ne sont en aucun cas prioritaires par rapport aux activités normales ou opérationnelles de service.

Les bénéficiaires de moyens mis à disposition s'engagent à appliquer en permanence les mesures suivantes :

- ✓ *Respecter la discipline et le règlement intérieur du Sdis 76*
- ✓ *Respecter les locaux et équipements mis à disposition ainsi que les consignes et instructions techniques relatives à leur entretien et fonctionnement,*
- ✓ *Respecter les conditions générales de sécurité ainsi que les consignes locales particulières,*
- ✓ *Nettoyer, ranger les locaux, véhicules et équipements utilisés, les remettre en état à l'issue de chaque mise à disposition.*

SP 76 Multisports est responsable des activités, des dégradations et des accidents survenant au titre de ces activités.

SP 76 souscrit une assurance garantissant l'ensemble de ses activités, ses membres, ses biens propres, les risques locatifs ainsi que les recours des voisins et tiers pour l'occupation temporaire des locaux mis à disposition.

SP 76 répondra au titre de sa responsabilité civile de tous les dommages matériels et immatériels consécutifs ou non, imputables à ses activités, ses membres, les personnes extérieures au Sdis 76 du fait des activités de SP 76 Multisports ou des mises à disposition accordées à SP 76 Multisports ses biens, des biens mis à disposition et de l'utilisation qui en est faite par ses membres.

SP 76 Multisports devra fournir chaque année au Sdis 76 une attestation valide et mentionnant l'ensemble de ces garanties.

Article 9 – Logo du Sdis 76

Le Sdis 76 autorise SP 76 Multisports à floquer le logo du Sdis 76 sur les maillots et tenues des équipes formées au sein du Sdis 76 après demande préalable et présentation au Sdis 76.

Titre III : CONTRIBUTION DE L'UDSP 76

Article 10 – Contribution financière

Pendant la durée de la convention, SP 76 Multisports peut solliciter l'octroi d'une subvention auprès de l'Udsp 76.

Après analyse de l'Udsp 76, la demande de subvention est présentée au Conseil d'administration de l'Udsp 76 qui décide de la suite à donner, et le cas échéant, fixe le montant de la subvention.

La demande de subvention sera accompagnée des pièces suivantes :

- les statuts de l'association et la liste de ses représentants (*première demande ou modification*),
- le budget prévisionnel de l'exercice N,
- le RIB de l'association (*première demande ou changement de coordonnées bancaires*).
- les comptes annuels de l'exercice et de l'exercice N-2 (la première année d'application de la présente convention uniquement).

Le dossier de demande de subvention devra prendre la forme ou s'inspirer du document Cerfa n°12156 et sa notice Cerfa n°51781 ainsi que le volet relatif aux projets portés par l'association en application des dispositions de la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Ce dossier de demande de subventions doit donc mettre en exergue le budget prévisionnel retraçant l'ensemble des charges et des produits attendus ainsi que les projets poursuivis par l'association.

Article 11 – Modalités de versement de la contribution financière

Après instruction et vote des subventions par les instances compétentes du l'Udsp 76, il sera procédé par l'UDSP 76 à la notification du montant de la subvention qui sera versé à l'association.

Le versement de la subvention sera effectué sur un compte bancaire ouvert au nom de l'association selon les modalités suivantes :

L'Udsp 76. verse XX% du montant prévisionnel annuel de la subvention annuelle à la notification de la subvention.

Le solde sera versé après les vérifications réalisées par l'Udsp 76.

Article 12 – Justificatifs

L'association SP 76 Multisports s'engage à fournir avant le 30 septembre suivant la clôture de chaque exercice (soit le 30 septembre de l'exercice N), les documents ci-après mentionnés :

- son compte de résultat certifié par le comptable de l'association au titre de l'exercice N-1,
- le compte-rendu financier de subvention (cerfa n°15059*2),
- le rapport d'activités annuel de l'association au titre de l'exercice N-1

Article 13 – Objet des subventions

Les subventions pourront notamment être utilisées pour participer aux frais d'inscription, d'hébergement et de repas pour les championnats de France de Football, Rugby et Handball en sus de la subvention accordée par le Sdis 76.

Pour tout autre championnat l'Udsp 76 privilégiera les manifestations parrainées par la Fédération Nationale des Sapeurs-pompiers de France, sans que la subvention soit de droit.

Article 14 – Contrôle et information

L'association devra à tout moment être en mesure de justifier, sur demande de l'Udsp 76, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition et s'engage à fournir les documents demandés par l'Udsp 76.

L'association devra prévenir sans délai l'Udsp 76 de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de l'Udsp 76 qui ne saurait être recherchée par l'association en qualité de subventionneur.

Toute somme non-utilisée conformément à l'objet des présentes sera reversée de plein droit à l'Udsp 76 sans que celui-ci n'est à en faire la demande.

Article 15 – Mise à disposition de moyens

L'Udsp 76 mets ponctuellement à disposition de SP 76 Multisports, dans la limite des possibilités de l'Union départementale, les moyens suivants :

- ✓ *Des moyens de communications de l'Udsp 76*
- ✓ *Une aide matérielle et sanitaire dans l'organisation des manifestations de SP 76 Multisports*
- ✓ *Une aide matérielle pour l'exercice de leurs activités sportives (dotation en maillots ballons, chasubles.....)*
- ✓ *Un accompagnement administratif (secrétariat)*

Les mises à disposition par l'Udsp 76 à SP 76 Multisports sont soumises à une autorisation ponctuelle. Elles ne sont en aucun cas prioritaires par rapport aux activités normales de l'Union départementale.

Les bénéficiaires de moyens mis à disposition s'engagent à appliquer en permanence les mesures suivantes :

- ✓ *Respecter les équipements mis à disposition ainsi que les consignes et instructions techniques relatives à leur entretien et fonctionnement,*
- ✓ *Respecter les conditions générales de sécurité ainsi que les consignes locales particulières,*
- ✓ *Nettoyer, ranger les équipements utilisés, les remettre en état à l'issue de chaque mise à disposition.*

SP 76 Multisports est responsable des activités, des dégradations et des accidents survenant au titre de ces activités. SP 76 Multisports souscrit une assurance garantissant l'ensemble de ses activités, ses membres, ses biens propres, les risques locatifs ainsi que les recours des voisins et tiers pour l'occupation temporaire des locaux mis à disposition.

SP 76 Multisports répondra au titre de sa responsabilité civile de tous les dommages matériels et immatériels consécutifs ou non, imputables à ses activités, ses membres, les personnes extérieures à l'Udsp 76 du fait des activités de SP 76 Multisports ou des mises à disposition accordées à SP 76 Multisports ses biens, des biens mis à disposition et de l'utilisation qui en est faite par ses membres.

SP 76 Multisports devra fournir chaque année à l'Udsp 76 une attestation valide et mentionnant l'ensemble de ces garanties.

L'accompagnement administratif assuré par l'Udsp 76 ne devra toutefois pas empêcher le bon fonctionnement de l'Union départementale.

Titre IV : CONTRIBUTION DE SP 76 MULTISPORTS

Article 16 –Promotion du sport

SP 76 Multisports s'engage à promouvoir le sport au sein du Sdis 76 aux cotés de l'établissement et de l'Udsp 76.

Cet engagement prend différentes formes :

- ✓ *Participation aux manifestations officielles locales sportives organisées par le Sdis 76 et/ou l'Udsp 76 à savoir le cross départemental et la journée sportive,*
- ✓ *Participation aux manifestations officielles sportives d'ampleur régionale ou nationale organisées par le Sdis 76 et/ou l'Udsp 76,*
- ✓ *Le port du logo du Sdis 76 lors des compétitions approuvées par le Sdis 76,*

16.1 Participation aux manifestations

La participation aux manifestations s'entend en une aide logistique et humaine dans la préparation et l'organisation de la manifestation.

SP 76 Multisports veillera à ce que cette aide soit réelle et effective et comporte suffisamment de personnels.

16.2 Port du logo du Sdis 76

Le port du logo du Sdis 76 sur la tenue de sport oblige à celui qui la porte d'avoir un comportement respectueux de l'image des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime.

Titre V : OBLIGATIONS DE SP 76 MULTISPORTS

Article 17 – Obligations

SP 76- Multisports s'oblige à :

- ✓ Présenter au Sdis 76 et à l'Udsp 76 le calendrier prévisionnel des manifestations pour lesquelles ses adhérents souhaitent s'inscrire,
- ✓ Informer le Sdis 76 et l'Udsp 76 de toutes modifications concernant ses statuts, ses représentants, ses coordonnées, ses références bancaires, son contrat d'assurance et toutes autres informations qui impacteraient la bonne mise en œuvre de la présente convention,
- ✓ Veiller à ne pas perturber le fonctionnement des Cis et notamment leur capacité opérationnelle.

Titre VI : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 18 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 3 (trois) ans, à compter de sa signature.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant(s) signés par les parties aux présentes. Les avenants ultérieurs feront parties des présentes et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les avenants ne pourront en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux.

La demande de modifications est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention par l'association sans l'accord écrit du Sdis 76 et/ou de l'Udsp 76, ceux-ci peuvent exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre des présentes, diminuer ou suspendre le montant de la subvention après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'association SP 76 Multisports en sera informée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respects des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir.

Article 19 – Règlement des litiges

Pour tout litige né de l'interprétation et/ou de l'application des présentes, les parties essayeront prioritairement de trouver un arrangement amiable avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai d'un mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

En cas de difficultés manifestes non résolues entre les parties, suites à la mise en œuvre de la procédure précitée, ces dernières pourront porter le litige devant le tribunal administratif de Rouen.

Yvetot, le

En trois exemplaires

<p>Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime</p> <p>M. André GAUTIER</p>	<p>Le Président de l'Union départementale des sapeurs- pompiers de Seine-Maritime</p> <p>M. Hervé TESNIERE</p>	<p>Le Président de l'association SP 76 Multisports</p> <p>M. Jérémy GRANDSIRE</p>
--	--	---

N°2018-BCA-110

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**VALORISATION FISCALE DES DONS REALISES AU BENEFICE DU SDIS DE LA
SEINE-MARITIME**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, articles L.1424-29 et L.1424-30,
- le code général des impôts, article 238 bis,
- la délibération du conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015, donnant délégation du conseil d'administration au bureau.

*

* *

L'article 238 bis du code général des impôts permet la mise en œuvre d'un dispositif fiscal de mécénat. Ce dernier permet au donateur de déduire de ses bénéfices une partie de la valeur du don, à la condition que le bénéficiaire soit un organisme d'intérêt général.

La Direction générale des finances publiques considère que les Services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) sont des organismes d'intérêt général éligibles à ce dispositif et leur permet, après visa de leurs payeurs, d'émettre des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt au titre des donations qu'ils ont acceptées.

Les dons effectués dans le cadre du mécénat peuvent prendre pour les Sdis deux formes :

- un don en numéraire,
- toutes autres formes (apport de bien ou mise à disposition de moyens humains et techniques à titre gratuit...).

Afin de simplifier la gestion des reçus fiscaux, il vous est proposé d'autoriser le président à prendre toutes les mesures relatives à la valorisation fiscale du mécénat en lien avec le payeur départemental.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-110-DE

André GAUTIER

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018

Publication : 06/12/2018



N°2018-BCA-111

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CENTRE
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE SAINT LAURENT EN CAUX**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-111-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018

Publication : 06/12/2018



Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-17,*
- *la convention de mise à disposition du Centre d'incendie et de secours de Saint-Laurent-en-Caux en date du 31 décembre 1999,*
- *la délibération du Bureau du conseil d'administration n°2018-BCA-33 portant avenant n°1 à la convention de mise à disposition du Cis de Saint Laurent en Caux,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Par la délibération n°2018-BCA-33 en date du 04 avril 2018, le Bureau du conseil d'administration a adopté l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du Cis de Saint-Laurent-en-Caux

Cet avenant n°1 permet d'intégrer à la convention de mise à disposition en date du 31 décembre 1999, une remise appartenant à la commune dans l'immeuble jouxtant le Cis afin de répondre aux difficultés rencontrées par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) en termes de stationnement pour un de ses véhicules opérationnels et d'exiguïté des locaux existants.

Dans le cadre des échanges continus avec la commune, il est apparu que n'avait pas été mentionné l'accès aux locaux nouvellement mis à disposition au bénéfice du Sdis 76 pour la commune. En effet, la commune a besoin de pouvoir accéder aux compteurs et matériels situés dans la remise (*eau, électricité ainsi qu'au matériel lié à la télésurveillance du parking*).

*

* *

Il est donc proposé l'amendement suivant :

« **Article 1 :**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 5 de la convention établie entre la commune et le Sdis 76 en date du 31 décembre 1999.

Les parties ont convenu de modifier l'assiette des biens mis à disposition du Sdis 76.

La remise des services techniques est intégrée dans l'assiette des biens mis à disposition du Sdis 76 ; les plans modifiés sont joints en annexe au présent avenant.

Il est accordé à la commune un accès libre à tout moment, aux compteurs et matériels situés dans la remise (compteurs : eau, électricité et matériel lié à la télésurveillance du parking). »

*

* *

Il vous est donc proposé d'approuver l'amendement proposé à l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du Cis avant signature avec la commune.

*

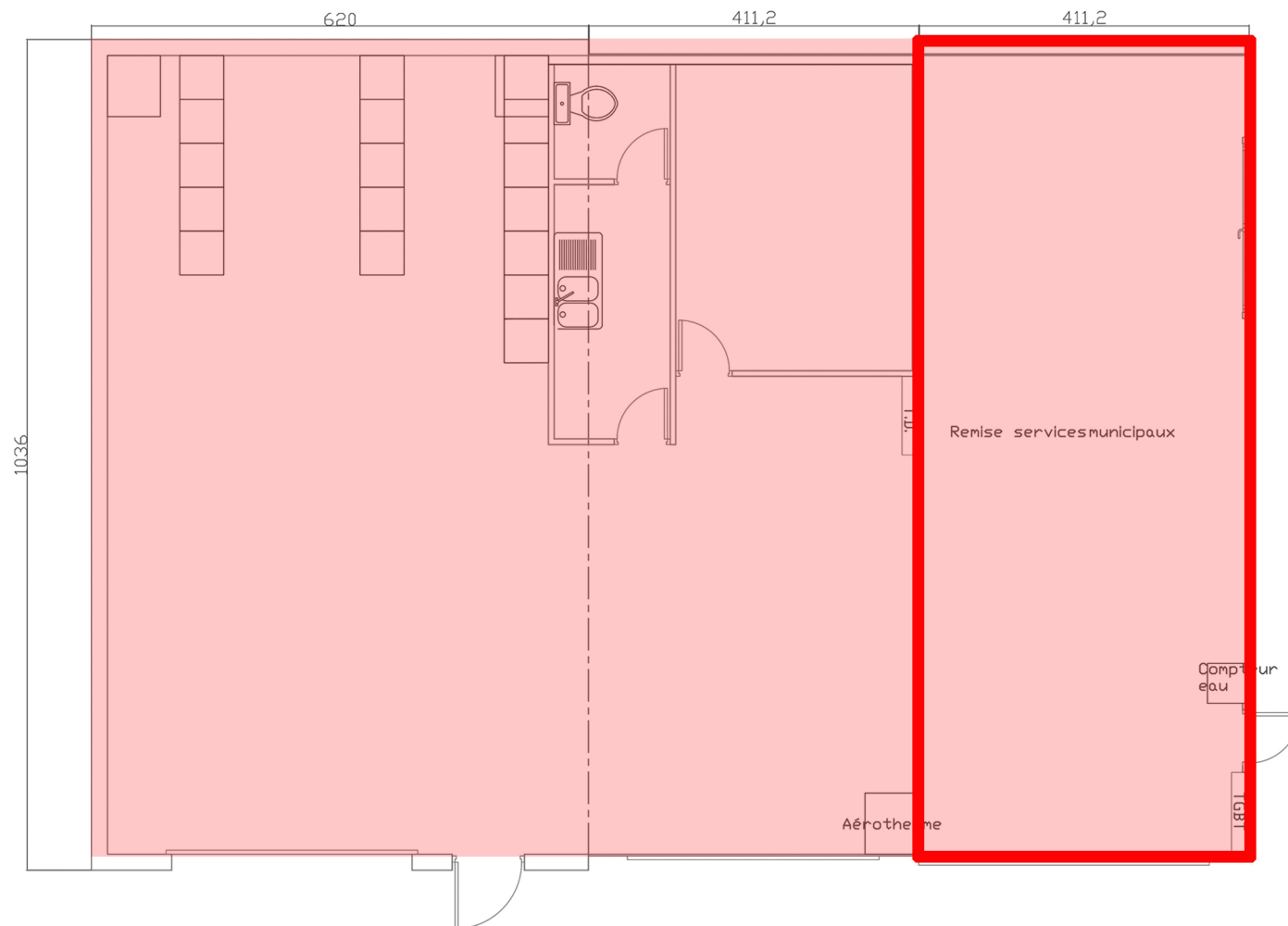
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

CIS de Saint Laurent en Caux



Partie concernée par la convention



Nouvelle emprise du CIS

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
2
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES PREVISIBLES
POUR L'ANNEE 2019**

Le 25 octobre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 08 octobre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Fabienne DUPARC, Cécile SINEAU PATRY,
M. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur André GAUTIER,
Madame Florence DURANDE à Madame Sophie ALLAIS.

Étaient absents excusés :

Mmes Florence DURANDE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON – représenté, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE – représenté, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1424-35,*
- *la délibération 2017-CA-33 autorisant la signature de la convention de partenariat 2018-2021 entre le Département et le Sdis de la Seine-Maritime.*

*

**

Comme les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est soumis à une préparation budgétaire intégrant une phase de débats dans le cadre de la présentation du rapport d'orientations budgétaires pluriannuel puis un vote du budget primitif annuel.

En parallèle, conformément à l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 doit conduire une démarche destinée à permettre à ses principaux financeurs d'inscrire dans leurs budgets respectifs les crédits nécessaires à son financement. Ainsi, il doit adopter deux délibérations :

- une première portant sur l'évolution de ses ressources et de ses charges prévisibles qui doit être transmise au Conseil départemental afin qu'il vote sa contribution au Sdis,
- une seconde portant fixation du montant prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit être notifiée avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis 76 pour l'exercice 2019.

*

**

La méthode de préparation du budget pour l'exercice 2019 est similaire à celle de l'année passée en ce que les services ont été sollicités afin de projeter de manière précise leurs crédits sur plusieurs exercices, tant en fonctionnement qu'en investissement.

La nouveauté pour cet exercice s'est matérialisée par la détermination d'enveloppes cibles pour chaque gestionnaire en vue de respecter les limites financières fixées dans la convention de partenariat conclue avec le Département pour la période 2018-2021. En effet, afin de parvenir à un rétablissement progressif de l'équilibre de sa section de fonctionnement, le Sdis 76 s'est engagé à :

- maîtriser l'évolution maximale annuelle de ses dépenses de fonctionnement en deçà d'un taux moyen de + 1,5% sur la base du compte administratif 2017 (soit 85 064 465 €) jusqu'au terme de la convention. Concrètement, le plafond de dépenses d'exploitation cible pour 2019 s'établit donc à près de 87,6 M €.
- maîtriser l'évolution des charges de personnel et limiter la progression à une moyenne inférieure à + 1,4% sur la base du compte administratif 2017 (soit 66 952 676 €) ; de même, le plafond de dépenses cible pour 2019 s'élève à 68,8 M €,
- adapter le volume financier de son plan pluriannuel d'investissement, qui intègre l'ensemble des opérations immobilières et son plan pluriannuel d'équipement, à sa capacité de financement.

Parallèlement, le Département s'est engagé à accompagner financièrement le Sdis 76 en augmentant sa contribution de fonctionnement et en finançant 10% du montant HT des investissements immobiliers du Sdis 76.

Par conséquent, ces seuils théoriques sont considérés comme des repères de la préparation budgétaire 2019 alors même que le Sdis 76 doit faire face à une sollicitation opérationnelle qui ne faiblit pas et que des orientations nouvelles ont été fixées par les élus en vue de restructurer et réorganiser les services pour les recentrer sur leurs cœurs de métiers.

Ces orientations seront développées au travers de la présentation des ressources (I) et des charges (II) prévisionnelles telles qu'elles se profilent pour 2019.

Cela amènera à la présentation des grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2019 et de la stratégie envisagée pour les années futures (III).

I – Les recettes prévisionnelles

A – Les recettes de fonctionnement

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Contribution du Département	46,031	46,331	0,300	0,65%
Contribution des communes et EPCI	36,263	36,771	0,508	1,40%
Autres recettes	3,114	3,204	0,090	2,89%
Ressource d'ordre en provenance de la section d'investissement	0,060	0,060	0,000	0,00%
Sous-total	85,468	86,366	0,898	1,05%

* (après décision modificative n° 1)

Les recettes d'exploitation annuelles du Sdis 76 devraient progresser de près de 0,898 M € en 2019, soit une progression de 1,05 %.

Le fonctionnement du Sdis 76 est principalement financé par les collectivités qui l'administrent.

Les contributions

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent près de 96 % des recettes de fonctionnement.

L'évolution de la contribution du Département est projetée à + 300 K € en application de la convention partenariale conclue entre le Sdis 76 et le Conseil départemental pour la période 2018 à 2021.

L'évolution de la contribution des collectivités de l'échelon communal et intercommunal est fixée par le Conseil d'administration sans que l'augmentation de l'enveloppe globale appelée auprès du bloc communal ne puisse dépasser l'augmentation de l'indice des prix à la consommation sur l'année.

A ce jour, il est estimé que l'inflation pourrait progresser de près de + 2,3 % par rapport à août 2017.

A ce stade, le Sdis 76 a néanmoins choisi de conserver un taux de progression des contributions du bloc communal plus modéré et correspondant à celui retenu lors de l'établissement de sa dernière prospective, soit + 1,4 %.

Si ce taux constitue une sorte de plancher, le Conseil d'administration demeure souverain et fixera l'évolution définitive de cette ressource lors de sa réunion en décembre prochain suivant les orientations pluriannuelles du Sdis et ses besoins de financement.

Les autres recettes

Les autres recettes réelles devraient rester marginales dans la mesure où elles représentent 3,71 % des ressources annuelles du Sdis.

Elles seraient néanmoins en progression de près de 2,89 %. Cela s'explique principalement par la mise en œuvre d'un service de sécurité exceptionnel au bénéfice de l'association Armada de la Liberté qui appellera en contrepartie une sur-sollicitation ponctuelle des moyens.

Les opérations d'ordre

La valorisation de l'action des agents du service sur le patrimoine du Sdis 76 devrait être identique à l'exercice passé et le montant de la valorisation des travaux en régie serait donc stabilisé à 60 K €.

B – Les recettes d'investissement

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
FCTVA	2,161	1,239	-0,922	-42,67%
Subventions	0,163	0,109	-0,054	-33,13%
Autres recettes	0,373	0,000	-0,373	-100,00%
Virement en provenance de la section de fonctionnement	4,000	0,000	-4,000	-100,00%
Emprunts	1,000	0,639	-0,361	-36,10%
Sous-total	7,697	1,987	-5,710	-74,18%

* (après décision modificative n° 1)

Le Sdis 76 souhaite diversifier ses modes de financement de l'investissement.

Le fonds de compensation de la TVA

Le montant du FCTVA est estimé à 1,239 M €. Ce montant correspond à 16,404 % du montant prévisionnel des dépenses d'investissement 2018 éligibles au dispositif.

Il faut souligner que la diminution s'explique, en partie, par le fait que les crédits 2018 comportaient des restes à réaliser à hauteur de 0,445 M € qui n'avaient pas pu être encaissés sur l'exercice 2017.

Les subventions

Seules les subventions ayant d'ores et déjà été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe (Centres Nucléaires de Production d'Electricité de Penly et Paluel, Grand Port Maritime du Havre) sont projetées sur l'exercice 2019 pour un montant de 0,109 M €.

L'accord de principe du Conseil départemental pour la participation au financement de la Nouvelle Politique Immobilière ne devrait pas donner lieu à des encaissements sur l'exercice 2019 dans la mesure où des opérations sont dans leurs phases d'étude et qu'aucune convention spécifique portant sur un plan de financement en particulier n'a été formalisée.

Le projet Firediag, subventionné par l'Agence Nationale de Recherche, devrait être finalisé au cours de l'exercice 2018, expliquant la baisse des crédits de près de 33 % par rapport à 2018.

Les emprunts

Pour financer les investissements portant sur les travaux immobiliers (constructions, reconstructions ou réhabilitations), le Sdis a pour objectif de recourir à l'emprunt à hauteur, en moyenne, de 40 % du montant hors taxes des opérations après déduction des éventuelles subventions accordées par le Département et le bloc communal.

Le montant théorique d'emprunt à lever peut ainsi être calculé :

En millions d'euros	2018	2019	Total
Dépenses immobilières retenues	2,265	3,992	6,257
FCTVA correspondant	0,372	0,655	1,027
Subventions escomptées	0	0	0
Solde	1,893	3,337	5,230
Montant de l'emprunt théorique à souscrire	0,757	1,335	2,092

Pour autant, compte tenu du niveau prévisionnel de l'excédent d'investissement, le Sdis 76 devrait proposer de consommer ce dernier avant la mobilisation d'un nouvel emprunt et ainsi reporter le recours à l'emprunt sur les prochains exercices en fonction de l'avancement de la Nouvelle Politique Immobilière ; soit un montant d'emprunt prévisionnel à contracter ramené à :

En millions d'euros	2018	2019	Total
Montant de l'emprunt théorique à souscrire	0,757	1,335	2,092
Excédent prévisionnel à consommer prioritairement			1,453
Montant prévisionnel de l'emprunt à souscrire			0,639

II – Les dépenses prévisionnelles

L'engagement pris auprès du Conseil départemental conduit à devoir maîtriser globalement les dépenses de fonctionnement du Sdis 76.

La maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement (hors dépenses imprévues) semble assurée puisque celles-ci devraient diminuer de 0,185 M €, soit - 0,23 % par rapport au budget 2018 modifié.

Si l'on tient compte des dépenses financières et des dépenses d'ordres liées à la dotation aux amortissements, la section de fonctionnement connaîtrait une progression limitée à près de 0,24 %

A – Les charges de fonctionnement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 011 - charges à caractère général	9,596	9,636	0,040	0.42%
Chapitre 012 - charges de personnel	68,177	68,138	-0.039	-0.06%
Chapitre 65 - autres charges courantes	0,963	0,936	-0.027	-2.80%
Chapitre 67 - charges exceptionnelles	0,036	0,028	-0.008	-22.22%
Chapitre 68 - provisions	0,151	0,000	-0,151	-100.00%
Chapitre 023 - virement à la section d'investissement	4,000	0,000	-4,000	-100.00%
Dépenses imprévues	5,838	0,000	-5,838	-100.00%
Sous-total	88,761	78,738	-10,023	-11,29%

* (après décision modificative n° 1)

L'évolution des différents postes de dépenses devrait être la suivante :

Les charges à caractère général

Le montant des dépenses à caractère général inscrit en 2018 comportait une charge conjoncturelle de 23 K € correspondant à l'organisation du concours de sergent.

De même, il contenait les frais de location annuel des locaux qui accueillaien le Centre d'incendie et de secours (Cis) de Duclair désormais installé dans des ouvrages appartenant au Sdis 76.

Après retraitement de ces sommes, ce chapitre de dépenses devrait progresser de 84 K € entre 2018 et 2019.

L'explication de cette augmentation réside dans l'effet de l'inflation sur les prix de certains postes de dépenses, tels que le carburant ou encore les fluides ; mais qui demeurent des dépenses incompressibles.

Néanmoins, cette augmentation est contenue à un niveau largement inférieur à l'inflation réelle grâce à des efforts de maîtrise des dépenses, notamment par la modernisation des outils et des pratiques (mise en place de la dématérialisation des marchés publics, des flux comptables et des principaux actes administratifs du Sdis 76) ainsi que la restructuration de l'organisation des services qu'elle suscite ou accompagne.

Les charges de personnel

La baisse prévisionnelle des dépenses émergeant à ce chapitre relève davantage des effets des actions mises en œuvre sur les exercices passés (suppression de 25 postes dans les services fonctionnels, passage à une logique d'indemnisation qualitative des sapeurs-pompiers volontaires...) que de décisions nouvelles du service.

En effet, aucune suppression de poste n'est prévue en 2019.

Au contraire, grâce à la parution des listes des candidats admis au concours de caporal et de sergent, le Sdis 76 va enfin pouvoir procéder à des recrutements et des avancements de grades pour remplacer les départs volontaires (retraite ou mutation) et combler les postes restés vacants durant l'année 2018.

Il faut aussi souligner que l'intégration progressive des nouvelles recrues au grade de caporal au cours de trois formations initiales l'an prochain (au lieu de deux traditionnellement) minorera sur 2019 le coût de ces recrutements, pour le faire porter pleinement sur l'exercice 2020.

D'ailleurs, il faut ajouter que les départs en retraite, constatés en 2018 et programmés en 2019, ont également un effet favorable sur le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) qui est négatif sur l'exercice projeté.

En conséquence, sur la base des dispositions réglementaires connues à ce jour, le Sdis 76 devrait être en capacité d'absorber la revalorisation indiciaire issue des négociations du Parcours Professionnel, Carrière et Rémunérations (PPCR) et d'assurer les moyens humains inscrits au Règlement opérationnel tout en respectant largement les engagements pris auprès du Département.

Les autres charges courantes

Elles sont projetées en baisse de 2,80 %, essentiellement en raison :

- de la diminution attendue de la subvention d'équilibre au budget annexe de la restauration (-10 K €),
- d'une réduction des facturations pratiquées par les autres Sdis dans le cadre des Conventions Interdépartementales d'Assistance Mutuelle (CIAM) grâce à l'optimisation des moyens du Sdis 76 (-10 K €) aux frontières du département depuis la mise en œuvre du nouveau Système de Gestion Opérationnel (SGO).

Les charges exceptionnelles

Bien que peu prévisibles, le Sdis 76 espère maîtriser l'évolution des crédits prévus pour faire face au versement d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, aux annulations de titres d'exercices antérieurs, aux éventuelles remises gracieuses ou aux indemnités à verser dans le cadre de contentieux.

Les provisions

A ce stade, aucune provision ne serait constituée au titre de l'année 2019.

Le virement à la section d'investissement

Le montant de cet autofinancement complémentaire à la section d'investissement sera déterminé lors du vote du budget suivant le solde de la section de fonctionnement.

Les dépenses imprévues

Leur montant permettra de faire face rapidement à des aléas budgétaires et sera calibré lors du vote du budget suivant le solde de la section d'exploitation sans pouvoir dépasser 7,5 % des dépenses réelles de fonctionnement.

B – Les dépenses d'investissement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Crédits de paiement des autorisations de programme	10,422	10,168	-0,254	-2,44%
Dépenses hors autorisations de programme	0,247	0,098	-0,149	-60,32%
Réserve de crédits pour investissements futurs	4,280	0,000	-4,28	-100,00%
Travaux en régie et autres opérations d'ordre	0,060	0,060	0	0,00%
Dépenses imprévues	0,605	0,000	-0,605	-100,00%
Sous-total	15,614	10,326	-5,288	-33,87%

* (après décision modificative n° 1)

Hormis la réserve de crédits qui peut être prélevée sur les excédents disponibles pour des investissements futurs, l'essentiel des dépenses de cette section est consacré au plan d'investissement du Sdis.

Ces dépenses se ventilent de deux manières :

- les dépenses d'investissement hors autorisations de programme : elles devraient correspondre à des achats ponctuels pour le Pôle financier (frais d'insertion) et le Pôle santé et bien-être ;
- les dépenses d'investissement en autorisations de programme : elles sont majoritairement matérialisées dans des autorisations de programme approuvées par le Conseil d'administration et devraient porter prioritairement sur la sécurité des agents et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Ainsi, les crédits de paiement (CP) pour 2019 devraient être envisagés, après d'éventuels ajustements d'ici au vote du budget 2019, comme suit :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2019
2013000002	Modernisation des outils informatiques de gestion	182 835,57 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 436 590,00 €
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	153 882,00 €
2016000002	Acquisition d'équipements et matériels opérationnels	886 328,00 €
2016000003	Acquisition d'équipements et matériels non opérationnels	101 053,00 €
2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	327 360,00 €
2016000005	Acquisition de mobiliers	40 000,00 €
2016000007	Renouvellement des matériels SSSM	79 028,00 €
2016000008	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	344 607,00 €
	Matériels sport et formation	35 734,00 €
Sous-total équipements divers		4 587 417,57 €

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2019
2010000006	Construction Groupement Ouest	225 847,00 €
2012000001	Plateau technique de formation	222 945,55 €
2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	1 200 703,00 €
2017000001	Réhabilitation du CDF de Saint Valéry en Caux	1 369 000,00 €
2017000002	Reconstruction de la Maison à feu du CDF de Saint Valéry en Caux	158 396,70 €
2017000003	Réhabilitation et aménagement du CIS de Cany Barville	53 200,00 €
2018000001	Sécurité dans les établissements du Sdis	490 000,00 €
2018000002	Travaux de développement durable et économies d'énergie	690 000,00 €
Sous-total Immobilier hors NPI		4 410 092,25 €
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	330 000,00 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	670 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	20 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	150 000,00 €
Sous-total NPI		1 170 000,00 €
Total		10 167 509,82 €

Les dépenses d'investissement sont en retrait de 2,44 % par rapport au budget 2018 modifié.

Cependant, la nature des dépenses a évolué par rapport à 2018 à la faveur des dépenses immobilières, qu'elles relèvent ou non de la Nouvelle Politique Immobilière.

Cette évolution s'explique essentiellement par la clôture de l'autorisation de programme relative au nouveau SGO, envisagée à la fin de l'exercice 2018.

C – Les amortissements, leur neutralisation et les opérations d'ordre patrimoniales

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Amortissements des dépenses	8,360	8,759	0,399	4,77%
Amortissements des recettes	0,047	0,092	0,045	95,74%
Neutralisation de l'amortissement des opérations en lien avec des biens immobiliers	1,423	1,670	0,247	17,36%
Opérations d'ordre patrimonial en dépenses	0,373	0,000	-0,373	-100,00%
Opérations d'ordre patrimonial en recettes	0,373	0,000	-0,373	-100,00%
Sous-total	6,890	6,997	0,107	1,55%

* (après décision modificative n° 1)

La dotation aux amortissements est une opération d'ordre destinée à permettre l'autofinancement du renouvellement des équipements structurants.

L'amortissement des subventions d'équipements ainsi que la neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées permettent au contraire d'atténuer l'impact de la dotation sur la section de fonctionnement.

La dotation d'amortissement brute progresse mais elle devrait être maîtrisée. En effet, le démarrage de l'amortissement du nouveau SGO sera atténué par la sortie de l'ancien dispositif, non intégralement amorti.

Par ailleurs, bien que les crédits correspondant aux opérations patrimoniales se neutralisent en dépenses et recettes, aucun crédit de cette nature n'a été identifié comme nécessaire à ce stade.

D – Les annuités d'emprunts

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 16 - remboursement du capital	0,101	0,111	0,010	9,90%
Chapitre 66 - paiement des intérêts	0,019	0,017	-0,002	-10,53%
Sous-total	0,120	0,128	0,008	6,67%

* (après décision modificative n° 1)

Au 31 décembre 2018, le Sdis 76 sera endetté à hauteur de 1,738 M € soit le capital restant dû sur les emprunts souscrits au titre des programmes de travaux 2016 et 2017.

Le capital restant dû est composé à 60 % par des taux fixes et 40 % par des taux variables.

Ce panachage permet de s'assurer, d'une part des taux historiquement bas sur les durées d'emprunt les plus élevées et, d'autre part, une possibilité de réaménagement plus aisée sur la dette à moyen terme tout en bénéficiant des conditions favorables des marchés financiers.

III – Les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2019 et les effets sur les exercices suivants

Aujourd'hui, le budget prévisionnel pour 2019 s'établit comme suit :

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Charges de fonctionnement	88,761	78,738	-10,023	-11,29%
Intérêts des emprunts	0,019	0,017	-0,002	-10,53%
Amortissements dépenses	8,360	8,759	0,399	4,77%
Total	97,140	87,514	-9,626	-9,91%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Total des recettes de fonctionnement	86,938	88,128	1,190	1,37%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Solde de la section de fonctionnement	-10,202	0,614	10,816	-106,02%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Excédent N-1 à reporter	10,202	12,672	2,47	24,21%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Autofinancement complémentaire des investissements ou excédent de fonctionnement à conserver pour l'exercice suivant	0,000	13,286	13,286	100,00%

* (après décision modificative n° 1)

Le total des dépenses de fonctionnement fixé dans le périmètre de la convention avec le Conseil départemental devrait s'élever au maximum à 87,514 M € pour un plafond de dépenses de 87,6 M €.

Le Sdis 76 respecte ainsi l'engagement pris auprès du Département.

Par ailleurs, il faut souligner que, à ce stade, le Sdis 76 est en capacité d'envisager l'équilibre de son budget 2019 sans recourir à un excédent de fonctionnement reporté.

Cet état de fait permet d'envisager une adoption du budget 2019, en février prochain, sans reprise anticipée du résultat 2018. Celui-ci sera intégré par décision modificative, courant 2019, après adoption du compte administratif 2018.

Si le Sdis76 peut se satisfaire de ce rétablissement financier, il devra rester vigilant sur la maîtrise de ses charges de gestion dans le futur dans un contexte de reprise d'une inflation plus soutenue et l'assurance de dépenses nouvelles à absorber : retour de la surcotisation au CNFPT pour les sapeurs-pompiers professionnels, maintenance du nouveau SGO en fin de garantie, mise en œuvre de mesures pour assurer la sécurité des personnels confrontés à la toxicité des fumées, etc.

Aussi, la consommation de l'excédent prévisionnel pourra être fléchée pour constituer :

- soit une réserve pour faire face à des dépenses imprévues ou concourir à l'équilibre de la section d'exploitation dans les exercices futurs,

- soit un autofinancement de la section d'investissement pour le programme de la NPI ; pour mémoire le besoin était estimé initialement à près de 7 millions d'euros sur la période 2017-2021 et n'a pas encore été pleinement mobilisé.

En millions d'euros	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Equipements et travaux	15,987	10,326	-5,661	-35,41%
Capital des emprunts	0,101	0,111	0,01	9,90%
Neutralisation	1,423	1,670	0,247	17,36%
Amortissements recettes	0,047	0,092	0,045	95,74%
Total	17,558	12,199	-5,359	-30,52%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Total des recettes d'investissement	16,057	10,746	-5,311	-33,08%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Solde de la section d'investissement	-1,501	-1,453	0,048	-3,20%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Excédent N-1 à reporter	1,501	1,453	-0,048	-3,20%

	Budget 2018*	Perspectives 2019	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Excédent de financement ou dépenses supplémentaires à réaliser	0,000	0,000	0,000	0,00%

* (après décision modificative n° 1)

Le présent rapport a non seulement mis en évidence la volonté de diversifier le financement des investissements mais aussi celle d'adapter le volume d'emprunt à contracter pour consommer prioritairement l'excédent d'investissement disponible.

Pour assurer l'équilibre de la section d'investissement lors du vote du budget primitif 2019, les recettes d'emprunt seront temporairement abondées de 1,453 M € dans l'attente de l'adoption du compte administratif 2018 et de l'affectation du résultat pour ce même montant.

L'utilisation plus précise des excédents sera arbitrée dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté aux instances de décembre prochain.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent avec 13 votes pour et 2 abstentions ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE
EXEMPLAIRE

**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION ***

COLLECTIVITÉ

Service départemental d'incendie et de secours
6, rue du verger
CS 40078
76192 YVETOT Cedex

DATE D'ENVOI :

26 OCT. 2018

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Evolution des ressources et des charges prévisibles pour l'année 2019	2018-CA-28	Conseil d'administration du 25/10/18

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

SEINE-MARITIME
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Pour le Président et par délégation,
la Chef de la Pôle Juridique,
Frédérique RINGOT

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 OCT. 2018
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

* seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CREANCES ADMISES EN NON VALEUR

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*

*

* *

L'admission en non-valeur est une mesure, d'ordre budgétaire et comptable, qui a pour but de faire disparaître des écritures de prise en charge du comptable public les créances considérées comme irrécouvrables.

Contrairement à la remise gracieuse, elle ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur effectuerait volontairement un versement ou connaîtrait un retour à meilleure fortune.

Monsieur le Payeur départemental a fait état des difficultés rencontrées pour recouvrer certaines créances à travers les listes n° 3109310515 et 3166200215 pour un montant total de 17 623,97 € de titres non recouverts.

Le travail mené avec les services de la Paierie départementale a permis de mesurer les moyens mis en œuvre pour recouvrer les titres.

Ainsi, une créance est considérée comme irrécouvrable, lorsqu'elle résulte d'une situation qui s'impose au comptable public comme au Sdis :

- les jugements ou décisions rendus par les autorités (surendettement, liquidation judiciaire, certificat d'irrécouvrabilité...),
- les situations de fait (décès sans succession),
- les procès-verbaux de carence dressés par un huissier pour constater l'insolvabilité du débiteur,
- les poursuites (au-delà de la lettre de relance et de la mise en demeure) dont le montant est disproportionné au regard de la créance à recouvrer.

Ce qui revient à proposer l'admission en non-valeur des titres identifiés dans la liste suivante :

Número du titre	Objet du titre	Montant initial	Montant restant dû	Motif de la proposition	Proposition
T - 908	Condamnation pour réparation préjudice	1 100,00 €	810,00 €	PV de carence	810,00 €
Exercice 2013		1 100,00 €	810,00 €		810,00 €
T-709	Condamnation pour réparation préjudice	3 300,00 €	3 300,00 €	PV de carence	3 300,00 €
Exercice 2014		3 300,00 €	3 300,00 €		3 300,00 €
T - 93	Remboursement heures de formation	30,40 €	30,40 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	30,40 €
T - 239	Dégâts des eaux	295,00 €	295,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	295,00 €
T-364	Condamnation pour réparation préjudice	100,00 €	100,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	100,00 €
T-705	Dégât des eaux	869,00 €	869,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	869,00 €
T-706	Dégât des eaux	296,00 €	296,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	296,00 €
T-1062	Protection fonctionnelle suite condamnation	300,00 €	300,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	300,00 €
Exercice 2015		1 890,40 €	1 890,40 €		1 890,40 €
T-935	Ouverture de porte sans urgence	297,00 €	297,00 €	Personne disparue	297,00 €
T-486	Condamnation pour réparation préjudice	50,00 €	50,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	50,00 €
T-621	Condamnation pour réparation préjudice	3 550,00 €	3 550,00 €	PV de carence	3 550,00 €
T-79	Condamnation pour réparation préjudice	4 255,00 €	4 255,00 €	PV de carence	4 255,00 €
Exercice 2016		8 152,00 €	8 152,00 €		8 152,00 €
T - 371	Examen SSIAP	500,00 €	500,00 €	Certificat d'irrecouvrabilité dans le cadre d'une procédure collective	500,00 €
T-689	Condamnation pour réparation préjudice	1 100,00 €	1 100,00 €	Personne décédée	1 100,00 €
T-935	Condamnation pour réparation préjudice	800,00 €	800,00 €	Personne décédée	800,00 €
Exercice 2017		2 400,00 €	2 400,00 €		2 400,00 €
Réduction 87	Réduction de mandat	0,13 €	0,13 €	En cours de régularisation	- €
T - 394	Pénalités de retard	468,50 €	468,50 €	Liquidation judiciaire	468,50 €
T - 450	Pénalités de retard	61,84 €	61,84 €	Liquidation judiciaire	61,84 €
T -511	Pénalités de retard	541,10 €	541,10 €	Liquidation judiciaire	541,10 €
Exercice 2018		1 071,57 €	1 071,57 €		1 071,44 €
TOTAL		17 913,97 €	17 623,97 €		17 623,84 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier avec 13 voix pour et 2 abstentions.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-29-DE

André GAUTIER

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A
L'ETAT-MAJOR DU GROUPEMENT EST**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 5 du Conseil d'administration du 28 mars 2013 autorisant la création de l'autorisation de programme relative à l'état-major du groupement Est, modifiée.

*

**

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme destinée à la construction de l'état-major du Groupement Est, créée en 2013.

Le projet initial se décomposait comme suit :

- l'acquisition du bâtiment,
- la construction d'un bâtiment technique à l'usage notamment d'un atelier mécanique,
- la construction d'une structure modulaire destinée à l'accueil du Service de Santé et de Secours Médical et du Service Prévention.

Néanmoins, la réflexion menée sur la nouvelle organisation territoriale et la volonté de recentrer les services dans leur cœur de métier ont conduit à abandonner le projet de bâtiment technique dans un premier temps, puis la construction de la structure modulaire.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2018	2019
Eta major du Groupement Est	1 400 000,00 €	767 775,26 €	-115 000,00 €	-517 224,74 €
			- €	- €

Il est proposé de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant global	Montant Final	Finale/Initiale (en €)	Finale/Initiale (en %)
Eta major du Groupement Est	1 400 000,00 €	767 775,26 €	- 632 224,74 €	-45,16%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur *

076-287600019-20181213-2018-CA-30-DE

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/12/2018
Publication : 14/12/2018



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A
LA REFONTE DU SYSTEME DE GESTION OPERATIONNELLE**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 37 du Conseil d'administration du 10 juillet 2015 autorisant la création de l'autorisation de programme relative à la refonte du système de gestion opérationnelle, modifiée.

*

**

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme destinée à la refonte du Système de Gestion Opérationnelle (SGO), créée en 2015.

L'autorisation de programme a été calibrée pour financer l'assistance à maîtrise d'ouvrage, les matériels et logiciels ainsi que les modifications d'infrastructures nécessaires à la mise en œuvre du nouveau SGO.

Le nouveau SGO est entré en service le 9 mai 2017.

Cependant, l'admission des équipements informatiques n'a pu être prononcée définitivement que le 13 mars dernier.

Les crédits de paiement de l'exercice 2018 ont permis de traiter les soldes de marchés. L'AP peut désormais être clôturée.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		Crédits déjà consommés	2018
Refonte du SGO	7 543 098,00 €	5 956 824,55 €	1 586 273,45 €
			841 661,43 €

Il est proposé de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant global	Montant Final	Finale/Initiale (en €)	Finale/Initiale (en %)
Refonte du SGO	7 543 098,00 €	6 798 485,98 €	- 744 612,02 €	-9,87%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-31-DE

*

**

Accusé certifié exécutoire

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- les délibérations de création modifiées.

*

* *

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le service.

Les modifications sont intégrées dans la Décision Modificative n° 2 qui vous sera proposée dans un autre rapport dédié.

Autorisation de programme relative à la réfection et aménagement du patrimoine bâti

Le dimensionnement des moyens humains du service n'a pas permis de concrétiser toutes les études de programmation envisagées en interne, ni le lancement des consultations de travaux associées.

Ainsi, les travaux de réfection portant sur les Centres d'incendie et de secours (Cis) de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, Dieppe, Saint-Laurent-en-Caux et le bassin du Cis de Luneray sont programmés en 2019.

Par ailleurs, le service a revu sa stratégie de sorte à externaliser les missions de maîtrise d'œuvre relatives à certaines opérations, telles que les travaux de transformation du CTA-CODIS provisoire de la Direction en bureaux, conduisant ainsi à leur décalage dans le temps.

Il est proposé d'ajuster les crédits de paiement en conséquence :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Réfection et aménagement du patrimoine bâti	1 600 000,00 €	119 297,00 €	850 000,00 €	400 000,00 €	230 703,00 €
			350 000,00 €	800 000,00 €	330 703,00 €

Autorisation de programme relative aux travaux de développement durable et économies d'énergie

Le recrutement du chargé de mission énergie et fluides est intervenu tardivement, au 1^{er} septembre 2018.

De plus, le service rencontre des difficultés de réalisation des travaux confiés au titulaire du marché de génie climatique (P3 et P3.4).

Les crédits de paiement sont donc ajustés en fonction des nouvelles prévisions de réalisation :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		2018	2019	2020
Travaux de développement durable et économies d'énergie	1 400 000,00 €	556 000,00 €	444 000,00 €	400 000,00 €
		166 000,00 €	690 000,00 €	544 000,00 €

Autorisation de programme relative à la reconstruction de la maison à feu

Le marché de Voiries et Réseaux Divers de cette opération a été notifié le 25 juillet 2018.

En cours de travaux, la présence de canalisations n'apparaissant pas aux plans du site a nécessité un changement d'implantation des structures, qui a entraîné une reprise des piquetages et un report de l'installation des modules.

Les crédits de paiement sont modifiés en conséquence :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		2017	2018	2019
Reconstruction de la maison à feu	725 000,00 €	6 603,30 €	670 000,00 €	-48 396,70 €
			445 000,00 €	273 396,70 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-32-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL 2018 – DECISION MODIFICATIVE N°2

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération 2018-CA-08 approuvant le budget principal pour 2018, modifiée.

*

* *

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à divers ajustement de crédits :

- en section de fonctionnement : afin de prendre en compte l'évolution des coûts de certaines charges à caractère générale,
- en section d'investissement : en prenant en compte la clôture de certaines autorisations de programme ou le lissage de leurs crédits de paiement permettant ainsi de ne pas recourir à l'emprunt sur cet exercice,
- au sein des deux sections : afin d'adapter le niveau des amortissements de dépenses comme de recettes en fonction des projets dont la livraison ou la clôture financière ont glissé de 2017 vers 2018.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau suivant :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	276 000,00	-720 000,00	-444 000,00
Chapitre 011 "Charges à caractère général"	100 000,00		100 000,00
Chapitre 022 "Dépenses imprévues"	176 000,00		176 000,00
Chapitre 042 "Opérations d'ordre entre sections"		-1 000 000,00	-1 000 000,00
Chapitre 023 "Virement à la section d'investissement"		280 000,00	280 000,00
Recettes	-14 000,00	-430 000,00	-444 000,00
Chapitre 74 "Contributions et participations"	-14 000,00		-14 000,00
Chapitre 042 "Opérations d'ordre entre sections"		-430 000,00	-430 000,00
Investissement			
Dépenses	-1 640 000,00	-453 000,00	-2 093 000,00
Dépenses d'équipement et de travaux	-1 974 612,02		-1 974 612,02
Chapitre 020 "Dépenses imprévues"	334 612,02		334 612,02
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		-430 000,00	-430 000,00
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		-23 000,00	-23 000,00
Recettes	-1 350 000,00	-743 000,00	-2 093 000,00
Chapitre 10 "Dotations, fonds divers et réserves"	-350 000,00		-350 000,00
Chapitre 021 "Virement de la section de fonctionnement"		280 000,00	280 000,00
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		-1 000 000,00	-1 000 000,00
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		-23 000,00	-23 000,00
Chapitre 16 "Emprunts et dettes assimilés"	-1 000 000,00		-1 000 000,00

I - Section de fonctionnement

A- Dépenses

1) Opérations réelles

La modification proposée permet d'abonder les crédits portant sur deux postes qui ont connu une évolution de leurs coûts : le carburant et la fourniture d'énergie.

2) Opération d'ordre

Les pré-contentieux en cours sur la construction du Groupement Ouest et le décalage de livraison de véhicules ou dans la clôture d'autres opérations ont conduit à reporter le démarrage de certains amortissements. En conséquence, il est proposé de réduire les crédits du chapitre 040 « opérations d'ordre entre sections » afin d'ajuster les crédits ouverts au titre de la dotation aux amortissements. La recette d'investissement connaît le même ajustement.

L'équilibre est opéré grâce à l'ajustement du montant du virement à la section d'investissement et des dépenses imprévues.

B- Recettes

1) Opérations réelles

Le contrôle des services de l'Etat sur l'objet précis des dépenses éligibles au FCTVA de fonctionnement conduit à écarter certaines prestations émergeant pourtant aux articles budgétaires 615221 « entretien et réparations sur biens immobiliers : bâtiments publics » et 615231 « entretien et réparations sur biens immobiliers : voiries » de l'instruction comptable M61. La recette attendue est donc moins élevée qu'escomptée. Il est proposé d'adapter les crédits aux sommes perçues.

2) Opérations d'ordre

Compte tenu des reports déjà mentionnés dans la clôture de certaines opérations, les crédits ouverts au profit des neutralisations des immobilisations sont également ajustés. Les dépenses d'investissement connaissent le même ajustement.

II - Section d'investissement

A- Dépenses

1) Opérations réelles

La présente proposition est le résultat de la clôture d'Autorisations de Programme (AP) et de l'actualisation des Crédits de Paiement (CP) telles que détaillées dans des délibérations spécifiques présentées lors de cette séance.

L'équilibre de la section est réalisé par l'ajustement du montant des dépenses imprévues.

2) Opérations d'ordre

Le chapitre 040 « opérations d'ordre entre sections » est réduit à hauteur des crédits inscrits en recettes de fonctionnement.

Le chapitre 041 « opérations patrimoniales » est arrêté au niveau des réalisations. Cette logique est également appliquée en recettes d'investissement.

B- Recettes

1) Opérations réelles

Les reports de livraison ou le décalage d'opérations immobilières ont réduit la base de calcul du FCTVA d'investissement. La recette attendue est, là encore, moins élevée qu'escomptée et il est proposé d'adapter les crédits ouverts aux sommes perçues.

En corrélation avec la stratégie d'endettement du Sdis 76 et la diminution des dépenses d'investissement en matière immobilière, il est proposé de ne pas recourir à l'emprunt sur cet exercice.

2) Opérations d'ordre

D'une part, il est tenu compte de l'augmentation du montant du virement à la section d'investissement.

D'autre part compte tenu de ce qui précède, il est proposé d'ajuster les crédits ouverts en lien avec la dotation aux amortissements et les opérations patrimoniales.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Décision modificative 2 (1)

BUDGET : Budget Principal (2)
Agréé au budget principal de (3)

ANNEE 2018

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	47
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	48
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	49
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	50
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	51
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	52
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	53
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	54
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	55
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	56

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	58
B7 - Situation des autorisations d'engagement	59

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	60
--------------------------	----

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	97 133 136,02	99 245 880,38	9 600 159,51	11 712 903,87
Investissement	12 068 672,43	10 275 831,72 (1)	3 303 504,23	1 510 663,52
Fonctionnement	85 064 463,59	88 970 048,66 (2)	6 296 655,28	10 202 240,35

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(I) 8 174,54
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	4 218,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 956,14
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 8 174,54	III + IV 455 965,95	447 791,41	12 160 695,28
Investissement	I 8 174,54	III 455 965,95	447 791,41	1 958 454,93
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	10 202 240,35

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 455 965,95
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	444 233,42
13	Subventions d'investissement	11 732,53
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-2 093 000,00	-2 093 000,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		-2 093 000,00	-2 093 000,00

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	-444 000,00	-444 000,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		-444 000,00	-444 000,00

TOTAL DU BUDGET (4)		-2 537 000,00	-2 537 000,00
------------------------	--	---------------	---------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-1 640 000,00	-453 000,00	-2 093 000,00	-1 350 000,00	-743 000,00	-2 093 000,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	276 000,00	-720 000,00	-444 000,00	-14 000,00	-430 000,00	-444 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	-1 364 000,00	-1 173 000,00	-2 537 000,00	-1 364 000,00	-1 173 000,00	-2 537 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	100 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		-14 000,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		100 000,00	-14 000,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	176 000,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 276 000,00	II -14 000,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	-290 000,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	-1 000 000,00	-430 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	280 000,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III -720 000,00	IV -430 000,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	-290 000,00
---	--------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V -444 000,00	II+IV+VI -444 000,00
----------------------------	----------------------------	-----------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) -350 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	-1 000 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) -9 400,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) -1 737 212,02	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) -228 000,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	334 612,02	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I -1 640 000,00	II -1 350 000,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :.....	-290 000,00
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	-430 000,00	-1 000 000,00
041	Opérations patrimoniales	-23 000,00	-23 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement		280 000,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III -453 000,00	IV -743 000,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	-290 000,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V -2 093 000,00	II + IV + VI + VII -2 093 000,00
----------------------------	----------------------------------	---

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE-DEPENSES			B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	100 000,00		100 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	176 000,00		176 000,00
023	Virement à la section d'investissement		280 000,00	280 000,00
Dépenses de fonctionnement –Total		276 000,00	-720 000,00	-444 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-444 000,00
---	-------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	-1 974 612,02		-1 974 612,02
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	-23 000,00	-23 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		-430 000,00	-430 000,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	334 612,02		334 612,02
Dépenses d'investissement –Total		-1 640 000,00	-453 000,00	-2 093 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-2 093 000,00
--	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
74 Contributions et participations	-14 000,00		-14 000,00
75 Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	0,00	-430 000,00	-430 000,00
78 Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	-14 000,00	-430 000,00	-444 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-444 000,00
---	-------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	-350 000,00	0,00	-350 000,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	-23 000,00	-23 000,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		-1 000 000,00	-1 000 000,00
19 Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		280 000,00	280 000,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total	-1 350 000,00	-743 000,00	-2 093 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
---	------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-2 093 000,00
--	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	9 758 697,00	0,00	100 000,00	100 000,00	9 858 697,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	9 758 697,00	0,00	100 000,00	100 000,00	9 858 697,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 176 857,00	0,00	0,00	0,00	68 176 857,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00	0,00	0,00	0,00	963 038,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	963 038,00	0,00	0,00	0,00	963 038,00
66	Charges financières	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
67	Charges exceptionnelles	56 750,00	0,00	0,00	0,00	56 750,00
68	Dotations amortissements et provisions	150 500,00		0,00	0,00	150 500,00
022	Dépenses imprévues	5 654 856,35		176 000,00	176 000,00	5 830 856,35
023	Virement à la section d'investissement	4 000 000,00		280 000,00	280 000,00	4 280 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	8 360 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00	7 360 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		97 139 698,35	0,00	-444 000,00	-444 000,00	96 695 698,35

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

96 695 698,35

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	978 725,00	0,00	0,00	0,00	978 725,00
74	Contributions et participations	83 455 537,00	0,00	-14 000,00	-14 000,00	83 441 537,00
75	Autres produits de gestion courante	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
013	Atténuations de charges	905 311,00	0,00	0,00	0,00	905 311,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	59 000,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	1 529 885,00		-430 000,00	-430 000,00	1 099 885,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		86 937 458,00	0,00	-444 000,00	-444 000,00	86 493 458,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

10 202 240,35

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

96 695 698,35

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	9 758 697,00	100 000,00	100 000,00
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	137 550,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 227 028,00	80 000,00	80 000,00
60621	Combustibles	69 900,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 043 500,00	20 000,00	20 000,00
60623	Alimentation	30 378,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	114 950,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	582 101,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	304 594,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	61 245,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	37 462,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	3 500,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	162 890,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervention	23 750,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	281 087,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	175 235,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	471 744,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	67 441,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	17 249,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	71 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	266 925,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	10 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	10 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	560 475,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	270 250,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	533 854,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	565 000,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	245 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	19 350,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	21 500,00	0,00	0,00
61828	Autres	4 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	280 073,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	10 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	13 638,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	102 200,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	41 350,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	37 375,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	21 000,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	7 830,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	6 300,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	329 289,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	45 100,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	437 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 600,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	518 500,00	0,00	0,00
62872	Remboursement de frais au budget annexe	186 556,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	277 433,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	10 495,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	38 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 176 857,00	0,00	0,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	59 495,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	342 383,00	0,00	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	133 838,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	351 731,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	25 538 652,45	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	626 795,00	0,00	0,00
64113	NBI	144 890,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	13 815 651,72	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	944 892,00	0,00	0,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	8 991 918,35	0,00	0,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	62 000,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	13 633,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 646 045,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 454 018,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	55 526,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétérance	719 737,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	22 966,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	284 807,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	59 534,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	692 500,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	200 844,48	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00	0,00	0,00
6521	Déficit des budgets annexes	384 844,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	43 594,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	8 600,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	260 000,00	0,00	0,00
656	Participations	150 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	82 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		78 898 592,00	100 000,00	100 000,00
66	Charges financières (B)	19 000,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	18 422,65	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	577,35	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	56 750,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	9 050,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	12 000,00	0,00	0,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	2 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	23 700,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	150 500,00	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	150 500,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	5 654 856,35	176 000,00	176 000,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		84 779 698,35	276 000,00	276 000,00
023	Virement à la section d'investissement	4 000 000,00	280 000,00	280 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	8 360 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	8 360 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		12 360 000,00	-720 000,00	-720 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		97 139 698,35	-444 000,00	-444 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)			0,00
----------------------------------	--	--	-------------

+

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				96 695 698,35

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	1 106,32
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-528,97
= Différence ICNE N – ICNE N-1	577,35

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	978 725,00	0,00	0,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	305 288,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	85 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	588 437,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais par les budgets annexes	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	83 455 537,00	-14 000,00	-14 000,00
744	FCTVA	72 000,00	-14 000,00	-14 000,00
74712	Emplois d'avenir	8 882,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	46 031 000,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	17 492 355,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	18 770 863,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	1 080 437,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	9 000,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	9 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	905 311,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	391 877,00	0,00	0,00
6459	Remboursement charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
6479	Remboursement autres charges sociales	513 434,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		85 348 573,00	-14 000,00	-14 000,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	59 000,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	0,00	0,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	4 000,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		85 407 573,00	-14 000,00	-14 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	1 529 885,00	-430 000,00	-430 000,00
722	Immobilisations corporelles	60 000,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 422 607,00	-430 000,00	-430 000,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	47 278,00	0,00	0,00
7785	Excédent invest. transféré cpte résultat	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 529 885,00	-430 000,00	-430 000,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		86 937 458,00	-444 000,00	-444 000,00

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	10 202 240,35
---	----------------------

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	96 695 698,35
--	----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	14 947 271,25	0,00	-1 974 612,02	-1 974 612,02	12 972 659,23
- Non individualisées en programmes d'équipement	4 525 398,54	0,00	0,00	0,00	4 525 398,54
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	4 525 398,54	0,00	0,00	0,00	4 525 398,54
- Individualisées en programmes d'équipement	10 421 872,71	0,00	-1 974 612,02	-1 974 612,02	8 447 260,69
- Avec AP / CP	10 421 872,71	0,00	-1 974 612,02	-1 974 612,02	8 447 260,69
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	708 410,31	0,00	334 612,02	334 612,02	1 043 022,33
040 Opérations d'ordre entre sections	1 529 885,00		-430 000,00	-430 000,00	1 099 885,00
041 Opérations patrimoniales	373 000,00		-23 000,00	-23 000,00	350 000,00
Dépenses d'investissement - Total	17 558 566,56	0,00	-2 093 000,00	-2 093 000,00	15 465 566,56

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 465 566,56
--	---------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	1 162 657,53	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	162 657,53
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	2 161 644,42	0,00	-350 000,00	-350 000,00	1 811 644,42
Opérations d'ordre entre sections	12 360 000,00		-720 000,00	-720 000,00	11 640 000,00
041 Opérations patrimoniales	373 000,00		-23 000,00	-23 000,00	350 000,00
Recettes d'investissement - Total	16 057 301,95	0,00	-2 093 000,00	-2 093 000,00	13 964 301,95

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	1 501 264,61
---	--------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 465 566,56
--	---------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	4 525 398,54	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	44 218,40	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	25 864,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	18 354,40	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	201 180,14	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	96,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	81 284,14	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	1 000,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	118 800,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 280 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	4 280 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	-1 974 612,02	-1 974 612,02
2010000006	GROUPEMENT OUEST	0,00	0,00	0,00
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	0,00	0,00	0,00
2013000001	GROUPEMENT EST ETAT MAJOR	0,00	-115 000,00	-115 000,00
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	0,00	0,00	0,00
2014000006	FORGES LES EAUX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000008	LA MAILLERAYE/S REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	0,00	0,00	0,00
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	0,00	0,00	0,00
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00
2015000003	SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE	0,00	-744 612,02	-744 612,02
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	0,00	0,00	0,00
2016000002	ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2016000003	ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2016000004	RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA	0,00	0,00	0,00
2016000005	ACQUISITION DE MOBILIER	0,00	0,00	0,00
2016000006	REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	0,00	-500 000,00	-500 000,00
2016000007	RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM	0,00	0,00	0,00
2016000008	RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	0,00	0,00	0,00
2017000001	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	0,00	0,00
2017000002	RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	0,00	-225 000,00	-225 000,00
2017000003	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	0,00	0,00	0,00
2017000004	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	0,00	0,00	0,00
2018000001	SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	0,00	0,00	0,00
2018000002	TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	0,00	-390 000,00	-390 000,00
2018000003	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006

LIBELLE : GROUPEMENT OUEST

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		4 250 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 616,08	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	9 527,39	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	16 088,69	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 224 383,92	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	4 224 383,92	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 142 500,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 440,61	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	5 440,61	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 137 059,39	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	1 137 059,39	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000001
LIBELLE : GROUPEMENT EST ETAT MAJOR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1301

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	767 775,26	a 0,00	-115 000,00	b -115 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	753 502,93	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	744 244,44	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	1 929,68	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	1 724,89	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	2 128,20	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 475,72	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	14 272,33	0,00	-115 000,00	-115 000,00
231311	Bâtiments administratifs	14 272,33	0,00	-115 000,00	-115 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	115 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 675 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 550 444,27	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	1 478 692,04	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	124 555,73	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	124 555,73	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006
LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		333 956,70	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	333 956,70	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	333 956,70	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000008
LIBELLE : LA MAILLERAYE/S REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		426 950,37	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	24 306,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	24 306,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	402 644,37	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	402 644,37	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009
LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		510 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	510 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	510 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010
LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	7 608,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	7 608,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	504 709,97	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	415 608,97	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	10 013,80	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	79 087,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 682,03	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	7 682,03	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	10 200 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		11 830 400,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 830 400,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	9 208 545,24	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	2 621 854,76	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003
LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		7 543 098,00	a 0,00	-744 612,02	b -744 612,02
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	87 590,00	0,00	-9 400,00	-9 400,00
2031	Frais d'études	75 702,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	11 888,00	0,00	-9 400,00	-9 400,00
21	Immobilisations corporelles	7 455 508,00	0,00	-735 212,02	-735 212,02
21311	Bâtiments administratifs	1 130 522,17	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	6 280 879,04	0,00	-735 212,02	-735 212,02
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	31 029,74	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	13 077,05	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	744 612,02
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 401 895,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 401 895,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 401 895,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002
LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	3 500 654,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 500 654,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	3 500 654,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000003
LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1603

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		341 025,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	341 025,00	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	22 682,50	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	270 002,40	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	48 340,10	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004
LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 820 920,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 820 920,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 803 577,96	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	17 342,04	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000005
LIBELLE : ACQUISITION DE MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1605

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		191 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	191 000,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	191 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006
LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 600 000,00	a 0,00	-500 000,00	b -500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 600 000,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00
21311	Bâtiments administratifs	29 822,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	1 552 283,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	17 895,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	500 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000007
LIBELLE : RENOUELEMENT MATERIELS SSSM
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1607

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	283 357,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	283 357,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	231 310,85	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	52 046,15	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008
LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		2 068 040,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	353 183,54	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions,droits similaires,brevets,...	353 183,54	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 714 856,46	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	407 256,49	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	708 443,59	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	491 117,89	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	108 038,49	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001
LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 465 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 465 000,00	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	1 465 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000002
LIBELLE : RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1702

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		725 000,00	a 0,00	-225 000,00	b -225 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	725 000,00	0,00	-112 000,00	-112 000,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	725 000,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	-112 000,00	-112 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-113 000,00	-113 000,00
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	-113 000,00	-113 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	225 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000003
LIBELLE : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1703

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	500 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	500 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	500 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000004
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	2 830 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 830 000,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	2 830 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000001
LIBELLE : SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1801

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	600 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	600 000,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	600 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000002
LIBELLE : TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1802

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 400 000,00	a 0,00	-390 000,00	b -390 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 400 000,00	0,00	-390 000,00	-390 000,00
21312	Centres d'incendie et de secours	1 400 000,00	0,00	-390 000,00	-390 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	390 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000003
LIBELLE : RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		6 415 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 415 000,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	6 415 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	708 410,31	0,00	334 612,02	334 612,02
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	101 000,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	101 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	605 410,31		334 612,02	334 612,02

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		1 162 657,53	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	162 657,53	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. régions	11 732,53	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	150 925,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
1641	Emprunts en euros	1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES					B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 161 644,42	0,00	-350 000,00	-350 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 161 643,42	0,00	-350 000,00	-350 000,00
10222	FCTVA	2 161 643,42	0,00	-350 000,00	-350 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	1 529 885,00	-430 000,00	-430 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
13912	Subv. transf. cpté résult. régions	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subv. transf. équipement	47 278,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	1 422 607,00	-430 000,00	-430 000,00
21312	Centres d'incendie et de secours	60 000,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	12 360 000,00	-720 000,00	-720 000,00
040	Opérations d'ordre entre sections	8 360 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	8 360 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
281312	Centres d'incendie et secours constr.	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	4 000 000,00	280 000,00	280 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES				B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	373 000,00	-23 000,00	-23 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	373 000,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	-23 000,00	-23 000,00
041	RECETTES (2)	373 000,00	-23 000,00	-23 000,00
2031	Frais d'études	152 200,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	220 800,00	-23 000,00	-23 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 753 688,31	334 612,02	II 334 612,02
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		101 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	101 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		652 688,31	334 612,02	334 612,02
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	47 278,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	605 410,31	334 612,02	334 612,02

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 088 300,33	8 174,54	0,00	1 096 474,87

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 14 077 411,00	-1 070 000,00	VI -1 070 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 717 410,00	-350 000,00	-350 000,00
10222	FCTVA	1 717 410,00	-350 000,00	-350 000,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)		12 360 001,00	-720 000,00	-720 000,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	8 360 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	4 000 000,00	280 000,00	280 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	13 007 411,00	455 965,95	1 501 264,61	0,00	14 964 641,56

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	1 096 474,87
Ressources propres disponibles	VIII	14 964 641,56
Solde	IX = VIII – IV (4)	13 868 166,69

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV
B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	64 973 796,07	-1 376 836,76	63 596 959,31	21 875 845,04	8 447 260,69	9 409 175,92	23 864 677,66
2010-1006	4 250 000,00	0,00	4 250 000,00	3 948 153,00	76 000,00	225 847,00	0,00
2012-1201	1 142 500,00	0,00	1 142 500,00	904 554,45	15 000,00	222 945,55	0,00
2013-1301	1 400 000,00	-632 224,74	767 775,26	767 775,26	0,00	0,00	0,00
2013-1302	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	1 211 612,33	377 000,00	86 387,67	0,00
2014-1406	333 956,70	0,00	333 956,70	333 154,74	801,96	0,00	0,00
2014-1408	428 950,37	0,00	426 950,37	424 520,37	2 430,00	0,00	0,00
2014-1409	510 000,00	0,00	510 000,00	5 034,00	25 000,00	330 000,00	149 966,00
2014-1410	520 000,00	0,00	520 000,00	416 265,70	103 734,30	0,00	0,00
2014-1412	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	1 740,00	170 400,00	794 400,00	9 233 460,00
2015-1501	11 830 400,00	0,00	11 830 400,00	5 463 407,71	1 708 000,00	2 074 363,00	2 584 629,29
2015-1503	7 543 098,00	-744 612,02	6 798 485,98	5 956 824,55	841 661,43	0,00	0,00
2016-1601	1 401 895,00	0,00	1 401 895,00	624 686,21	479 750,00	153 882,00	143 576,79
2016-1602	3 500 654,00	0,00	3 500 654,00	659 737,73	1 145 300,00	820 067,00	875 549,27
2016-1603	341 025,00	0,00	341 025,00	29 750,99	114 200,00	98 000,00	99 074,01
2016-1604	1 820 920,00	0,00	1 820 920,00	407 374,73	573 234,00	320 659,00	519 652,27
2016-1605	191 000,00	0,00	191 000,00	28 857,72	35 000,00	40 000,00	87 142,28
2016-1606	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	119 297,00	350 000,00	800 000,00	330 703,00
2016-1607	283 357,00	0,00	283 357,00	57 818,23	71 726,00	79 028,00	74 784,77
2016-1608	2 068 040,00	0,00	2 068 040,00	503 877,02	467 923,00	658 000,00	438 239,98
2017-1701	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00	0,00	76 000,00	1 389 000,00	20 000,00
2017-1702	725 000,00	0,00	725 000,00	6 603,30	445 000,00	273 396,70	0,00
2017-1703	500 000,00	0,00	500 000,00	4 800,00	442 000,00	53 200,00	0,00
2017-1704	2 830 000,00	0,00	2 830 000,00	0,00	460 000,00	20 000,00	2 350 000,00
2018-1801	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	300 000,00	150 000,00	150 000,00
2018-1802	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	0,00	166 000,00	690 000,00	544 000,00
2018-1803	6 415 000,00	0,00	6 415 000,00	0,00	1 100,00	150 000,00	6 263 900,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	
	IV
	B7

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 15

Contre

Abstentions

17

14 présents + 1 pouvoir

15

Date de convocation :

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 13 décembre 2018



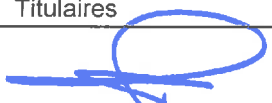

Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 13 décembre 2018

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Monsieur LEMONNIER Luc	Madame LUCOT-AVRIL Virginie
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAUDEAU RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Monsieur BLOND Eric	
Monsieur JOUAN Gérard 	Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume 	Madame DIALLO Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018
Publication : 14/12/2018



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET ANNEXE 2018 – DECISION MODIFICATIVE N°1

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n°2018-CA-08 en date du 14 février 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget annexe Restauration.*

*

**

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à la régularisation des écritures de cession des caisses des restaurants de la Direction et du site de Gambetta, réalisées en toute fin d'année 2017, pour adapter le matériel à la nouvelle réglementation en matière d'édition de tickets et de TVA.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Investissement			
Dépenses	6 500,00 €	537,00 €	7 037,00 €
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		537,00 €	537,00 €
Chapitre 21 "Dépenses d'équipement"	6 500,00 €	0,00 €	6 500,00 €
Recettes	6 500,00 €	537,00 €	7 037,00 €
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		537,00 €	537,00 €
Chapitre 21 "Dépenses d'équipement"	6 500,00 €	0,00 €	6 500,00 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-34-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Décision modificative 1 (1)

BUDGET : Budget Restauration (2)
Agrégé au budget principal de Budget Principal (3)

ANNEE 2018

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales	
A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4
II - Présentation générale du budget	
A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10
III - Vote du budget	
A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	17
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	Sans Objet
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	Sans Objet
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	Sans Objet
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	Sans Objet
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	18
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	19
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	20
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	21
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	22
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	23
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	24
IV - Annexes	
A - Eléments du bilan	
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B - Engagements hors bilan	
B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C - Autres éléments d'information	
C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet
D - Arrêté et signatures	
D - Arrêté et signatures	25

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	790 703,75	779 614,48	14 570,81	3 481,54
Investissement	23 035,85	11 946,58	⁽¹⁾ 14 570,81	3 481,54
Fonctionnement	767 667,90	767 667,90	⁽²⁾ 0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 0,00	III + IV 0,00	0,00	3 481,54
Investissement	I 0,00	III 0,00	0,00	3 481,54
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 037,00	7 037,00

+

+

+

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

Total de la section d'investissement (2)	7 037,00	7 037,00
---	----------	----------

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00

+

+

+

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

Total de la section de fonctionnement (3)	0,00	0,00
--	------	------

TOTAL DU BUDGET (4)	7 037,00	7 037,00
------------------------	----------	----------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	6 500,00	537,00	7 037,00	6 500,00	537,00	7 037,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	6 500,00	537,00	7 037,00	6 500,00	537,00	7 037,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	0,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 0,00	II 0,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	0,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	0,00
---	-------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 0,00	II+IV+VI 0,00
----------------------------	---------------------	----------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 6 500,00	(3) 6 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 6 500,00	II 6 500,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	0,00
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	537,00	537,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 537,00	IV 537,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	0,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 7 037,00	II + IV + VI + VII 7 037,00
----------------------------	-----------------------------	------------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	6 500,00	0,00	6 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		537,00	537,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement –Total		6 500,00	537,00	7 037,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 037,00
---	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 500,00	537,00	7 037,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		6 500,00	537,00	7 037,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
--	-------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 037,00
---	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	373 457,00	0,00	0,00	0,00	373 457,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	373 457,00	0,00	0,00	0,00	373 457,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	381 045,00	0,00	0,00	0,00	381 045,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	9 300,00		0,00	0,00	9 300,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	13 200,00		0,00	0,00	13 200,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		777 262,00	0,00	0,00	0,00	777 262,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

777 262,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	379 096,00	0,00	0,00	0,00	379 096,00
74	Contributions et participations	13 322,00	0,00	0,00	0,00	13 322,00
75	Autres produits de gestion courante	384 844,00	0,00	0,00	0,00	384 844,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		777 262,00	0,00	0,00	0,00	777 262,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

777 262,00

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	373 457,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	210 000,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	9 200,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 600,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	950,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	132 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 807,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	2 400,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	381 045,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00
6331	Verserment de transport	877,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	974,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 507,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	171 293,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	1 826,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 249,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	46 862,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	21 341,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	20 727,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	16 468,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 008,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	56 476,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 366,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	1 071,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		754 512,00	0,00	0,00
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	250,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	250,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	9 300,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		764 062,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	13 200,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	13 200,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		13 200,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		777 262,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)

0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

777 262,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI/ 040*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES				A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	379 096,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	192 540,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais collectivité rattachement	186 556,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	13 322,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	13 322,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	384 844,00	0,00	0,00
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	384 844,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		777 262,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		777 262,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		777 262,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
---------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	777 262,00
---	------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	15 600,00	0,00	6 500,00	6 500,00	22 100,00
- Non individualisées en programmes d'équipement	15 600,00	0,00	6 500,00	6 500,00	22 100,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	15 600,00	0,00	6 500,00	6 500,00	22 100,00
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	1 081,54	0,00	0,00	0,00	1 081,54
040 Opérations d'ordre entre sections	0,00		537,00	537,00	537,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	16 681,54	0,00	7 037,00	7 037,00	23 718,54

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	23 718,54
--	-----------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00	6 500,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'ordre entre sections	13 200,00		537,00	537,00	13 737,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	13 200,00	0,00	7 037,00	7 037,00	20 237,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	3 481,54
---	----------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	23 718,54
--	-----------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	15 600,00	0,00	6 500,00	6 500,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	15 600,00	0,00	6 500,00	6 500,00
21578	Autre matériel et outillage technique	15 600,00	0,00	6 500,00	6 500,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	1 081,54	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 081,54		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	537,00	537,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	537,00	537,00
	RECETTES (2)	13 200,00	537,00	537,00
040	Opérations d'ordre entre sections	13 200,00	537,00	537,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	537,00	537,00
281578	Autre matériel et outillage technique	13 200,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 1 081,54	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 081,54	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 081,54	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 081,54	0,00	0,00	1 081,54

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 13 200,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		13 200,00	0,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281578	Autre matériel et outillage technique	13 200,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	13 200,00	0,00	3 481,54	0,00	16 681,54

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 1 081,54
Ressources propres disponibles	VIII 16 681,54
Solde	IX = VIII – IV (4) 15 600,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 15

Contre

Abstentions

17

14 présents + 1 pouvoir

15

Date de convocation :

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 13 décembre 2018

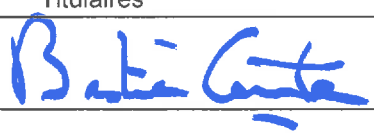


Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 13 décembre 2018

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Monsieur LEMONNIER Luc	Madame LUCOT-AVRIL Virginie
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAUDEAU RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Monsieur BLOND Eric	
Monsieur JOUAN Gérard 	Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume 	Madame DIALLO Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-34-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61, version en vigueur au 1^{er} janvier 2018,*
- *la délibération n° 1 du 11 février 2004 du Conseil d'administration portant sur la mise en œuvre de la M61,*
- *la délibération n° 2011-CA-41 du 15 décembre 2011 du Conseil d'administration portant les durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2015-CA-54 du 17 décembre 2015 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2016-CA-54 du 14 décembre 2016 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2017-CA-35 du 15 décembre 2017 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,*

*

* *

Les Services départementaux d'incendie et de secours sont soumis à l'obligation d'amortir les biens immobilisés acquis depuis le 1^{er} janvier 2004, qu'ils soient corporels ou incorporels. L'objectif poursuivi est d'améliorer la sincérité des comptes par la constatation comptable de l'amoindrissement de la valeur de chacun des éléments intégrés à l'actif de l'Établissement ; amoindrissement résultant notamment de l'usage, du temps ou encore d'un changement d'ordre technique.

La durée de vie probable du bien considéré permet de cerner au mieux cette notion de dépréciation et va donc servir d'assise dans le temps, au mécanisme d'amortissement qui sera initié à partir de l'exercice suivant la mise en service dudit bien.

Les durées d'amortissement doivent être fixées par le Conseil d'administration.

Des évolutions d'ordre technique, tant dans l'utilisation de certains matériels qu'en termes d'acquisition, rendent nécessaires l'actualisation de certaines durées d'amortissement.

Ainsi, une adaptation de la durée d'amortissement des véhicules légers est proposée car la prolongation de 5 à 10 ans a mis en évidence une augmentation des coûts d'entretien pendant la durée de vie programmée de ces véhicules (ex : courroie de distribution, embrayage, amortisseurs, injecteurs) et entrave toute stratégie de gestion du parc en fonction de son état.

Le tableau constitutif de l'annexe 1 présente les différentes durées d'amortissement proposées pour l'ensemble des catégories représentatives de biens susceptibles d'être acquis par le Service.

Ces durées d'amortissement proposées s'appliqueront aux acquisitions effectuées à compter du 1^{er} janvier 2019¹, se substituant donc aux dispositions des délibérations prises antérieurement.

¹ Et donc un impact sur le montant de la dotation aux amortissements 2020.

Il en va de même de l'application des principes suivants prévus par l'instruction M61 :

- l'application du mode d'amortissement linéaire (répartition égale de la dépréciation sur la durée de vie du bien),
- la fixation à 500 € TTC, du seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en 1 an, sauf si les achats constituent un ensemble homogène acquis par lot,
- la sortie de l'actif, des biens de faible valeur amortis sur 1 an, au 31 décembre de l'année suivant leur acquisition,
- la sortie de l'actif des biens acquis par lot, dont la valeur unitaire est différente, selon la méthode du coût moyen pondéré.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-35-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



Immobilisations incorporelles - Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Frais d'études (non suivies de réalisation)		5 ans	5 ans
Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)		5 ans	5 ans
Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)		5 ans	5 ans
Logiciels	Logiciels bureautiques	3 ans	3 ans
	Prologiciels métiers	10 ans	10 ans
	Système d'alerte	12 ans	12 ans
Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Matériel de transmission et de téléphonie	Récepteurs d'ordres (Récepteur Individuel d'Appel Sélectif, Transmetteur Individuel d'Appel Sélectif)	5 ans	5 ans
	Terminaux de téléphonies (téléphones IP, Numériques et DECT complexes)	8 ans	8 ans
	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8 ans	8 ans
	Infrastructures (autocommutateurs)	10 ans	10 ans
	Autres matériels de transmissions	8 ans	8 ans
	Autres matériels de téléphonie	8 ans	8 ans
Matériel bureautique	PC fixes	5 ans	5 ans
	PC portables	3 ans	3 ans
	Tablettes	3 ans	3 ans
	Ecrans	5 ans	5 ans
	Fax	3 ans	3 ans
	Imprimantes	1 an	1 an
Matériel informatique	Serveurs	6 ans	6 ans
	Matériel réseau	4 ans	4 ans
	Copieurs	5 ans	5 ans
Moyens élévateurs automobiles	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20 ans	20 ans
	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20 ans	20 ans
Véhicules sanitaires	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10 ans	10 ans
	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20 ans	20 ans
Engins pompes et de secours routiers	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25 ans	25 ans
	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20 ans	20 ans
	Dévidoirs Automobiles (DA)	25 ans	25 ans
Engins de balisage et opérations diverses	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20 ans	20 ans
	Véhicules Tous Usages (VTU) / Véhicules Tous Usages option Balisage et Signalisation (VTU-BS) / Véhicules LOGistiques (VLOG)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Maintenance (VMA)	10 ans	10 ans
Véhicules de liaison, de reconnaissance et de transport	Véhicules Légers (VL)	10 ans	8 ans
	Véhicules légers (VL) électriques	10 ans	8 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Groupe (VLRG) / Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Colonne (VLHRCC)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12 ans	12 ans
	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25 ans	25 ans
	Véhicule de transport de personnes (VTP)	15 ans	15 ans
Engins spécialisés	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20 ans	20 ans
	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20 ans	20 ans
	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10 ans	10 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20 ans	20 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12 ans	12 ans
Porte-cellules	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25 ans	25 ans
Cellules spécialisées	Toutes cellules	25 ans	25 ans
Remorques	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20 ans	20 ans
Matériels nautiques	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10 ans	10 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Equipement des véhicules	Boitiers de commande / Combinés haut parleur	10 ans	10 ans
	Roues	12 ans	12 ans
	Echelles	10 ans	10 ans
	Porte échelle	10 ans	10 ans
	Aménagement	suit la catégorie d'appartenance	suit la catégorie d'appartenance
Petit matériel de sauvetage et de lutte contre les incendies et les risques courants	Incendie	10 ans	10 ans
	Sauvetage	10 ans	10 ans
	dont cordes et hamais	7 ans	7 ans
	Désincarcération	15 ans	15 ans
	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15 ans	15 ans
Petit matériel de secours à personne	Matériel biomédical	8 ans	8 ans
	Matériel d'immobilisation	4 ans	4 ans
	Bagagerie	4 ans	4 ans
	Dispositif de transport	8 ans	8 ans
Equipement de protection des personnels (hors équipes spécialisées)	Tenue de protection textile	10 ans	10 ans
	Tenue F1/ Polos / Gants	2 ans	2 ans
	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	5 ans	5 ans
	Casques	15 ans	15 ans
	ARI	10 ans	10 ans
	Bouteilles sous pression	15 ans	15 ans
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées	<u>Spécialité risques technologiques :</u>		
	Tenues à usage limité	5 ans	5 ans
	Tenues lourdes	10 ans	10 ans
	Appareils de détection	10 ans	10 ans
	Sondes	5 ans	5 ans
	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15 ans	15 ans
	Barrages flottants	10 ans	10 ans
	Ecran de protection des rayonnements	15 ans	15 ans
	Citernes souples	10 ans	10 ans
	Détecteurs gazeux	5 ans	5 ans
	Douche de décontamination SAS	10 ans	10 ans
	Pincés à distance	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité sauvetage déblaiement :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Vibraphones et vibrascopes	10 ans	10 ans
	Elingues textiles	7 ans	7 ans
	Elingues et câbles acier	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité intervention à bord des navires :</u>		
	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10 ans	10 ans
	Tenues de survie en mer	7 ans	7 ans
	Bottes Feux de navire	7 ans	7 ans
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées (suite)	<u>Spécialité aquatique :</u>		
	Combinaisons humides et semi-sèches	5 ans	5 ans
	Combinaisons étanches	7 ans	7 ans
	Instruments d'éclairage (lampes...)	5 ans	5 ans
	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7 ans	7 ans
	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10 ans	10 ans
	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10 ans	10 ans
	Ceintures de lestage et plomb	10 ans	10 ans
	Détendeurs	10 ans	10 ans
	Paddle board	15 ans	15 ans
	<u>Spécialité Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux:</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Treuil	15 ans	15 ans
	Barquettes	20 ans	20 ans
	Civière	10 ans	10 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Mobilier, matériel et outillage techniques	Siège	5 à 15 ans	5 à 15 ans
	Mobilier		
	Audiovisuel		
	Outillages		
Immobilier	Autres	40 ans 20 ans 15 ans 10 ans	40 ans 20 ans 15 ans 10 ans
	Construction bâtiment		
	Réhabilitation bâtiment		
	Pylônes		
Reconditionnement de véhicules	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance - durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance - durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance
	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien		
Subventions	Subventions versées visant à financer un ou plusieurs équipements	durée d'amortissement du bien	durée d'amortissement du bien
		5 ans	5 ans

N°2018-CA-36

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
2
- Votants :
-

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE,
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER,
Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Florence DURANDE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU - représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-1,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) notamment son article 93,*
- *la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), notamment son article 107.*

*

**

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime (Sdis 76) est invité à tenir un débat d'orientations budgétaires (DOB) pour l'exercice 2019 et les années suivantes.

Ce débat, obligatoire, sur les grandes orientations budgétaires doit être réalisé deux mois avant l'examen du budget primitif 2019. Cette disposition est imposée par l'article L 3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) aux départements et transposée aux services départementaux d'incendie et de secours. Il doit s'appuyer sur un rapport dont la forme et le contenu ont été précisés par l'article 93 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), et l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Ces nouvelles dispositions visent à renforcer la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales.

Le rapport doit présenter les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le DOB constitue une étape essentielle du cycle budgétaire du Sdis 76, il permet d'informer les membres du conseil d'administration sur la situation financière réelle de l'établissement et ses perspectives budgétaires afin d'éclairer leur choix pour le vote du budget primitif 2019.

La note jointe au présent rapport, contenant les informations prévues par la loi (notamment les données en matière d'emprunt et de personnel présentées en annexes), sera transmise au représentant de l'Etat et publiée sur le site internet du Sdis 76 après la tenue du débat.

*

**

Les membres du Conseil d'administration ont pris connaissance du débat d'orientations budgétaires 2019 et en ont débattu.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

La présentation aux membres du Conseil d'administration des grandes orientations qu'il est proposé de suivre pour les prochains exercices budgétaires du Sdis 76 se déroule sous une forme pluriannuelle pour la troisième année consécutive.

La stratégie budgétaire du Sdis 76 a effectivement été définie depuis la fin 2016 et les projections financières afférentes ont été travaillées, puis affinées, pour être les plus réalistes possibles.

Il semble donc opportun, à l'occasion de la présentation de ce rapport, de faire un point d'étape sur la situation budgétaire dans laquelle le Sdis 76 se trouve (I), de vérifier si cette stratégie demeure en adéquation avec le contexte dans lequel évolue le Sdis 76 (II) et d'envisager les arbitrages à réaliser en vue d'une éventuelle réorientation (III).

*

**

I – L'état d'avancement de la stratégie budgétaire du Sdis 76 :

Avant d'apprécier la situation budgétaire actuelle du Sdis 76 (B), il convient de rappeler la trajectoire que s'est fixée le Sdis 76 (A).

A – Les engagements à l'origine la stratégie budgétaire du Sdis 76 :

Depuis plusieurs exercices, le Sdis 76 s'est inscrit dans une démarche de redressement de sa situation budgétaire puisqu'il était victime du célèbre effet ciseau depuis 2015, lorsque ses dépenses globales d'exploitation ont dépassé le volume total de ses recettes de fonctionnement annuelles.

Le retour progressif à une situation budgétaire saine et durable est d'ailleurs consacré dans la convention partenariale conclue entre le Sdis 76 et le Conseil départemental de la Seine-Maritime pour la période 2018-2021. Aussi, à moyen terme, il est visé à ce que le Sdis 76 n'ait plus besoin de compter sur son excédent de fonctionnement reporté pour équilibrer sa section d'exploitation.

Cependant, il faut souligner que cet objectif fort n'a pas été accepté au détriment de la qualité de service apportée aux usagers ni à la qualité des conditions de travail au sein de l'établissement.

En effet, en parallèle, des engagements de principe ont été formulés par le Président du Conseil d'administration au travers de la feuille de route qu'il a fixé au Directeur départemental lors de sa prise de fonction.

Ainsi, les axes de réduction des dépenses devaient prioritairement porter sur les charges à caractère général (chapitre 011 du budget) au gré des changements de pratiques et des mutualisations génératrices d'économies d'échelle.

Tout autant essentielle, la maîtrise de la progression des dépenses de personnel (chapitre 012 du budget) devait principalement être le résultat d'une recherche d'efficience tant au travers de la réorganisation des moyens fonctionnels et territoriaux envisagée que de la modernisation des outils mise en œuvre sur les années précédentes.

La capacité de mobilisation des moyens sur le terrain opérationnel devait, quant à elle, être préservée en respectant deux exigences :

- Le remplacement poste pour poste de tout départ d'hommes du rang issus de la filière professionnelle,
- Une politique de recrutement de sapeurs-pompiers volontaires (SPV) pour atteindre l'objectif fixé au schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) de 3 000 SPV en 2023.

La projection au fil de l'eau de ces mesures, telle que présentée l'an dernier à la même époque, n'étant pas suffisante pour se rapprocher d'un retour à l'équilibre budgétaire d'ici à 2021, le Sdis 76 avait auto-déterminé son obligation d'atteindre un volume d'économies de fonctionnement pérennes de l'ordre de 400 000 € supplémentaires chaque année.

A défaut de pouvoir compter sur un développement des recettes, des pistes de réflexions à approfondir étaient envisagées.

FONCTIONNEMENT	CA 2017 prévisionnel	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
RECETTES	88 892 354 €	86 917 939 €	88 055 112 €	88 850 342 €	89 841 960 €
DEPENSES	85 130 425 €	87 767 243 €	89 381 901€	90 838 296 €	91 864 713 €
OBJECTIFS MINIMUM D'ECONOMIES	- €	- 400 000 €	- 800 000€	- 1 200 000 €	- 1 600 000 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 761 929 €	- 449 304 €	- 526 789 €	- 787 954 €	- 422 753 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 296 656 €	10 058 585 €	9 609 281 €	9 082 492 €	8 294 538 €
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	10 058 585 €	9 609 281 €	9 082 492 €	8 294 538 €	7 871 785 €

Au-delà de permettre un rapprochement vers une situation budgétaire équilibrée, ces décisions avaient pour finalité d'assurer au Sdis 76 de disposer de marges pour avoir les moyens financiers de ses ambitions en investissement.

D'évidence, une épargne nette positive à terme donnerait, non seulement, la capacité au Sdis 76 de faire face au renouvellement de ses dotations en équipements mais, aussi, d'assumer une part prépondérante dans le financement de sa nouvelle politique immobilière.

L'excédent de fonctionnement non consommé pour couvrir une épargne nette négative pourrait alors être fléchée en autofinancement de l'ensemble des programmes de construction ou réhabilitation, dont le coût était estimé à près de 20 M€ pour les 10 prochaines années.

Comme rappelé dans le tableau présenté ci-avant, la projection réalisée l'an passé laissait présager :

- une clôture de l'exercice 2017 sur un résultat positif tant en section de fonctionnement que d'investissement,
- une situation légèrement dégradée au niveau de la section de fonctionnement de l'exercice 2018 alors que le solde de la section d'investissement resterait positif.

B – La situation financière actuelle du Sdis 76 :

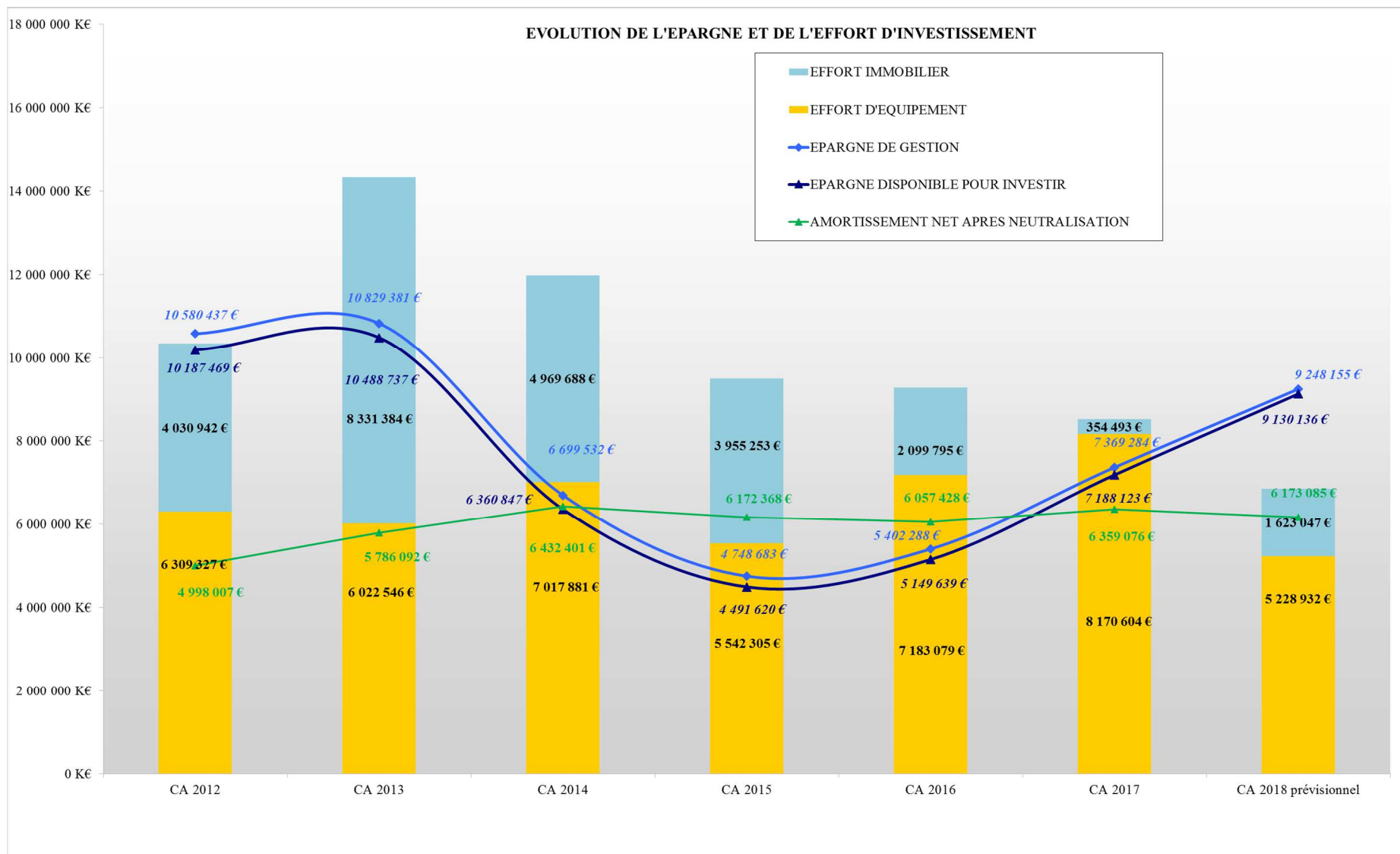
Confrontée à la situation actualisée, force est de constater que le Sdis 76 est placé dans une situation bien plus favorable et dispose d'excédents qui peuvent sembler confortables :

- l'excédent de fonctionnement ne devrait pas être consommé pour couvrir un résultat négatif sur cet exercice budgétaire ; au contraire, il progresserait de plus de 3 M€ :

FONCTIONNEMENT	CA 2017	CA 2018
PROJECTION ROB 2018 (avec ajustement)	10 058 585 €	9 609 281 €
PROJECTION ROB 2019	10 202 240 €	13 300 412 €
DIFFERENCE	143 655 €	3 691 131 €

- l'excédent d'investissement anticipé en léger retrait serait, finalement, lui aussi, orienté à la hausse :

INVESTISSEMENT	CA 2017	CA 2018
PROJECTION ROB 2018	1 822 738 €	1 546 769 €
PROJECTION ROB 2019	1 949 057 €	2 644 737 €
DIFFERENCE	126 319 €	1 097 968 €



Il est permis de se féliciter de ces résultats prévisionnels car c'est la conséquence directe des décisions entérinées par le conseil d'administration :

- les efforts soutenus de rationalisation opérés depuis 2016 dans tous les compartiments d'activité du Sdis 76 se traduisent par un niveau de charges à caractère général inférieur à 10M€ par an ;
- la suppression de 24 postes budgétaires (-12 sapeurs-pompiers professionnels – SPP – et - 12 personnels administratifs techniques et spécialisés – PATS) dans le cadre de la réorganisation structurelle et fonctionnelle qui n'a pas concerné les hommes du rang ;
- de manière ponctuelle, par la reprise au résultat de fonctionnement 2017 de la réserve complémentaire de 2 583 086,09 € constituée en 2015;
- une adaptation du volume financier du plan pluriannuel d'investissement aux capacités de financement du Sdis 76 intégrant les prémices d'une stratégie en matière de recours à l'emprunt.

Cependant, il faut immédiatement nuancer l'ampleur de ce qui peut apparaître comme une bonne nouvelle sur l'exercice 2018 car cela cache, en fait, des difficultés conjoncturelles auxquelles le Sdis 76 est confronté.

Au niveau de la section d'investissement, nonobstant les imprévus que peuvent réserver certains terrains ou des opérations de réhabilitation, les ambitions dans le domaine immobilier ont été contrariées par les moyens humains disponibles pour avancer sur ces dossiers.

Au niveau de la section de fonctionnement, la situation est plus délicate car elle est le reflet de difficultés de recrutement, particulièrement accentuées en 2018.

D'une part, le Sdis a connu un nombre de départs volontaires (mutation ou retraite) particulièrement important sur cet exercice s'agissant de pompiers professionnels. Or, l'absence de liste d'aptitude pour le grade de caporal, en raison du calendrier du concours, a fait obstacle au remplacement de ces agents.

Par anticipation et en concertation avec les organisations syndicales, le Service avait pourtant choisi d'actionner, pour la première fois, le recrutement de sapeurs de 2^{ème} classe sans concours dès la fin de l'exercice 2017.

Pour suppléer à ces vacances de postes, il s'est également résolu à recruter des SPP contractuels avec l'assentiment des représentants du personnel.

D'autre part, l'objectif d'une augmentation du nombre total de de SPV de 60 ne sera pas atteint sur 2018.

Pour remédier à cet écueil, deux pistes seront à explorer :

- recruter des SPV hors missions incendie,
- s'assurer de l'adéquation de l'offre de formation.

En définitive, les postes non pourvus et les objectifs de recrutements de SPV non atteints ont conduit à minorer le volume des dépenses de masse salariale (soit - 1,730 M € en 2018).

De surcroît, la mutation d'un sapeur-pompier professionnel avant le terme de son engagement à servir le Sdis 76, en contrepartie des frais de formation engagés, s'est doublée par l'encaissement de recettes exceptionnelles correspondant à la facturation au Sdis d'accueil d'une partie du coût supporté par le Sdis 76 pour rendre cet agent opérationnel (soit + 0,127 M € en 2018).

Au-delà de ces effets budgétaires qui sont imprévisibles, ces mouvements de personnels sont amplifiés par le fait qu'ils se produisent dans un environnement global qui est relativement défavorable au Service.

II – L'évolution du contexte dans lequel le Sdis 76 évolue :

Les perspectives présentées l'an dernier reposaient sur les postulats et/ou des partis pris déterminés en fonction des éléments identifiés et quantifiables budgétairement.

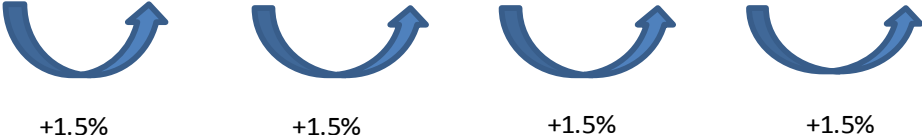
Ce nouvel exercice de prédictions est l'occasion d'actualiser les données qui avaient été prises en compte. De quels qu'ordres qu'elles soient, elles ont naturellement pu évoluer depuis cette date (A) ; quand il ne s'agit pas de nouvelles problématiques à intégrer qui sont apparues (B).

A – La variation de certains éléments déjà pris en compte :

En premier lieu, l'adoption du compte administratif de l'exercice 2017 a arrêté les bases de calcul des limites financières auxquelles le Sdis76 a accepté de s'astreindre dans le cadre de la convention de partenariat conclue avec le Département pour la période 2018-2021 :

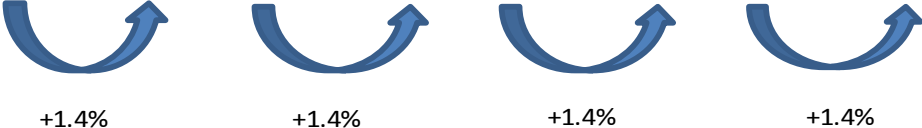
- des dépenses globales de fonctionnement (réelles et d'ordre) en progression moyenne de + 1,5% sur la période :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CA 2017	PLAFOND 2018	PLAFOND 2019	PLAFOND 2020	PLAFOND 2021
85 064 465	86 340 432	87 635 538	88 950 071	90 284 322



- des dépenses de personnel (chapitre 012) en progression moyenne de + 1,4% sur la période :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CA 2017	PLAFOND 2018	PLAFOND 2019	PLAFOND 2020	PLAFOND 2021
66 952 676	67 890 013	68 840 473	69 804 240	70 781 499



Cela matérialise des points de repère sur le chemin du rétablissement progressif de l'équilibre de la section de fonctionnement du Sdis 76.

D'ailleurs, une lecture comparée de la nouvelle trajectoire qui sera déterminée et du plafond de dépenses d'exploitation calculé pour 2021 permettra, facilement, de mesurer l'atteinte des objectifs ou les efforts supplémentaires à réaliser.

Deuxièmement, en échos aux développements précédents, il faut souligner une orientation à la hausse de l'indice des prix à la consommation, supérieure à ce qu'elle avait pu être escomptée dans les projections antérieures.

TAUX D'INFLATION	2018	2019	2020	2021
ROB 2018 - Loi de programmation finances publiques 2018-2022	1,40%	1,20%	1,50%	1,75%
ROB 2019 - Estimation de la Banque de France	2,10%	1,70%	1,80%	1,80%
Ecart	0,70%	0,50%	0,30%	0,05%

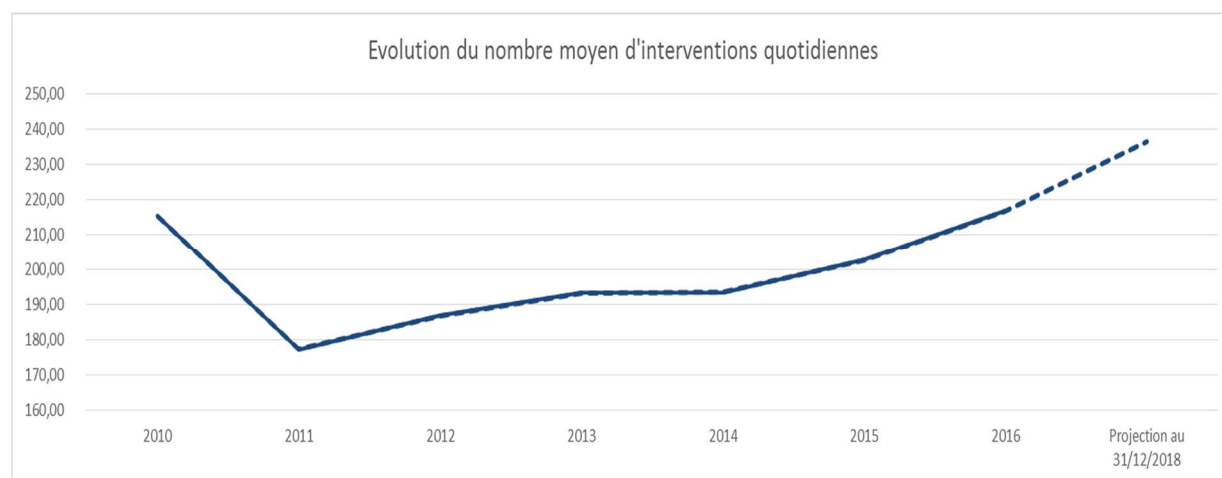
Cela laisse présager des coûts supplémentaires à périmètre de dépenses constant, même si les besoins de crédits projetés par les groupements et services sont effectués au regard des bases contractuelles

Dans le même registre, les normes nouvelles ajoutent leur lot de dépenses supplémentaires :

	Incidence budgétaire 2014	Incidence budgétaire 2015	Incidence budgétaire 2016	Incidence budgétaire 2017	Incidence budgétaire 2018	Incidence budgétaire 2019
Investissements		20 005,00 €	5 438,00 €	29 550,00 €	28 500,00 €	135 800,00 €
Charges à caractère général		916,00 €	1 831,00 €	2 747,00 €	62 550,00 €	108 980,00 €
Charges de personnel	590 270,00 €	1 356 965,00 €	1 049 577,00 €	1 993 425,00 €	1 872 156,00 €	2 467 474,00 €
Total	590 270,00 €	1 377 886,00 €	1 056 846,00 €	2 025 722,00 €	1 963 206,00 €	2 712 254,00 €

Le détail des surcoûts durablement envisagés sera développé ultérieurement dans le rapport.

Cette probabilité d'augmentation des dépenses est renforcée par un accroissement de l'activité opérationnelle au cours de l'exercice 2018 ; elle-même génératrice d'une surconsommation.

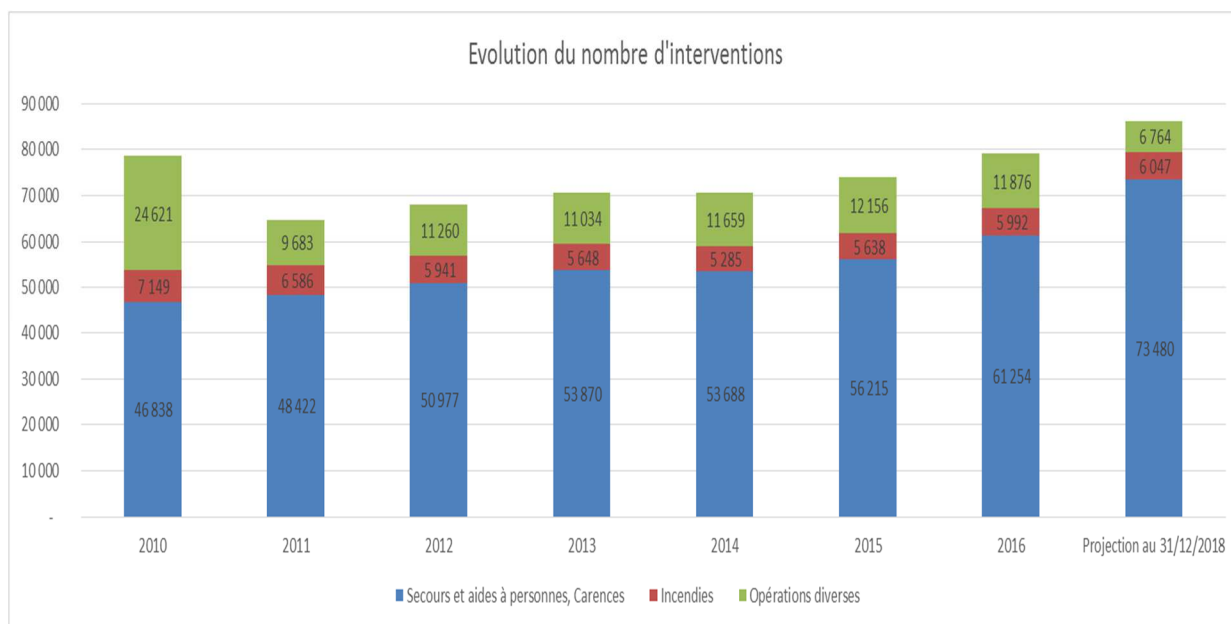


Données infosdis (Classification critère Infosdis DGSCGC)

De plus, le poids grandissant du secours à personnes, combiné à d'autres facteurs externes concourt à allonger, en distance et en durée, les déplacements lors de chaque intervention de cette nature.

Il faut ici souligner les effets négatifs :

- de l'indisponibilité grandissante en journée de la semaine des SPV,
- de la saturation des urgences des centres hospitaliers,
- des choix stratégiques nationaux en matière de répartition et spécialisation de l'offre de soins dans les territoires.



Données infodis (Classification critère Infodis DGSCGC)

Conscient de la pression opérationnelle, le Président du Conseil d'administration, particulièrement vigilant sur ce sujet, a d'ores et déjà donné mandat au Directeur départemental d'ouvrir une réflexion sur ce thème.

Dans ce cadre, la question des moyens et de leur rééquilibrage sur l'ensemble des territoires devra être prise en compte, en adéquation avec la capacité budgétaire du Sdis 76.

Dernier élément déjà appréhendé dans la préparation des projections mais qui connaît une évolution qui n'est pas neutre pour le Sdis 76 : les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales, qui rendent les contributeurs du Sdis particulièrement attentifs au niveau de l'actualisation du montant des contributions.

Certes, la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a mis un terme aux baisses unilatérales et généralisées de dotations de l'Etat à destination des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Cette disposition laissait espérer un desserrement de la contrainte budgétaire pesant sur les contributeurs du Sdis pour leur permettre d'accepter plus facilement le besoin d'augmentation de leur participation qui reste une des plus faible de France rapportée au coût par habitant, à près de 63,83 € (contribution 2016) :

Catégorie des Sdis	Recette moyenne du Département et du bloc communal par habitant en 2016
A	76,86 €
B	68,86 €
C	69,29 €

Données : les statistiques des services d'incendie et de secours – édition 2017 (DGSCGC)

Mais le même texte instaure un objectif national d'évolution maximale des dépenses réelles de fonctionnement, à + 1,2% par an à compter de 2018, aux collectivités locales et à leurs EPCI à fiscalité propre, dont le compte de gestion 2016 présente des dépenses réelles de fonctionnement supérieures à 60 M€, sous la forme de pactes financiers donnant lieu à sanction sur les dotations en cas de non-respect de ce plafond.

En Seine-Maritime, cinq entités sont concernées : les villes de Rouen et du Havre, la Métropole Rouen Normandie, la Communauté d'Agglomération Havraise (CODAH) et le Département.

La CODAH transfère cette obligation à la communauté urbaine qui va voir le jour le 1^{er} janvier 2019 par la fusion de la CODAH, la communauté de communes du canton de Criquetôt l'Esneval et la communauté de communes Caux Estuaire. De par son statut de communauté urbaine, ce nouvel EPCI se verra également confier, de droit, la compétence en matière de financement des Sdis.

Par voie de conséquence, deux des principaux contributeurs du Sdis 76, représentant 60 % de la population et 73 % des contributions appelées en 2018, seront concernés par l'obligation de maîtriser l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement, parmi lesquelles figurent à ce jour les contributions au Sdis.

Par effet de ricochet, cette contrainte pèsera inmanquablement dans la décision du Conseil d'administration d'actualiser le montant total des participations de fonctionnement apportées par le bloc communal.

Au-delà des thématiques déjà identifiées et dont l'impact financier peut être cerné, l'action du Sdis 76 est aussi confrontée à des problématiques nouvelles qui surgissent et sur lesquelles il va être amené à se positionner.

B – Les éléments nouveaux à prendre en compte :

Des obligations nouvelles peuvent apparaître ou certains concepts, par une évolution dans leur interprétation, peuvent devenir encore plus prégnants.

Bien souvent, le Sdis 76 se saisit rapidement de ces contraintes pour les étudier et diagnostiquer la situation dans laquelle se trouve le service vis-à-vis de celles-ci.

Mais la déclinaison des plans d'actions nécessite, ensuite, un temps de réflexion plus long pour être menée dans la concertation et rechercher l'adhésion du plus grand nombre.

De fait, même quand il est pris en compte, un élément nouveau ne trouvera pas aisément ou intégralement une traduction budgétaire immédiate ou correctement dimensionnée.

Il s'agit alors de données nouvelles de l'équation qui comportent une grande part d'incertitude.

De ce point de vue, l'année 2018 fut particulièrement généreuse au niveau de l'actualité européenne.

Tout d'abord, le règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018.

D'application immédiate, sans transposition dans le droit national, ce texte a supprimé de nombreuses formalités auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) mais, en contrepartie, a renforcé la responsabilité des organismes privés comme public en matière de protection des données personnelles recueillies.

En leur imposant de démontrer, en la documentant, leur conformité aux nouvelles dispositions, ce règlement inverse la charge de la preuve.

Comme l'appui du délégué à la protection des données du Département de Seine-Maritime a déjà permis de l'identifier, le travail pour cartographier le traitement des données au sein d'un Sdis et mettre en œuvre les mesures de protection à un niveau adapté va s'étaler sur plusieurs exercices.

De par son activité, un Sdis utilise des données nominatives, pour son fonctionnement interne (gestion des paies, règlement des fournisseurs...) et lors de la réponse aux appels du public.

Dans un contexte de rationalisation des ressources humaines dans les domaines fonctionnels, la mobilisation de personnels dédiés exclusivement à cette nouvelle mission n'est pas possible.

La solution consisterait davantage à s'appuyer sur un réseau de correspondants parmi les personnels en poste, en ciblant les risques les plus importants pour les traiter prioritairement. Le choix de confier cette mission nouvelle en complément d'autres fonctions impliquerait un processus de régularisation qui s'inscrive dans la durée.

Par ailleurs, la cour de justice européenne a rendu, le 21 février 2018, un arrêt important.

Il pourrait conduire à ce que les SPV soient considérés comme des travailleurs soumis à la directive 2003/88 du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Une telle interprétation risquerait, non seulement, de déstabiliser le modèle de sécurité civile français associant le salariat des SPP et le bénévolat des SPV, mais plus encore dégraderait durablement la qualité des secours tant la transformation du modèle serait économiquement insupportable pour le budget, déjà contraint, de la plupart des Sdis.

Enfin, deux thématiques dans le domaine de la lutte contre les risques professionnels ont particulièrement mobilisé le Sdis 76.

Il œuvre déjà depuis plusieurs années dans le sens d'une prévention accrue de ces dangers, en y dédiant une équipe au sein du service qualité de vie au service et en orientant ses investissements en équipements ou en aménagements pour améliorer la sécurité et les conditions de travail de ses agents.

Néanmoins, cette année aura permis de poser, au sein des instances participatives et représentatives des personnels, les diagnostics en matière de risques psychosociaux et de toxicités liées aux fumées.

Des plans d'actions en cohérence avec le futur projet d'établissement ne manqueront de venir proposer des mesures concrètes à court, moyen et long terme.

Seules les décisions déjà actées et quantifiables budgétairement sont prises en compte dans les projections pour les prochains exercices ; les autres solutions nécessitant encore d'être travaillées avant d'être prise en compte ultérieurement.

III – La nécessaire adaptation des projections financières du Sdis 76 :

Compte tenu de ce qui vient d'être exposé, il est nécessaire de revoir les ressources et les charges prévisionnelles du Sdis 76 telles qu'elles pourraient se profiler à l'horizon de 2021, tant en section de fonctionnement (A) que d'investissement (B), suivant la présentation traditionnelle retenue depuis trois exercices.

A – La section de fonctionnement :

Par définition, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de recettes (1) et de dépenses (2) nécessaires à la gestion courante du Service. Néanmoins, dans la logique d'une gestion saine et durable, il est nécessaire de dégager une épargne brute (3) qui autofinancera une partie de la section d'investissement.

1) Les recettes de fonctionnement :

Sur la période envisagée, les recettes de fonctionnement annuelles, hors reprise d'excédent antérieur, devraient augmenter en moyenne de + 0,94% en moyenne entre 2018 et 2022 :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
RECETTES	87 050 864 €	87 790 138 €	88 625 882 €	89 526 836 €

Les contributions des collectivités :

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent près de 94,5 % des recettes de fonctionnement.

➤ La contribution du Département :

La progression de 300 000 € de la contribution annuelle du Département sur la durée de la convention est conditionnée au respect des plafonds de dépenses.

A ce stade, il est misé sur la capacité du Sdis à tenir ses engagements en moyenne jusqu'en 2021.

Au-delà, il est retenu un maintien de la progression suivant le même rythme.

La contribution évoluerait comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT	46 031 000 €	46 331 000 €	46 631 000 €	46 931 000 €

➤ La contribution des communes et des EPCI

Depuis 2017, la répartition des contributions au sein du bloc communal visait à répondre à deux objectifs :

- une augmentation de l'enveloppe totale à répartir pour assurer au Sdis 76 les moyens financiers pour faire face à l'accroissement des charges de gestion liées à l'activité opérationnelle,
- une révision du mode de calcul pour tendre vers un rapprochement de la contribution moyenne par habitant.

Le nouveau mode de répartition, qui sera présenté dans un rapport spécifique au cours de cette séance, n'aura que peu d'impact sur le 1^{er} objectif : l'augmentation de l'enveloppe globale reste nécessaire pour faire face à l'augmentation du nombre d'interventions.

Cependant, l'évolution retenue pour l'inflation tient compte des éléments de contexte développés ci-avant dans le présent rapport, en envisageant une inflation moyenne de 1,20 % sur la période, comme suit :

	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
Taux d'inflation appliqué à l'enveloppe globale du bloc communal	0,70%	1,35%	1,55%

Le taux minoré en 2019 vise à accompagner la transition d'un mécanisme de répartition à un autre et à limiter les augmentations de contributions brutes en deçà de 5 % par an sur la période 2018-2021.

Les prévisions d'inflation de la Banque de France pour les années futures, rappelées précédemment dans le rapport, démontrent que l'effort proposé sur 2019 par le Sdis 76 présente peu de risque sur le volume total de ses recettes futures.

Ainsi, il est envisagé une évolution de ces contributions comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET EPCI	36 263 224 €	36 517 051 €	37 010 031 €	37 583 686 €

Les autres recettes réelles :

Les autres recettes réelles sont marginales dans la mesure où elles représentent près de 3,6 % des ressources du Sdis 76 sur la période :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
ATTENUATION DE CHARGES	855 037 €	788 830 €	788 830 €	788 830 €
PRODUITS DES SERVICES	1 334 712 €	1 242 552 €	968 149 €	952 383 €
AUTRES PARTICIPATIONS	1 181 585 €	1 050 020 €	1 051 850 €	1 054 710 €
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	57 192 €	- €	- €	- €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	275 440 €	119 000 €	189 000 €	189 000 €
AUTRES RECETTES	3 703 966 €	3 200 402 €	2 997 829 €	2 984 923 €

En dépit de la diminution des facturations aux collectivités locales des avantages acquis par leurs agents transférés lors de la départementalisation du Service en raison de leurs départs en retraite, l'actualisation annuelle des prestations onéreuses (détaillées dans des rapports dédiés lors de cette séance) et des mises à disposition de personnel devraient permettre de stabiliser le volume de ces recettes.

Le Directeur départemental envisage de solliciter les générateurs de risques particuliers qui ne contribuent pas aux dépenses de fonctionnement (CNPE, GPMR) et travaille actuellement en ce sens. Néanmoins, l'état d'avancement des discussions ne permet pas, à ce jour, d'intégrer des recettes supplémentaires.

Les opérations d'ordre budgétaire

Les crédits inscrits correspondent à la mise en œuvre systématique de la neutralisation de la dotation aux amortissements de certaines dépenses d'investissement, à l'amortissement des subventions perçues et aux valorisations des travaux en régie.

Sur la période, compte tenu de l'avancement des opérations immobilières notamment, elles devraient évoluer de la manière suivante :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	983 058 €	1 649 670 €	1 873 179 €	1 914 609 €
AMORTISSEMENTS DES RECETTES	69 616 €	92 015 €	113 843 €	112 618 €
OPERATIONS D'ORDRE	1 052 674 €	1 741 685 €	1 987 022 €	2 027 227 €

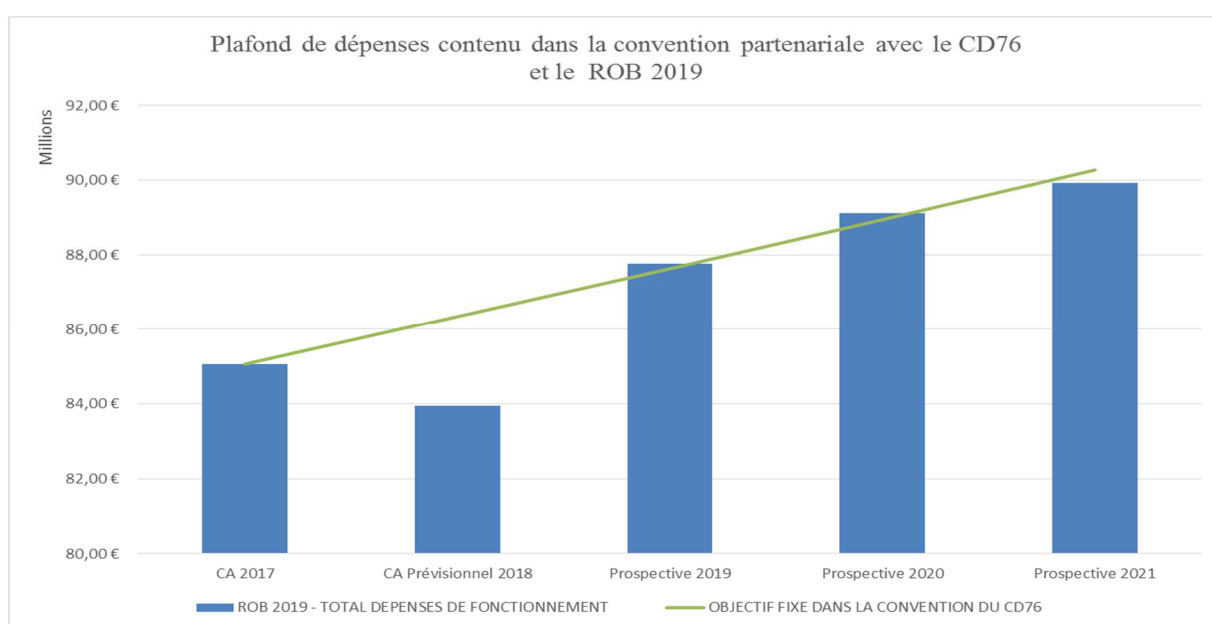
Ces écritures comptables permettent de réduire autant que possible le poids des dépenses d'exploitation au sein de la section de fonctionnement.

2) Les dépenses de fonctionnement :

La projection, ajustée au fil de l'eau, laisse présager une augmentation moyenne des dépenses de plus de + 2,30 % entre 2018 et 2021 :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
DEPENSES	83 952 692 €	87 765 632 €	89 123 680 €	89 930 929 €

Cependant, compte tenu de l'engagement pris par le Sdis 76 vis-à-vis du Conseil départemental, il est intéressant de comparer l'augmentation des dépenses de fonctionnement projetée au fil de l'eau et le respect du plafond au terme de l'exercice 2021 :



La marge semble tenue mais l'engagement devrait pouvoir être tenu.

En effet, l'évolution des différents postes de dépenses devrait être la suivante :

Les charges de gestion :

Les dépenses courantes d'un Sdis relèvent de trois catégories :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 931 539 €	9 687 577 €	9 889 176 €	10 179 849 €
CHARGES DE PERSONNELS	65 697 199 €	68 423 163 €	69 173 950 €	69 974 635 €
AUTRES CHARGES COURANTES	845 857 €	936 132 €	947 841 €	952 847 €
CHARGES DE GESTION	76 474 595 €	79 046 872 €	80 010 967 €	81 107 331 €

➤ Les charges à caractère général :

Malgré l'intégration du coût de la maintenance du nouveau Système de Gestion Opérationnelle en 2020 et les effets défavorables de la croissance de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), la progression moyenne annuelle de + 1,32% est inférieure à l'inflation prévue par la Banque de France.

Pour contenir les augmentations, les efforts de maîtrise des dépenses seront poursuivis dans tous les domaines. On peut notamment citer des économies durables envisagées sur le marché d'entretien des locaux, après redimensionnement des prestations attendues, ainsi que sur le recalibrage des puissances de certains compteurs électriques.

➤ Les charges de personnel :

Ces charges pèsent pour près de 78% des dépenses de fonctionnement sur la période.

Leur évolution dépend en partie de contraintes externes subies et de décisions de gestion.

Le Sdis 76 devrait rester impacté par les conséquences de dispositions nationales sur la période envisagée s'agissant :

- de la réinstauration d'une surcotation au CNFPT sur les rémunérations des officiers de sapeur-pompier, qui finance l'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompier (ENSOSP) de l'ordre de + 126 K€ par an.
- des revalorisations indiciaires qui s'appliqueront de 2019 à 2021, en lien avec les mesures prévues dans le cadre des « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR).
- de la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des filières administratives et techniques tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)
- de la revalorisation du taux de l'indemnité horaire de base des sapeurs-pompier volontaires (SPV) : dans un contexte où l'Etat cherche à inciter le volontariat, il est retenu le principe d'une augmentation de + 1% par an à compter de 2019 :

	2014	2015	2016	2017	2018 (au 1er octobre 2018)
Evolution moyenne de l'indice horaire de base des SPV	1,03%	0,00%	0,16%	0,63%	0,99%

Les décisions du Conseil d'administration prises dans l'intérêt du Service doivent également être intégrées dans les projections.

La strate opérationnelle reste une priorité dans un contexte d'accroissement du nombre des interventions et d'une diminution de la disponibilité des sapeurs-pompier volontaires en semaine et en journée.

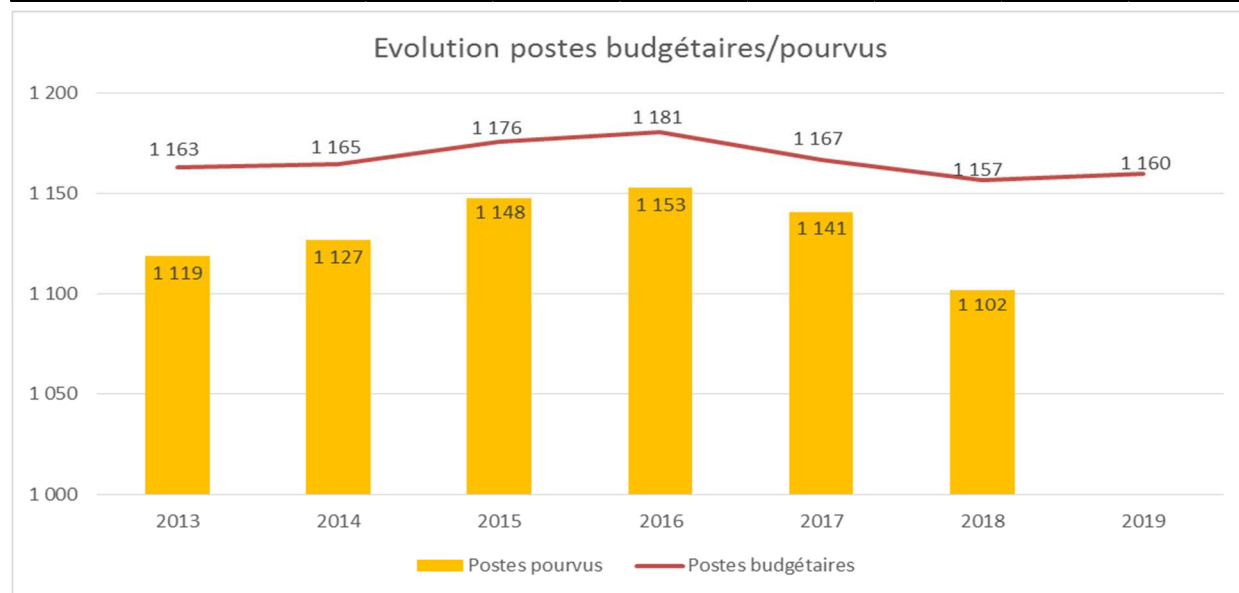
Ainsi, la parution des listes des candidats admis au concours de caporal et de sergent va permettre au Sdis 76 de pouvoir procéder à des recrutements et des avancements de grades pour remplacer les départs volontaires et combler les postes restés vacants durant l'année 2018. Il faut d'ailleurs souligner que l'intégration progressive des nouvelles recrues au grade de caporal ou sapeur de 2^{ème} classe au cours de trois formations initiales l'an prochain minorera, sur 2019, le coût de ces recrutements, pour le faire porter intégralement sur 2020.

Enfin, pour remédier aux difficultés et besoins conjoncturels mis en exergue dans la première partie du présent rapport, il sera proposé la création de trois postes :

- pour permettre l'envoi en formation d'officiers : + 2 lieutenants,
- pour être capable de porter la Nouvelle Politique Immobilière : 1 agent de la filière technique.

Le nombre de postes budgétaires serait ainsi arrêté à 1 160 au terme de l'exercice 2019, puis serait constant :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Postes budgétaires	1 163	1 165	1 176	1 181	1 167	1 157	1 160
Postes pourvus	1 119	1 127	1 148	1 153	1 141	1 102	
Taux d'occupation des postes	96,22%	96,74%	97,62%	97,63%	97,77%	95,25%	

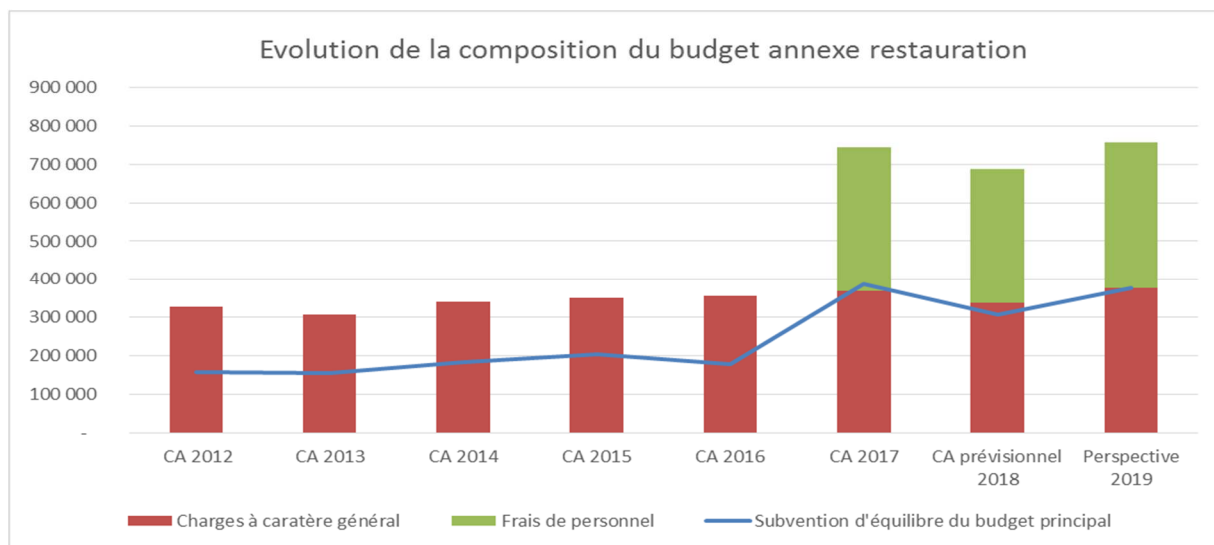


Les éléments de compréhension de la composition de la masse salariale du Sdis 76 sont développés dans l'annexe n°2 au présent rapport.

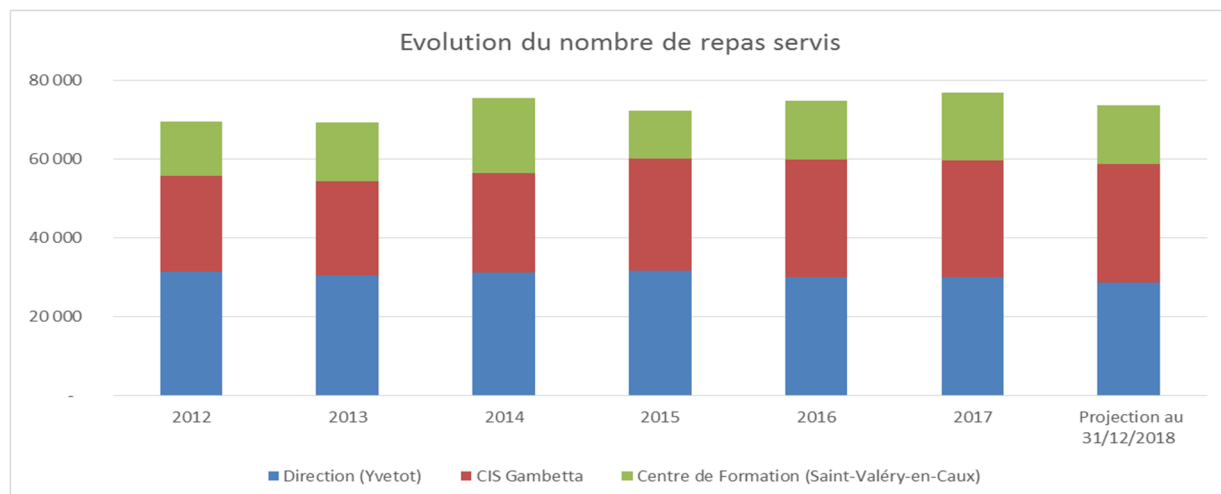
➤ Les autres charges de gestion courante :

Ces charges regroupent des dépenses de natures très diverses : la contribution ANTARES, les frais facturés dans le cadre des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM), les indemnités et frais de déplacements des élus, le fonds de secours, les subventions accordées aux associations ainsi que la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration.

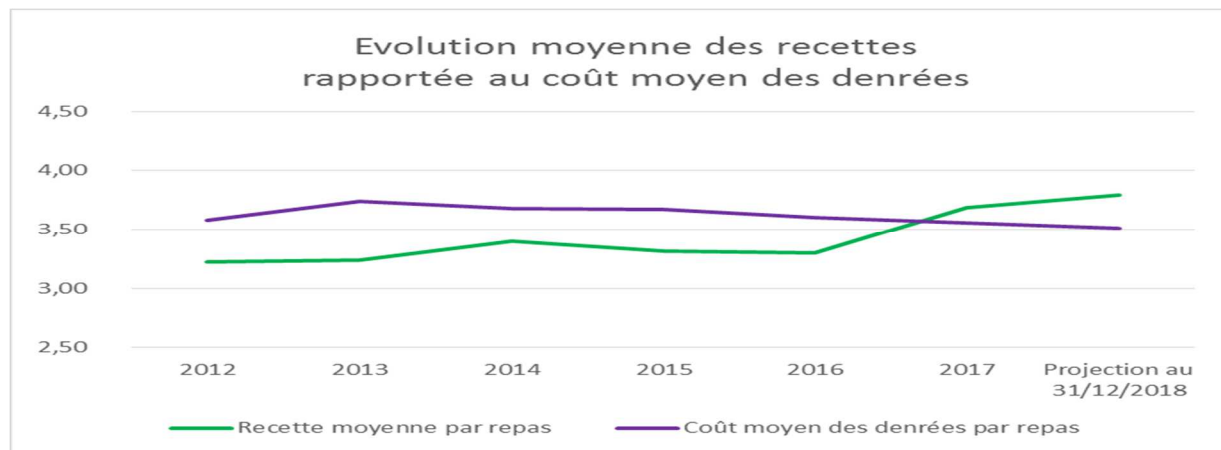
Néanmoins, ce chapitre connaît une certaine stabilité qui s'explique principalement par la maîtrise de la subvention d'équilibre au budget annexe Restauration :



Par ailleurs, en dehors des repas liés aux formations sur le site de Saint-Valéry-en Caux, on peut noter une relative stabilité du nombre des repas servis depuis 2015 :



Enfin, les recettes provenant de la revalorisation annuelle des tarifs suivant l'inflation et de la facturation au budget principal des repas fournis auparavant sans valorisation permettent de couvrir le coût des matières premières :



Les charges financières :

Leur projection théorique annonce une progression mais leur poids devrait rester limité sur la période considérée.

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
CHARGES FINANCIERES	17 860 €	16 987 €	29 903 €	93 042 €

Cela s'explique par les domaines que ces charges financières recouvrent :

- Le remboursement des intérêts d'emprunt et les intérêts courus non échus (ICNE) :

Ces frais financiers sont corrélatifs à l'encours d'emprunt contracté. Au 31 décembre 2018, le capital restant dû par le Sdis 76 s'établira à 1 737 749,57 €.

Ils progresseront suivant le volume des prochains contrats souscrits, les arbitrages réalisés entre taux fixes et variables, les marges négociées ainsi que l'évolution des cours au niveau du marché bancaire.

Au-delà des coûts déterminés, sont retenus pour les besoins de la projection :

- des taux fixes progressant de +0,4 point chaque année, en considérant un taux de 1,8 % en 2019 sur 20 ans ;
- des taux variables figés à 1% compte tenu du positionnement en territoire négatif de l'EURIBOR 3 mois et des marges pratiquées par les établissements bancaires.

- Les frais de mise en place de contrats et les commissions :

Ces frais financiers forfaitaires dépendent des conditions négociées lors de la souscription de prêts et du nombre de contrats conclus annuellement.

Il est considéré qu'ils sont couverts dans les intérêts d'emprunt susmentionnés.

- Les frais en lien avec la mobilisation d'une ligne de trésorerie :

A ce stade, la projection de la trésorerie ne nécessite pas de faire appel à ce type de produit financier.

Néanmoins, si un évènement venait à mettre sous tension le niveau de trésorerie, le Sdis 76 pourrait être amené à se positionner différemment et alimenter cette nature de dépense à partir des dépenses imprévues ouvertes à chaque budget.

Les autres charges réelles :

Le volume des autres charges réelles est presque symbolique :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
CHARGES EXCEPTIONNELLES	83 978 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €
DOTATIONS AUX PROVISIONS	150 500 €	- €	- €	- €
AUTRES CHARGES REELLES	234 478 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €

➤ Les charges exceptionnelles :

Bien que peu prévisibles, le Sdis 76 espère maîtriser l'évolution des crédits prévus pour faire face aux versements d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, aux annulations de titres d'exercices antérieurs ; aux éventuelles remises gracieuses ou aux indemnités à verser dans le cadre de contentieux.

Leur prévision est fondée sur le niveau minimum exécuté les années précédentes hors événement particulier.

➤ Les dotations aux provisions :

A ce stade, aucune provision ne serait constituée au cours de la période.

Les opérations d'ordre budgétaire :

En dépenses de fonctionnement, les opérations d'ordre correspondent exclusivement, au niveau de la préparation budgétaire, à la dotation aux amortissements.

La nouvelle projection intègre l'amortissement des opérations suivant un rythme annuel pour les équipements et à compter de la clôture prévisible des travaux telles qu'elles sont inscrites dans les autorisations de programme approuvées :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	7 225 759 €	8 673 773 €	9 054 810 €	8 702 556 €
OPERATIONS D'ORDRE	7 225 759 €	8 673 773 €	9 054 810 €	8 702 556 €

3) Le solde de la section de fonctionnement et l'épargne nette :

Ces deux notions sont analysées pour apprécier si la situation financière de toute structure publique est durablement saine.

Le solde de la section de fonctionnement :

Le solde de la section de fonctionnement, après couverture de l'éventuel déficit d'investissement et intégration du résultat de fonctionnement antérieur, constitue le résultat prévisionnel de l'exercice à reprendre au sein de la section d'exploitation l'année suivante.

En matière de prospective, il est nécessaire que le solde dégagé à la fin de chaque année soit positif ou nul. Un résultat négatif ne pourra être admis qu'exceptionnellement. Il engage alors l'établissement à prendre des mesures de redressement rapides.

En l'état actuel des projections développées auparavant, celui-ci devrait évoluer comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
RECETTES	87 050 864 €	87 790 138 €	88 625 882 €	89 526 836 €
DEPENSES	83 952 692 €	87 765 632 €	89 123 680 €	89 930 929 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 098 172	24 506	-497 798	-404 093
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	10 202 240	13 300 412	13 324 918	12 827 120
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	13 300 412	13 324 918	12 827 120	12 423 027

Le Sdis 76 peut se satisfaire d'être sur la voie de la maîtrise budgétaire et du respect de ses engagements financiers vis-à-vis du Conseil départemental.

Cependant, sa situation budgétaire reste précaire du fait du recours à l'excédent de fonctionnement reporté pour équilibrer la section de fonctionnement.

C'est maintenant que les nuances apportées à la situation budgétaire actuelle, qui n'est que conjoncturelle, prennent tout leur sens.

Plus que jamais, il faut rester vigilant sur la maîtrise des dépenses d'exploitation, à défaut de pouvoir compter sur une augmentation plus conséquente des recettes de fonctionnement.

A ce jour et en l'état des problématiques prises en compte, le volume d'effort à produire pour aboutir à un équilibre au terme de l'exercice 2021 peut être estimé à 250 K€ par an :

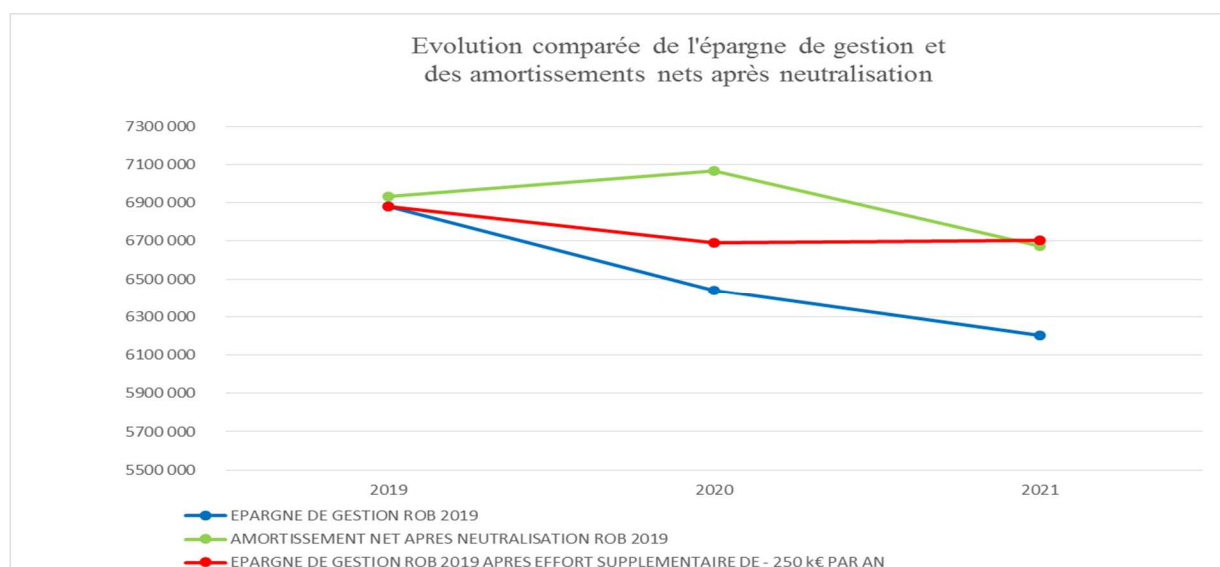
FONCTIONNEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
RECETTES	87 050 864 €	87 790 138 €	88 625 882 €	89 526 836 €
DEPENSES	83 952 692 €	87 765 632 €	89 123 680 €	89 930 929 €
OBJECTIF MINIMUM D'ECONOMIE			- 250 000 €	- 500 000 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 098 172	24 506	-247 798	95 907
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	10 202 240	13 300 412	13 324 918	13 077 120
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	13 300 412	13 324 918	13 077 120	13 173 027

L'épargne nette :

L'épargne nette (qui mesure à partir de l'épargne de gestion le montant des crédits disponibles pour l'équipement après financement des remboursements de dette) doit également être durablement positive pour apprécier si le principe d'équilibre réel du budget fixé à l'article 1612-3 du CGCT est vérifié, à savoir que « *le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section [...] fournissent des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice* ».

Concrètement, si l'épargne nette est positive et supérieure à la dotation nette d'amortissement, ce sera obligatoirement le cas.

Les projections actuelles démontrent que le respect de cette condition sera impossible à tenir si les efforts supplémentaires, de l'ordre de 250 K€ par an, ne sont pas atteints :



La reprise de l'inflation et l'assurance de dépenses nouvelles à absorber pourraient peser davantage sur les efforts à réaliser.

Fort heureusement, grâce à la stratégie mise en œuvre, le Sdis 76 dispose d'un excédent cumulé important au niveau de la section d'exploitation qui lui laisse une certaine latitude pour faire face, sereinement :

- à des dépenses nouvelles et concourir à l'équilibre de la section d'exploitation pour les exercices futurs (même si l'épargne nette restera dégradée en pareille hypothèse),
- ainsi qu'à l'autofinancement du programme de la NPI porté au sein de la section d'investissement.

B – La section d'investissement :

La section d'investissement est, par nature, celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine.

La section d'investissement présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours (1). Ces dépenses sont financées par les ressources propres de l'établissement et, éventuellement, par l'emprunt (2), voire grâce à l'excédent résultant de soldes positifs antérieurs cumulés (3).

1) Les dépenses d'investissement :

Sur la période envisagée, les dépenses d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
DEPENSES	8 409 072 €	12 723 548 €	12 099 363 €	15 693 634 €

Elles comprennent non seulement les opérations qui traduisent une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de l'établissement mais aussi le montant du remboursement en capital des emprunts et diverses dépenses ayant pour effet de réduire les fonds propres (reprises ou reversements, moins-value, etc).

Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) :

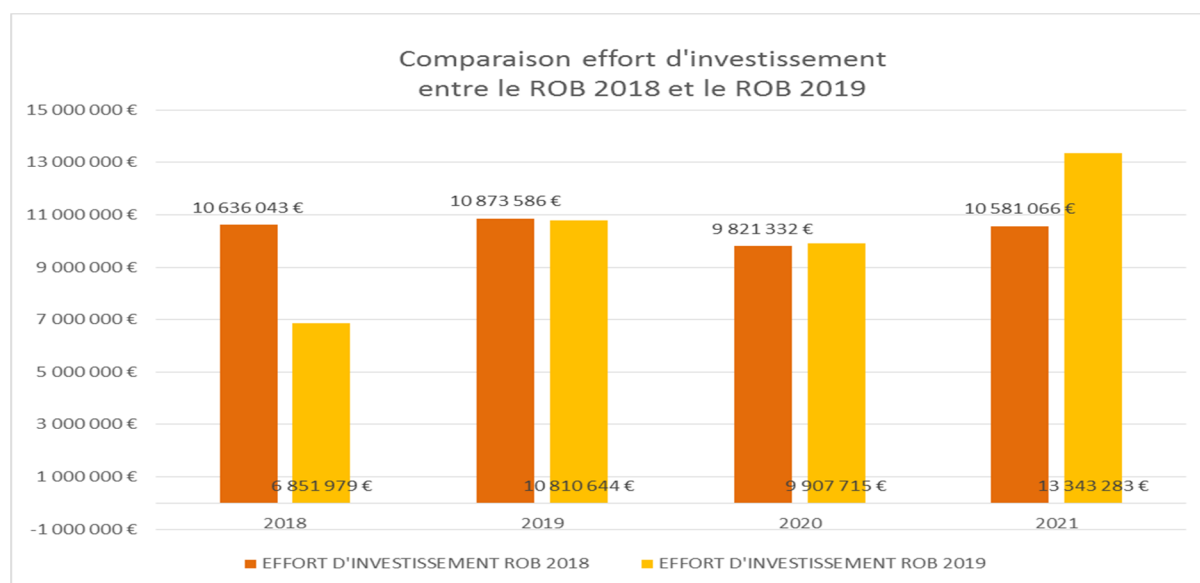
Ce plan est principalement formalisé dans les différentes autorisations de programme (AP) déclinant les objectifs poursuivis par le Service.

Il retrace :

- les dépenses d'équipement agglomérées au sein du plan pluriannuel d'équipement (PPE) qui sera proposé au conseil d'administration lors de l'adoption du budget 2019 et de l'actualisation des AP existantes ;
- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la nouvelle politique immobilière (NPI).

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
DEPENSES HORS AP	205 912 €	98 000 €	102 000 €	98 000 €
DEPENSES DU FUTUR PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT	5 023 020 €	4 903 991 €	4 603 593 €	3 456 783 €
DEPENSES IMMOBILIERES HORS NPI	1 064 265 €	4 616 653 €	1 002 703 €	138 500 €
DEPENSES IMMOBILIERES DE LA NPI	558 782 €	1 192 000 €	4 199 419 €	9 650 000 €
EFFORT D'INVESTISSEMENT	6 851 979 €	10 810 644 €	9 907 715 €	13 343 283 €

La trajectoire d'investissement reste globalement la même que celle présentée l'an dernier.



Le recrutement d'un agent chargé des opérations immobilières vise notamment à maintenir le cap et finaliser un maximum de programmes, subventionnés par le Département, avant le terme de la convention de partenariat conclue avec ce dernier.

Le capital de la dette à rembourser :

Au 31 décembre 2018, le Sdis 76 sera endetté à hauteur du capital restant dû sur les emprunts souscrits au titre des programmes de travaux 2016 et 2017.

A l'avenir, le Sdis 76 envisage de recourir à l'emprunt exclusivement pour financer une partie de la NPI, ce qui se traduira par des annuités théoriques de capital à rembourser comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
DETTE EXISTANTE	100 159 €	111 219 €	112 208 €	113 207 €
DETTE FUTURE	- €	- €	32 418 €	149 917 €
CAPITAL A REMBOURSER	100 159 €	111 219 €	144 626 €	263 124 €

Les éléments d'appréciation de la structure de la dette actuelle du Sdis 76 et de son évolution prévisionnelle sont développés en annexe n° 1 au présent rapport.

Les opérations d'ordre budgétaire :

Elles sont identiques à celles inscrites en recettes de fonctionnement pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	983 058 €	1 649 670 €	1 873 179 €	1 914 609 €
AMORTISSEMENT DES RECETTES	69 616 €	92 015 €	113 843 €	112 618 €
TRAVAUX EN REGIE	55 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
OPERATION D'ORDRE PATRIMONIALE	349 260 €	- €	- €	- €
OPERATIONS D'ORDRE	1 456 934 €	1 801 685 €	2 047 022 €	2 087 227 €

2) Les recettes d'investissement :

D'ici 2022, hors reprise des excédents antérieurs, les recettes d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
RECETTES	9 552 543 €	10 771 063 €	15 069 921 €	14 763 605 €

Les recettes d'investissement ont vocation à financer l'ensemble des dépenses de cette section, excepté le remboursement du capital de la dette qui ne peut être effectué que par des recettes propres.

Les recettes propres d'investissement sont constituées par l'épargne nette, les dotations, les subventions et les éventuelles cessions.

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Il s'agit d'une dotation versée aux collectivités territoriales et à leurs établissements pour compenser, à un taux forfaitaire, la charge de TVA supportée sur leurs dépenses réelles d'investissement de l'exercice antérieur. Le FCTVA est lié au volume des dépenses éligibles.

Mathématiquement, il devrait donc évoluer comme suit, sachant que le taux forfaitaire est actuellement fixé à 16,404 % :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
FCTVA	1 808 998 €	1 145 970 €	1 757 990 €	1 606 491 €

Les subventions d'équipement :

Elles correspondent aux diverses aides accordées en lien avec le programme d'investissement par différents organismes.

Le Conseil départemental a donné son accord de principe pour la participation au financement des programmes immobiliers à hauteur de 10 % des dépenses de travaux hors taxe.

En parallèle, la participation du bloc communal aux opérations de la NPI est acquise pour les projets de reconstruction des CIS de Fécamp et du Havre Sud.

Aussi, l'encaissement des subventions d'équipement qui suit essentiellement l'avancement des programmes immobiliers, devrait évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
SUBVENTIONS	168 526 €	109 125 €	1 359 125 €	1 467 500 €

Les autres participations qui seront accordées par le bloc communal au titre de la NPI seront intégrées au gré des mises à jour des perspectives lors des prochains exercices.

Les cessions d'immobilisations :

La prévision des cessions d'immobilisations se fait grâce à la ligne budgétaire 024 (produits des cessions) en recette d'investissement, mais une fois celles-ci réalisées les écritures sont inscrites en section de fonctionnement.

Elles sont donc uniquement indiquées pour le montant qui devrait être inscrit au budget prévisionnel pour 2019 au regard des biens identifiés pour être cédés et des probabilités minimales de prix de vente.

La projection de recettes pour les exercices 2020 à 2021 sont intégrées dans les produits exceptionnels en section de fonctionnement suivant la même logique d'estimation.

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
PRODUITS DE CESSIONS		70 000,00 €	- €	- €

Les opérations d'ordre budgétaire :

Elles sont identiques à celles inscrites en dépenses de fonctionnement (ordre ordinaire) ou d'investissement (ordre patrimonial) pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	7 225 759 €	8 673 773 €	9 054 810 €	8 702 556 €
OPERATION D'ORDRE PATRIMONIALE	349 260 €	- €		- €
OPERATIONS D'ORDE	7 575 019 €	8 673 773 €	9 054 810 €	8 702 556 €

Les emprunts à contracter :

Les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements.

Ils n'ont pas à être affectés explicitement à une ou plusieurs opérations d'investissement précisément désignées au contrat. Ils peuvent être globalisés et correspondre à l'ensemble du besoin de financement de la section d'investissement.

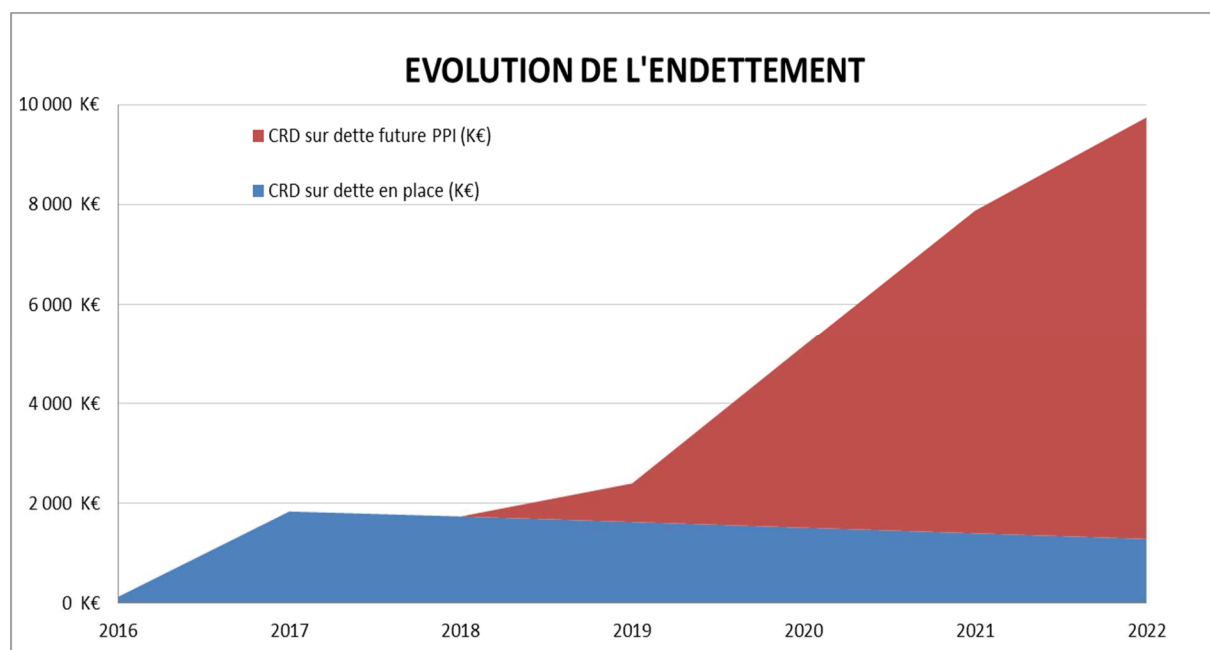
Le Sdis 76 souhaite diversifier le financement de ses investissements mais aussi d'adapter le volume d'emprunt à contracter pour consommer prioritairement l'excédent d'investissement disponible.

La stratégie d'endettement du Sdis 76 vise à privilégier le recours à l'emprunt pour financer les investissements portant sur des travaux immobiliers (constructions, reconstructions ou réhabilitations).

Aujourd'hui, il est retenu une moyenne de financement à 40 % du montant HT des opérations, après déduction des subventions dédiées perçues ; ce qui devrait se traduire sur les volumes suivants :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
EMPRUNTS NOUVEAUX	- €	772 195 €	2 897 996 €	2 987 058 €

Le capital restant dû (CRD) à la fin de chaque exercice serait donc théoriquement amené à progresser comme indiqué ci-dessous :



3) Le solde de la section d'investissement :

Le solde de la section d'investissement (intégrant les restes à réaliser) constitue le résultat prévisionnel de l'exercice à reprendre au sein de cette même section l'année suivante.

Sur la base de la prospective établie, le solde de la section d'investissement se présenterait comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2018 prévisionnel	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021
RECETTES	9 552 543 €	10 771 063 €	15 069 921 €	14 763 605 €
DEPENSES	8 409 072 €	12 723 548 €	12 099 363 €	15 693 64 €
SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 143 471	-1 952 485	2 970 558	-930 029
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	1 501 266	2 644 737	692 252	3 662 810
RESTE SUR EXCEDENT D'INVESTISSEMENT	2 644 737	692 252	3 662 810	2 732 781

La section d'investissement ne devrait pas laisser apparaître de besoin de financement non couvert par l'excédent antérieur reporté.

Le résultat de la section d'investissement ne devrait donc pas peser négativement sur la section de fonctionnement.

ANNEXE N° 1 : LA DETTE DU SDIS 76

La dette au 31 décembre 2018

Le Sdis 76 n'a contracté des contrats d'emprunt qu'en lien avec son budget principal.

La nature de la dette

La dette peut être synthétisée comme suit :

	Nombre de lignes	Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle
Consolidation mars 2017	1	1 037 882,99 €	1,31%	18 ans et 2 mois
Consolidation décembre 2017	1	699 866,58 €	0,53%	10 ans et 11 mois
Total dette	2	1 737 749,57 €	1,00%	15 ans et 2 mois

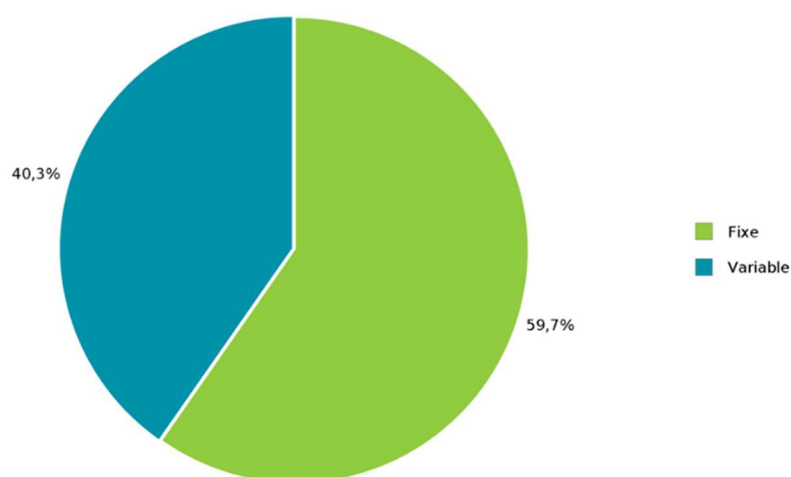
Au regard de l'excédent de la section d'investissement et des niveaux de réalisation dans le domaine des opérations immobilières, aucune nouvelle consolidation n'a été envisagée au cours de l'année 2018.

La répartition par prêteurs

Au 31 décembre 2018, la Caisse d'Epargne Normandie est l'unique prêteur du Sdis 76.

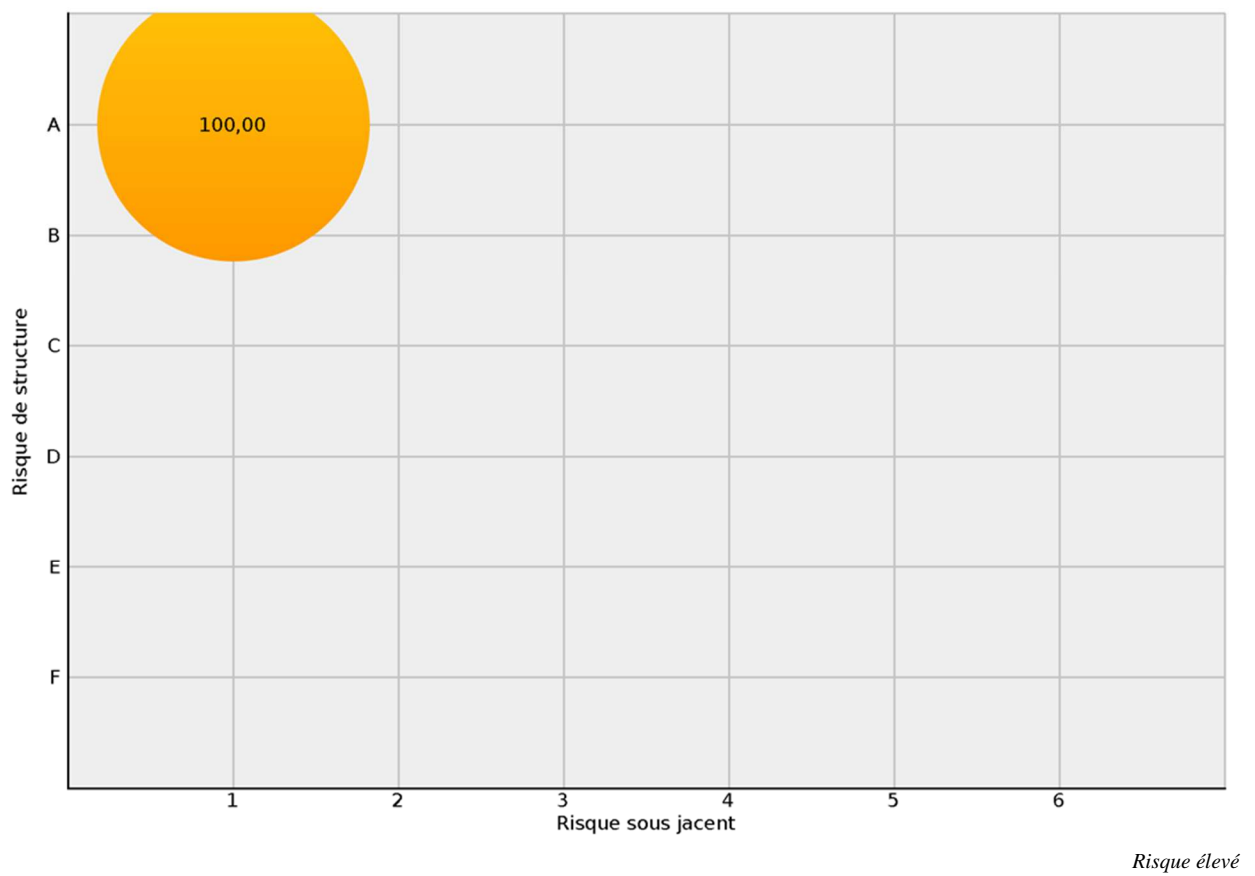
La typologie de risque de la dette

Type	Encours	% d'exposition
Fixe	1 037 882,99 €	59,73%
Variable	699 866,58 €	40,27%
Ensemble des risques	1 737 749,57 €	100,00%



Les emprunts en cours ne présentent pas de risque car ils sont intégralement classés en catégorie 1A de la charte Gissler.

Risque faible



Taille de la bulle = % du CRD

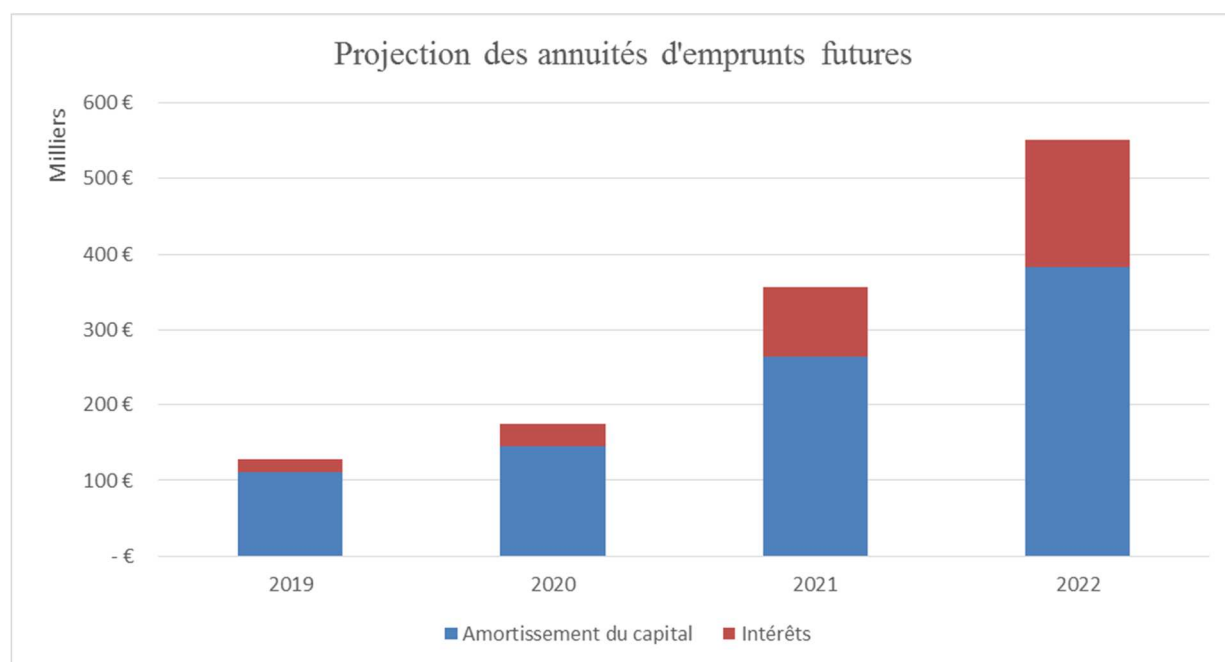
La dette projetée

Le montant du nouveau capital souscrit chaque année est conforme aux éléments développés précédemment dans le corps du rapport.

Ainsi, le calcul des annuités est projeté suivant les conditions suivantes :

Montant emprunté en prospective (en €)	2019	2020	2021
NPI	772 195,00 €	2 897 996,00 €	2 987 058,00 €
Taux d'intérêt	1,80%	2,20%	2,60%
Durée en années	20 ans	20 ans	20 ans

Soit une évolution des annuités prévisionnelles correspondant à :



La capacité de désendettement

La capacité de désendettement constatée sur les exercices antérieurs

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Capacité de désendettement (en années)	0,19 ans	0,15 ans	0,92 ans	inexistante	6,14 ans	0,47 ans

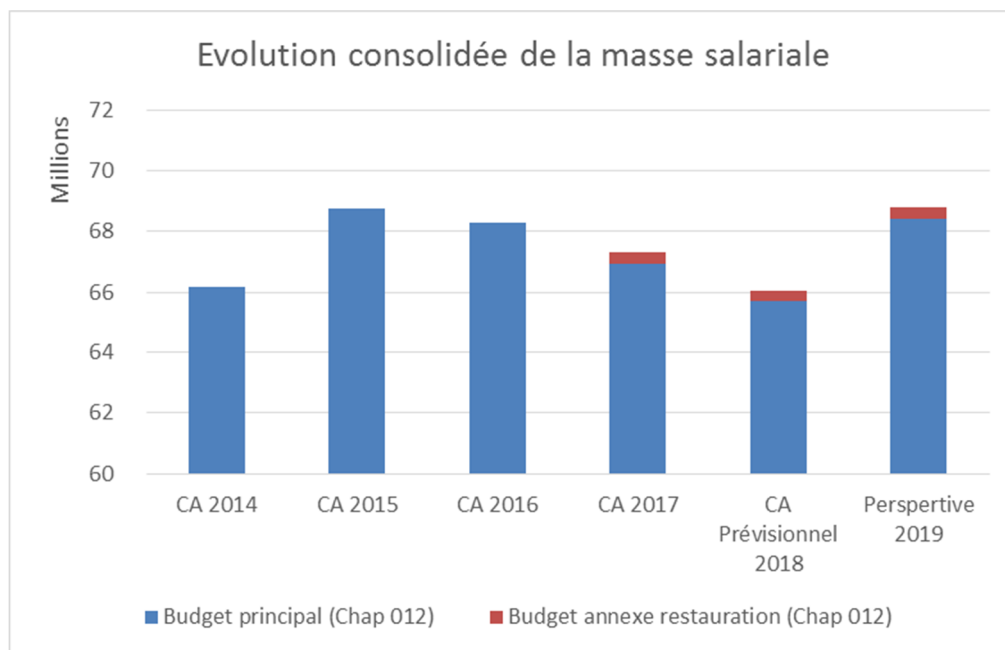
La capacité de désendettement projetée

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Capacité de désendettement (en années)	0,56 ans	97,89 ans	inexistante	inexistante	inexistante	inexistante

ANNEXE N° 2 : LA MASSE SALARIALE DU SDIS 76

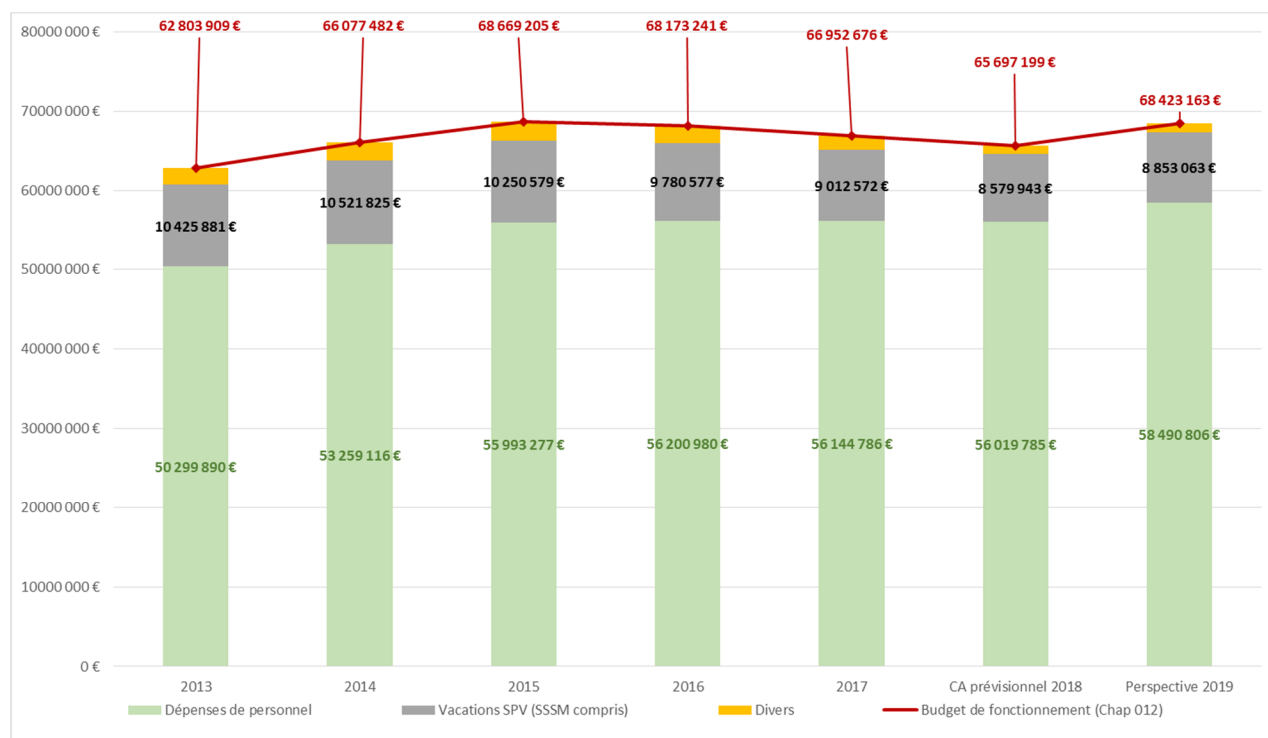
La masse salariale

L'évolution consolidée de la masse salariale se présente comme suit :

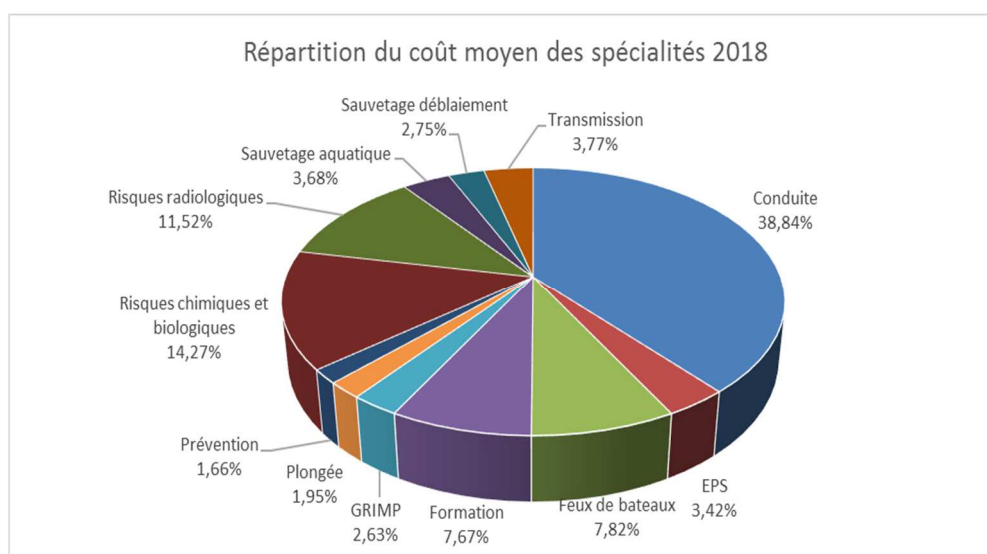
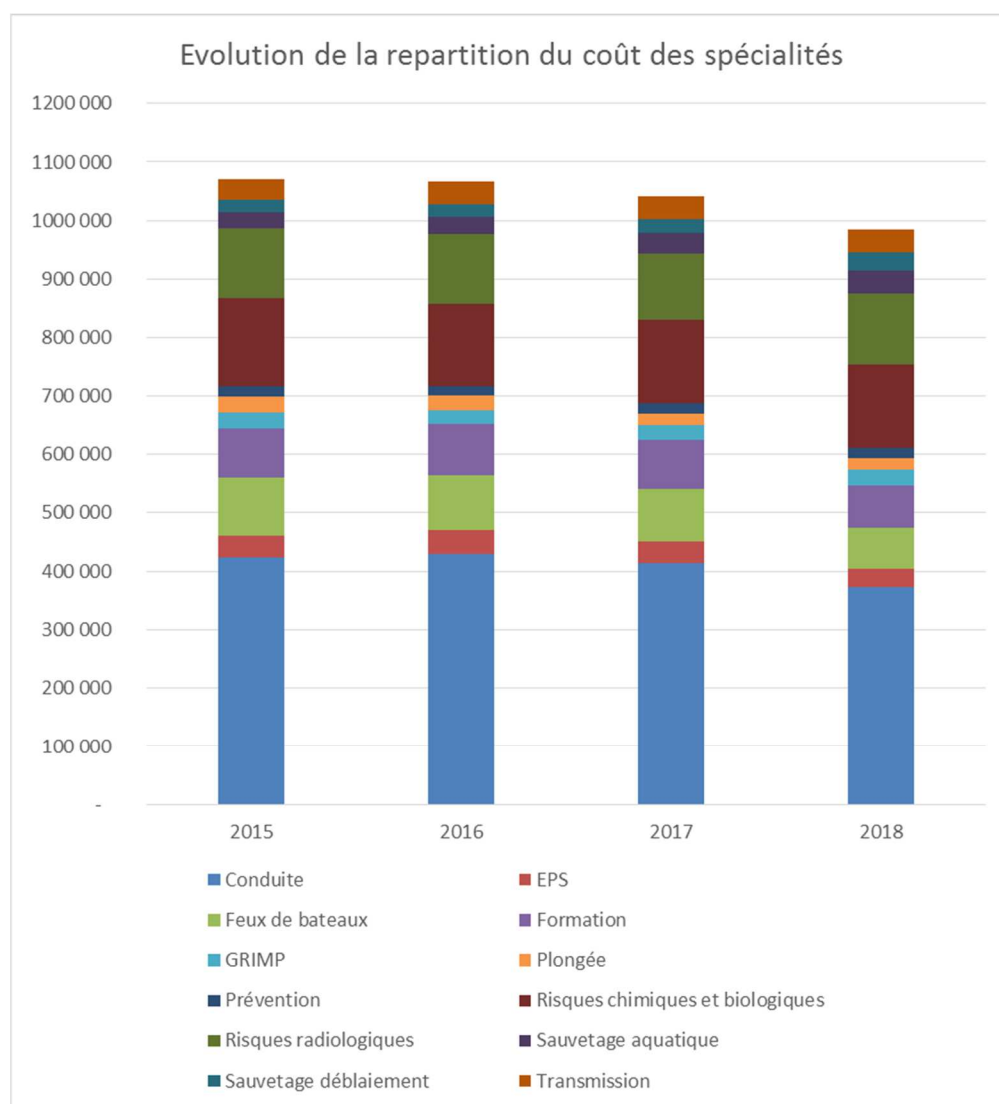


Pour mémoire, avant 2017, l'intégralité de la masse salariale du personnel de restauration était portée au sein du budget principal.

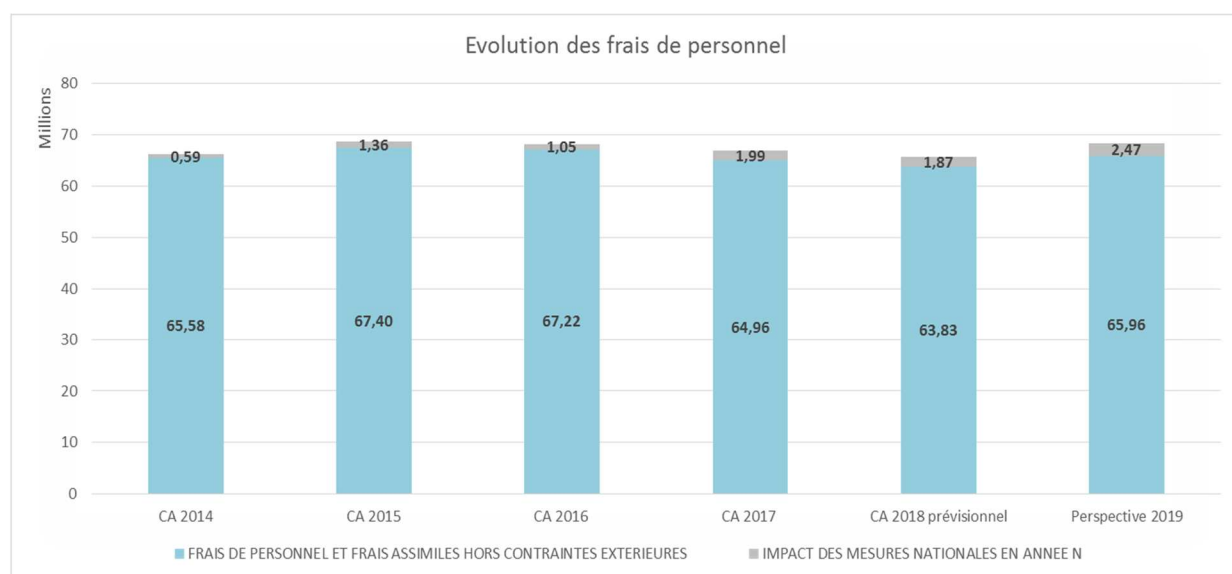
L'évolution de la composition du chapitre 012 du budget principal se détaille comme suit :



Parmi les dépenses de personnel, le montant des indemnités de spécialités se décompose comme suit :

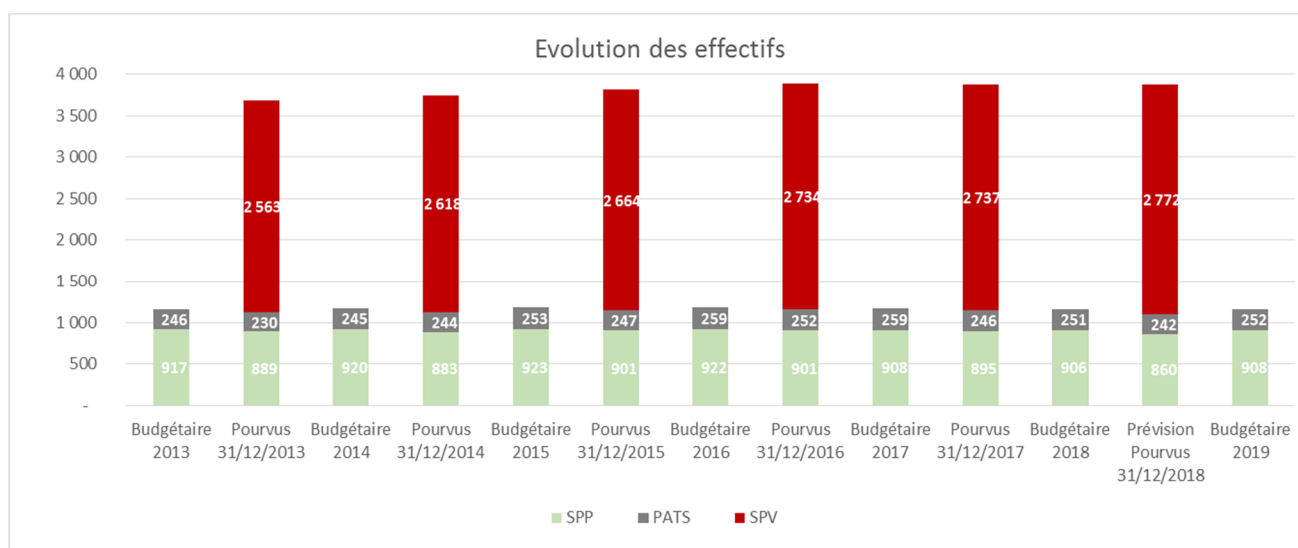


Au final, en comptabilisant l'impact des mesures nationales prises depuis 2013, cela devrait conduire à une augmentation des charges de personnel comme suit :

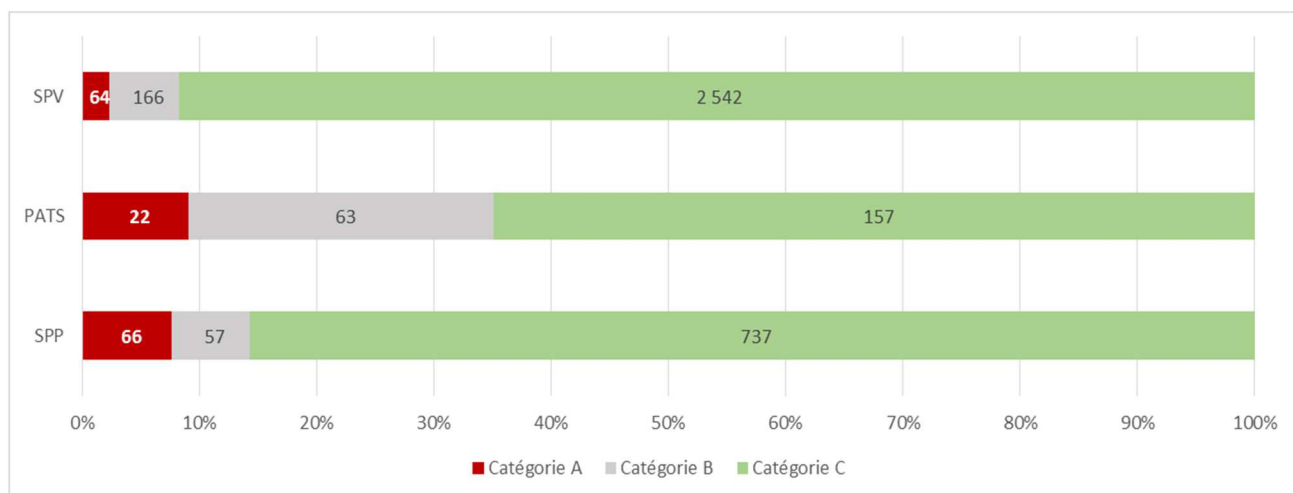


L'évolution des effectifs

L'évolution globale des effectifs se résume comme suit :



En 2018, la composition des effectifs, par catégorie se présente de la manière suivante :

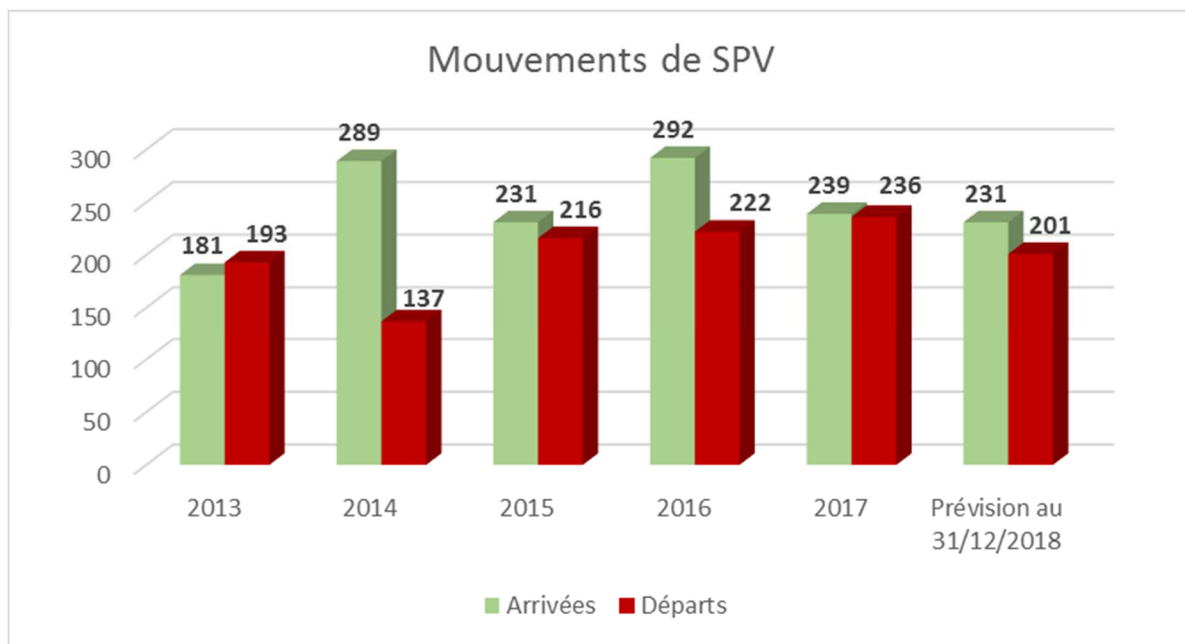


	2018	2017 pour mémoire
Catégorie A	152 personnes	164
Catégorie B	286 personnes	279
Catégorie C	3 436 personnes	3 461

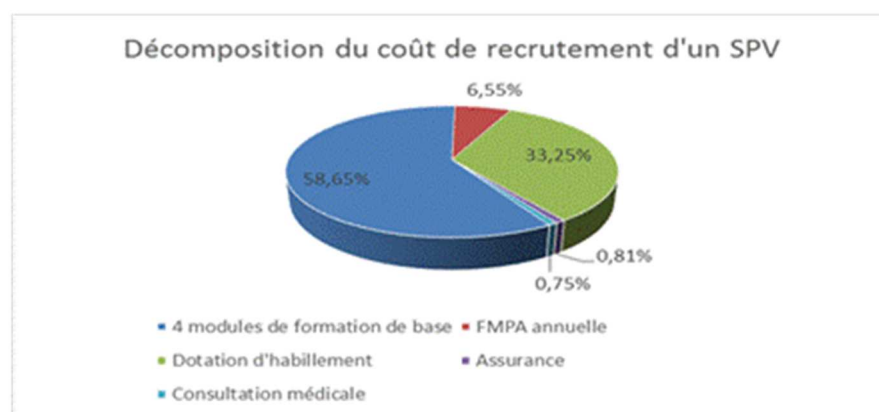
Les sapeurs-pompiers volontaires

	2013	2014	2015	2016	2017	Prévision au 31/12/2018
Nombre de SPV	2 563	2 618	2 664	2 734	2 737	2 767
Evolution annuelle		2,15%	1,76%	2,63%	0,11%	1,10%
Evolution cumulée		2,15%	3,94%	6,67%	6,79%	7,96%

Les mouvements au sein des SPV s'expliquent comme suit :

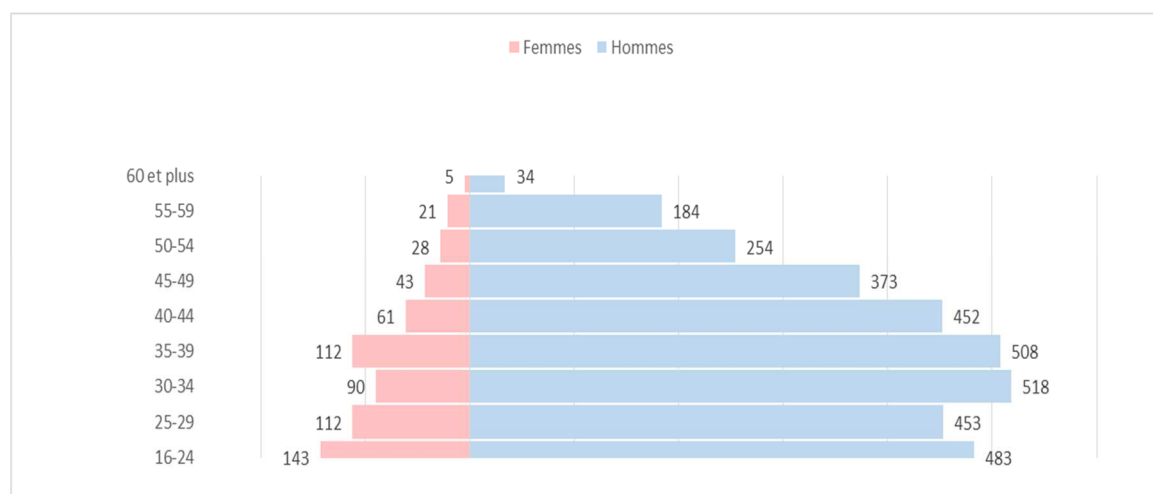


Pour mémoire, hors vacation, le coût moyen pour l'engagement d'un sapeur-pompier volontaire était estimé en 2018 à 4 963 € :



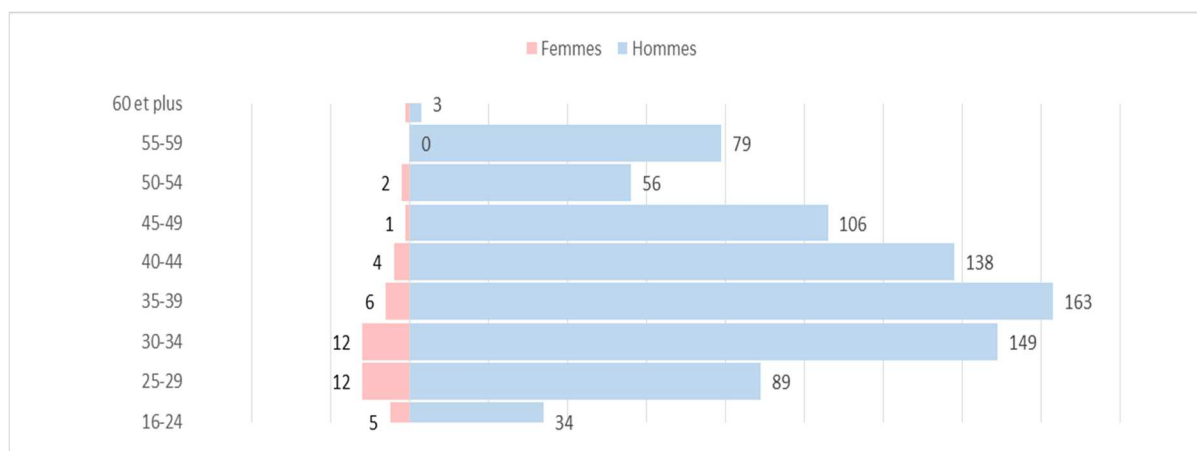
Les différentes pyramides des âges (au 31 décembre 2018)

La pyramide des âges de l'ensemble des personnels se présente comme suit :



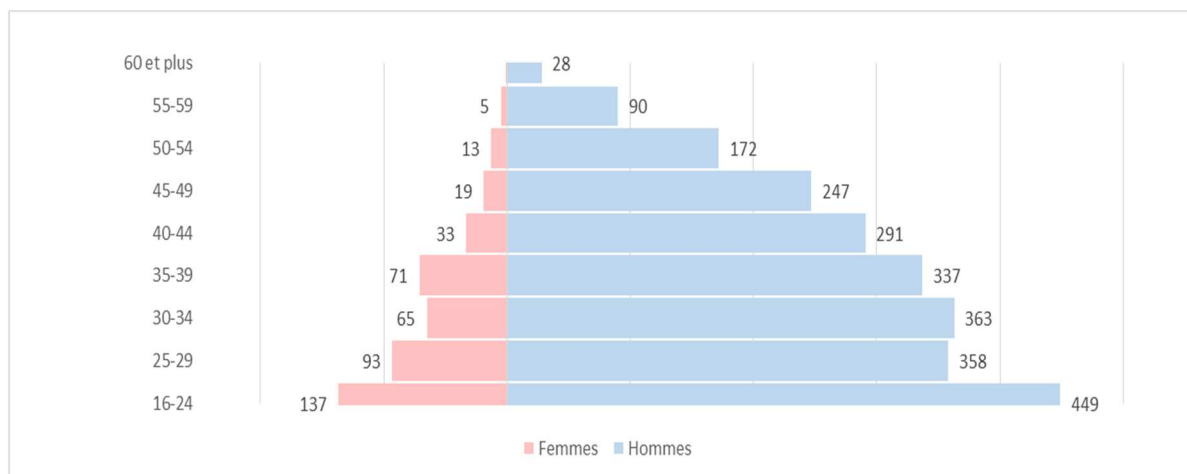
	2015	2016	2017	2018
Moyenne d'âge globale	40 ans	36 ans	39 ans	39,5 ans

La pyramide des âges spécifique aux SPP se présente comme suit :



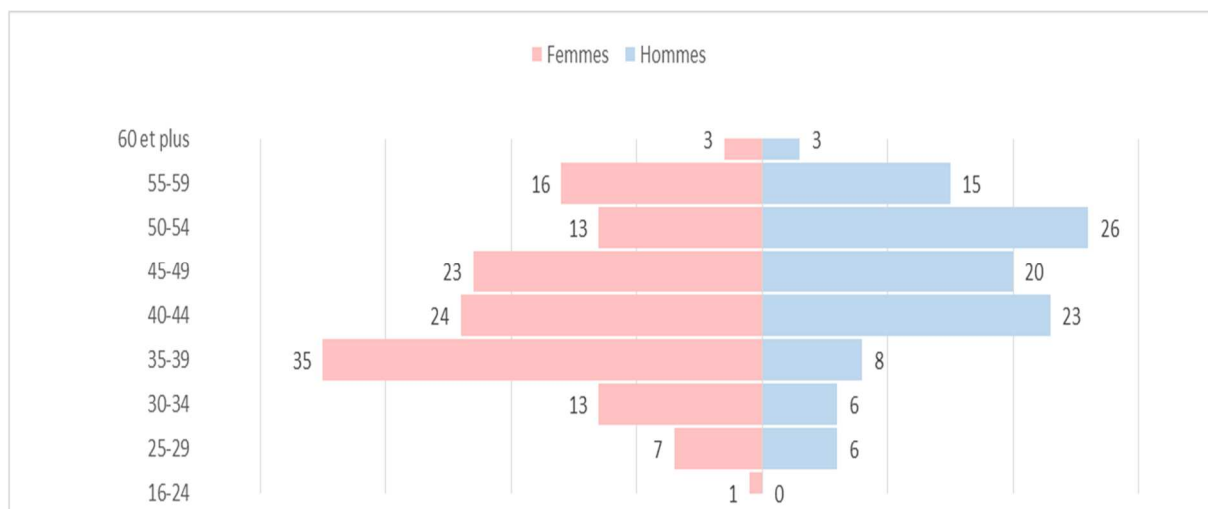
	2015	2016	2017	2018
Moyenne d'âge SPP	42 ans	39,5 ans	39 ans	39 ans

La pyramide des âges spécifique aux SPV se présente comme suit :



	2015	2016	2017	2018
Moyenne d'âge SPV	37 ans	34 ans	34 ans	35 ans

La pyramide des âges spécifique aux PATS se présente comme suit :



	2015	2016	2017	2018
Moyenne d'âge PATS	41 ans	43 ans	44 ans	44 ans

Le logement des agents

Depuis le 1^{er} février 2016, la réforme des logements de fonction instaurée par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a été mise en œuvre. Ce décret distingue deux types d'attributions de logement :

La concession de logement par nécessité absolue de service (NAS) : accordée lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logés sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. L'ensemble des agents logés par NAS bénéficie d'un arrêté individuel d'attribution d'une concession de logement et s'acquitte d'une cotisation CSG et RDS.

La convention d'occupation précaire (COP) : pouvant être accordée à un agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit au logement par NAS. Les agents logés par convention d'occupation précaire bénéficient également d'un arrêté d'attribution et s'acquittent d'un loyer calculé sur la valeur locative du bien.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, sur la base de la délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du 30 mars 2016, les agents s'acquittent également du paiement des fluides et des charges afférentes aux logements concédés.

En 2019, 4 agents seront logés par nécessité absolue de service (NAS) et 11 agents seront logés par convention d'occupation précaire (COP) :

Logements	2013	2014	2015	2016	2017		2018		2019	
					COP	NAS	COP	NAS	COP	NAS
SPP logés	83	86	84	55	25	8	21	9	11	4

Le temps de travail au Sdis 76

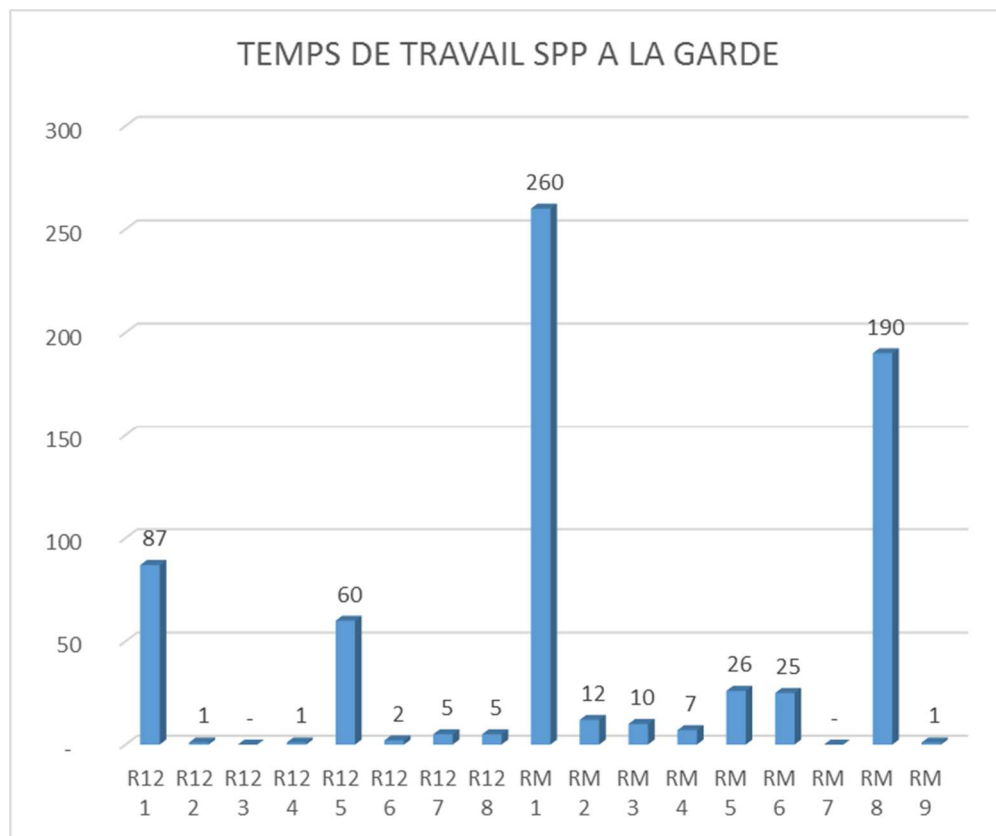
Les régimes de travail des sapeurs-pompiers professionnels en équipe de garde sont :

- le régime « mixte » (RM dans le tableau ci-dessous), qui associe des gardes de vingt-quatre heures et des gardes de douze heures ;
- le régime « douze heures » (R12 dans le tableau ci-dessous), composé uniquement de gardes de douze heures en journée ;
- le régime « CTA – CODIS », composé de gardes de douze heures de jour et de nuit ;
- le régime « Officier superviseur CODIS », composé de gardes de vingt-quatre heures et de périodes en service hors rang.

Les régimes et leurs champs d'application sont détaillés respectivement en annexe 7 et 6 du règlement intérieur du Sdis 76.

Le temps de travail des sapeurs-pompiers à la garde au 01/10/2018 se présente comme suit :

REGIME DE TRAVAIL	TEMPS DE TRAVAIL	NOMBRE SPP A LA GARDE AU 01/10/2018
R12 1	1 596	87
R12 2	1 584	1
R12 3	1 572	-
R12 4	1 560	1
R12 5	1 548	60
R12 6	1 536	2
R12 7	1 524	5
R12 8	1 512	5
RM 1	1 579	260
RM 2	1 567	12
RM 3	1 555	10
RM 4	1 543	7
RM 5	1 526	26
RM 6	1 509	25
RM 7	1 492	-
RM 8	1 600	190
RM 9	1 595	1
TOTAL		692



* R12 : régime douze heures

* RM : régime mixte

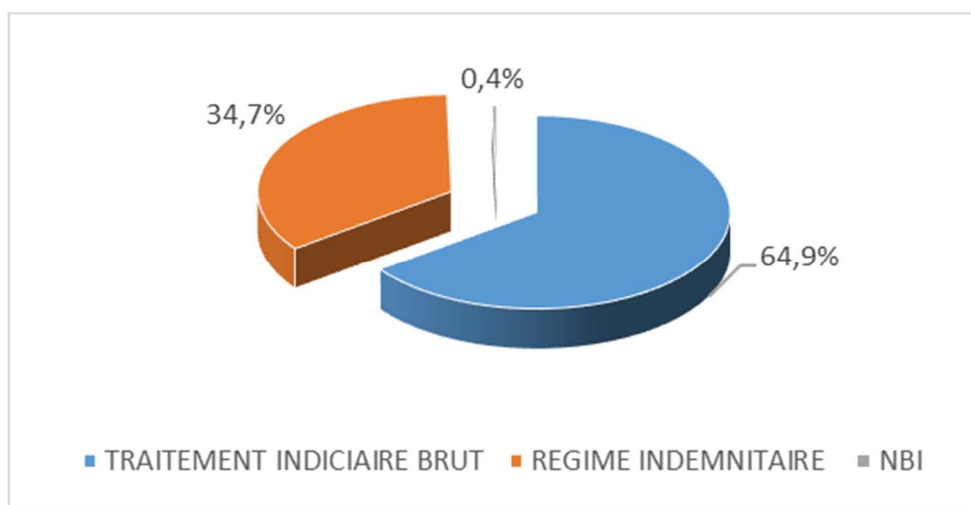
Le temps de travail des personnels administratifs, techniques et spécialisés et des sapeurs professionnels hors rang se présente comme suit :

TEMPS DE TRAVAIL ANNUEL	1 607 HEURES
TEMPS DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE	37 H 30
RTT	10 JOURS

Les éléments de rémunération

La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des personnels au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

TRAITEMENT INDICIAIRE BRUT	25 642 464,93
REGIME INDEMNITAIRE	13 711 975,11
NBI	149 137,69
TOTAL	39 503 577,73



La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des SPP au 31 décembre 2018 se décompose comme suit :

	SPP			TOTAL
	A	B	C	
TRAITEMENT INDICIAIRE BRUT	2 528 908,88	1 614 696,44	16 062 542,29	20 206 147,61
REGIME INDEMNITAIRE	2 141 712,68	1 186 436,66	8 847 593,58	12 175 742,92
NBI	6 185,52	-	113 818,37	120 003,89
TOTAL	4 676 807,08	2 801 133,10	25 023 954,24	32 501 894,42

	SPP		
	A	B	C
SOIT UN TRAITEMENT INDICIAIRE MOYEN BRUT ANNUEL	38 316,80	28 328,01	21 794,49
SOIT UN REGIME INDEMNITAIRE MOYEN BRUT ANNUEL	32 450,19	20 814,68	12 004,88

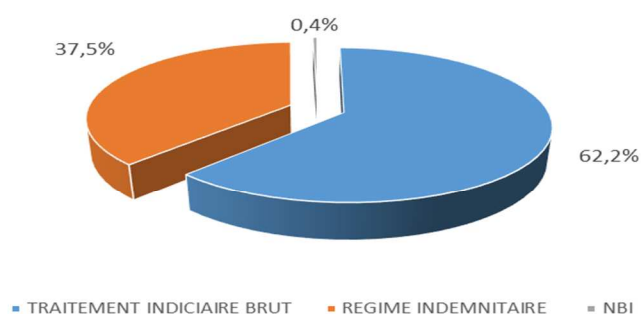
NB : la prime de feu est intégrée dans le régime indemnitaire des SPP.

La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des PATS au 31 décembre 2018 se décompose comme suit :

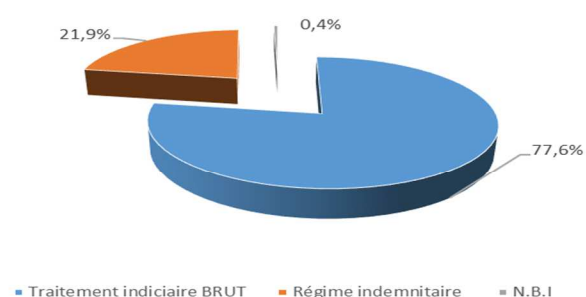
	PATS			TOTAL
	A	B	C	
TRAITEMENT INDICIAIRE BRUT	834 920,87	1 464 617,59	3 136 778,86	5 436 317,32
REGIME INDEMNITAIRE	310 136,82	507 615,50	718 479,87	1 536 232,19
NBI	10 480,96	16 077,10	2 575,74	29 133,80
TOTAL	1 155 538,65	1 988 310,19	3 857 834,47	7 001 683,31

	PATS		
	A	B	C
SOIT UN TRAITEMENT INDICIAIRE MOYEN BRUT ANNUEL	37 950,95	27 634,29	18 783,11
SOIT UN REGIME INDEMNITAIRE MOYEN BRUT ANNUEL	14 097,13	9 577,65	4 302,27

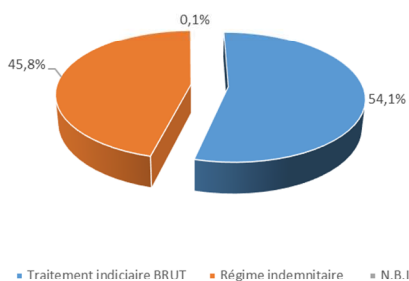
Eléments de rémunération pour les SPP



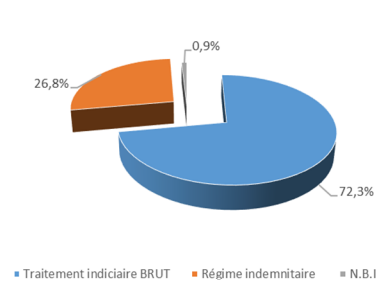
Eléments de rémunération pour les PATS



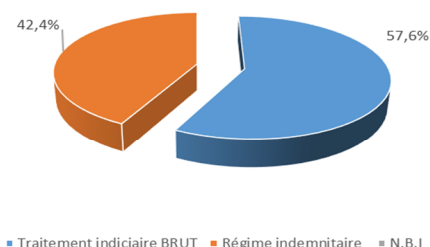
Catégorie A SPP



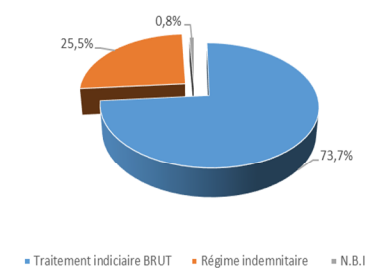
Catégorie A PATS



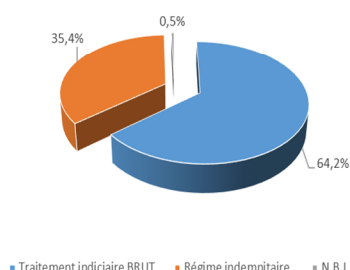
Catégorie B SPP



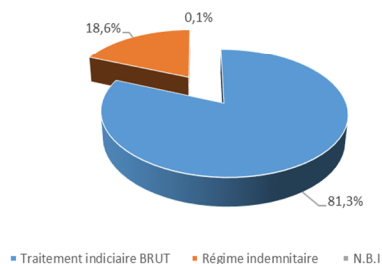
Catégorie B PATS



Catégorie C SPP



Catégorie C PATS



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
2
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER DES
DEPENSES JUSQU'A L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2019**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE,
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER,
Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Florence DURANDE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n° 2018-CA-08 en date du 14 février 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget principal,*
- *la délibération n° 2018-CA-09 en date du 14 février 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget annexe Restauration,*

*

* *

L'instruction budgétaire et comptable M61 prévoit les modalités d'exécution du budget pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du budget par le Conseil d'administration. Elle permet ainsi au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime (Sdis76), pour cette période, de recouvrer les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses. Cependant, la mise en œuvre est différente selon la section concernée.

Aussi, s'agissant de la section de fonctionnement, l'instruction permet la mise en recouvrement des recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour la section investissement, il est précisé que le Sdis peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

S'agissant des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, l'instruction comptable permet leur liquidation et leur mandatement dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture, éventuellement modifiée ultérieurement, de ladite autorisation de programme.

Le Sdis est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement de la dette (en capital et en intérêts) des annuités venant à échéance avant le vote du budget.

Le tableau ci-après recense les crédits ouverts pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du budget de l'année 2019 :

Chapitre	Libellé	BP 2018	Crédits maximum pouvant être ouverts dans l'attente du vote du BP 2019	Crédits autorisés avant le vote du BP 2019
BUDGET PRINCIPAL				
Section de fonctionnement				
011	Charges à caractère général	9 596 497,00 €	9 596 497,00 €	4 798 000,00 €
012	Charges de personnel	68 176 857,00 €	68 176 857,00 €	34 088 500,00 €
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00 €	963 038,00 €	481 500,00 €
67	Charges exceptionnelles	36 050,00 €	36 050,00 €	18 000,00 €
68	Dotation aux provisions	150 500,00 €	150 500,00 €	- €
022	Dépenses imprévues	5 837 756,35 €	5 837 756,35 €	30 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	8 360 000,00 €	8 360 000,00 €	4 180 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	4 000 000,00 €	4 000 000,00 €	
TOTAL		97 120 698,35 €	97 120 698,35 €	43 596 000,00 €
Section d'investissement				
20	Immobilisations incorporelles	612 881,40 €	153 220,35 €	- €
21	Immobilisations corporelles	8 045 595,89 €	2 011 398,97 €	- €
23	Immobilisations en cours	6 467 640,14 €	1 616 910,04 €	- €
27	Autres immobilisations financières	- €	- €	- €
020	Dépenses imprévues	628 564,13 €	157 141,03 €	98 000,00 €
TOTAL		15 754 681,56 €	3 938 670,39 €	98 000,00 €
BUDGET ANNEXE				
Section de fonctionnement				
011	Charges à caractère général	373 457,00 €	373 457,00 €	186 000,00 €
012	Charges de personnel	381 045,00 €	381 045,00 €	190 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	10,00 €	10,00 €	- €
67	Charges exceptionnelles	250,00 €	250,00 €	- €
022	Dépenses imprévues	9 300,00 €	9 300,00 €	1 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	13 200,00 €	13 200,00 €	6 000,00 €
TOTAL		777 262,00 €	777 262,00 €	383 000,00 €
Section d'investissement				
21	Immobilisations corporelles	15 600,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €
020	Dépenses imprévues	1 081,54 €	270,39 €	200,00 €
TOTAL		16 681,54 €	4 170,39 €	3 900,00 €

Ces crédits autorisés seront obligatoirement inscrits au budget lors de son adoption.

Pour mémoire, s'agissant des autorisations de programme, les crédits de paiement sont ouverts à hauteur des derniers montants validés, selon le détail suivant :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2019
2010000006	Construction Groupement Ouest	225 847,00 €
2012000001	Plateau technique de formation	222 945,55 €
2013000002	Modernisation outils info. de gestion	86 387,67 €
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	330 000,00 €
2014000012	Construction CIS Le Havre Sud	794 400,00 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 074 363,00 €
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	153 882,00 €
2016000002	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	820 067,00 €
2016000003	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	98 000,00 €
2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipement des matériels roulants	320 659,00 €
2016000005	Acquisition de mobiliers	40 000,00 €
2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	800 000,00 €
2016000007	Renouvellement de matériels SSSM	79 028,00 €
2016000008	Maintien en condition opérationnelle du système d'information	658 000,00 €
2017000001	Travaux au Centre Départemental de Formation	1 369 000,00 €
2017000002	Reconstruction d'une maison à feu au Centre Départemental de Formation	273 396,70 €
2017000003	Réhabilitation et aménagement du CIS de Cany Barville	53 200,00 €
2017000004	Construction CIS de Duclair	20 000,00 €
2018000001	Sécurité dans les établissements du Sdis	150 000,00 €
2018000002	Développement durable et économie d'énergies	690 000,00 €
2018000003	Construction CIS de Fécamp	150 000,00 €
TOTAL		9 409 175,92 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-37-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018
Publication : 14/12/2018

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODALITES DE REPARTITION DES CONTRIBUTIONS COMMUNALES
OU INTERCOMMUNALES**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,*
- *la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe*
- *le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,*
- *le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,*
- *la circulaire d'application du décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997, relative à l'organisation des services d'incendie et de secours,*

*

* *

Le financement des Services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) est principalement assuré par les communes ou les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de financement des Sdis et par le Département dans le respect des critères établis par le législateur.

Ainsi, il appartient au Conseil d'administration du Sdis de fixer librement les modalités de calcul des contributions des communes et des EPCI sous réserve que le montant global des contributions versées par ces entités n'excède pas celui de l'exercice précédent augmenté de l'inflation.

Lors de la départementalisation du Service départemental d'incendie et de secours, le Conseil d'administration du Sdis 76 a approuvé un montant de participation pour chaque contributeur en fonction de sa population, son effort fiscal et du coût que représentait pour lui le service local pré-existant.

Les contributions ont ensuite varié suivant un principe de proportionnalité, sans remise en cause de la répartition initiale, ni actualisation des critères retenus, jusqu'en 2016.

En 2017, pour réduire les écarts entre contributeurs présentant un nombre d'habitants comparable, le Conseil d'administration a adopté un principe visant à rapprocher progressivement le montant de la contribution par habitant du montant moyen départemental.

L'évaluation du mécanisme mis en application pour tenir cet objectif s'est déroulée au cours de l'année 2018. Des représentants de l'ensemble des contributeurs composant le bloc communal y ont été associés dans un souci de transparence et d'ouverture sur le sujet.

A l'aulne de l'évolution du statut territorial des contributeurs et des pactes financiers conclus par certaines collectivités avec l'Etat, cette analyse a conduit à proposer une révision du mode de calcul des contributions.

Il est notamment apparu opportun de corréliser le niveau de contribution des territoires avec l'organisation des moyens de secours et son coût.

En effet, la réponse opérationnelle est construite de manière à garantir aux citoyens un accès équitable aux secours en tous points du Département à un coût maîtrisé au travers du Schéma départemental d'analyse et couverture des risques (Sdacr). Elle repose sur une structuration des moyens humains et techniques différente en fonction de la classification de la commune (ou de son quartier pour les communes nouvelles) dans le Sdacr afin de répondre au délai d'intervention des premiers secours qui a été défini :

Zone A	10 minutes
Zone B	15 minutes
Zone C	20 minutes

Aussi, cette organisation a-t-elle conduit à proposer des modes de calcul et de répartition des contributions qui tendent vers une contribution moyenne par habitant suivant la classification zonale retenue au Sdacr.

Le mécanisme proposé est le suivant :

Sur la base des contributions brutes reconstituées pour 2018 et de la classification des communes dans le Sdacr, il est proposé d'identifier le montant total de recette correspondant à chaque zone et d'y appliquer le coefficient d'inflation retenu par le Conseil d'administration pour déterminer l'enveloppe totale de contributions à appeler au titre de l'exercice 2019 pour chaque zone.

En répartissant le montant des enveloppes zonales entre les communes appartenant à cette zone proportionnellement à la population indiquée dans leurs fiches DGF, l'égalité financière entre les contributeurs disposant de moyens similaires sera respectée.

La population constituant un des critères les plus objectif et représentatif du niveau de concentration de l'activité opérationnelle, il apparaît justifié de le conserver pour calculer la contribution au Sdis 76.

Cependant, les écarts constatés entre les contributeurs par rapport aux contributions moyennes par habitant de chaque zone à atteindre invitent à proposer une application progressive du critère de la population dans le mécanisme.

	Contribution brute 2018 par habitant la plus basse	Contribution brute 2018 par habitant cible	Contribution brute 2018 par habitant la plus élevée
A	18,71 €	36,96 €	47,95 €
B	11,17 €	28,00 €	50,70 €
C	6,41 €	17,21 €	47,62 €

Ainsi, il est proposé de calculer la contribution brute sur les périmètres communaux à partir de la formule suivante :

$$\text{Contribution communale brute de l'année N} = \left\{ \begin{array}{l} 95,25\% \text{ du} \\ \text{montant} \\ \text{total de} \\ \text{contribution} \\ \text{brute de la} \\ \text{zone} \end{array} \right\} \times \frac{\text{Contribution communale brute N -1}}{\text{Ensemble des contributions communales brutes N -1 des communes relavant de la zone}} + \left\{ \begin{array}{l} 4,75\% \text{ du} \\ \text{montant} \\ \text{total de} \\ \text{contribution} \\ \text{brute de la} \\ \text{zone} \end{array} \right\} \times \frac{\text{Population communale de la fiche DGF N-1}}{\text{Population totale des communes relevant de la zone (fiches DGF N-1)}}$$

Il convient de préciser que s'agissant des communes nouvelles comprenant des quartiers inscrits dans des zones différentes dans le Sdacr, la population de la fiche DGF de la commune nouvelle est répartie entre les communes déléguées (qui correspondent aux quartiers du Sdacr) proportionnellement à la dernière population des communes déléguées connue avant la création de la commune nouvelle. Dans ce cas spécifique, le montant brut de contribution de ces communes nouvelles est déterminé par addition des montants des communes déléguées qui la composent.

De même, le montant brut de contribution des EPCI est déterminé par addition des montants des communes qui le composent.

Enfin, avant de fixer le montant à appeler auprès de chaque contributeur (c'est-à-dire la contribution nette), il est pris en compte le financement du dispositif de soutien au volontariat des communes rurales (au sens de l'INSEE) ou de moins de 5 000 habitants ayant conventionné, avant le 1^{er} octobre de l'année N-1, pour libérer leurs personnels engagés en tant que sapeur-pompier volontaire dans un Centre d'incendie et de secours (Cis) non mixte, tel que stipulé dans le Règlement opérationnel en vigueur au 1^{er} octobre de l'année N-1.

Ces communes bénéficient d'un abattement fixé à 1 000 € par agent communal disponible ou, à titre exceptionnel, de 500 € par agent pour les communes contributrices qui sortent du dispositif en cas de modification du statut du Cis en centre mixte.

Le montant total des abattements accordé est répercuté sur l'ensemble des autres contributeurs proportionnellement au niveau de leur contribution brute de l'année N.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier avec 13 voix pour et 2 abstentions.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-38-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONTRIBUTIONS COMMUNALES OU INTERCOMMUNALES POUR 2019

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,
- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe
- le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,
- le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- la circulaire d'application du décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997, relative à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- la délibération du Conseil d'administration du 13 décembre 2018 relative aux modalités de répartitions des contributions communales ou intercommunales,

*

* *

En application du mécanisme de répartition de contribution qui vient d'être soumis à l'approbation du Conseil d'administration, il est proposé de fixer le montant des contributions des communes et des EPCI pour l'exercice 2019.

Le montant total des contributions 2018 s'élevait à 36 263 219 € réparti comme suit en fonction des zones du Sdacr :

	Contribution brute 2018
Enveloppe zone A	17 464 594 €
Enveloppe zone B	11 511 750 €
Enveloppe zone C	7 286 875 €

L'inflation réelle constatée entre septembre 2017 et septembre 2018 suivant la progression de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à + 2,20 %.

Afin d'accompagner le passage d'un mécanisme de calcul à l'autre et de tenir compte de l'encadrement de la progression des dépenses de fonctionnement imposé aux principaux contributeurs du service, il est proposé au Conseil d'administration de retenir un coefficient de 0,70 % pour cette année de transition.

Par voie de conséquence, le montant total des contributions 2019 est arrêté à 36 517 051 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2019
Enveloppe zone A	17 586 846 €
Enveloppe zone B	11 592 332 €
Enveloppe zone C	7 337 873 €

Au vu des éléments de calculs indiqués en annexes n° 1 et 2, le montant des contributions individuelles 2019 de chaque territoire est indiqué en annexe n° 3.

Le montant de cette dépense obligatoire sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI avant le 1^{er} janvier 2019.

A l'instar de l'année passée, les contributeurs auront le choix, d'ici au 18 janvier 2019, entre deux options de paiement (sans mandatement préalable) selon la modalité suivante :

- soit le paiement mensuel d'1/12^{ème}, le 31 janvier 2019 puis aux alentours du 20 de chaque mois jusqu'à décembre 2019,
- soit le paiement unique au 20 février 2019.

En l'absence de réponse à cette échéance, un débit d'office unique à la date du 20 février 2019 sera opéré.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier avec 14 voix pour et 1 abstention.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-39-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018



CONTRIBUTIONS COMMUNALES BRUTES 2019

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Allouville-Bellefosse	C	1 199	26 679 €	26 575 €
Alvimare	C	639	7 261 €	7 489 €
Ambrumesnil	C	509	7 117 €	7 245 €
Amfreville-la-Mi-Voie	B	3 215	103 706 €	103 775 €
Amfreville-les-Champs	C	180	1 474 €	1 562 €
Anceaumeville	C	669	9 873 €	10 019 €
Ancourt	C	709	21 662 €	21 360 €
Ancourteville-sur-Héricourt	C	338	3 385 €	3 524 €
Ancretiéville-Saint-Victor	C	404	4 274 €	4 431 €
Ancretteville-sur-Mer	C	220	2 796 €	2 863 €
Angerville-Bailleul	C	204	2 804 €	2 857 €
Angerville-la-Martel	C	1 047	10 843 €	11 260 €
Angerville-l'Orcher	C	1 466	18 889 €	19 322 €
Angiens	C	616	9 524 €	9 641 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	C	126	1 864 €	1 891 €
Anglesqueville-l'Esneval	C	581	7 344 €	7 521 €
Anneville-Ambourville	C	1 237	38 200 €	37 656 €
Anneville-sur-Scie	C	465	6 433 €	6 552 €
Annouville-Vilmesnil	C	521	6 048 €	6 229 €
Anquetierville	C	358	4 659 €	4 763 €
Anvéville	C	322	3 880 €	3 986 €
Ardouval	C	185	2 136 €	2 201 €
Arelaune-en-Seine	C	2 626	42 253 €	42 685 €
Argueil	C	364	5 059 €	5 151 €
Arques-la-Bataille	C	2 720	84 451 €	83 237 €
Aubéguimont	C	210	2 766 €	2 826 €
Aubermesnil-aux-Érables	C	220	3 189 €	3 240 €
Aubermesnil-Beaumais	C	469	14 161 €	13 968 €
Auberville-la-Manuel	C	150	2 118 €	2 155 €
Auberville-la-Renault	C	482	5 453 €	5 626 €
Aumale	B	2 287	71 365 €	71 513 €
Auppegard	C	749	10 494 €	10 681 €
Authieux-Ratiéville	C	421	5 372 €	5 499 €
Autigny	C	327	3 518 €	3 643 €
Autretot	C	708	10 122 €	10 290 €
Auvilliers	C	123	1 680 €	1 712 €
Auzebosc	C	1 409	15 136 €	15 676 €
Auzouville-l'Esneval	C	376	5 561 €	5 643 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Auzouville-sur-Ry	C	724	9 069 €	9 293 €
Auzouville-sur-Saône	C	162	2 302 €	2 341 €
Avesnes-en-Bray	C	324	4 021 €	4 123 €
Avesnes-en-Val	C	301	3 705 €	3 801 €
Avremesnil	C	1 073	14 959 €	15 230 €
Bacqueville-en-Caux	C	1 966	27 421 €	27 916 €
Bailleul-Neuville	C	235	2 763 €	2 843 €
Baillolet	C	122	1 768 €	1 796 €
Bailly-en-Rivière	C	559	7 825 €	7 965 €
Baons-le-Comte	C	384	5 639 €	5 724 €
Bardouville	C	664	20 021 €	19 749 €
Barentin	B	12 532	226 455 €	233 985 €
Baromesnil	C	244	3 580 €	3 634 €
Bazinval	C	433	4 698 €	4 862 €
Beaubeac-la-Rosière	C	527	6 190 €	6 370 €
Beaumont-le-Hareng	C	271	2 985 €	3 086 €
Beaurepaire	C	523	6 104 €	6 284 €
Beaussault	C	448	5 797 €	5 928 €
Beautot	C	138	1 786 €	1 826 €
Beauval-en-Caux	C	527	7 326 €	7 460 €
Beauvoir-en-Lyons	C	721	7 344 €	7 636 €
Bec-de-Mortagne	C	732	9 662 €	9 869 €
Belbeuf	B	2 114	65 083 €	65 256 €
Bellencombre	C	699	11 242 €	11 357 €
Bellengreville	C	497	6 238 €	6 392 €
Belleville-en-Caux	C	699	9 671 €	9 850 €
Belmesnil	C	475	6 656 €	6 774 €
Bénarville	C	269	3 031 €	3 128 €
Bénesville	C	218	2 203 €	2 292 €
Bénouville	C	208	1 986 €	2 076 €
Bernières	C	677	9 062 €	9 248 €
Bertheauville	C	122	2 056 €	2 072 €
Bertreville	C	122	2 219 €	2 229 €
Bertreville-Saint-Ouen	C	387	5 372 €	5 471 €
Bertrimont	C	232	3 280 €	3 337 €
Berville	C	656	7 542 €	7 773 €
Berville-sur-Seine	C	569	16 698 €	16 484 €
Beuzeville-la-Grenier	C	1 180	16 265 €	16 570 €
Beuzeville-la-Guérand	C	235	2 329 €	2 427 €
Beuzevillette	C	681	8 990 €	9 182 €
Bézancourt	C	419	3 791 €	3 980 €
Bierville	C	308	4 070 €	4 157 €
Bihorel	B	8 429	268 778 €	269 087 €
Biville-la-Baignarde	C	672	9 461 €	9 627 €
Biville-la-Rivière	C	114	1 577 €	1 606 €
Blacqueville	C	690	8 637 €	8 851 €
Blainville-Crevon	C	1 241	18 507 €	18 771 €
Blangy-sur-Bresle	C	3 079	53 360 €	53 711 €
Blosseville	C	351	6 592 €	6 611 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Bois-d'Ennebourg	C	569	8 029 €	8 169 €
Bois-Guilbert	C	323	2 798 €	2 949 €
Bois-Guillaume	B	13 731	433 779 €	434 449 €
Bois-Hérault	C	213	2 172 €	2 258 €
Bois-Himont	C	470	6 160 €	6 295 €
Bois-l'Évêque	C	537	5 781 €	5 986 €
Boissay	C	402	4 161 €	4 321 €
Bolbec	B	11 907	262 299 €	267 529 €
Bolleville	C	601	8 381 €	8 533 €
Bonsecours	B	6 598	209 923 €	210 184 €
Boos	B	3 612	110 360 €	110 689 €
Bordeaux-Saint-Clair	C	734	8 794 €	9 038 €
Bornambusc	C	268	3 787 €	3 853 €
Bosc-Bérenger	C	183	2 781 €	2 818 €
Bosc-Bordel	C	460	6 912 €	7 008 €
Bosc-Édeline	C	360	4 462 €	4 576 €
Bosc-Guérard-Saint-Adrien	C	934	12 197 €	12 466 €
Bosc-Hyons	C	469	4 829 €	5 017 €
Bosc-le-Hard	C	1 487	32 265 €	32 169 €
Bosc-Mesnil	C	318	3 291 €	3 418 €
Bosville	C	629	12 154 €	12 174 €
Boudeville	C	222	2 861 €	2 927 €
Bouelles	C	287	3 801 €	3 882 €
Bourdainville	C	466	5 012 €	5 190 €
Bourville	C	342	4 434 €	4 534 €
Bouville	C	987	13 748 €	13 997 €
Brachy	C	809	11 220 €	11 426 €
Bracquetuit	C	354	4 982 €	5 069 €
Bradiancourt	C	230	2 118 €	2 220 €
Brametot	C	219	2 717 €	2 786 €
Bréauté	C	1 373	18 512 €	18 884 €
Brémontier-Merval	C	628	4 758 €	5 080 €
Bretteville-du-Grand-Caux	C	1 387	17 821 €	18 233 €
Bretteville-Saint-Laurent	C	178	2 529 €	2 572 €
Buchy	C	2 837	43 112 €	43 682 €
Bully	C	944	12 447 €	12 714 €
Bures-en-Bray	C	330	3 716 €	3 835 €
Butot	C	289	4 319 €	4 380 €
Butot-Vénesville	C	283	6 427 €	6 397 €
Cailleville	C	302	5 399 €	5 427 €
Cailly	C	784	15 940 €	15 933 €
Callengeville	C	534	7 148 €	7 295 €
Calleville-les-Deux-Églises	C	348	4 856 €	4 944 €
Campneuseville	C	509	7 046 €	7 176 €
Canehan	C	364	4 810 €	4 913 €
Canouville	C	347	5 983 €	6 024 €
Canteleu	B	15 326	492 635 €	493 037 €
Canville-les-Deux-Églises	C	375	4 698 €	4 814 €
Cany-Barville	B	3 179	70 370 €	71 752 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Carville-la-Folletière	C	453	3 160 €	3 403 €
Carville-Pot-de-Fer	C	128	1 744 €	1 778 €
Catenay	C	698	10 229 €	10 385 €
Caudebec-lès-Elbeuf	B	10 646	328 561 €	329 397 €
Cauville-sur-Mer	C	1 540	19 305 €	19 782 €
Cideville	C	346	4 337 €	4 444 €
Clais	C	278	3 174 €	3 273 €
Clasville	C	333	5 373 €	5 427 €
Claville-Motteville	C	286	3 661 €	3 746 €
Cléon	B	5 140	164 551 €	164 713 €
Clères	C	1 399	22 361 €	22 597 €
Cleuville	C	207	1 802 €	1 898 €
Cléville	C	165	2 336 €	2 376 €
Cliponville	C	284	3 848 €	3 924 €
Colleville	C	790	19 964 €	19 798 €
Colmesnil-Manneville	C	112	3 375 €	3 329 €
Compainville	C	203	1 477 €	1 583 €
Conteville	C	530	7 134 €	7 278 €
Contremoulins	C	183	2 875 €	2 908 €
Cottévrard	C	463	5 325 €	5 488 €
Crasville-la-Mallet	C	181	3 200 €	3 218 €
Crasville-la-Rocquefort	C	257	3 719 €	3 778 €
Criel-sur-Mer	C	3 817	41 784 €	43 214 €
Criquebeuf-en-Caux	C	393	7 486 €	7 503 €
Criquetot-le-Mauconduit	C	190	4 179 €	4 164 €
Criquetot-l'Esneval	C	2 637	39 819 €	40 359 €
Criquetot-sur-Longueville	C	224	3 015 €	3 076 €
Criquetot-sur-Ouville	C	841	9 590 €	9 889 €
Criquiers	C	705	9 459 €	9 652 €
Critot	C	509	7 086 €	7 215 €
Croisy-sur-Andelle	C	575	8 248 €	8 384 €
Croixdalle	C	301	3 614 €	3 714 €
Croix-Mare	C	808	9 271 €	9 556 €
Cropus	C	253	3 516 €	3 580 €
Crosville-sur-Scie	C	247	3 461 €	3 523 €
Cuerville	C	373	4 535 €	4 656 €
Cuerville-sur-Yères	C	222	2 766 €	2 835 €
Cuy-Saint-Fiacre	C	684	8 343 €	8 564 €
Dampierre-en-Bray	C	512	5 767 €	5 952 €
Dampierre-Saint-Nicolas	C	515	7 575 €	7 689 €
Dancourt	C	243	3 648 €	3 699 €
Darnétal	B	9 777	309 581 €	310 029 €
Daubeuf-Serville	C	393	5 059 €	5 175 €
Dénestanville	C	270	3 629 €	3 703 €
Déville-lès-Rouen	B	10 501	335 814 €	336 160 €
Dieppe	A	32 640	987 439 €	1 005 018 €
Doudeauville	C	97	1 272 €	1 300 €
Doudeville	C	2 616	41 460 €	41 916 €
Douvrend	C	548	7 306 €	7 458 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Drosay	C	226	4 439 €	4 443 €
Duclair	B	4 290	134 963 €	135 195 €
Écalles-Alix	C	535	7 872 €	7 990 €
Écrainville	C	1 094	14 584 €	14 887 €
Écretteville-lès-Baons	C	399	5 806 €	5 897 €
Écretteville-sur-Mer	C	170	1 384 €	1 467 €
Ectot-l'Auber	C	666	6 677 €	6 952 €
Ectot-lès-Baons	C	403	6 018 €	6 103 €
Elbeuf	B	16 873	544 078 €	544 450 €
Elbeuf-en-Bray	C	437	5 639 €	5 768 €
Elbeuf-sur-Andelle	C	496	4 296 €	4 528 €
Életot	C	670	8 437 €	8 643 €
Ellecourt	C	157	2 357 €	2 390 €
Émanville	C	718	7 982 €	8 246 €
Envermeu	C	2 282	38 972 €	39 255 €
Envronville	C	351	5 233 €	5 308 €
Épinay-sur-Duclair	C	561	16 218 €	16 017 €
Épouville	B	2 800	45 692 €	47 575 €
Épretot	C	737	10 115 €	10 307 €
Épreville	C	1 079	21 296 €	21 313 €
Ermenouville	C	168	2 128 €	2 179 €
Ernemont-la-Villette	C	197	2 766 €	2 815 €
Ernemont-sur-Buchy	C	295	2 903 €	3 027 €
Esclavelles	C	394	4 839 €	4 965 €
Eslettes	C	1 567	21 946 €	22 337 €
Esteville	C	523	5 909 €	6 097 €
Étaimpuis	C	785	10 857 €	11 059 €
Étainhus	C	1 122	15 644 €	15 927 €
Étalleville	C	475	5 718 €	5 875 €
Étalondes	C	1 117	25 101 €	24 994 €
Étoutteville	C	814	6 503 €	6 906 €
Étretat	B	1 967	52 598 €	53 084 €
Eu	B	7 475	285 798 €	284 135 €
Fallencourt	C	209	2 324 €	2 401 €
Fécamp	A	20 128	379 753 €	399 951 €
Ferrières-en-Bray	C	1 728	44 345 €	43 954 €
Fesques	C	132	1 755 €	1 792 €
Flamanville	C	506	5 390 €	5 586 €
Flamets-Frétils	C	192	2 128 €	2 199 €
Flocques	C	729	10 225 €	10 406 €
Fongueusemare	C	204	2 638 €	2 698 €
Fontaine-en-Bray	C	189	2 669 €	2 715 €
Fontaine-la-Mallet	B	2 712	43 510 €	45 364 €
Fontaine-le-Bourg	C	1 747	28 141 €	28 427 €
Fontaine-le-Dun	C	952	27 963 €	27 603 €
Fontaine-sous-Préaux	C	530	15 420 €	15 226 €
Fontenay	C	1 078	15 623 €	15 871 €
Forges-les-Eaux B	B	3 759	74 338 €	76 335 €
Forges-les-Eaux C	C	507	10 036 €	10 043 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Foucarmont	C	892	16 685 €	16 737 €
Foucart	C	371	4 996 €	5 097 €
Franqueville-Saint-Pierre	B	6 384	202 510 €	202 787 €
Fréauville	C	154	1 949 €	1 996 €
Freneuse	C	922	28 073 €	27 684 €
Fresles	C	243	2 259 €	2 366 €
Fresnay-le-Long	C	335	4 619 €	4 706 €
Fresne-le-Plan	C	636	7 164 €	7 394 €
Fresnoy-Folny	C	767	9 852 €	10 080 €
Fresquiennes	C	1 027	15 383 €	15 599 €
Freulleville	C	392	5 263 €	5 370 €
Frichemesnil	C	436	6 317 €	6 417 €
Froberville	C	1 260	23 507 €	23 582 €
Fry	C	173	2 136 €	2 191 €
Fultot	C	223	2 535 €	2 615 €
Gaillefontaine	C	1 284	21 831 €	21 994 €
Gainneville	B	2 637	36 819 €	38 846 €
Gancourt-Saint-Étienne	C	259	3 314 €	3 391 €
Ganzeville	C	516	10 279 €	10 283 €
Gerponville	C	423	4 713 €	4 868 €
Gerville	C	411	7 778 €	7 798 €
Goderville	B	2 892	32 335 €	34 886 €
Gommerville	C	730	10 063 €	10 252 €
Gonfreville-Caillet	C	352	4 118 €	4 239 €
Gonfreville-l'Orcher	B	9 317	464 849 €	458 341 €
Gonnetot	C	225	3 029 €	3 090 €
Gonneville-la-Mallet	C	1 365	18 915 €	19 264 €
Gonneville-sur-Scie	C	484	6 642 €	6 768 €
Gonzeville	C	118	1 533 €	1 567 €
Goupillières	C	427	5 830 €	5 943 €
Gournay-en-Bray	B	6 454	122 007 €	125 665 €
Gouy	C	844	25 261 €	24 923 €
Graimbouville	C	636	7 703 €	7 911 €
Grainville-la-Teinturière	C	1 179	24 686 €	24 647 €
Grainville-sur-Ry	C	450	7 527 €	7 589 €
Grainville-Ymauville	C	456	6 160 €	6 283 €
Grand-Camp	C	673	10 229 €	10 364 €
Grand-Couronne	B	9 985	320 797 €	321 065 €
Grandcourt	C	402	5 112 €	5 234 €
Graval	C	160	1 553 €	1 621 €
Grèges	C	816	24 645 €	24 309 €
Grémonville	C	429	5 434 €	5 565 €
Greuville	C	404	5 554 €	5 659 €
Grigneuseville	C	362	5 137 €	5 225 €
Gruchet-le-Valasse	B	3 189	73 395 €	74 667 €
Gruchet-Saint-Siméon	C	738	10 438 €	10 618 €
Grugny	C	982	15 174 €	15 361 €
Grumesnil	C	489	6 332 €	6 475 €
Guerville	C	493	6 411 €	6 554 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Gueures	C	591	8 220 €	8 370 €
Gueutteville	C	87	1 256 €	1 276 €
Gueutteville-les-Grès	C	439	7 222 €	7 288 €
Harcanville	C	538	6 332 €	6 515 €
Harfleur	B	8 446	162 659 €	167 324 €
Hattenville	C	743	8 672 €	8 928 €
Haucourt	C	249	3 205 €	3 279 €
Haudricourt	C	468	6 960 €	7 060 €
Haussez	C	332	3 661 €	3 784 €
Hautot-l'Auvray	C	393	8 134 €	8 125 €
Hautot-le-Vatois	C	346	4 211 €	4 323 €
Hautot-Saint-Sulpice	C	680	8 831 €	9 029 €
Hautot-sur-Mer	B	2 124	64 385 €	64 599 €
Hautot-sur-Seine	C	420	11 809 €	11 672 €
Héberville	C	131	1 795 €	1 829 €
Hénouville	C	1 267	38 649 €	38 112 €
Héricourt-en-Caux	C	1 019	13 627 €	13 908 €
Hermanville	C	125	1 716 €	1 749 €
Hermeville	C	386	5 777 €	5 858 €
Héronchelles	C	142	1 380 €	1 440 €
Heugleville-sur-Scie	C	650	8 917 €	9 087 €
Heuqueville	C	727	9 656 €	9 859 €
Heurteauville	C	344	4 775 €	4 863 €
Hodeng-au-Bosc	C	587	19 743 €	19 419 €
Hodeng-Hodenger	C	320	3 137 €	3 272 €
Houdetot	C	189	2 118 €	2 187 €
Houpeville	C	2 760	86 034 €	84 788 €
Houquetot	C	369	4 540 €	4 658 €
Hugleville-en-Caux	C	442	4 502 €	4 681 €
Illois	C	412	4 130 €	4 300 €
Imbleville	C	336	4 717 €	4 800 €
Incheville	C	1 317	25 257 €	25 308 €
Ingouville	C	324	6 288 €	6 297 €
Isneauville	B	2 845	87 194 €	87 442 €
Jumièges	C	1 824	56 734 €	55 916 €
La Bellière	C	64	1 099 €	1 107 €
La Bouille	C	774	23 504 €	23 180 €
La Cerlangue	C	1 402	21 593 €	21 863 €
La Chapelle-du-Bourgay	C	137	1 912 €	1 946 €
La Chapelle-Saint-Ouen	C	137	1 056 €	1 125 €
La Chapelle-sur-Dun	C	244	2 878 €	2 961 €
La Chaussée	C	579	8 136 €	8 279 €
La Crique	C	369	4 524 €	4 642 €
La Ferté-Saint-Samson	C	504	5 357 €	5 552 €
La Feuillie	C	1 402	16 794 €	17 260 €
La Fontelaye	C	35	516 €	524 €
La Frénaye	B	2 192	29 903 €	31 616 €
La Gaillarde	C	439	5 835 €	5 957 €
La Hallotière	C	235	2 297 €	2 396 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
La Haye	C	389	4 131 €	4 282 €
La Houssaye-Béranger	C	545	7 825 €	7 953 €
La Londe	C	2 348	73 317 €	72 252 €
La Neuville-Chant-d'Oisel	C	2 279	71 528 €	70 480 €
La Poterie-Cap-d'Antifer	C	482	4 906 €	5 102 €
La Remuée	C	1 323	18 263 €	18 604 €
La Rue-Saint-Pierre	C	812	5 163 €	5 619 €
La Trinité-du-Mont	C	825	10 021 €	10 290 €
La Vaupalière	C	959	26 160 €	25 880 €
La Vieux-Rue	C	575	6 396 €	6 607 €
Lamberville	C	202	2 777 €	2 830 €
Lammerville	C	368	5 024 €	5 121 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	C	150	1 823 €	1 872 €
Lanquetot	C	1 145	15 778 €	16 074 €
Le Bocasse	C	690	11 397 €	11 498 €
Le Bois-Robert	C	352	4 801 €	4 894 €
Le Bourg-Dun	C	523	6 083 €	6 264 €
Le Catelier	C	266	3 656 €	3 725 €
Le Caule-Sainte-Beuve	C	517	6 317 €	6 484 €
Le Grand-Quevilly	A	26 083	821 299 €	834 031 €
Le Hanouard	C	279	5 655 €	5 653 €
Le Havre	A	176 283	8 474 536 €	8 441 200 €
Le Héron	C	268	3 629 €	3 701 €
Le Houlme	B	4 128	130 010 €	130 228 €
Le Mesnil-Durdent	C	38	698 €	701 €
Le Mesnil-Esnard	B	8 371	265 679 €	266 037 €
Le Mesnil-Lieubray	C	121	1 195 €	1 246 €
Le Mesnil-Réaume	C	783	6 595 €	6 969 €
Le Mesnil-sous-Jumièges	C	667	19 573 €	19 322 €
Le Petit-Quevilly	A	22 897	743 719 €	753 967 €
Le Thil-Riberpré	C	238	2 875 €	2 953 €
Le Tilleul	C	739	9 822 €	10 028 €
Le Torp-Mesnil	C	425	3 472 €	3 679 €
Le Trait	B	5 202	168 608 €	168 687 €
Le Tréport	B	6 443	162 458 €	164 450 €
Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	C	1 281	38 968 €	38 429 €
Les Cent-Acres	C	72	991 €	1 010 €
Les Grandes-Ventes	C	1 907	36 017 €	36 113 €
Les Ifs	C	88	1 623 €	1 629 €
Les Loges	C	1 273	24 631 €	24 671 €
Les Trois-Pierres	C	751	11 228 €	11 387 €
Lestanville	C	97	1 340 €	1 365 €
Lillebonne	B	9 166	369 208 €	366 403 €
Limésy	C	1 545	20 509 €	20 941 €
Limpville	C	383	5 342 €	5 439 €
Lindebeuf	C	421	4 446 €	4 610 €
Lintot	C	452	5 888 €	6 019 €
Lintot-les-Bois	C	190	2 735 €	2 779 €
Londinières	C	1 346	17 735 €	18 117 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Longmesnil	C	61	1 368 €	1 362 €
Longroy	C	679	16 784 €	16 656 €
Longueil	C	626	8 792 €	8 947 €
Longuerue	C	325	4 399 €	4 486 €
Longueville-sur-Scie	C	1 010	14 081 €	14 336 €
Louvetot	C	689	9 034 €	9 231 €
Lucy	C	197	1 966 €	2 048 €
Luneray	B	2 307	30 142 €	32 000 €
Malaunay	B	6 022	190 687 €	190 963 €
Malleville-les-Grès	C	199	3 389 €	3 414 €
Manéglise	C	1 314	18 481 €	18 806 €
Manéhouville	C	235	3 196 €	3 259 €
Maniquerville	C	473	8 999 €	9 020 €
Manneville-ès-Plains	C	332	6 217 €	6 236 €
Manneville-la-Goupil	C	1 056	14 649 €	14 918 €
Mannevillette	C	827	10 714 €	10 956 €
Maromme	B	11 196	358 500 €	358 850 €
Marques	C	255	3 291 €	3 366 €
Martainville-Épreville	C	724	11 393 €	11 523 €
Martigny	C	457	14 010 €	13 813 €
Martin-Église	C	1 624	48 809 €	48 150 €
Massy	C	377	4 319 €	4 452 €
Mathonville	C	326	2 564 €	2 727 €
Maucombe	C	413	5 043 €	5 176 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	C	1 013	14 228 €	14 479 €
Mauny	C	180	2 071 €	2 134 €
Mauquenchy	C	382	4 337 €	4 474 €
Mélamare	C	864	14 980 €	15 078 €
Melleville	C	281	4 063 €	4 128 €
Ménerval	C	210	2 781 €	2 840 €
Ménonval	C	222	2 732 €	2 803 €
Mentheville	C	303	2 309 €	2 464 €
Mésangueville	C	187	2 246 €	2 308 €
Mesnières-en-Bray	C	1 292	16 934 €	17 304 €
Mesnil-Follemprise	C	138	1 700 €	1 744 €
Mesnil-Mauger	C	270	3 504 €	3 583 €
Mesnil-Panneville	C	712	8 092 €	8 347 €
Mesnil-Raoul	C	974	11 397 €	11 732 €
Meulers	C	600	6 134 €	6 376 €
Millebosc	C	270	3 833 €	3 898 €
Mirville	C	341	4 996 €	5 072 €
Molagnies	C	180	2 341 €	2 393 €
Monchaux-Soreng	C	677	9 846 €	10 000 €
Monchy-sur-Eu	C	602	7 729 €	7 908 €
Mont-Cauvaire	C	694	9 246 €	9 439 €
Montérolier	C	606	7 857 €	8 034 €
Montigny	C	1 174	17 507 €	17 757 €
Montivilliers	B	16 360	306 581 €	315 964 €
Montmain	C	1 392	44 113 €	43 455 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Montreuil-en-Caux	C	536	7 591 €	7 721 €
Montroty	C	313	3 213 €	3 339 €
Mont-Saint-Aignan	A	19 863	637 318 €	646 529 €
Montville	B	4 932	70 489 €	74 213 €
Morgny-la-Pommeraye	C	1 028	14 017 €	14 289 €
Morienne	C	206	2 432 €	2 502 €
Mortemer	C	88	1 478 €	1 490 €
Morville-sur-Andelle	C	357	3 463 €	3 615 €
Motteville	C	814	11 475 €	11 675 €
Moulineaux	C	978	30 373 €	29 936 €
Muchedent	C	149	2 037 €	2 076 €
Nesle-Hodeng	C	377	4 325 €	4 458 €
Nesle-Normandeuse	C	603	10 030 €	10 116 €
Neufbosc	C	420	4 255 €	4 426 €
Neufchâtel-en-Bray	B	5 001	132 033 €	133 337 €
Neuf-Marché	C	742	9 983 €	10 185 €
Neuville-Ferrières	C	607	8 597 €	8 745 €
Néville	C	1 406	26 042 €	26 134 €
Nointot	C	1 383	17 084 €	17 523 €
Nolléval	C	476	4 616 €	4 819 €
Normanville	C	718	9 382 €	9 589 €
Norville	C	977	14 445 €	14 658 €
Notre-Dame-d'Aliermont	C	764	8 453 €	8 735 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	C	776	9 811 €	10 048 €
Notre-Dame-de-Bondeville	B	7 256	229 254 €	229 607 €
Notre-Dame-du-Bec	C	468	5 885 €	6 029 €
Notre-Dame-du-Parc	C	157	2 205 €	2 244 €
Nullemont	C	150	1 602 €	1 660 €
Ocqueville	C	487	10 589 €	10 557 €
Octeville-sur-Mer	B	5 914	85 358 €	89 790 €
Offranville	B	3 341	103 282 €	103 537 €
Oherville	C	256	3 739 €	3 797 €
Oissel	B	11 509	367 607 €	368 004 €
Omonville	C	324	4 535 €	4 616 €
Orival	C	957	29 574 €	29 153 €
Osmoy-Saint-Valery	C	381	4 871 €	4 985 €
Ouainville	C	548	11 476 €	11 458 €
Oudalle	C	454	17 412 €	17 074 €
Ourville-en-Caux	C	1 172	24 499 €	24 461 €
Ouville-l'Abbaye	C	690	8 694 €	8 906 €
Ouville-la-Rivière	C	552	7 731 €	7 869 €
Paluel	C	543	9 957 €	9 997 €
Parc-d'Anxtot	C	587	7 573 €	7 746 €
Pavilly	B	6 508	104 746 €	109 181 €
Petit Caux	C	9 931	227 001 €	225 891 €
Petit-Couronne	B	8 947	289 579 €	289 732 €
Petiville	C	1 163	26 875 €	26 733 €
Pierrecourt	C	494	7 148 €	7 262 €
Pierrefiques	C	158	1 646 €	1 709 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Pierreval	C	529	5 083 €	5 310 €
Pissy-Pôville	C	1 270	17 371 €	17 705 €
Pleine-Sève	C	155	2 572 €	2 594 €
Pommereux	C	114	1 367 €	1 405 €
Pommeréval	C	468	4 475 €	4 677 €
Ponts-et-Marais	C	783	18 127 €	18 030 €
Port Jérôme sur Seine B	B	8 482	368 550 €	364 856 €
Port Jérôme sur Seine C	C	1 489	64 697 €	63 279 €
Préaux	C	1 844	25 789 €	26 251 €
Prétot-Vicquemare	C	214	2 081 €	2 172 €
Preuseville	C	141	2 030 €	2 063 €
Puisenval	C	34	1 064 €	1 048 €
Quevillon	C	617	18 072 €	17 841 €
Quévreville-la-Poterie	C	988	29 702 €	29 301 €
Quiberville	C	853	11 833 €	12 051 €
Quièvre-court	C	465	5 883 €	6 025 €
Quincampoix	C	3 044	42 276 €	43 051 €
Raffetot	C	515	7 463 €	7 581 €
Rainfreville	C	89	1 311 €	1 331 €
Réalcamp	C	687	9 649 €	9 819 €
Rebets	C	164	1 707 €	1 772 €
Rétonval	C	218	2 625 €	2 697 €
Reuville	C	138	1 821 €	1 860 €
Ricarville-du-Val	C	180	1 636 €	1 717 €
Richemont	C	488	7 024 €	7 138 €
Rieux	C	687	9 022 €	9 218 €
Rives en Seine B	B	2 287	60 567 €	61 156 €
Rives en Seine C	C	1 993	52 762 €	52 245 €
Riville	C	329	3 976 €	4 084 €
Robertot	C	225	1 707 €	1 822 €
Rocquefort	C	336	4 240 €	4 343 €
Rocquemont	C	836	9 523 €	9 821 €
Rogerville	C	1 268	59 574 €	58 183 €
Rolleville	C	1 200	17 801 €	18 060 €
Roncherolles-en-Bray	C	520	6 757 €	6 908 €
Roncherolles-sur-le-Vivier	C	1 083	33 473 €	32 996 €
Ronchois	C	180	2 336 €	2 389 €
Rosay	C	283	3 603 €	3 688 €
Rouen	A	114 039	3 528 259 €	3 586 480 €
Roumare	C	1 443	17 341 €	17 818 €
Routes	C	274	2 748 €	2 861 €
Rouville	C	662	7 982 €	8 200 €
Rouvray-Catillon	C	242	3 065 €	3 139 €
Rouxmesnil-Bouteilles	B	1 937	58 631 €	58 830 €
Royville	C	294	4 089 €	4 164 €
Ry	C	730	14 462 €	14 471 €
Saâne-Saint-Just	C	167	2 330 €	2 372 €
Sahurs	C	1 288	40 342 €	39 753 €
Sainneville	C	862	12 832 €	13 016 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Saint-Aignan-sur-Ry	C	341	4 415 €	4 515 €
Saint-André-sur-Cailly	C	864	12 903 €	13 086 €
Saint-Antoine-la-Forêt	C	1 073	14 699 €	14 980 €
Saint-Arnoult	C	1 344	20 352 €	20 625 €
Saint-Aubin-Celloville	C	1 017	29 383 €	29 019 €
Saint-Aubin-de-Crétot	C	569	7 448 €	7 611 €
Saint-Aubin-Épinay	C	1 051	32 226 €	31 774 €
Saint-Aubin-le-Cauf	C	913	14 280 €	14 447 €
Saint-Aubin-lès-Elbeuf	B	8 276	263 474 €	263 795 €
Saint-Aubin-Routot	C	1 906	17 547 €	18 396 €
Saint-Aubin-sur-Mer	C	304	3 870 €	3 962 €
Saint-Aubin-sur-Scie	C	1 174	35 733 €	35 238 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	C	636	8 800 €	8 963 €
Saint-Crespin	C	301	4 229 €	4 304 €
Saint-Denis-d'Aclon	C	151	2 094 €	2 133 €
Saint-Denis-le-Thibout	C	539	7 701 €	7 829 €
Saint-Denis-sur-Scie	C	673	9 447 €	9 614 €
Sainte-Adresse	B	7 723	135 692 €	140 490 €
Sainte-Agathe-d'Alhiermont	C	320	4 573 €	4 649 €
Sainte-Austreberthe	C	629	9 442 €	9 573 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	C	199	2 408 €	2 473 €
Sainte-Colombe	C	231	4 651 €	4 651 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	C	711	8 563 €	8 797 €
Sainte-Foy	C	593	8 247 €	8 397 €
Sainte-Geneviève	C	302	3 942 €	4 029 €
Sainte-Hélène-Bondeville	C	723	10 686 €	10 844 €
Sainte-Marguerite-sur-Duclair	C	1 992	62 134 €	61 233 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	C	704	21 120 €	20 836 €
Sainte-Marie-au-Bosc	C	381	3 306 €	3 484 €
Sainte-Marie-des-Champs	C	1 609	29 054 €	29 189 €
Saint-Étienne-du-Rouvray	A	29 001	936 486 €	949 691 €
Saint-Eustache-la-Forêt	C	1 088	17 826 €	17 992 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	C	935	11 959 €	12 239 €
Saint-Germain-des-Essourts	C	419	5 530 €	5 648 €
Saint-Germain-d'Étables	C	280	3 921 €	3 991 €
Saint-Germain-sous-Cailly	C	351	3 223 €	3 380 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	C	206	3 249 €	3 286 €
Saint-Gilles-de-Crétot	C	450	4 105 €	4 307 €
Saint-Gilles-de-la-Neuville	C	682	8 727 €	8 931 €
Saint-Hellier	C	485	6 584 €	6 714 €
Saint-Honoré	C	213	2 819 €	2 879 €
Saint-Jacques-d'Alhiermont	C	362	5 107 €	5 196 €
Saint-Jacques-sur-Darnétal	C	2 659	82 743 €	81 549 €
Saint-Jean-de-Folleville	C	850	13 659 €	13 800 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	C	554	7 402 €	7 555 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	C	1 404	21 405 €	21 684 €
Saint-Jouin-Bruneval	C	1 991	50 079 €	49 670 €
Saint-Laurent-de-Brèvedent	C	1 480	22 636 €	22 928 €
Saint-Laurent-en-Caux	C	794	14 591 €	14 648 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions	
			brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Saint-Léger-aux-Bois	C	526	6 861 €	7 013 €
Saint-Léger-du-Bourg-Denis	B	3 476	110 967 €	111 089 €
Saint-Léonard	C	1 866	36 754 €	36 786 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	C	262	3 126 €	3 214 €
Saint-Maclou-de-Folleville	C	667	9 350 €	9 516 €
Saint-Maclou-la-Brière	C	501	6 551 €	6 695 €
Saint-Mards	C	219	3 056 €	3 111 €
Saint-Martin-au-Bosc	C	256	2 598 €	2 702 €
Saint-Martin-aux-Arbres	C	345	4 446 €	4 548 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	C	1 019	14 119 €	14 380 €
Saint-Martin-de-Boscherville	C	1 545	47 627 €	46 952 €
Saint-Martin-de-l'If	C	1 707	22 529 €	23 011 €
Saint-Martin-du-Bec	C	618	8 460 €	8 622 €
Saint-Martin-du-Manoir	C	1 571	21 639 €	22 046 €
Saint-Martin-du-Vivier	C	1 734	54 465 €	53 666 €
Saint-Martin-le-Gaillard	C	325	4 949 €	5 014 €
Saint-Martin-l'Hortier	C	288	3 111 €	3 221 €
Saint-Martin-Osmonville	C	1 182	12 950 €	13 392 €
Saint-Maurice-d'Ételan	C	328	3 755 €	3 871 €
Saint-Michel-d'Halescourt	C	137	1 709 €	1 752 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	B	3 808	53 587 €	56 497 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	C	418	5 955 €	6 055 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	C	1 529	17 790 €	18 320 €
Saint-Ouen-du-Breuil	C	799	11 081 €	11 285 €
Saint-Ouen-le-Mauger	C	307	4 116 €	4 200 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	C	224	2 938 €	3 002 €
Saint-Paër	C	1 379	42 579 €	41 973 €
Saint-Pierre-Bénouville	C	374	5 080 €	5 180 €
Saint-Pierre-de-Manneville	C	904	25 964 €	25 646 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	C	86	1 743 €	1 742 €
Saint-Pierre-de-Varengeville	C	2 373	72 742 €	71 721 €
Saint-Pierre-en-Port	C	1 056	15 391 €	15 630 €
Saint-Pierre-en-Val	C	1 146	15 997 €	16 285 €
Saint-Pierre-lès-Elbeuf	B	8 377	267 756 €	268 037 €
Saint-Pierre-le-Vieux	C	227	2 804 €	2 876 €
Saint-Pierre-le-Viger	C	280	4 306 €	4 360 €
Saint-Rémy-Boscrocourt	C	836	10 907 €	11 148 €
Saint-Riquier-en-Rivière	C	172	2 118 €	2 173 €
Saint-Riquier-ès-Plains	C	665	13 650 €	13 639 €
Saint-Romain-de-Colbosc	B	4 131	69 837 €	72 516 €
Saint-Saëns	C	2 575	45 951 €	46 190 €
Saint-Saire	C	703	7 495 €	7 767 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	C	1 216	15 212 €	15 590 €
Saint-Sylvain	C	200	4 462 €	4 444 €
Saint-Vaast-d'Équieville	C	767	9 086 €	9 345 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	C	411	7 713 €	7 736 €
Saint-Vaast-du-Val	C	486	6 768 €	6 891 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Saint-Valery-en-Caux	B	4 918	103 225 €	105 594 €
Saint-Victor-l'Abbaye	C	794	10 997 €	11 200 €
Saint-Vigor-d'Ymonville	C	1 131	43 625 €	42 773 €
Saint-Vincent-Cramesnil	C	653	7 779 €	7 998 €
Sandouville	C	813	36 977 €	36 135 €
Sassetot-le-Malgardé	C	131	1 772 €	1 807 €
Sassetot-le-Mauconduit	C	1 310	19 225 €	19 516 €
Sasseville	C	279	5 655 €	5 653 €
Sauchay	C	432	5 419 €	5 553 €
Saumont-la-Poterie	C	435	6 003 €	6 115 €
Sauqueville	C	384	12 172 €	11 990 €
Saussay	C	387	4 823 €	4 944 €
Sausseuzemare-en-Caux	C	453	5 569 €	5 714 €
Senneville-sur-Fécamp	C	901	17 281 €	17 316 €
Sept-Meules	C	195	2 461 €	2 521 €
Serqueux	C	1 033	14 028 €	14 304 €
Servaville-Salmonville	C	1 128	17 495 €	17 707 €
Sierville	C	1 030	13 497 €	13 792 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	C	554	6 404 €	6 598 €
Smermesnil	C	428	3 162 €	3 385 €
Sommery	C	850	10 138 €	10 422 €
Sommesnil	C	103	1 317 €	1 348 €
Sorquainville	C	199	2 238 €	2 310 €
Sotteville-lès-Rouen	A	30 003	955 785 €	969 979 €
Sotteville-sous-le-Val	C	824	24 654 €	24 324 €
Sotteville-sur-Mer	C	528	6 098 €	6 283 €
Tancarville	C	1 332	25 326 €	25 386 €
Terres de Caux B	B	2 299	26 494 €	28 490 €
Terres de Caux C	C	1 906	24 136 €	24 716 €
Thérouldeville	C	689	7 098 €	7 374 €
Theuville-aux-Maillots	C	582	5 869 €	6 107 €
Thiergeville	C	440	4 548 €	4 724 €
Thiétreville	C	433	5 516 €	5 646 €
Thil-Manneville	C	624	8 498 €	8 664 €
Thiouville	C	329	3 770 €	3 886 €
Tocqueville-en-Caux	C	131	1 856 €	1 888 €
Tocqueville-les-Murs	C	290	3 282 €	3 386 €
Torcy-le-Grand	C	794	11 066 €	11 266 €
Torcy-le-Petit	C	503	7 172 €	7 292 €
Tôtes	C	1 620	22 007 €	22 439 €
Touffreville-la-Corbeline	C	829	12 635 €	12 800 €
Touffreville-sur-Eu	C	231	3 251 €	3 308 €
Tourville-la-Rivière	B	2 540	79 909 €	80 046 €
Tourville-les-Ifs	C	553	10 861 €	10 872 €
Tourville-sur-Arques	C	1 319	38 957 €	38 450 €
Toussaint	C	758	12 162 €	12 288 €
Trémauville	C	113	1 396 €	1 432 €
Trouville	C	655	9 012 €	9 182 €
Turretot	C	1 520	20 632 €	21 038 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2018	Contributions brutes reconstituées 2018	Contributions brutes 2019
Val-de-la-Haye	C	711	21 203 €	20 921 €
Val-de-Saône	C	1 545	21 476 €	21 868 €
Val-de-Scie	C	2 641	36 897 €	37 559 €
Valliquerville	C	1 456	21 995 €	22 293 €
Valmont	C	919	18 001 €	18 021 €
Varengeville-sur-Mer	C	1 294	39 288 €	38 747 €
Varneville-Bretteville	C	326	4 507 €	4 591 €
Vassonville	C	455	6 196 €	6 317 €
Vatierville	C	142	1 648 €	1 697 €
Vattetot-sous-Beaumont	C	596	7 701 €	7 876 €
Vattetot-sur-Mer	C	483	9 348 €	9 363 €
Vatteville-la-Rue	C	1 196	14 668 €	15 052 €
Veauville-lès-Baons	C	766	11 266 €	11 435 €
Veauville-lès-Quelles	C	135	2 407 €	2 420 €
Vénestanville	C	205	2 832 €	2 885 €
Ventes-Saint-Rémy	C	237	3 425 €	3 480 €
Vergetot	C	448	5 418 €	5 565 €
Veules-les-Roses	C	1 083	14 242 €	14 550 €
Veulottes-sur-Mer	C	627	6 988 €	7 218 €
Vibeuf	C	652	8 380 €	8 573 €
Vieux-Manoir	C	755	9 647 €	9 873 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	C	607	9 598 €	9 705 €
Villainville	C	354	4 471 €	4 579 €
Villers-Écalles	C	1 809	51 457 €	50 842 €
Villers-sous-Foucarmont	C	205	3 134 €	3 174 €
Villy-sur-Yères	C	205	2 169 €	2 249 €
Vinnemerville	C	247	3 314 €	3 382 €
Virville	C	376	4 086 €	4 228 €
Vittefleur	C	746	15 220 €	15 211 €
Wanchy-Capval	C	389	4 408 €	4 548 €
Yainville	C	1 087	33 377 €	32 907 €
Yébleron	C	1 363	21 115 €	21 373 €
Yerville	B	2 470	32 048 €	34 046 €
Ymare	C	1 187	36 604 €	36 085 €
Yport	C	1 172	22 712 €	22 747 €
Ypreville-Biville	C	613	7 086 €	7 300 €
Yquebeuf	C	254	3 425 €	3 494 €
Yvecrique	C	663	9 983 €	10 120 €
Yvetot	B	12 654	285 702 €	290 976 €
Yville-sur-Seine	C	477	14 205 €	14 017 €
TOTAL		1 306 521	36 263 219 €	36 517 051 €

**CONTRIBUTEURS BENEFICIANT D'UN ABATTEMENT AU TITRE
DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU VOLONTARIAT**

Communes éligibles au dispositif	Nombre de SPV éligibles au dispositif au 01/10/2018	Montant de l'abattement
Arelaune En Seine	1	1 000 €
Aumale	4	4 000 €
Cailly	1	1 000 €
Compainville	1	1 000 €
Envermeu	1	1 000 €
Fontaine Le Bourg	1	1 000 €
Forges Les Eaux	3	3 000 €
Foucarmont	3	3 000 €
Gaillefontaine	1	1 000 €
Grandcourt	1	1 000 €
La Feuillie	2	2 000 €
La Rue Saint Pierre	1	1 000 €
Les Grandes Ventes	2	2 000 €
Martainville Epreville	1	1 000 €
Rives En Seine	2	2 000 €
Sassetot Le Mauconduit	1	1 000 €
Servaville Salmonville	1	1 000 €
St Laurent En Caux	1	1 000 €
St Martin Au Bosc	1	1 000 €
St Nicolas D'Aliermont	1	1 000 €
St Vaast D'Equiqueville	1	1 000 €
St Valery En Caux	1	1 000 €
Terres De Caux	1	1 000 €
Valmont	2	2 000 €
Veules Les Roses	1	1 000 €
Villers Sous Foucarmont	1	1 000 €
Yerville	1	1 000 €
38		38 000 €

CONTRIBUTIONS NETTES 2019 APPELEES

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
-----------------	---------------------

EPCI

Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise	1 587 105 €
Agglomération Fécamp Caux Littoral	601 846 €
Communauté de Communes des Villes Sœurs	641 846 €
Communauté de Communes Terroir de Caux	563 750 €
Le Havre Seine Métropole	10 551 716 €
Métropole Rouen Normandie	15 966 606 €

COMMUNES NOUVELLES DONT LE CLASSEMENT SDACR
DES COMMUNES DELEGUEES EST DIFFERENT

Forges-les-Eaux	83 378 €
Port Jérôme sur Seine	428 525 €
Rives en Seine	111 401 €
Terres de Caux	52 206 €

COMMUNES

Allouville-Bellefosse	26 603 €
Alvimare	7 497 €
Amfreville-les-Champs	1 564 €
Anceaumeville	10 030 €
Ancourteville-sur-Héricourt	3 528 €
Ancretiéville-Saint-Victor	4 436 €
Ancretteville-sur-Mer	2 866 €
Angerville-Bailleul	2 860 €
Angerville-la-Martel	11 272 €
Angiens	9 651 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	1 893 €
Annouville-Vilmesnil	6 236 €
Anquetierville	4 768 €
Anvéville	3 990 €
Ardouval	2 203 €
Arelaune-en-Seine	41 685 €
Argueil	5 156 €
Aubéguimont	2 829 €
Aubermesnil-aux-Érables	3 243 €
Auberville-la-Manuel	2 157 €
Auberville-la-Renault	5 632 €
Aumale	67 513 €
Authieux-Ratiéville	5 505 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Autigny	3 647 €
Autretot	10 301 €
Auvilliers	1 714 €
Auzebosc	15 693 €
Auzouville-l'Esneval	5 649 €
Auzouville-sur-Ry	9 303 €
Avesnes-en-Bray	4 127 €
Avesnes-en-Val	3 805 €
Bailleul-Neuville	2 846 €
Baillolet	1 798 €
Bailly-en-Rivière	7 974 €
Baons-le-Comte	5 730 €
Barentin	234 235 €
Bazinval	4 867 €
Beaubec-la-Rosière	6 377 €
Beaumont-le-Hareng	3 089 €
Beaussault	5 934 €
Beauvoir-en-Lyons	7 644 €
Bec-de-Mortagne	9 880 €
Bellencombre	11 369 €
Bellengreville	6 399 €
Bénarville	3 131 €
Bénesville	2 294 €
Bernières	9 258 €
Bertheauville	2 074 €
Bertreville	2 231 €
Berville	7 781 €
Beuzeville-la-Grenier	16 588 €
Beuzeville-la-Guérand	2 430 €
Beuzevillette	9 192 €
Bézancourt	3 984 €
Bierville	4 161 €
Blacqueville	8 860 €
Blainville-Crevon	18 791 €
Blangy-sur-Bresle	53 768 €
Blosseville	6 618 €
Bois-d'Ennebourg	8 178 €
Bois-Guilbert	2 952 €
Bois-Hérault	2 260 €
Bois-Himont	6 302 €
Bois-l'Évêque	5 992 €
Boissay	4 326 €
Bolbec	267 815 €
Bolleville	8 542 €
Bornambusc	3 857 €
Bosc-Bérenger	2 821 €
Bosc-Bordel	7 015 €
Bosc-Édeline	4 581 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	12 479 €
Bosc-Hyons	5 022 €
Bosc-le-Hard	32 203 €
Bosc-Mesnil	3 422 €
Bosville	12 187 €
Boudeville	2 930 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Bouelles	3 886 €
Bourdainville	5 196 €
Bourville	4 539 €
Bouville	14 012 €
Bradiancourt	2 222 €
Brametot	2 789 €
Bréauté	18 904 €
Brémontier-Merval	5 085 €
Bretteville-du-Grand-Caux	18 252 €
Bretteville-Saint-Laurent	2 575 €
Buchy	43 729 €
Bully	12 728 €
Bures-en-Bray	3 839 €
Butot	4 385 €
Butot-Vénesville	6 404 €
Cailleville	5 433 €
Cailly	14 933 €
Challengeville	7 303 €
Campneuseville	7 184 €
Canehan	4 918 €
Canouville	6 030 €
Canville-les-Deux-Églises	4 819 €
Cany-Barville	71 829 €
Carville-la-Folletière	3 407 €
Carville-Pot-de-Fer	1 780 €
Catenay	10 396 €
Cideville	4 449 €
Clais	3 276 €
Clasville	5 433 €
Claville-Motteville	3 750 €
Clères	22 621 €
Cleuville	1 900 €
Cléville	2 379 €
Cliponville	3 928 €
Colleville	19 819 €
Compainville	583 €
Conteville	7 286 €
Contremoulins	2 911 €
Cottévrard	5 494 €
Crasville-la-Mallet	3 221 €
Crasville-la-Rocquefort	3 782 €
Criquetot-le-Mauconduit	4 168 €
Criquetot-sur-Ouville	9 900 €
Criquiers	9 662 €
Critot	7 223 €
Croisy-sur-Andelle	8 393 €
Croixdalle	3 718 €
Croix-Mare	9 566 €
Cuverville-sur-Yères	2 838 €
Cuy-Saint-Fiacre	8 573 €
Dampierre-en-Bray	5 958 €
Dampierre-Saint-Nicolas	7 697 €
Dancourt	3 703 €
Daubeuf-Serville	5 181 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Doudeauville	1 301 €
Doudeville	41 961 €
Douvrend	7 466 €
Drosay	4 448 €
Écalles-Alix	7 999 €
Écrainville	14 903 €
Écretteville-lès-Baons	5 903 €
Écretteville-sur-Mer	1 469 €
Ectot-l'Auber	6 959 €
Ectot-lès-Baons	6 110 €
Elbeuf-en-Bray	5 774 €
Elbeuf-sur-Andelle	4 533 €
Életot	8 652 €
Ellecourt	2 393 €
Émanville	8 255 €
Envermeu	38 255 €
Envronville	5 314 €
Ermenouville	2 181 €
Ernemont-la-Villette	2 818 €
Ernemont-sur-Buchy	3 030 €
Esclavelles	4 970 €
Eslettes	22 361 €
Esteville	6 104 €
Étalleville	5 881 €
Étoutteville	6 913 €
Fallencourt	2 404 €
Ferrières-en-Bray	44 001 €
Fesques	1 794 €
Flamanville	5 592 €
Flamets-Frétils	2 201 €
Fontaine-en-Bray	2 718 €
Fontaine-le-Bourg	27 427 €
Fontaine-le-Dun	27 632 €
Foucarmont	13 737 €
Foucart	5 102 €
Fréauville	1 998 €
Fresles	2 369 €
Fresne-le-Plan	7 402 €
Fresnoy-Folny	10 091 €
Fresquiennes	15 616 €
Freulleville	5 376 €
Frichemesnil	6 424 €
Fry	2 193 €
Fultot	2 618 €
Gaillefontaine	20 994 €
Gancourt-Saint-Étienne	3 395 €
Gerponville	4 873 €
Goderville	34 923 €
Gonfreville-Caillot	4 244 €
Gonzeville	1 569 €
Goupillières	5 949 €
Gournay-en-Bray	125 799 €
Grainville-la-Teinturière	24 673 €
Grainville-sur-Ry	7 597 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Grainville-Ymauville	6 290 €
Grand-Camp	10 375 €
Grandcourt	4 234 €
Graval	1 623 €
Grémonville	5 571 €
Grigneuseville	5 231 €
Gruchet-le-Valasse	74 747 €
Grugny	15 377 €
Grumesnil	6 482 €
Guerville	6 561 €
Gueutteville-les-Grès	7 296 €
Harcanville	6 522 €
Hattenville	8 938 €
Haucourt	3 283 €
Haudricourt	7 068 €
Haussez	3 788 €
Hautot-l'Auvray	8 134 €
Hautot-le-Vatois	4 328 €
Hautot-Saint-Sulpice	9 039 €
Héberville	1 831 €
Héricourt-en-Caux	13 923 €
Héronchelles	1 442 €
Heurteauville	4 868 €
Hodeng-au-Bosc	19 440 €
Hodeng-Hodenger	3 275 €
Houdetot	2 189 €
Houquetot	4 663 €
Hugleville-en-Caux	4 686 €
Illois	4 305 €
Ingouville	6 304 €
La Bellière	1 108 €
La Chapelle-Saint-Ouen	1 126 €
La Chapelle-sur-Dun	2 964 €
La Crique	4 647 €
La Ferté-Saint-Samson	5 558 €
La Feuille	15 260 €
La Frénaye	31 650 €
La Gaillarde	5 963 €
La Hallotière	2 399 €
La Haye	4 287 €
La Houssaye-Béranger	7 961 €
La Rue-Saint-Pierre	4 619 €
La Trinité-du-Mont	10 301 €
La Vaupalière	25 908 €
La Vieux-Rue	6 614 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	1 874 €
Lanquetot	16 091 €
Le Bocasse	11 510 €
Le Bourg-Dun	6 271 €
Le Caule-Sainte-Beuve	6 491 €
Le Hanouard	5 659 €
Le Héron	3 705 €
Le Mesnil-Durdent	702 €
Le Mesnil-Lieubray	1 247 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Le Thil-Riberpré	2 956 €
Le Torp-Mesnil	3 683 €
Les Grandes-Ventes	34 113 €
Les Ifs	1 631 €
Lillebonne	366 794 €
Limésy	20 963 €
Limpiville	5 445 €
Lindebeuf	4 615 €
Lintot	6 025 €
Londinières	18 136 €
Longmesnil	1 363 €
Longuerue	4 491 €
Louvetot	9 241 €
Lucy	2 050 €
Malleville-les-Grès	3 418 €
Manneville-ès-Plains	6 243 €
Manneville-la-Goupil	14 934 €
Marques	3 370 €
Martainville-Épreville	10 523 €
Massy	4 457 €
Mathonville	2 730 €
Maucombe	5 182 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	14 494 €
Mauny	2 136 €
Mauquenchy	4 479 €
Mélamare	15 094 €
Ménerval	2 843 €
Ménonval	2 806 €
Mentheville	2 467 €
Mésangueville	2 310 €
Mesnières-en-Bray	17 322 €
Mesnil-Follemprise	1 746 €
Mesnil-Mauger	3 587 €
Mesnil-Panneville	8 356 €
Mesnil-Raoul	11 745 €
Meulers	6 383 €
Mirville	5 077 €
Molagnies	2 396 €
Monchaux-Soreng	10 011 €
Mont-Cauvaire	9 449 €
Montérolier	8 043 €
Montigny	17 776 €
Montroty	3 343 €
Montville	74 292 €
Morgny-la-Pommeraye	14 304 €
Morienne	2 505 €
Mortemer	1 492 €
Morville-sur-Andelle	3 619 €
Motteville	11 687 €
Nesle-Hodeng	4 463 €
Nesle-Normandeuse	10 127 €
Neufbosc	4 431 €
Neufchâtel-en-Bray	133 479 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Neuf-Marché	10 196 €
Neuville-Ferrières	8 754 €
Néville	26 162 €
Nointot	17 542 €
Nolléval	4 824 €
Normanville	9 599 €
Norville	14 674 €
Notre-Dame-d'Aliermont	8 744 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	10 059 €
Nullemont	1 662 €
Ocqueville	10 568 €
Oherville	3 801 €
Osmoy-Saint-Valery	4 990 €
Ouainville	11 470 €
Ourville-en-Caux	24 487 €
Ouville-l'Abbaye	8 916 €
Paluel	10 008 €
Parc-d'Anxtot	7 754 €
Pavilly	109 298 €
Petit Caux	226 132 €
Petiville	26 762 €
Pierrecourt	7 270 €
Pierreval	5 316 €
Pissy-Pôville	17 724 €
Pleine-Sève	2 597 €
Pommereux	1 407 €
Pommeréval	4 682 €
Préaux	26 279 €
Prétot-Vicquemare	2 174 €
Preuseville	2 065 €
Puisenval	1 049 €
Quièvre-court	6 031 €
Quincampoix	43 097 €
Raffetot	7 589 €
Réalcamp	9 829 €
Rebets	1 774 €
Rétonval	2 700 €
Reuville	1 862 €
Ricarville-du-Val	1 719 €
Richemont	7 146 €
Rieux	9 228 €
Riville	4 088 €
Robertot	1 824 €
Rocquefort	4 348 €
Rocquemont	9 831 €
Roncherolles-en-Bray	6 915 €
Ronchois	2 392 €
Rosay	3 692 €
Roumare	17 837 €
Routes	2 864 €
Rouville	8 209 €
Rouvray-Catillon	3 142 €
Ry	14 486 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Saint-Aignan-sur-Ry	4 520 €
Saint-André-sur-Cailly	13 100 €
Saint-Antoine-la-Forêt	14 996 €
Saint-Arnoult	20 647 €
Saint-Aubin-de-Crétot	7 619 €
Saint-Aubin-le-Cauf	14 462 €
Saint-Aubin-sur-Mer	3 966 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	8 973 €
Saint-Denis-le-Thiboult	7 837 €
Sainte-Agathe-d'Aliermont	4 654 €
Sainte-Austreberthe	9 583 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	2 476 €
Sainte-Colombe	4 656 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	8 806 €
Sainte-Geneviève	4 033 €
Sainte-Hélène-Bondeville	10 856 €
Sainte-Marie-des-Champs	29 220 €
Saint-Eustache-la-Forêt	18 011 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	12 252 €
Saint-Germain-des-Essourts	5 654 €
Saint-Germain-sous-Cailly	3 384 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	3 290 €
Saint-Gilles-de-Crétot	4 312 €
Saint-Hellier	6 721 €
Saint-Jacques-d'Aliermont	5 202 €
Saint-Jean-de-Folleville	13 815 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	7 563 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	21 707 €
Saint-Laurent-en-Caux	13 648 €
Saint-Léger-aux-Bois	7 020 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	3 217 €
Saint-Maclou-la-Brière	6 702 €
Saint-Martin-au-Bosc	1 702 €
Saint-Martin-aux-Arbres	4 553 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	14 395 €
Saint-Martin-de-l'If	23 036 €
Saint-Martin-le-Gaillard	5 019 €
Saint-Martin-l'Hortier	3 224 €
Saint-Martin-Osmonville	13 406 €
Saint-Maurice-d'Ételan	3 875 €
Saint-Michel-d'Halescourt	1 754 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	55 497 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	6 061 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	18 340 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	3 005 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	1 744 €
Saint-Pierre-en-Port	15 647 €
Saint-Pierre-le-Vieux	2 879 €
Saint-Pierre-le-Viger	4 365 €
Saint-Riquier-en-Rivière	2 175 €
Saint-Riquier-ès-Plains	13 654 €
Saint-Saëns	46 239 €
Saint-Saire	7 775 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Saint-Sauveur-d'Émalleville	15 607 €
Saint-Sylvain	4 449 €
Saint-Vaast-d'Équieville	8 345 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	7 744 €
Saint-Valery-en-Caux	104 594 €
Sassetot-le-Mauconduit	18 516 €
Sasseville	5 659 €
Sauchay	5 559 €
Saumont-la-Poterie	6 122 €
Saussay	4 949 €
Sausseuzemare-en-Caux	5 720 €
Sept-Meules	2 524 €
Serqueux	14 319 €
Servaville-Salmonville	16 707 €
Sierville	13 807 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	6 605 €
Smermesnil	3 389 €
Sommery	10 433 €
Sommesnil	1 349 €
Sorquainville	2 312 €
Sotteville-sur-Mer	6 290 €
Tancarville	25 413 €
Thérouldeville	7 382 €
Theuville-aux-Maillots	6 114 €
Thiergeville	4 729 €
Thiétreville	5 652 €
Thiouville	3 890 €
Tocqueville-les-Murs	3 390 €
Touffreville-la-Corbeline	12 814 €
Touffreville-sur-Eu	3 312 €
Toussaint	12 301 €
Trémauville	1 434 €
Trouville	9 192 €
Valliquerville	22 317 €
Valmont	16 021 €
Vatierville	1 699 €
Vattetot-sous-Beaumont	7 884 €
Vatteville-la-Rue	15 068 €
Veauville-lès-Baons	11 447 €
Veauville-lès-Quelles	2 423 €
Ventes-Saint-Rémy	3 484 €
Veules-les-Roses	13 550 €
Veulettes-sur-Mer	7 226 €
Vibeuf	8 582 €
Vieux-Manoir	9 884 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	9 715 €
Villers-Écalles	50 896 €
Villers-sous-Foucarmont	2 174 €
Villy-sur-Yères	2 251 €
Vinnemerville	3 386 €
Virville	4 233 €
Vittefleur	15 227 €
Wanchy-Capval	4 553 €
Yébleron	21 396 €

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
Yerville	33 046 €
Ypreville-Biville	7 308 €
Yquebeuf	3 498 €
Yvecrique	10 131 €
Yvetot	291 287 €
TOTAL	36 517 051 €

N°2018-CA-40

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DES TARIFS ET DES PARTICIPATIONS DEMANDES PAR LE
SDIS 76 AUX BENEFICIAIRES DE CERTAINES PRESTATIONS**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1424-42 et L.1424-2,*
- *la délibération n° 10 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 instaurant les nouvelles pratiques de tarification des interventions payantes,*
- *la délibération n° 2014-CA-09 instaurant les frais de gestion par facture émise,*
- *la délibération 2017-CA-39 approuvant l'actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis76 aux bénéficiaires de certaines prestations,*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué des tarifs applicables aux bénéficiaires de certaines prestations.

A compter du 1^{er} janvier 2019, il est proposé de procéder à deux évolutions :

- décomposer le tarif des destructions de nids d'insectes en fonction de la hauteur pour tenir compte des différents moyens techniques susceptibles d'être mobilisés,
- appliquer une augmentation de 2,2% aux tarifs existants, progression constatée de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée.

Les conditions de facturation fixées par la délibération d'instauration des frais de gestion demeurent inchangées.

Vous trouverez ci-après le détail des nouvelles tarifications qu'il vous est proposé d'approuver.

Type de sortie non urgente (hors secours à personne)	MOINS DE 2 HEURES FORFAIT		PLUS DE 2 HEURES OU SANS FORFAIT	
	Tarif 2018	Tarif 2019	Tarif 2018	Tarif 2019
Ouverture de porte	267 €	273 €	Sans objet	
Inondation de locaux	267 €	273 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, < 5M hors domaine public qui restent gratuits	108 €	111 €	Sans objet	111 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, > 5M <15 M hors domaine public qui restent gratuits		222 €	Sans objet	111 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, > 15 M hors domaine public qui restent gratuits		384 €	Sans objet	111 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Pollution	267 €	273 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Réquisitions de l'autorité judiciaire	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Ascenseurs	267 €	273 €	Sans objet	
Service de sécurité	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objet flottant	267 €	273 €	Sans objet	
FRAIS DE GESTION par facture émise	37 €	38 €	37 €	38 €

La facturation des moyens engagés sera calculée sur la base des éléments suivants :

*TARIF DE MOBILISATION DES MOYENS			
TARIF HORAIRE DES MOYENS MATERIELS ET DU PERSONNEL NECESSAIRE A L'ENGAGEMENT			
<i>La durée est calculée de l'horaire de départ à l'horaire de retour au CIS. Toute heure commencée est due.</i>			
Type d'engin	Tarif 2018	Tarif 2019	Observations
FPT	267 €	273 €	Y compris engins assimilés (FPTL, FPTSR, FPT, FPTGP...)
EPS / BEA	267 €	273 €	
CCF	267 €	273 €	Y compris engins assimilés (CCR, CCI...)
MPE	170 €	174 €	Y compris tous les moyens légers d'épuisement ... (VTU + REP)
HYDROSUB (CEDGP)	372 €	381 €	
VTU	108 €	111 €	
VRT	267 €	273 €	Tous les engins risques technologiques (FRT, Cellule Dépollution...)
Autres véhicules (VSAV, VPC, VSAQ, Cellule...)	267 €	273 €	
VL / VLR / VLHR / VLRTC	109 €	112 €	
FMOGP	372 €	381 €	
TARIF HORAIRE DES MOYENS HUMAINS SUPPLEMENTAIRES			
<i>La durée est calculée de l'horaire de départ à l'horaire de retour au CIS. Toute heure commencée est due.</i>			
75 % du taux de base de l'indemnité des sapeurs-pompiers volontaires selon le grade			
MATERIELS DETERIORES ET CONSOMMABLES			
Au coût de leur valeur de remplacement			

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°2018-CA-41

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DES PRESTATIONS
ET DES STRUCTURES DE FORMATION**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, notamment le Titre III, articles 37-38 et 39,
- la délibération 2017-CA-39.1 approuvant l'actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation.

*
* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dispose d'un agrément lui permettant de former les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires de notre département, mais également des stagiaires d'autres départements dans le cadre de formation.

Par ailleurs, le Sdis 76 peut fournir des prestations de formation, de locations de salles ou de matériels aux autres Sdis, ainsi qu'à d'autres organismes publics, comme privés.

Le Sdis 76 propose de décomposer le tarif de certaines prestations, d'en intégrer de nouvelles et d'actualiser l'ensemble, sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation (soit + 2,2 %), pour les conventions conclues à compter du 1^{er} janvier 2019.

Vous trouverez ci-dessous le détail des tarifs hors taxe (HT).

FRAIS DE RESTAURATION

Restauration dans nos structures départementales			
	2018	2019	Commentaires
Petit-déjeuner	2,18 €/personne	2,23 €/personne	/
Déjeuner	9,36 €/personne	9,57 €/personne	/
Dîner	9,36 €/personne	9,57 €/personne	/

Restauration en dehors de nos structures départementales			
	2018	2019	Commentaires
Petit-déjeuner	4,62 €/personne	5,11 €/personne	/
Déjeuner	11,99 €/personne	12,26 €/personne	/
Dîner	11,99 €/personne	12,26 €/personne	/

FRAIS D'HEBERGEMENT

Hébergement dans nos structures départementales			
	2018	2019	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective		34 €/personne	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)		51 €/personne	/

Hébergement en dehors de nos structures départementales			
	2018	2019	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective		62 €/stagiaire	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)		77 €/stagiaire	/

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES, TECHNIQUES ET LOGISTIQUES

Action de formation dans nos structures départementales (hors frais de restauration et d'hébergement)			
	2018	2019	Commentaires
Forfait journée-stagiaire - Formations de tronc commun	Journée : 136 € Demi-journée : 68 €	Journée : 139 € Demi-journée : 70 €	/
Forfait journée-stagiaire - Formations spécialisées		Journée : 174 € Demi-journée : 87 €	/
Surcoût pour frais de mise à disposition de structures spécifiques de formations (hors frais de restauration et d'hébergement) :			
	2018	2019	Commentaires
Formations avec feu réel STRUCTURE VULCAIN	Journée : 1 956 € Demi-journée : 1 015 €	Journée : 2 000 € Demi-journée : 1 038 €	A ajouter au forfait journée-stagiaire adapté
Formations avec feu réel CAISSONS FEU BOIS COEPT	Journée : 246 € Demi-journée : 123 €	Journée : 252 € Demi-journée : 126 €	
Formations avec feu réel CAISSON FEU GAZ	Journée : 61 € Demi-journée : 31 €	Journée : 63 € Demi-journée : 32 €	
Formation STRUCTURE MULTI-ACTIVITE TOUR « ULMA » PARCOURS ARI	Journée : 254 € Demi-journée : 127 €	Journée : 260 € Demi-journée : 130 €	
Formation en Cis	Journée : 254 € Demi-journée : 127 €	Journée : 260 € Demi-journée : 130 €	

LOCATION DES SALLES ET EQUIPEMENT DE FORMATION

	2018	2019	Commentaires
Forfait salle de formation de 20 personnes	Journée : 203 € Demi-journée : 102 €	Journée : 208 € Demi-journée : 105 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc
Forfait Amphithéâtre de 190 personnes	Journée : 510 € Demi-journée : 255 €	Journée : 522 € Demi-journée : 261 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc et système de sonorisation compris
Forfait mise à disposition Quiz-box		Journée : 59 € Demi-journée : 30 €	/

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS SPORTIFS

	2018	2019	Commentaires
Forfait de mise à disposition de l'ensemble parcours sportif <i>(hors frais de transport de l'équipement)</i>	Semaine : 609 €	Semaine : 623 €	Berce, accompagnement et personnel requis
Mise à disposition de nos installations ou de nos dispositifs sportifs	Journée : 1 015 €	Journée : 1 038 €	/

FRAIS DIVERS

	2018	2019	Commentaires
Frais de dossier	37 €/facture émise	38 €/facture émise	/
Frais de constitution d'une formation personnalisée		380 €	/

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur. Différents taux de TVA pourront s'appliquer selon le type de prestation proposée.

Le président du Conseil d'administration est autorisé à conclure les conventions se rapportant au modèle approuvé en annexe.

Les mises à disposition à titre gracieux font l'objet de conventions spécifiques soumises à l'approbation du Bureau du conseil d'administration.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PONCTUELLE
DE MOYENS ET BIENS DU SDIS 76 A D'AUTRES SERVICES
A TITRE ONEREUX**

Entre :

.....
(la « Commune, établissement public, collectivité, état, personne privée »)

.....
(adresse postale)

« le Cocontractant »

Représenté(e) par

.....
(son Maire, Directeur général, Directeur, représentant)

en exercice, agissant en vertu d'une

(« délibération du Conseil Municipal, du Conseil d'Administration »)

d'une part,

ET

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76)

dont le siège est 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objectif de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux et ou biens appartenant au Sdis 76. Le Sdis 76 consent dans le cadre de cette convention, à la mise à disposition de ses locaux et ou biens à titre onéreux à « cocontractant » afin d'assurer le déroulement de « objectifs »

ARTICLE 2 - Objet :

Le Sdis 76 agissant dans les droits du propriétaire des locaux/biens objet de la présente convention, met à la disposition des personnels des locaux/biens aménagés et adaptés à la réalisation de formations, visites médicales, exercices.

Les locaux/biens mis à disposition, sont situés, comprennent et éventuellement (le mobilier).

Ils ne comprennent pas : le matériel (.....)

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès :

Les utilisateurs sont

L'accès aux locaux/biens mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

ARTICLE 4- Utilisation des biens mis à disposition et accès :

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le bureau/service/groupement référent, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du Sdis 76 et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le « cocontractant » ne pourra employer les locaux et bien mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le Sdis 76 se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du Sdis 76, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre de jours adaptables) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 5- obligations et engagements des parties :

Le « cocontractant » est responsable du bon déroulement de l'utilisation du local/bien. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et bien mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Le « cocontractant » devra informer le Sdis 76 de tout sinistre ou dégradation, se produisant dans les locaux ou moyens mis à disposition, dès lors qu'il résulte d'une utilisation anormale des locaux ou moyens mis à disposition.

En cas de dégradations, de sinistre ou d'utilisation anormale des locaux mis à disposition, le « cocontractant » supportera le coût de la remise en état, sur présentation des factures ou mémoires correspondants par le Sdis.

Concernant l'entretien :

- Le Sdis 76 assure l'entretien des locaux et moyens mis à disposition durant la durée de la convention.

Fluides :

- Le « Sdis 76 » prend en charge tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

ARTICLE 6 – Description de la prestation

La prestation fournie par le Sdis 76 comprend :

- L'hébergement (nuitée) du au,
- La restauration (petit déjeuner, déjeuner, dîner) du au,
- La location de salles de formation (*type de salle, nombre*) du au,
- La location de structure(s) (*type de la/les structure(s)*) du au,
- Autres

ARTICLE 7 – Dispositions administratives

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre onéreux.

Le « cocontractant » prendra les locaux/biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Cas échéant :

- Le « Sdis 76 » aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances se rapportant à l'espace occupé.

ARTICLE 8 – Dispositions financières

Hébergement (*à détailler*) : € TTC/ personne pour une durée de (*à détailler*),

Restauration (*à détailler*) : € TTC/ personne pour une durée de (*à détailler*),

Location de locaux (*à détailler*) : € TTC/ pour une durée de (*à détailler*),

Location de structure(s) (*à détailler*) : € TTC/ personne pour une durée de (*à détailler*),

Autres :

Le « cocontractant » s'engage à verser au Sdis 76, pour rémunération de service, la somme pour les prestations de mise à disposition de (biens meubles, immeubles ou service du Sdis76).

Dans l'hypothèse où les mesures de résiliation indiquées à l'article 9 n'ont pas été mises en œuvre, le Sdis 76 sera indemnisé en cas d'annulation selon les conditions suivantes :

- pour toute annulation dans un délai supérieur à 15 jours avant le début de l'action de formation, les frais de dossier et frais de constitution d'une formation personnalisée resteront dus.
- dès lors que l'annulation est formulée dans les 15 jours qui précèdent l'action de formation, l'ensemble des frais inhérents seront facturés

Le règlement s'effectuera à l'issue de la mise à disposition des (biens meubles, immeubles ou service du Sdis 76) après réception des titres de recettes.

ARTICLE 9 – Durée de la convention

La présente convention est établie pour la période du (date) au (date).

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de (X mois) ou lorsque « le cocontractant » cesse d'utiliser les locaux.

Enfin le Sdis76 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre de jours adaptables) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 10 – Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé dans un délai de (adaptable) avant le début de la mise à disposition des locaux.

ARTICLE 11 – Assurance et responsabilité

Le « cocontractant » s'engage à fournir au Sdis 76 une attestation garantie responsabilité civile, à la signature de ladite convention.

Le « cocontractant » est responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile et pour les risques locatifs.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du « Sdis 76 » en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

ARTICLE 12 – Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,
Le Président du Conseil d'administration,

Monsieur le Maire,
Directeur, Directeur général,
Président du Conseil d'Administration »

André GAUTIER

M. / Mme

Projet

N°2018-CA-42

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9,*
- *la délibération 2017-CA-39.2 approuvant la modification des catégories de produits proposés et l'actualisation des tarifs de la restauration.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) propose un service de restauration administrative dont les tarifs sont actualisés chaque année.

Il est proposé d'appliquer les augmentations suivantes à compter du 31 décembre 2018 :

- tarifs visiteurs : + 2,2 %,
- tarifs personnels du Sdis76 : + 1,6 %.

Le détail des nouveaux tarifs vous est présenté en annexe.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Catégorie de prix	Précisions	TARIFS RESTAURANTS ADMINISTRATIFS											
		PERSONNELS						VISITEURS					
		A compter du 02/01/2018			A compter du 31/12/2018			A compter du 02/01/2018			A compter du 31/12/2018		
		HT		TTC	HT		TTC	HT		TTC	HT		TTC
		calculés** (3 chiffres)	retenus		calculés** (3 chiffres)	retenus		calculés** (3 chiffres)	retenus		calculés** (3 chiffres)	retenus	
Petit déjeuner	Jus de fruit, boisson chaude (café, thé, chocolat), pain, beurre, confiture	0,792	0,79	0,87	0,805	0,81	0,89	2,181	2,18	2,40	2,229	2,23	2,45
Hors d'Oeuvre 2	Crudités (carottes, céleris, concombre, betteraves, tomates,...) œuf dur, pâté foie et campagne	0,610	0,61	0,67	0,620	0,62	0,68	1,563	1,56	1,72	1,598	1,60	1,76
Hors d'Oeuvre 3	Charcuterie composée, salade composée (petite), avocat, coleslow, surimi, jambon fumé, fruits de mer... entrée sur grande assiette / toutes les autres	0,792	0,79	0,87	0,805	0,81	0,89	2,080	2,08	2,29	2,126	2,13	2,34
Plat 1	Fonction du prix d'achat, affichage le jour même	1,583	1,58	1,74	1,609	1,61	1,77	4,057	4,06	4,46	4,147	4,15	4,57
Plat 2	Précision : Tous les plats composés comme choucroute, paëlla, tartiflette, ... = Plat 3 +	1,998	2,00	2,20	2,030	2,03	2,23	5,092	5,09	5,60	5,205	5,21	5,73
Plat 3	Légumes en accompagnement	2,374	2,37	2,61	2,412	2,41	2,65	6,136	6,14	6,75	6,271	6,27	6,90
Légumes ou légumes et féculents en accompagnement		0,610	0,61	0,67	0,620	0,62	0,68	1,563	1,56	1,72	1,598	1,60	1,76
Féculents en accompagnement		0,396	0,40	0,44	0,403	0,40	0,44	1,046	1,05	1,15	1,070	1,07	1,18
Assiette de légumes ou assiette de légumes et féculents		1,186	1,19	1,30	1,205	1,21	1,33	3,081	3,08	3,39	3,149	3,15	3,47
Salade		0,396	0,40	0,44	0,403	0,40	0,44	1,046	1,05	1,15	1,070	1,07	1,18
Jambon		1,187	1,19	1,31	1,206	1,21	1,33	3,012	3,01	3,31	3,079	3,08	3,39
Fromage 1	Saint Paulin et Camenbert	0,396	0,40	0,44	0,403	0,40	0,44	1,046	1,05	1,15	1,070	1,07	1,18
Fromage 2	Tous les autres fromages	0,610	0,61	0,67	0,620	0,62	0,68	1,563	1,56	1,72	1,598	1,60	1,76
Dessert 1	Yaourt nature et fromage blanc nature en pot (100/125g) , 1 pomme, 1 orange	0,396	0,40	0,44	0,403	0,40	0,44	1,046	1,05	1,15	1,070	1,07	1,18
Dessert 2	Yaourt aux fruits (125g) / Kiwi, banane, poire : à l'unité	0,610	0,61	0,67	0,620	0,62	0,68	1,563	1,56	1,72	1,598	1,60	1,76
Dessert 3	Fruits de saison (exp fraises) et salade de fruits / Yaourts de 150g et plus (type gourmands) / fromage blanc en barquette ou coupe	0,843	0,84	0,93	0,857	0,86	0,95	2,181	2,18	2,40	2,229	2,23	2,45
Dessert 4	Glaces, pâtisseries et entremets (exp mousse chocolat, crème brûlée)	1,090	1,09	1,20	1,108	1,11	1,22	2,832	2,83	3,12	2,895	2,90	3,19
Soda ou eau gazeuse		0,559	0,56	0,61	0,568	0,57	0,63	1,461	1,46	1,61	1,494	1,49	1,64
Eau plate 50 cl		0,295	0,30	0,32	0,300	0,30	0,33	0,731	0,73	0,80	0,748	0,75	0,83
Eau (grande bouteille)		0,487	0,49	0,54	0,495	0,50	0,55	1,248	1,25	1,37	1,276	1,28	1,41
Sandwich	Jambon, beurre ou mayonnaise	1,820	1,82	2,00	1,850	1,85	2,04	3,640	3,64	4,00	3,721	3,72	4,09
Repas école	Entrée, plat, fromage et dessert	3,317	3,32	3,65	3,369	3,36	3,70	9,360	9,36	10,30	9,566	9,57	10,53
Repas sans encaissement direct par la régie	Entrée, plat, fromage et dessert (boisson non comprise)	9,360	9,36	10,30	9,510	9,51	10,46	9,360	9,36	10,30	9,566	9,57	10,53
Remplacement badge *		3,124	3,12	3,75	3,174	3,17	3,80						

TVA au taux de 10% sauf * à 20%

** à titre indicatif et nouvelle base de calcul des prochaines révisions

N°2018-CA-43

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DES TARIFS APPLIQUES AUX NON RESTITUTION DES
EFFETS D'HABILLEMENT OU RESTITUTION D'EFFETS SALES**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le Règlement intérieur du Sdis 76, notamment son article 4-1,*
- *la délibération 2017-CA-39.3 instaurant une tarification applicable aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales,*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué un tarif applicable en cas de non restitution des effets d'habillement ou de restitution d'effets sales. Il apparaît nécessaire d'actualiser ces tarifs.

Les prestations remboursées sur la base des tarifs des fournisseurs sont actualisées suivant les dispositions propres à chaque marché.

Seuls les frais de gestion sont à réviser. Il est proposé d'appliquer une augmentation de 2,2 %, progression constatée de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée.

Les tarifs appliqués à compter du 1^{er} janvier 2019 sont les suivants :

LIBELLE	FACTURATION
Non restitution d'effets ou restitution d'effets détériorés	A la valeur de remplacement
Cession d'effets en lien avec une mutation	A la valeur actuelle des effets
Restitution d'effets sales	Frais de nettoyage et désinfection mis en œuvre
Frais de gestion par facture émise (non remboursables)	38 euros

Les conditions de facturation fixées lors de la délibération d'instauration demeurent applicables.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

TARIFS APPLIQUES AUX VISITES MEDICALES

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,*
- *la délibération 2017-CA-39.4 approuvant la convention de prise en charge par le Sdis 76 du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a approuvé le tarif des visites médicales au profit de personnes extérieures au service.

A compter du 1^{er} janvier 2019, il est proposé d'appliquer une augmentation de 2,2 % de ce dernier sur la base de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, soit un prix de visite s'élevant à 102 € HT.

Les modalités administratives et financières de déroulement des visites médicales et de délivrance des certificats médicaux fixées dans la convention jointe en annexe demeurent applicables.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

André GAUTIER



**CONVENTION DE PRISE EN CHARGE PAR LE SERVICE
DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-
MARITIME DU CONTROLE DE L'APTITUDE MEDICALE A
EXERCER LA FONCTION DE POMPIER POUR DES PERSONNELS
EXTERIEURS AU SDIS 76**

Entre :

.....(nom du cocontractant) dont le siège est
..... (adresse postale)

Représenté par(nom du représentant) en exercice, agissant en
qualité de Président

d'une part,

ET

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME
dont le siège est 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la présente convention :

L'ensemble des salariés de (nom du cocontractant) bénéficie d'un
suivi individuel de leur état de santé assuré par un médecin du travail.

En plus de ce suivi, les agents ayant la fonction de (à préciser)
justifient d'un suivi spécifique commun à celui des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

L'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au SSLIA ouvre la possibilité réglementaire de faire réaliser les visites médicales des pompiers de par un médecin sapeur-pompier habilité à l'aptitude du service de santé et de secours médical du SDIS 76.

..... souhaite confier au groupement service de santé et de secours médical (SSSM) du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime la prise en charge du contrôle de l'aptitude médicale

Les modalités d'organisation de l'examen médical et les conditions d'aptitude médicale exigées pour la délivrance du certificat médical sont celles définies par le ministre chargé de la sécurité civile pour les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, dans le cadre des missions d'incendie et de secours à personnes.

Sur la base de cet arrêté, le suivi individuel des pompiers (nom du cocontractant) s'articule autour de visites :

- « initiales », équivalentes des visites de recrutement (VRCRU) des sapeurs-pompiers ;
- de « maintien », équivalentes aux visites de maintien en activité (VMA) des SP, de fréquence annuelle ;
- de reprise d'activité opérationnelle (VRAO), pour tout arrêt supérieur à 21 jours, obligatoires pour les femmes enceintes, obligatoires sauf cas particuliers laissés à l'appréciation du médecin, pour toutes les autres causes d'arrêt.

Une visite de reprise d'activité opérationnelle peut se cumuler avec une visite de maintien en activité.

Pour toute autre visite, les salariés doivent être adressés au médecin du travail de (nom du cocontractant) responsable de leur suivi.

ARTICLE 2 - Organisation :

Le suivi des échéances des visites médicales des agents affectés au SSLIA est de la responsabilité de (nom du cocontractant) ; le référent est

- téléphone :
- mobile :
- courriel :

Le médecin du travail responsable du suivi des agents de (nom du cocontractant) est le (à préciser par le cocontractant) (organisme de rattachement) :

- secrétariat :
- courriel :

Les demandes de visites médicales se font auprès du secrétariat du service de santé et de secours médical (à préciser : Direction/groupement considéré) qui en assure l'organisation selon les procédures et modalités habituelles du service de santé.

Les visites se déroulent dans le cabinet médical du (à préciser : Direction/groupement considéré) situé à la même adresse :

- CIS (nom et adresse postale),
- téléphone :
- courriel :

Les VRCRU et les VMA associent dans un même temps une visite paramédicale et une visite médicale ; les VRAO correspondent en général à une consultation médicale unique.

Les visites médicales sont réalisées par des médecins sapeur-pompier (MSP) habilités à l'aptitude.

Les visites paramédicales sont réalisées par des infirmiers sapeur-pompier (ISP) du service de santé et de secours médical validés pour l'aptitude.

ARTICLE 3 - Gestion de l'information médicale

Les dossiers médicaux des agents concernés sont dématérialisés.

La saisie de l'information médicale dans le dossier médical informatisé de santé au travail (DMIST) du SSSM du SDIS 76 obéit aux règles habituelles.

Lors de la création du dossier dans la base de données Antibia, pour qu'il n'y ait aucune interférence avec les agents du SDIS 76, les éléments suivants doivent être appliqués par l'assistante, l'ISP ou le MSP :

- le « CIS » de rattachement est « ENTREPRISES EXTERNES » ;
- « (nom du cocontractant) » est inscrit au niveau de la zone « adresse ».

Les informations saisies dans le DMIST sont couvertes par le secret médical.

La durée de conservation des dossiers médicaux est équivalente à celle des SP du SDIS 76 (30 ans).

ARTICLE 4 - Contenu des visites :

Le contenu des visites médicales proposées aux pompiers (nom du cocontractant) est identique à celui des visites médicales correspondantes des SP du SDIS 76 et renvoie aux modes opératoires correspondants ; quelques différences existent, concernant les demandes d'exams spécialisés complémentaires et le certificat médical d'aptitude.

4.1 – Visites de recrutement (VRCRU) et visites de maintien en activité (VMA)

Elles associent visites paramédicale et médicale :

- la visite paramédicale comprend de manière habituelle les examens suivants :
 - biométrie (taille, poids, périmètre abdominal, PA et fréquence cardiaque)
 - audiométrie tonale
 - fonction visuelle
 - exploration fonctionnelle respiratoire
 - électrocardiogramme de repos
 - bandelette urinaire (avec dépistage de cannabis pour les visites de recrutement)

- la visite médicale comprend de manière habituelle les éléments suivants :
 - o un interrogatoire avec recherche ou mise à jour des :
 - antécédents médicaux personnels appréciant particulièrement les facteurs de risques, respiratoires, cardio-vasculaires, musculo-squelettiques et psychologiques
 - antécédents médicaux personnels en lien avec un AT, une MP ou une maladie à caractère professionnel (taux d'IPP)
 - antécédents médicaux personnels d'allergies
 - antécédents familiaux présentant un intérêt dans le cadre du suivi de la santé de l'agent
 - conduites addictives (tabac, alcool, autres substances)
 - traitements en cours,
 - o un contrôle du statut vaccinal en lien avec les vaccinations obligatoires chez les SP
 - o un examen clinique général
 - o l'analyse des examens paramédicaux réalisés par l'ISP
 - o l'analyse des examens complémentaires spécialisés :
 - à fournir par le candidat au recrutement (cf. document des examens à fournir lors d'un recrutement de sapeur-pompier volontaire ou professionnel) :
 - ☞ biologie sanguine
 - ☞ sérologie d'hépatite B
 - ☞ radio pulmonaire de face
 - demandés par le MSP (ces examens sont demandés via le médecin du travail (nom du cocontractant) qui les prescrit puis en transmet les résultats au MSP demandeur) :
 - ☞ biologies périodiques
 - ☞ en cas de nécessité
 - avec l'accord de l'agent, des résultats d'examens peuvent être échangés entre le médecin du SDIS 76 et le médecin du travail de l'aérodrome
 - o une conclusion
 - o la détermination du profil S.I.G.Y.C.O.P.

4.2 – VRAO

La visite se limite en général à une consultation médicale unique, reprenant tout ou partie des éléments de la visite médicale précédemment décrite.

4.3 – Détermination de l'aptitude médicale

Elle s'apprécie en évaluant l'aptitude médicale :

- aux missions et fonctions :
 - ☞ incendie
 - ☞ secours routier
 - ☞ SUAP
 - ☞ opérations diverses
- à la conduite des véhicules :
 - ☞ du groupe léger
 - ☞ du groupe lourd
 - ☞ les MSP habilités à l'aptitude du SDIS 76 sont agréés par la préfecture pour le contrôle médical de l'aptitude à la conduite ; en application de l'arrêté du 18 janvier 2017 précité, ils peuvent

rédiger des avis médicaux en lien avec l'activité du cocontractant
..... (à préciser).

- aux activités physiques et sportives.

Le MSP se prononce sur l'aptitude médicale de la manière suivante :

- o « APTE » ;
- o « INAPTE ».

Il peut sursoir à statuer sur l'aptitude médicale dans l'attente de résultats d'examens complémentaires demandés auprès du médecin du travail de l'aéroport.

ARTICLE 5 - Edition et circulation du certificat médical d'aptitude :

Le modèle utilisé est celui de la DGAC ; les pompiers de (nom du cocontractant) arrivent en consultation munis de ce certificat, établi à leur nom ; le MSP se prononce sur l'aptitude médicale de la manière suivante :

- « APTE » ;
- « INAPTE ».

Après avoir été renseigné, signé et tamponné par le médecin, une version dématérialisée du CMA est enregistrée par l'assistante, dans le DMIST.

La circulation du certificat médical obéit ensuite aux règles particulières suivantes :

- une version dématérialisée est adressée par mail :
 - ☞ au médecin du travail référent ;
 - ☞ au référent des pompiers de l'aérodrome ;
- puis, le CMA est remis à l'agent qui lui-même le remettra à son employeur.

En cas de contestations, les agents peuvent faire appel auprès d'une commission *ad hoc* de la DGAC (à laquelle participe un médecin du service de santé et de secours médical du SDIS du domicile du demandeur, différent de celui ayant réalisé la visite médicale).

ARTICLE 6 – Suivi d'activité et facturation :

Le suivi de cette activité spécifique est assuré par l'assistante du secrétariat du service de santé et de secours médical du groupement Sud en reprenant :

- le cabinet de consultation ;
- le jour ;
- la date ;
- le MSP ;
- l'ISP ;
- le nom des agents ;
- les visites réalisées en différenciant :
 - o visites initiales ;
 - o visites de maintien ;
 - o visites de reprise.

Le bilan est adressé trimestriellement au secrétariat du service de santé et de secours médical de la direction pour facturation auprès de (nom du cocontractant)

La facturation s'établit selon les règles suivantes :

- visite médicale, suivant le tarif en vigueur, à savoir : 100 € HT par visite au jour de la signature de la convention. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.

Actualisation du tarif :

En cas d'évolution du tarif, le Sdis informe le cocontractant par envoi d'un courrier 3 mois avant la prise d'effet du nouveau tarif. Si le cocontractant le refuse, c'est un motif de résiliation de la convention dans les conditions prescrites à l'article 7. Le silence du cocontractant vaut acceptation.

L'adresse de facturation de (nom du cocontractant) sera la suivante :

.....
.....

SIRET :

TVA :

CODE NAF :

Les factures pourront être transmises de manière dématérialisée sur

ou par mail à l'adresse :

Toute visite dont l'annulation n'a pas été effectuée 48 heures à l'avance sera facturée.

ARTICLE 7- Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et sa validité est d'un an. Le renouvellement de la présente interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 8 - Droit applicable et juridiction compétente

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires originaux, le

.....
(Nom du cocontractant),

M. Mme

Pour le Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,
Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER

N°2018-CA-45

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION DE
SECOURS EXCEPTIONNEL**

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération n°2010-CA-06 du Conseil d'administration en date du 12 janvier 2010 portant création d'un fonds de secours exceptionnel,*
- *le Règlement intérieur de la commission de secours exceptionnel en date du 23 novembre 2010.*

*

* *

Dans le cadre de l'action sociale du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, une délibération en date du 12 janvier 2010 a créé un fonds de secours exceptionnel pour venir en aide aux agents en difficultés financières.

Dans son fonctionnement, ce fonds de secours s'appuie sur un règlement intérieur. Son article 4 désigne comme bénéficiaires potentiels :

- *les agents titulaires ou stagiaires en position d'activité,*
- *les agents contractuels recrutés sur un emploi permanent.*

Cependant, dans certaines situations de décès d'un agent, les familles peuvent se trouver en grande difficultés financières, en particulier pour le paiement des frais d'obsèques.

Vu le vote majoritaire des membres de la commission de secours exceptionnel en sa réunion du 13 décembre 2018, il est vous est proposé de modifier l'article 4 du règlement intérieur afin d'élargir le champ des bénéficiaires et de pouvoir ainsi répondre à ces situations :

Article 4 : Bénéficiaires du fonds de secours exceptionnel

« Peuvent bénéficier du fonds de secours exceptionnel :

- *les agents titulaires ou stagiaires en position d'activité,*
- *les agents contractuels recrutés sur un emploi permanent,*
- *les ayants droits des agents titulaires et stagiaires et des agents contractuels recrutés sur un emploi permanent, dans le cadre d'une participation financière aux frais d'obsèques de l'agent. »*

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier sous réserve de l'avis du comité technique qui se tiendra le 23 janvier 2019.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER